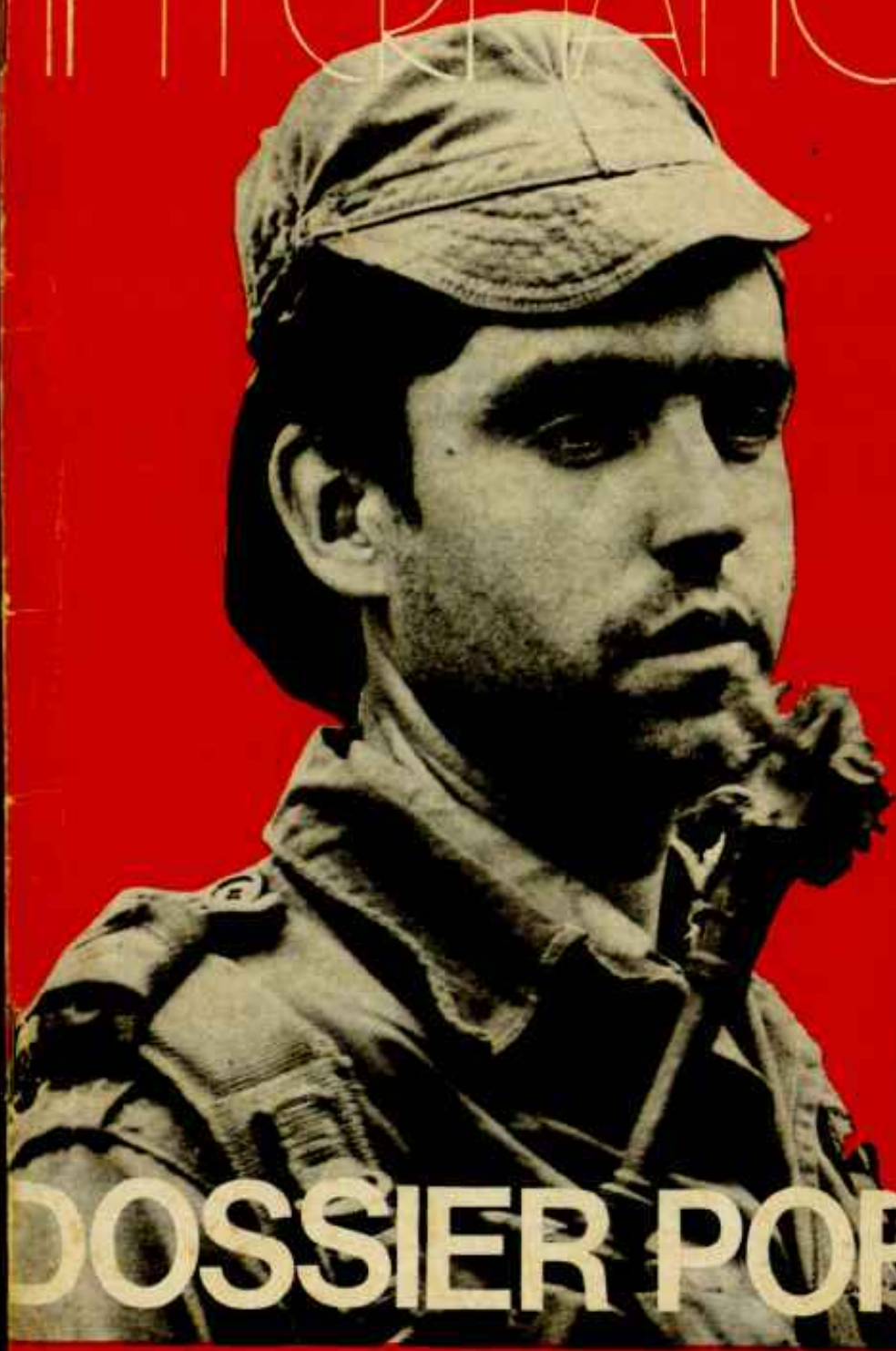


132-340

QUATRIEME INTERNATIONALE

N° 20 - 21 Nouvelle Série
PRINTEMPS 1975
PRIX : 10 FR.

GEDOC
FONS
& VILADOT



DOSSIER PORTUGAL

ITALIE : LOTTA CONTINUA
SUÈDE : La Social Démocratie

- MEDVEDEN et le Stalinisme
- DEBRAY et l'Amérique Latine
- La Révolution Arabe

GEDOC

QUATRIÈME INTERNATIONALE

N° 16-17 nouvelle série
N° 67-68 ancienne série
Juillet-Août 1974

thèses et résolutions

le 10e congrès de la

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| L'apport du X ^e Congrès mondial | P. 3 |
| Communiqué sur le X ^e Congrès | P. 5 |
| Résolution politique générale | P. 7 |
| Thèses sur la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste | P. 27 |
| Résolution sur la lutte armée en Amérique latine .. | P. 45 |
| Bilan et ligne d'orientation de la révolution bolivienne | P. 51 |
| Crise politique et perspectives révolutionnaires en Argentine | P. 61 |
| Statuts de la Quatrième Internationale | P. 75 |
| Contre-projet de résolution politique générale | P. 79 |
| Rapport sur la lutte armée en Amérique latine | P. 101 |
| Contre-rapport sur la lutte armée en Amérique latine | P. 107 |

IVe internationale

UB
Biblioteca General
CEDOC

QUATRIÈME INTERNATIONALE

N° 20 - 21 Nouvelle Série
PRINTEMPS 1975
 PRIX : **10 FR.**



revue éditée
 par le comité exécutif international
 de la IVème internationale

sommaire

Directeur de publication
PIERRE FRANK.



Rédaction, administration et
 pour toute correspondance :
 Jean-François GODCHAU
 « Quatrième Internationale »
 10, Impasse Guéméné,
 75004 Paris
 Tél. : 272 68 82
 272 88 96

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ● EDITORIAL : Pour un 1 ^{er} mai de lutte - Contre le capitalisme, fauteur de crise et de guerre! - Secrétariat Unifié de la IV ^e Internationale | 3 |
| ● Daniel BENSAID : Les avatars d'un certain réalisme - Le congrès de Lotta Continua | 5 |
| ● Tom GUSTAFSSON : La social-démocratie dans les pays nordiques | 17 |
| ● PORTUGAL : APRES LES ELECTIONS - Résolution du Comité Central de la L.C.I. (Ligue Communiste Internationaliste - Organisation sympathisante de la IV ^e Internationale) | 23 |
| ● Saleh JAAFAR : Les nôtres : Jabra NICOLA | 30 |
| ● Jabra NICOLA : Nation arabe et mode de production asiatique. | |
| ● Pierre FRANK : Problèmes d'Union Soviétique vus d'Union Soviétique | 37 |
| ● Livio MAITAN : Amérique Latine : de la guérilla à la guerre du peuple ? (L'autocritique mystifiée de Régis DEBRAY) | 45 |
| ● Index des articles contenus dans les numéros 1 à 18/19 de « Quatrième Internationale », nouvelle série (janvier 1972-décembre 1974) | 59 |

Photos : droits réservés

Aux Lecteurs et Lectrices de

“ QUATRIÈME INTERNATIONALE ”

Il y a un peu plus d'un an, nous annonçons, en guise d'éditorial de notre n° 13, la publication mensuelle de notre revue. Nous avons effectivement sorti entre Pâques et la rentrée sociale d'automne 1974 trois numéros de 32 pages et le numéro spécial 112 pages (documents et thèses du 19^e congrès mondial de la IV^e Internationale). Mais plusieurs mois s'écouleront avant que paraisse un autre « numéro spécial » de « Quatrième Internationale », le n° 18/19 présentant les documents et rapports de notre conférence ouvrière internationale. C'est que dans le même temps la direction de la IV^e Internationale mettait sur pied la publication régulière d'un bulletin d'analyses politiques : « Inprécor », paraissant simultanément en français, anglais, espagnol, allemand et bientôt japonais, ce qui représente un effort — et un succès — sans précédent dans l'histoire du mouvement marxiste révolutionnaire. En outre, depuis, la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale) publie sa propre revue théorique : « Marx ou Crève ». A l'évidence, « Quatrième Internationale » a été quelque peu « secouée » par ces progrès. Dès lors que le système de presse de la IV^e Internationale et de ses sections francophones redevient clair, il revient à « Quatrième Internationale » de jouer à nouveau le rôle spécifique de revue théorique à l'échelle internationale dont ni « Inprécor », ni « Marx ou Crève » ne peuvent assumer la fonction.

Notre revue, dont une version anglaise doit être publiée dès l'automne 1975, doit répondre aux besoins suivants :

- centraliser les efforts d'élaboration théorique faits au sein de la IV^e Internationale ;
- fournir un matériel analytique permettant d'approfondir l'étude des P.C., de la social-démocratie, ou des courants « centristes » européens (voir dans ce numéro l'article de Daniel BENSARD sur Lotta Continua), par exemple ;
- permettre la publication de documents originaux sur certains pays, certaines études historiques, etc. ;
- assurer la parution de documents des directions nationales des sections de la « Quatrième Internationale » ou de la direction internationale elle-même.

Les articles et documents contenus dans le présent numéro nous paraissent répondre aux objectifs exposés ci-dessus. Nous ferons tous les efforts pour que « Quatrième Internationale » reparaisse régulièrement une fois par trimestre minimum.

Un bon moyen de nous aider : ABONNEZ-VOUS !

LE SECRETARIAT DE REDACTION.

EDITORIAL

POUR UN PREMIER MAI DE LUTTE contre le capitalisme, fauteur de crise et de guerre

Appel de la IV^{ème} Internationale aux Travailleurs du monde entier

Le Premier Mai, journée internationale de lutte et de solidarité des travailleurs du monde entier, coïncide cette année avec une avance formidable des luttes de libération dans le Sud-Est asiatique. Les victoires foudroyantes de la révolution au Cambodge et au Sud-Vietnam ont porté un coup très dur aux positions militaires politiques et morales de l'impérialisme dans tout le Sud-Est asiatique et bien au-delà de cette région. Ce sont des victoires pour les travailleurs de tous les pays.

Simultanément, la vague des luttes ouvrières en Europe occidentale, en cours depuis plusieurs années, se poursuit. Au Portugal, après la chute de la dictature il y a un an, une situation prérévolutionnaire s'est développée. Des mobilisations de masse impétueuses mettent en question les fondements du régime capitaliste lui-même. En Espagne, des conditions prérévolutionnaires mûrissent et menacent de renverser la dictature franquiste. Ces développements pourraient stimuler une montée révolutionnaire dans plusieurs pays d'Europe capitaliste.

Le système capitaliste international est confronté aujourd'hui avec une conjoncture exceptionnellement grave. Il est secoué par la première récession économique généralisée depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans tous les pays impérialistes importants, la production et le revenu national sont en baisse. Le chômage complet y touche plus de quinze millions de travailleurs. Les masses laborieuses de nombreux pays coloniaux et semi-coloniaux sont frappées de manière encore plus dure.

Dans ce contexte, une évidente crise de direction politique se manifeste au sein de la bourgeoisie internationale. Ses racines ne résident pas dans l'absence de dirigeants politiques aptes, mais dans les contradictions qui se sont accumulées au cours de toute la période de l'après-guerre, avant tout dans la détérioration grave des rapports de force entre le Capital et le Travail à l'échelle mondiale. L'ordre capitaliste international d'après guerre était basé sur la supériorité militaire, économique et financière écrasante de l'impérialisme américain. Cette supériorité a été sapée, bien que la bourgeoisie américaine conserve toujours sa primauté au sein du monde capitaliste. La récession économique aggrave de même dans l'immédiat la crise de direction bourgeoise dans la mesure où elle accentue la concurrence inter-impérialiste et rend plus difficile l'acceptation d'une politique économique et monétaire commune par les différentes puissances impérialistes. En outre, le potentiel de lutte des travailleurs des métropoles impérialistes, surtout en Europe occidentale, reste intact. Ces travailleurs ne sont pas prêts à accepter les « solutions » capitalistes de la crise.

Mais il serait irresponsable de conclure de cette aggravation

de la crise globale du système capitaliste que celui-ci va s'effondrer automatiquement, ou que la bourgeoisie va se laisser infliger des défaites importantes, sans réagir ni préparer des ripostes. Aussi longtemps que la bourgeoisie continue à détenir les leviers décisifs de puissance économique, politique et militaire, elle combattra pour sa survie, même au prix de catastrophes nouvelles qui dépasseraient largement les horreurs connues avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais malgré des reculs et des défaites — et il y en aura encore pas mal avant la victoire finale — des chances de percée révolutionnaire se présenteront fréquemment.

La solution capitaliste de la crise économique est simple : imposer toutes les charges à la classe ouvrière. Mais pour être capable d'imposer pareille solution, la bourgeoisie doit déclencher une attaque contre les conquêtes sociales et politiques du prolétariat des pays impérialistes, menaçant les libertés démocratiques et syndicales, y compris le droit de grève. Sa stratégie politique impliquerait au besoin l'établissement d'*« Etats forts »*, sinon des régimes de dictature militaire ou fasciste. Cherchant à rétablir ses prérogatives dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, pour autant que celles-ci s'y trouvent remises en question, la bourgeoisie impérialiste est prête à déclencher de nouvelles guerres d'agression, même au prix d'une « escalade » vers une catastrophe nucléaire. Elle conserve son but ultime de détruire l'U.R.S.S., la R.P. de Chine et les autres Etats ouvriers, afin d'y réintroduire le capitalisme.

La survie du système capitaliste implique déjà aujourd'hui le gaspillage d'énormes capacités de production non utilisées, qui pourraient servir à la satisfaction des besoins de millions de déshérités. Ce mépris criminel du genre humain se manifeste de la manière la plus nette dans la décision de limiter la production d'engrais chimiques et la surface emblavée dans plusieurs pays capitalistes, afin de faire monter les prix sur le marché mondial — avec le résultat inévitable de provoquer la famine dans les zones les plus pauvres du monde.

Devant les attaques capitalistes contre la classe ouvrière et les masses pauvres, les partis sociaux-démocrates et stalinien poursuivent leur politique de collaboration de classes, surtout sous forme de nouvelles expériences réformistes ou d'alliances électorales ou gouvernementales du type Front populaire avec la bourgeoisie. De leur côté, les ultra-gauches projettent une politique stérilement sectaire ou aventuriste. Toutes ces stratégies erronées sapent la combativité des travailleurs, les détournent d'une lutte d'ensemble pour renverser le capitalisme, et groupent ainsi la voie à la réaction capitaliste, y compris des dictatures

sanglantes. Moscou et Pékin apportent de leur part une aide particulière à l'impérialisme pour maintenir leur ligne de « détente » avec Washington, en cherchant à conserver le régime capitaliste, chaque fois qu'il est menacé par la montée révolutionnaire.

Seul le renversement du système capitaliste et l'avènement d'une économie mondiale et démocratiquement planifiée permettront de sortir du chaos présent et éviteront au genre humain de nouvelles guerres, de nouvelles famines et de nouvelles dictatures réactionnaires sanglantes. Le développement de la révolution socialiste internationale aidera de même les masses des États ouvriers bureaucratisés à réaliser leur révolution politique, afin d'éliminer le pouvoir que la bureaucratie privilégiée y a usurpé, et à avancer vers une réelle démocratie socialiste et la construction fraternelle d'une société socialiste à l'échelle internationale.

Seule l'action de masse révolutionnaire du prolétariat et des autres couches laborieuses de la population permettront de renverser le capitalisme et de construire un monde meilleur. Cette tâche historique exige la construction de partis révolutionnaires marxistes de masse, capables de conduire les montées révolutionnaires qui s'annoncent à la victoire par la conquête du pouvoir par les travailleurs. Voilà le but de la IV^e Internationale.



La IV^e Internationale appelle les travailleurs de tous les pays à donner à leurs manifestations et grèves de ce Premier Mai un caractère résolument anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-bureaucratique.

Mobilisez-vous :

- Pour la solidarité avec l'héroïque révolution indochinoise. Etouffez dans l'œuf toute tentative de nouvelle intervention de l'impérialisme pour frustrer les masses laborieuses indochinoises de leur victoire, arrachée au prix de tant de sacrifices.
- Pour la solidarité avec la révolution portugaise. Barrez la route à toute tentative impérialiste de l'étrangler par le blocus économique ou par l'intervention militaire. Faites pièce à tous les efforts réformistes et staliniens de freiner et trahir la lutte en la maintenant dans le cadre de la collaboration de classes.
- Pour arrêter le bras criminel de l'impérialisme qui menace

de déclencher de nouvelles guerres d'agression au Moyen-Orient arabe, en Afrique et ailleurs.

- Contre la répression politique, la brutalité policière et la torture qui deviennent des traits du pouvoir bourgeois partout dans le monde. Pour arracher à leurs geôles tous les prisonniers politiques, de l'Espagne au Chili, de Sri Lanka et de l'Inde, au Brésil et à l'Argentine.
- Pour le boycott ouvrier de toute aide à la dictature de Pinochet.
- Contre la répression qui frappe les oppositionnels communistes et socialistes de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. Pour la libération de tous les prisonniers politiques en U.R.S.S. Assez d'internements criminels d'oppositionnels dans des asiles psychiatriques ! Libérez les trotskystes chinois qui se trouvent encore emprisonnés !
- Pour refouler l'offensive patronale contre la classe ouvrière. Pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Pour une réduction radicale de la semaine de travail sans réduction du salaire. Pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises subsidiées, menacées de fermeture ou fermées par la bourgeoisie.
- Pour la solidarité fraternelle des travailleurs de tous les pays. Pour une action commune internationale des travailleurs contre les sociétés multinationales. Contre l'Europe des trusts, pour les États-Unis Socialistes d'Europe.
- Contre toute discrimination et mesures de représailles à l'égard des travailleurs immigrés et des minorités nationales opprimées. Solidarité avec les luttes pour l'autodétermination des Palestiniens, des Noirs sud-africains, du peuple irlandais, des peuples d'Euzkadi, de Catalogne et d'autres nationalités opprimées par l'État espagnol, des Noirs et des Chicanos aux États-Unis, et de toutes les autres nationalités opprimées.
- Pour appuyer le Mouvement mondial de libération de la femme, et arracher et défendre le droit à l'avortement libre et gratuit.
- Pour appuyer les luttes des soldats pour leurs droits démocratiques et contre les conditions d'oppression dans les armées bourgeoises.

En avant, pour le pouvoir des travailleurs, fondé sur les conseils ouvriers librement et démocratiquement élus, dans le plus strict respect de la démocratie ouvrière et de la diversité des tendances et des partis en leur sein !

En avant, contre le capitalisme fauteur de crise, de chômage et de guerre, vers la révolution socialiste mondiale !
Premier Mai 1975.

Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale.

Les avatars d'un certain réalisme

Le Congrès de Lotta Continua

Par Daniel BENSARD

Le 1^{er} congrès de Lotta Continua, réuni à Rome début janvier, semblait témoigner d'une double évolution, même aux yeux d'un observateur non averti. Evolution d'un mouvement primitivement rassemblé autour du journal, vers une organisation issue d'une vague sociale de radicalisation, vers un petit parti aux contours délimités. Evolution d'un courant ultra-gauche, qui prend conscience de ses responsabilités, et commence à déployer une tactique complexe face aux organisations réformistes majoritaires dans le mouvement ouvrier.

Pour illustrer cette trajectoire, nous ne prendrons que deux exemples à nos yeux significatifs : la question de la violence et celle du travail antimilitariste.

1) Sur la question de la violence

L'ordonnement du congrès lui-même avait quelque chose de surprenant. Sur les six jours de débats, les quatre premiers étaient consacrés à l'amendement et au vote d'une série de thèses juxtaposées et en apparence disparates (sur le matérialisme ; sur l'anti-impérialisme ; sur l'internationale ; sur les couches moyennes ; sur l'armée ; sur l'Etat ; sur la tactique ; sur la question du parti et des statuts). Les deux dernières journées étaient réservées à la discussion du rapport sur la situation des luttes et le contexte politique, et à l'élection de la direction.

Les thèses visaient en fait à tirer au clair un certain nombre de points litigieux, après une lente maturation de six années, conclue par ce congrès. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le caractère symptomatique du débat sur la violence. D'autant que certains militants, parmi lesquels plusieurs délégués de Milan, semblaient assumer à ce propos le passé de l'organisation contre son évolution présente.

« L'histoire de ces dix dernières années a montré comment la revendication du droit à la violence révolutionnaire, qui a eu et conserve une valeur subjective, ne peut être prise comme discriminant stratégique et s'avère insuffisante à fonder une réelle autonomie de ligne politique. Les oscillations théoriques, les glissements, les erreurs par volontarisme et subjectivisme qui ont marqué l'histoire du mouvement révolutionnaire dans les années 60 sont le reflet de ce manque d'autonomie, qui s'est manifesté de manière générale par la sous-estimation du rôle des masses dans le domaine politique et militaire. » Le problème, dans ses lignes générales, est correctement posé : le fétichisme des formes de lutte, en particulier de la violence, est la réponse des avant-gardes naissantes et l'expression de leur impatience dans une situation où l'action propre des masses reste limitée. Le danger de substitutisme ultra-gauche qui en résulte est illustré par l'exemple de la R.A.F. en Allemagne (la « bande à Baader ») qui a porté à l'extrême ce substitutisme dans le pays européen où le réveil et la mobilisation des masses demeurent les plus limités.

« La théorie de l'exemplarité de l'action armée, la théorie du parti comme détonateur, le fétichisme du fusil (...) sont les traits sous lesquels la déviation militariste se représente aux marges du mouvement comme phénomène d'arrière-garde. L'ignorance des contradictions internes de l'ennemi de classe, la surestimation du contrôle et de la répression révisionnistes

vont de pair avec la sous-estimation réelle de la force autonome des masses. » Nous avons nous-même effectué peu à peu ce type de corrections. L'expérience, et l'échec rapide, en France, de la Gauche Proletarienne ont largement contribué à clarifier les débats. Ils restent davantage d'actualité en Italie, du fait de l'existence des Brigades Rouges et des noyaux Proletariens Armés. Si nous partageons l'appréciation générale des camarades de Lotta Continua (L.C.) sur l'origine des déviations militaristes (le décalage entre l'avant-garde naissante et la masse des travailleurs encore soumis aux réformistes), nous pensons qu'il faudrait encore remonter à leur source plus profonde, en particulier du point de vue des rapports de force internationaux. Car le volontarisme ultra-gauche des nouvelles avant-gardes européennes fut profondément marqué, dès l'origine, par la figure du Che, symbole même du volontarisme. Or, le volontarisme du Che, sa théorisation de l'empirisme nécessaire (« beaucoup mourront, victimes de leurs erreurs... »), ne peuvent être aujourd'hui rejetés comme les manifestations d'une simple phase infantile du mouvement révolutionnaire. Ils sont aussi inscrits dans ce qu'il appelait « ce moment illogique de l'histoire de l'humanité », où la révolution vietnamienne apparaissait si seule, si tragiquement seule et peu défendue par le prétendu « camp socialiste ». Le développement inégal de la lutte des classes à l'échelle internationale a fait de l'action exemplaire du Che et de sa dernière forme suicidaire, la guérilla bolivienne, une réplique peut-être nécessaire aux abandons réformistes.

C'est ce qui explique le pouvoir d'attraction de réponses, politiquement et stratégiquement erronées certes, mais inscrites dans ce moment illogique comme la tentative d'en briser le cercle.

Alors, volontariste et désespéré, le projet guérillero de ces années-là ? L'affaire n'est pas si simple. Debray, parlant de « léninisme pressé » un peu légèrement, constate aujourd'hui que l'assaut des avant-gardes anticipait alors sur la mobilisation des masses, en pleine période de recomposition face à l'offensive impérialiste. Pourtant, la dialectique de la révolution mondiale impose des tâches objectives qui ne peuvent être différées (défense de la révolution cubaine, soutien à la révolution vietnamienne). C'est la trahison des bureaucraties soviétiques et chinoises qui creuse le gouffre sous les pas des avant-gardes naissantes. On lit un certain désespoir dans la dernière lettre à la Tricontinentale, où le Che dénonce comme coupables ceux « qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambes », au lieu de s'unir dans le soutien au Vietnam héroïque. La solitude du Che lui-même dans les montagnes boliviennes est bien le reflet de cette solitude vietnamienne. L'appel, lancé à la cantonnade, à notre génération, (« créer deux, trois Vietnams »), peut paraître démesuré à l'aune de la raison politique. Mais ne fallait-il pas toute la force de ce sacrifice conscient pour que l'appel soit entendu, jusque dans les profondeurs de la jeunesse ceylanaise ? La lutte et la mort du Che sont un terrible réquisitoire contre tous ceux « qui ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ».

Aujourd'hui, si la montée du prolétariat a modifié les rap-

ports de forces, certaines caractéristiques de la situation mondiale subsistent. Les thèses de L.C. sur la question de la violence rencontrent peut-être là l'un de leurs points faibles. Il y est écrit que « le parti révolutionnaire n'organise pas de façon directe la classe, mais seulement sa partie avancée ; de la même manière, il n'organise pas directement l'armée prolétarienne, mais seulement ses cadres dirigeants. » Si la remarque nous paraît nécessaire pour faire table rase de multiples confusions, son application demeure trop limitée. En effet, une partie de la thèse consacrée au bilan de l'expérience latino-américaine fait la critique de la guérilla « comme élément externe de participation au conflit social, comme catalyseur... » Mais la même partie salue sans aucune critique l'expérience du M.I.R. et surtout celle du P.R.T.-E.R.P. argentin comme une rectification positive. Or, il serait erroné de ne voir dans l'armée populaire directement organisée par le parti que le résultat d'une confusion dans la conception du parti et de ses rapports avec les masses. Il y a bel et bien, derrière toute une vision stratégique cohérente, celle de la guerre révolutionnaire prolongée qui mêle émancipation nationale et révolution sociale, qui fait des zones libérées la base du double pouvoir, et de l'armée populaire son expression politique.

Partons d'une constatation : nombre de groupes castristes se sont baptisés de libération nationale (M.L.N., E.L.N.). Dans « La critique des armes », Debray souligne que cette réalité organisationnelle reflète le statut ambigu des pays latino-américains, caractérisés approximativement de néo-coloniaux, et rangés par la Tricontinentale aux côtés des pays d'Afrique et d'Asie soumis à une dépendance coloniale directe. Or, les pays latino-américains sont politiquement indépendants même s'ils sont économiquement dépendants et si l'étroite liaison entre les oligarchies nationales faibles et l'impérialisme font de son intervention militaire directe une menace toujours présente.

C'est cette situation particulière qui alimente les confusions stratégiques dont le courant castriste s'est fait le vecteur. S'il ne l'éclaire pas, Debray décrit bien la difficulté : « La guerre révolutionnaire en Amérique latine est à cheval sur deux classicismes historiques, inconfortable vertige : mêlant certains traits de la guerre civile révolutionnaire à ceux de la guerre populaire de libération, elle doit combiner le court et le long terme, l'insurrection populaire dans les grands centres industriels (grève générale révolutionnaire) et la formation de l'armée populaire ou paysanne à la campagne, le travail au sein de l'armée établie (comme en Russie) et la construction d'une autre armée de type nouveau comme en Chine. » Élegante façon de conjuguer les classicismes... Certes, la faiblesse des oligarchies nationales au pouvoir est telle, et leurs liens économico-militaires avec l'impérialisme si étroits, qu'on les sait et les sent directement adossées à leur protecteur yankee, ou au sous-impérialisme brésilien. Mais cette situation particulière pousse les révolutionnaires à télescoper les rythmes, à confondre les tâches, à prendre pour point de départ ce qui n'est encore qu'une probabilité à venir. Bref, à agir par anticipation. Cela aussi, Debray le saisit assez lucidement : « Au lieu d'aller du moment actuel vers son développement possible, on déduit la tactique à suivre dans le moment actuel de l'analyse de conditions stratégiques éventuelles... En donnant l'intervention étrangère pour certaine, on donne pour acquis d'avance ce qui est justement à démontrer : que la guerre populaire est possible. » On risque ainsi d'esquiver les tâches les plus immédiates et de compromettre du même coup l'accomplissement des tâches futures. Pire, alors qu'on affirme avec le Che qu'en Amérique latine « la révolution sera socialiste ou ne sera pas », on revient à reculer à des alliances équivoques qui jettent les bases d'une étape nationaliste populaire, anti-impérialiste démocratique, comme l'illustre le soutien donné par les Tupamaros au Frente Amplio de collaboration de classes et la politique du P.R.T. qui, sans capituler devant le populisme péroniste, fait du P.C., représentant selon de la petite bourgeoisie, son « allié stratégique ».

Au Chili, il semble que le M.I.R. lui-même ait hésité entre plusieurs perspectives stratégiques (guérilla, guerre prolongée dont un coup d'Etat aurait donné le coup d'envoi, grève insur-

rectionnelle). Ce qui paraît avoir prévalu en pratique, c'est l'hypothèse d'un putsch limité qui aurait déclenché un processus de guerre prolongée. Ce qui expliquerait que ni ses mots d'ordre centraux, ni sa pratique n'aient préparé réellement, après la crise d'octobre 72, une contre-offensive révolutionnaire débouchant sur le problème du pouvoir. Ainsi, alors que l'entrée des militaires dans le gouvernement de l'U.P. concrétisait aux yeux des masses la capitulation réformiste face aux manœuvres de la bourgeoisie, le développement des cordons industriels et commandos communaux n'a pas été présenté comme l'embryon d'une structure de double pouvoir, mais comme une structure parallèle et complémentaire au gouvernement ; ainsi encore, le développement de l'autodéfense et l'organisation de milices de masse à partir des cordons et des commandos ne semble pas avoir été avancé comme une perspective centrale. De sorte qu'après le putsch avorté de juin 73, alors même que Miguel Enriquez jugeait le moment exceptionnellement favorable à une contre-offensive révolutionnaire généralisée, les conditions n'en étaient pas préparées. Loin de tirer ces leçons, Debray se contente d'une apologie opportuniste de la politique de l'U.P., conforme à ses nouvelles appartenances politiques.

En fait, face à l'arsenal militaire de la bourgeoisie, les révolutionnaires latino-américains ont trop souvent sous-estimé les capacités de lutte et de mobilisation du prolétariat. Considérant à juste titre la guerre civile ou la guerre de libération comme probable, ils la croient déjà déclarée, alors qu'elle n'est encore que décrétée par l'avant-garde. Ce sont les masses qui déclarent la guerre au capital ; comment faire pour que, par leur expérience et leur mobilisation, elles en viennent à ce point de conscience et de détermination, c'est tout le problème. Une conquête insurrectionnelle du pouvoir au Chili, en riposte aux menées putschistes, n'aurait sûrement pas fait l'économie d'une guerre civile, mais l'aurait engagée à partir de rapports de forces incomparablement plus favorables ; il ne faut jamais oublier que la guerre de résistance au Vietnam s'appuie sur l'insurrection victorieuse de 41 qui fonde la légitimité du nouveau pouvoir. Ce que rappelle Giap dans « Guerre du peuple, armée du peuple » : « Depuis 1939, notre parti s'est employé à préparer le peuple à l'insurrection, au soulèvement. L'insurrection triomphe en août 45 ; bientôt, pendant neuf années de suite, le parti va diriger la longue guerre de résistance du peuple et la conduire à la victoire. »

En revanche, en mélangeant guerre à venir et guerre présente, l'avant et l'après, en rabattant le présent sur l'avenir, la tactique sur la stratégie, on évacue une notion clef du léninisme : celle de crise révolutionnaire. C'est une question que nous retrouverons plus loin à propos de la stratégie en Europe. A ne pas ouvrir les débats sur ces problèmes de fond, on risque de cantonner la polémique sur la violence et le militarisme à un niveau superficiel, en ne prenant pour cibles que les formes les plus caricaturales. Et les rechutes restent du coup possibles. C'est la première limite que nous voyons aux thèses de congrès de L.C.

La seconde, c'est le flou qu'elles maintiennent sur les tâches concrètes, une fois opérées les rectifications nécessaires. En effet, le rapport d'Adriano Soffri revient avec insistance sur les mêmes questions, en liaison avec l'analyse de la situation politique actuelle : « Nous disons que le coup d'Etat peut être battu, et non qu'il n'est pas possible. La différence est décisive. C'est une invitation à mettre ce problème à l'ordre du jour pour l'affronter politiquement, comme il doit l'être, avec les masses, dans le travail de masse. Le mot d'ordre général sur la mise hors la loi du M.S.I., sur l'organisation démocratique des soldats, etc., et leur articulation pratique sont les instruments d'armement politique des masses sur ce terrain. L'expérience des premiers jours de novembre, riche en leçons, a fait émerger la différence entre une façon d'affronter la possibilité du coup de force réactionnaire (en proclamant démagogiquement son impossibilité), en donnant la victoire pour certaine, et en se préoccupant de la sauvegarde et de la survie de l'organisation, et une façon offensive de l'affronter, qui fasse appel à l'action des masses, à leur conscience. »

Là encore, nous partageons la problématique générale : la lutte des classes est bel et bien une lutte ; c'est dire que l'issue n'est pas acquise d'avance, il n'y a pas d'assurance sur la victoire. S'il doit y avoir défaite, mieux vaut une défaite après avoir livré bataille, une défaite qui enrichisse l'expérience historique des masses qu'une défaite sans combat qui démoralise. Mieux vaut la Commune de Paris que l'Indonésie, l'Espagne que le Soudan. Ces généralités ont des conséquences pratiques dans la construction du parti, dans la préparation des masses. Encore une fois, l'Amérique latine nous a offert assez d'exemples de groupes qui, pour avoir estimé la défaite inévitable, ont commencé par préparer ses lendemains, à l'écart du mouvement même des masses ; la guérilla bolivienne de Teoponte en est l'exemple extrême.

Mais ce qui ne ressort pas clairement des thèses du congrès de L.C., ce sont les moyens concrets de préparer l'offensive des masses. Soffri cite deux exemples : le mot d'ordre de mise hors la loi du M.S.I., et celui d'organisation démocratique des soldats. C'est insuffisant ou trop peu précis. La mise hors la loi du M.S.I. reprend, nous semble-t-il, un vieux mot d'ordre du P.C.I., ni faux ni juste en lui-même. Mais si l'on ne veut pas nourrir d'illusions légalistes quant à sa prise en charge par l'Etat, il faut définir aussitôt les modalités concrètes de la mise hors la loi du M.S.I. par les masses elles-mêmes, par leur action propre : comités de vigilance dans les quartiers, piquets d'autodéfense mobiles dans les usines, coordination de ces piquets ; il faut batailler dans les syndicats pour leur prise en charge unitaire ; dans certaines conditions, il faut que l'avant-garde s'affirme prête à assumer par elle-même cette autodéfense si les réformistes s'y refusent (c'est ce que nous avons fait en France le 21 juin 73). De manière générale, l'axe de l'autodéfense ouvrière n'est pas mis en relief dans les thèses de L.C. comme axe de réponse au militarisme et à l'avant-gardisme. Or, il s'agit, au niveau de tension atteint en Italie, d'une question cruciale. Non seulement parce qu'elle répond à une nécessité objective, mais parce qu'elle donne cohérence à une stratégie alternative à celle de guerre prolongée ; elle donne corps à une stratégie de conquête insurrectionnelle du pouvoir qui s'appuie directement sur les organes prolétariens du double pouvoir (comités d'usine, conseils) ; elle trace la voie d'une alliance, sous la direction du prolétariat, par le biais des comités de quartiers, comités de soutien... Que l'insurrection ne soit que le point de départ d'une guerre civile, c'est possible, mais c'est une autre affaire qui s'engage alors, répétons-le, dans un rapport de forces incomparablement plus favorable. C'est aussi dans cette perspective que le développement des comités de masse de soldats et de noyaux clandestins, conspiratifs, dans l'armée prend tout son sens.

Faute de préciser attentivement ces tâches, de les illustrer par des exemples, on risque de passer tout droit des positions militaristes à des positions militairement (sinon politiquement) spontanéistes qui, renonçant à tout rôle propre de l'avant-garde en ce domaine, finissent par rejeter sur les seuls réformistes les responsabilités en la matière. Ce n'est pas, dans les thèses du congrès, le seul symptôme d'un redressement à notre avis outrancier. Nous y reviendrons.

2) Sur la question de l'Armée

Sur ce point, les thèses apportent une correction comparable à celle que nous avons nous-mêmes opérée... Elles défendent contre les positions de l'ultra-gauche italienne la nécessité d'affaiblir l'armée par une organisation démocratique des soldats qui entre en contradiction directe avec la structure hiérarchisée et la discipline militaires. « La lutte pour la liberté d'organisation démocratique des soldats, liée aux justes revendications matérielles, est le test d'une ligne de masse correcte dans les forces armées. » Nous sommes d'accord et c'est ce que nous avons fait, avec l'appel des 100 soldats, avec les comités de soldats, les manifestations en uniforme de Dragulignan et de Karlsruhe, qui ont porté la lutte antimilitariste à un niveau jamais atteint depuis 1945, en avançant enfin une perspective d'un syndicat de soldats qui soit pris en charge

par l'ensemble du mouvement ouvrier. Les thèses de L.C. précisent encore : « Réduire l'organisation révolutionnaire dans les forces armées à sa dimension conspirative serait une grave erreur. » Nous sommes pleinement d'accord.

Et nous le sommes toujours lorsque les camarades expliquent que c'est à la classe ouvrière de se lier à la lutte des soldats, prolétaires sous l'uniforme ; que c'est aux militants ouvriers qu'il revient de s'adresser aux casernes, par tracts, journaux, prises de parole. Nous partageons cette démarche. Il nous semble seulement que son application systématique risque de souffrir des ambiguïtés plus générales de l'orientation de L.C. concernant le mouvement ouvrier dans son ensemble, et l'intervention dans les syndicats en particulier.

Ce qui nous intéresse pour l'immédiat, à partir des deux exemples considérés, c'est de mettre en relief la trajectoire d'ensemble de Lotta Continua, et ses efforts pour définir une ligne de masse. Même si le cadre stratégique reste selon nous trop peu défini, et s'il en résulte des ambiguïtés qui prendront tout leur poids à propos de la politique internationale, de la question électorale, de la formule de gouvernement.

II. LE CADRE STRATEGIQUE INTERNATIONAL

Deux thèses, sur l'impérialisme et la question de l'Internationale, éclairent le cadre stratégique international de Lotta Continua. Il ne s'agit pas d'un simple décor accessoire mais bien d'un horizon stratégique qui oriente la politique concrète.

1) Sur l'Internationale

Cette thèse part d'une caractérisation générale du rôle historique des trois premières Internationales.

La première, c'est « l'instrument de l'affirmation théorique », de l'émergence au sein des luttes ouvrières, d'une tendance communiste internationaliste. Son rôle se limite à l'affirmation de la stratégie, « indépendamment des nécessités de la tactique ».

La seconde Internationale « naît sous le signe d'une conception qui substitue à la théorie de la classe ouvrière la théorie de la force productive et des étapes, d'où découlent les tâches du prolétariat. Dans la théorie des forces productives, il y avait les prémisses de la séparation entre lutte politique et lutte économique, entre programme minimum et programme maximum, entre les tâches quotidiennes et la lutte finale ». De plus, la seconde Internationale apparaît comme l'expression d'un « secteur limité » du prolétariat, à l'exclusion de la masse « déqualifiée et inorganisée ».

Enfin, la troisième Internationale apparaît comme l'instrument de l'insurrection imminente, dans une Europe stratégiquement unifiée à travers la Première Guerre mondiale. Les masses risquent de se lancer prématurément à l'assaut, sans direction ni programme, comme l'ont montré les événements de janvier 1919 à Berlin. « Dans le cadre de cette hypothèse, l'Internationale communiste naît comme parti mondial de l'insurrection, comme tactique de la guerre civile, à travers une rupture violente avec la social-démocratie, tout en conservant sa matrice théorique. »

Ce découpage débouche sur deux conclusions. La première, c'est que les conditions d'une nouvelle Internationale ne sont pas réunies. La seconde, c'est que seule la Chine populaire brise la continuité théorique, économiste, fondée sur la théorie des forces productives, qui lie la troisième Internationale à la seconde.

Considérons d'abord cette seconde conclusion. Elle n'est pas propre à Lotta Continua, et elle a valeur d'esquive. Dans sa « Réponse à John Lewis », Althusser parle de « revanche posthume » de la seconde Internationale à propos de la déviation économiste qui se serait emparée de la troisième. Dans « Fascisme et Dictature », Nicos Poulantzas fait à son tour de cette déviation la matrice de la dégénérescence de l'U.R.S.S. Pour lui, c'est « la ligne générale suivie par le Komintern », économiste, qui constitue « la brèche » par laquelle passe « la reconstitution d'une bourgeoisie soviétique ». Nous lui avons répondu à ce sujet (cf. « Poulantzas ou la politique de l'ambiguïté » in « Critique de l'Economie politique » n° 10-11).

En fait, cette argumentation lui permet, comme à Poulantzas, comme à Althusser, d'esquiver l'analyse concrète du stalinisme, réduit à l'état de sous-produit d'une « déviation théorique ». Et à mieux blanchir la direction chinoise. Passons rapidement sur les relents idéalistes d'une telle démarche. Les camarades expliquent que le Komintern hérite des limites stratégiques qui avaient permis, au sein de la seconde Internationale, la coexistence entre réformistes et révolutionnaires. Ils soulignent la séparation entre lutte politique et lutte économique, les tiraillements de la tactique entre les deux pôles, et l'oscillation toujours plus dramatique des directives tactiques imposées par le Komintern aux sections nationales, qui furent les premiers symptômes d'une involution qui conduisit à assumer la défense de l'U.R.S.S. comme discriminant stratégique face à la social-démocratie, et à la lente conversion de l'Internationale en instrument de la politique extérieure de Staline ».

Notons tout de suite que parler de « lente conversion » permet de glisser sur les séquences, les cassures historiques qui sont celles d'une contre-révolution bureaucratique, où des forces sociales, classes et couches sont impliquées. Où est le saut dans cette lente conversion, qui fait basculer la politique stalinienne du côté de la contre-révolution ? La question n'est pas secondaire, à moins de vouloir diluer les responsabilités politiques, les affrontements de lignes, les alternatives exprimées dès l'origine du processus, et d'autant plus importantes à nos yeux qu'elles sont la preuve vivante, et non a posteriori, que le stalinisme n'était pas absolument inévitable.

Nous ne pouvons que répéter à ce propos des critiques déjà adressées à Althusser (cf. « Contre Althusser », Editions 10-18). « Faire remonter l'analyse du stalinisme à une déviation théorique, commune aux seconde et troisième Internationales, vise à donner l'impression d'aller au fond des choses, la critique théorique étant supposée par les intellectuels toujours plus radicale que la critique politico-historique. » Déviation par rapport à quoi ? à quelle norme ? Déviation seulement cette défiguration du socialisme, cette orientation conservatrice et réactionnaire du mouvement ouvrier qui a à son actif l'écrasement du P.C. chinois en 26, l'abandon de l'Espagne et la liquidation du P.O.U.M., les procès de Moscou, la trahison de la révolution grecque, l'écrasement de Budapest et l'intervention blindée à Prague ? Après avoir entrebâillé quelques portes et reculé devant les espaces vertigineux qu'elles découvrent, il reste ceci du bavardage althussérien : que le stalinisme est une déviation fondamentalement théorique. Voilà qui éclaire utilement quarante ans d'histoire du mouvement ouvrier. (« Contre Althusser », p. 299.) Si nous reprenons ces textes, c'est pour bien montrer les lignes souterraines de front dans le débat théorique, lignes qui ne peuvent pas rester sans conséquences politiques.

Ainsi, la simplification théoricienne de l'analyse du stalinisme conduit pour L.C. comme pour Althusser, à une mise en valeur de la direction chinoise : « En Chine, l'autonomie de la direction du processus révolutionnaire s'est fondée de façon toujours plus claire sur la récupération d'une autonomie stratégique par rapport aux traditions « tiercer-internationalistes », à partir du rejet de la théorie des forces productives et de l'affirmation du primat du politique sur l'économique, qui a conduit à approfondir, même après la prise du pouvoir, le lien du parti avec les masses et le caractère décisif de l'intervention de masses dans les contradictions au sein du parti et de l'Etat. Le refus du P.C. chinois de s'ériger en centre organisateur d'une nouvelle Internationale ne peut être sans rapport avec le caractère de la révolution chinoise ; refus qui, loin de représenter le symptôme d'une déviation nationaliste, ne vise pas à freiner mais au contraire à favoriser le développement de la révolution dans le monde. »

Pour Althusser aussi, la « seule critique historique de gauche de la déviation stalinienne, c'est la critique silencieuse, mais en actes de la révolution chinoise, une critique de loin, critique à la cantonnade ». Althusser n'aime pas le corps à corps ; pour sauver les derniers meubles du stalinisme, il en vient à l'apologie de la politique masquée. Le temps est loin, pour lui, où seule la vérité était révolutionnaire...

Mais revenons-en au rôle que peut remplir, pour les camarades de Lotta Continua, la référence à la Chine. Que la direction chinoise ait dû, pour prendre le pouvoir, briser les schémas de l'Internationale stalinienne, en particulier celui de la révolution par étapes, nous en sommes depuis longtemps convaincus, et que cette transgression soit déjà perceptible en 37-38-39 dans les textes de Mao sur la démocratie nouvelle, nous en sommes conscients. De même, nous savons qu'il ne s'agissait pas seulement de limites théoriques à franchir, mais d'embûches et d'obstacles matériels, diplomatiques, politiques, multipliés par Staline entre 45 et 49, dans le dos du P.C. chinois. Nous savons aussi que les tentatives des communes populaires et du grand bond constituent une recherche à tâtons d'une autre voie pour l'édification socialiste après le traumatisme du 20^e congrès du P.C.U.S., et des soulèvements hongrois et polonais ; à mettre en parallèle avec l'autocritique de la collectivisation agricole au Nord-Vietnam, impulsée par Giap contre Truong-Chin après les émeutes du Nghe Anh en 56.

Mais cette tentative pour résoudre les contradictions de l'édification socialiste dans une économie qui reste mondiale dominée par l'impérialisme reste limitée et empirique si elle ne s'engage pas dans deux directions : l'approfondissement de la démocratie ouvrière de masse, condition de l'élaboration du plan, et l'avancée de la révolution mondiale au sein des métropoles impérialistes mêmes. Sur ces deux points, la révolution chinoise n'a pas apporté de réponses décisives. Tant le caractère secret des affrontements au sommet, illustré par l'épisode Lin Biao, que la codification même des structures de pouvoir le prouvent quant au premier point. Les statuts adoptés par le 10^e congrès du P.C.C. et le texte de la constitution révisée ne s'approchent en rien de la démocratie directe et du modèle de la Commune de Paris, vanté en 67. Les statuts confirment la direction du parti sur les assemblées, les organes d'Etat, les organisations ouvrières... La constitution précise : « Le Parti communiste chinois est le noyau dirigeant du peuple chinois tout entier. Le marxisme, le léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung constituent le fondement théorique sur lequel l'Etat guide sa pensée. Le droit et le devoir de tous les citoyens c'est d'être pour la direction du parti communiste chinois, pour le régime socialiste, et de se conformer aux lois et à la constitution de la République Populaire de Chine. » Nous sommes loin de la souveraineté des soviets, et beaucoup plus proches de la constitution de 1936, dite la plus démocratique du monde, qui consacrait en U.R.S.S. le triomphe du stalinisme, constitution qui déléguait « tout le pouvoir au parti ».

Quant au développement de la révolution mondiale, la diplomatie du ping-pong, le soutien aux régimes du Soudan, d'Iran, du Sri Lanka, du Pakistan, au F.N.L.A. angolais, et, pour finir, les thèses exposées par Teng Hsiao-Ping à l'O.N.U., sans parler de la défense récente de la présence américaine en Thaïlande contre « l'ennemi principal soviétique », ne nous semblent guère aller dans ce sens.

Ce qui nous intéresse de remarquer pour l'heure, c'est qu'une critique en sourdine du stalinisme ramené à une déviation théorique débouche sur un soutien bien peu critique à la direction chinoise. Et que, curieusement, ce soutien est parfaitement récupérable et digérable par la direction révisionniste de certains P.C., parce qu'il ne remet pas en cause les fondements stratégiques de leur politique (construction du socialisme dans un seul pays, coexistence pacifique).

Nous ne nous dissimulons pas qu'il existe un débat ouvert sur le léninisme, que si les rapports entre partis d'avant-garde et masses demeurent inchangés dans leur principe, ils ne peuvent le rester dans leur forme, compte tenu des transformations profondes du prolétariat lui-même. Au demeurant, ce débat n'est au mieux qu'une redécouverte, à la lumière d'éléments nouveaux, des vieilles polémiques du jeune Trotsky, de Rosa Luxembourg et des conseillistes allemands contre Lénine. Mais ce débat serait bien mal engagé et tournerait court s'il devait aboutir à un escamotage fondamental. Oui, il y a des éléments de continuité entre la seconde et la troisième Internationales ; la cohabitation en son sein de Lénine et Kautsky, leur commerce théorique, l'aveuglement relatif du premier Jus-

qu'à la célèbre capitulation du 4 août 14, et son incrédulité alors même face à la trahison du second, sont l'indice de problèmes réels. Mais ils ne peuvent en rien donner prétexte à minimiser la rupture profonde entre la seconde internationale et l'I.C. Si l'I.C. se présente comme l'instrument, révolutionnaire pour l'époque, des guerres et des révolutions, elle se caractérise alors plus par le volontarisme que par l'économisme; que l'on relise à ce propos les premiers congrès de l'I.C. (en particulier sur la question syndicale), ou le petit « Lénine » de Lukacs... Il serait trop simple et bien fausement dialectique de répondre qu'économisme et subjectivisme sont les deux revers d'une même médaille. Car la stratégie de l'I.C. s'appuie alors sur l'expérience d'édifications socialistes la plus formidable et la plus inédite, sur les tentatives elles aussi marquées de volontarisme, « de transformation du mode de vie » qui montrent, à qui veut bien s'y pencher, qu'en la matière, le maoïsme n'a pas la palme de l'originalité; et tout ceci dans des conditions désastreuses de guerre civile, de misère économique et culturelle.

Décidément, qu'on le veuille ou non, le débat repasse toujours par la question du stalinisme qu'on ne peut éviter de prendre à bras le corps. Faute de quoi on retombe inévitablement dans les argumentations superficielles. Ainsi, se tournant vers la direction chinoise, les camarades de L.C. doivent expliquer que le véritable internationalisme, de nos jours, consiste à ne pas construire d'Internationale, parce qu'aucune des conditions de 1919 ne se répéterait aujourd'hui; parce que le champ stratégique ne serait pas unifié comme il l'était à l'échelle de l'Europe, par une montée révolutionnaire généralisée et une insurrection imminente au sortir de la guerre; la situation serait plus différenciée, fragmentée, complexe.

Raison de plus selon nous pour maintenir le principe d'une Internationale, aussi nécessaire que le parti lui-même, aussi stratégiquement indispensable. Sa nécessité ne découle pas de l'homogénéité conjoncturelle de la situation politique, elle répond à l'existence d'un système impérialiste mondial, à l'interpénétration des capitaux, à la définition d'une stratégie impérialiste internationale, à la coordination et la centralisation des instruments policiers et militaires de la contre-révolution. Sa nécessité est encore renforcée par l'existence d'un système bureaucratique qui usurpe et défigure l'idée du socialisme, et qui joue un rôle contre-révolutionnaire actif, sous prétexte de coexistence pacifique. Tout ceci rend indispensable une élaboration théorique et stratégique commune, un front unifié des forces révolutionnaires. Faute de quoi, à un moment ou à un autre, des dérapages politiques de taille sont inévitables.

2) L'anti-impérialisme et le rôle de la Chine

Au cours du congrès de L.C., nous avons assisté au rapport de la commission sur la question de l'impérialisme, fait par le camarade Bobbio. Les thèses traitent des rapports entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., mais le débat en commission s'est centré sur la politique extérieure de la Chine. Il a donné lieu à un amendement, adopté, dont nous n'avons pu garder le texte exact, mais qui nous paraît très important.

En ce qui concerne les premiers points, remarquons d'abord que les U.S.A. sont définis comme « la principale et plus forte puissance impérialiste du monde, c'est-à-dire comme l'ennemi numéro 1 des peuples, des prolétaires, et de la révolution dans le monde entier ». Ce qui ne coïncide pas exactement avec la position chinoise qui fait de l'U.R.S.S. l'ennemi numéro 1. Notons ensuite que la caractérisation de l'U.R.S.S. telle qu'elle est exprimée dans les thèses de L.C., ouvre tout le débat sur la nature de l'U.R.S.S. que nous ne reprendrons pas ici: « Face aux U.S.A., il y a une autre puissance impérialiste, l'U.R.S.S. La forme spécifique qu'a pris en U.R.S.S. le processus d'accumulation (le capitalisme d'Etat) et les caractéristiques de son expansionnisme mondial (ce que les camarades chinois appellent hégémonisme) n'ont pas altéré les traits fondamentaux du système social de l'U.R.S.S.: il s'agit d'un système fondé sur la production des marchandises, sur l'exploitation du travail salarié, et l'accumulation du capital. » A cette caractérisation sans rigueur conceptuelle, fondée sur

des analogies superficielles, viennent s'ajouter des considérations plus nuancées: ainsi, le texte souligne que, si l'ouvrier soviétique a été rapidement exproprié du pouvoir politique, il « reste l'héritier d'une grande révolution prolétarienne », ce qui limite les possibilités d'élever le taux d'exploitation ou d'étendre le chômage. En quoi consiste cet héritage? C'est tout le problème, car s'il ne s'était agi que d'un héritage moral, non cristallisé dans des rapports sociaux, il y a tout lieu de penser qu'il serait depuis longtemps dilapidé... Mais le texte ne va pas assez loin, au-delà de considérations quelque peu contradictoires, jusqu'à l'énoncé des tâches programmatiques de la révolution politique en U.R.S.S., pour que l'on puisse mesurer les conséquences concrètes des divergences d'analyse.

Sans sous-estimer l'importance de ce débat (nous lui avons consacré un numéro double de « Critique de l'Economie politique », n° 7-8), revenons au problème de la politique extérieure de la Chine.

Le constat fait par le rapporteur de la commission et le sens de l'amendement adopté partent de l'idée que, dans sa ligne générale, la politique extérieure chinoise vise à affaiblir l'impérialisme. En sont citées pour preuves les positions de la Chine sur la question des eaux territoriales, de la démographie, alors que la somme de ses positions de politique concrète (Soudan, Pakistan, Iran, Ceylan et même Chili) sont passées sous silence. Si la ligne générale est jugée positive, on en déduit qu'elle mérite soutien, au prix de certaines contradictions, évoquées à la tribune du congrès, en particulier à propos de l'Europe. Conformément à l'orientation générale définie par Teng Hsiao-Ping, Chou En-Lai a repris, dans son rapport à l'Assemblée nationale, le thème du soutien à l'Europe face à l'Union Soviétique: « U.S.A. et U.R.S.S. portent leur rivalité dans tous les points du globe, et le point clef de cette rivalité, c'est l'Europe; le social-impérialisme soviétique fait du vacarme à l'Est tout en attaquant à l'Ouest. » Il avait déjà déclaré, en accueillant Pompidou à Pékin: « Nous appuyons les peuples européens qui s'unissent pour préserver leur souveraineté et leur indépendance et nous sommes en faveur, de ce point de vue, de la cause de l'unité européenne qui, si elle est menée à bien, contribuera à l'amélioration de la situation en Europe et dans le monde. » Chou En-Lai introduit là une confusion délibérée entre gouvernements bourgeois et peuples (il réclame d'ailleurs dans son discours de janvier dernier à l'Assemblée nationale en expliquant que les contacts entre les deux « peuples, chinois et américain, se sont développés au cours des trois dernières années »). On sait que cette stratégie internationale chinoise a conduit les groupes maoïstes orthodoxes, comme le P.C.M.L.F. en France, à dénoncer le travail antimilitariste comme une atteinte à la défense nationale, face à l'ennemi principal soviétique, et à soutenir l'unité des bourgeoisies européennes. Les camarades de Lotta Continua constatent qu'il y a là une contradiction entre leur orientation et la politique chinoise, sur la question particulière de l'Europe. Ils en concluent qu'ils devront rendre compte, mais sans commentaires dans leur presse, de cet aspect de la politique chinoise, en y juxtaposant leurs positions. C'est ce que nous appelons un compromis sur des questions principales.

Toutefois, l'approbation de la politique extérieure chinoise ne reste pas sans conséquences sur l'orientation même de Lotta Continua. Elle éclaire logiquement l'importance donnée dans les thèses du congrès au thème de l'indépendance nationale. Nous touchons là à l'un des points centraux qui met en lumière nos divergences.

3) A propos de l'indépendance nationale et de la « souveraineté » nationale

La thèse sur la question de l'impérialisme souligne qu'« à notre époque, la bourgeoisie capitaliste n'est pas en état de promouvoir de façon cohérente (conséquence) une lutte pour l'indépendance nationale ». Et la thèse sur l'internationale reprend: « Dans cette perspective, l'exigence de l'indépendance et de la souveraineté nationale, que la bourgeoisie a

cessé de représenter pour se faire l'agent plus ou moins direct de l'impérialisme, n'est pas une exigence dépassée: il est juste au contraire d'affirmer que, plus que jamais, seul le prolétariat en armes peut soutenir la souveraineté et l'indépendance nationales.

Cette orientation générale est justifiée par la place particulière de l'Italie dans le déploiement des rapports de force internationaux. Il est en effet souligné que, face aux menaces de guerre au Moyen-Orient, et surtout depuis la crise des rapports entre la Grèce et l'O.T.A.N., l'Italie constitue « un avant-poste de la présence militaire U.S. », ou encore un pays « frontière au double sens du terme, territorial et de classe ».

On vérifie là que toute l'argumentation sur l'inutilité actuelle d'une Internationale trouve d'étranges prolongements. Lutter contre la présence militaire U.S., contre les alliances atlantiques, n'implique pas de la faire au nom de l'indépendance nationale... Même si les camarades, à la différence des réformistes, font du prolétariat en armes le seul défenseur de cette indépendance, ils mettent le petit doigt dans une voie qui fut et demeure l'axe politique des réformistes en Europe. C'est au nom de l'indépendance nationale que ceux-ci justifient l'alliance et la collaboration de classe avec les secteurs non monopolistes et patriotiques de la bourgeoisie; au nom de l'indépendance et de la souveraineté nationales, qu'ils demandent à la classe ouvrière de modérer ses revendications pour ne pas handicaper l'industrie nationale, ou le secteur public, ou encore les entreprises nationalisées qui doivent être un modèle d'efficacité. Il est plus que périlleux de tendre la perche à de tels développements. D'autant qu'il n'est pas démontré qu'une version « révolutionnaire » de la « souveraineté nationale » soit aujourd'hui possible...

Que l'on considère l'exemple du Portugal. La lutte contre l'O.T.A.N., pour l'expulsion des bases américaines, pour le contrôle ouvrier sur les mouvements de capitaux, pour l'expropriation des entreprises étrangères, pour l'épuration de l'armée et de l'administration sont des tâches tout à fait concrètes. Elles débouchent sur le rejet des alliances conclues, sur le rejet de l'alliance atlantique. Mais l'alliance atlantique ne peut être rejetée au nom de la seule souveraineté nationale. La lutte contre l'O.T.A.N., contre l'impérialisme ne passera pas par une alliance de collaboration de classes avec la moyenne bourgeoisie nationale, mais par l'internationalisation de la lutte de classes la plus résolue, contre les trusts multinationaux et la C.I.A., par un renforcement des liens entre les différents prolétariats européens... Nous disons qu'il faut d'abord mettre l'accent sur ce point: l'internationalisation de la répression bourgeoise et ses instruments (pactes militaires, coopération policière). Il faut y répondre par un renforcement de l'internationalisme prolétarien. La crise actuelle du capitalisme européen ne doit pas déboucher sur la défense, pays par pays, de l'intérêt national dont tirent prétexte les réformistes pour justifier leur collaboration avec la bourgeoisie qualifiée par eux de non monopoliste. L'interpénétration du capital européen, le ciment que peuvent constituer les travailleurs immigrés, la lutte commune contre l'O.T.A.N. et le Pacte atlantique doivent au contraire mettre à l'ordre du jour l'Europe Rouge des travailleurs, les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Les manifestants de Mai 68 en France criaient déjà: « Les frontières, on s'en fout! » La situation actuelle doit inciter les avant-gardes révolutionnaires à dépasser la coopération conjoncturelle et à centraliser leur élaboration et leur action.

L'accent mis sur le cadre stratégique continental ou sur la défense de la souveraineté nationale éclaire deux perspectives de lutte, deux orientations distinctes. Pour nous, le choix que L.C. porte sur la défense de la souveraineté nationale, fait système avec son refus de la nécessité d'une nouvelle Internationale et avec son soutien à la politique extérieure de la Chine. Avant d'en venir aux problèmes d'orientation en Italie même, nous citerons encore un passage de la thèse sur la question de l'impérialisme qui montre bien comment l'importance donnée à l'indépendance nationale risque toujours de réintroduire une perspective d'alliance interclassiste et d'étape

intermédiaire (« démocratie nouvelle ou avancée ») entre capitalisme et socialisme: « La revendication de la neutralité et de l'indépendance nationales, comme débouché nécessaire d'une lutte contre l'O.T.A.N. et la dépendance de l'Italie envers les U.S.A. n'est pas seulement un mot d'ordre juste, c'est une perspective réelle qui trouve un vaste terrain de convergence dans les processus sociaux politiques en cours dans d'autres pays de la Méditerranée: la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, Chypre, l'Algérie, le Portugal. » Il est ici question, non seulement d'indépendance, mais de neutralité nationale, comme point de convergence entre des processus en cours dans des pays à systèmes sociaux différents. Une telle perspective affirmée, non seulement comme une médiation « pédagogique », de dénonciation anti-impérialiste, mais comme « perspective réelle », entre de plain-pied dans la stratégie des trois mondes définie par Teng Hsiao-Ping, qui donne le premier rôle au front diplomatique au détriment du front de classe.

III. LA NOTION DE CRISE « PROLONGÉE » ET SES CONSÉQUENCES

Le rapport du camarade Soffri au congrès sur la « tendance du mouvement de lutte », réaffirme un point de départ que nous partageons. Il rejette toute idée d'un reflux durable du mouvement de masse qui justifierait un retour à l'avant-gardisme, au substitutisme, en particulier à propos de la violence. La classe ouvrière italienne traverse selon lui une phase de maturation et de perplexité quant à l'issue politique de ses luttes; mais il ne faudrait pas en conclure à un recul de sa combativité: « Ce serait une irrémédiable erreur que de voir dans ce retour de la lutte à l'initiative de là-bas, à une diversification de ses objectifs et de ses formes, un recul par rapport à la tendance dominante de ces dernières années. » Il en prend pour preuve le fait que, pendant les manifestations du 4 décembre 74, les slogans, largement repris par les travailleurs, posaient la question du pouvoir: « Le pouvoir à qui travaille, tout de suite! Le pouvoir doit être ouvrier! »

Mais dans l'approche concrète des perspectives, on retrouve chez les camarades de L.C. le reflet de leur problématique d'ensemble. Leur congrès a ainsi le mérite de donner une expression réellement systématique à leur démarche.

Tout d'abord, l'analyse du « primat du politique » se retrouve dans l'analyse de la crise qui est développée. La bataille contre l'économisme trouve ses prolongements dans l'affirmation selon laquelle « la force du prolétariat tend toujours davantage à s'exprimer de façon relativement autonome par rapport aux conditions objectives. Toute conception économiste qui ferait dépendre de façon automatique les mouvements de la classe ouvrière des variations du cycle capitaliste serait toujours plus démentie par les faits. » (Thèse sur l'Internationale.) Toute la ruse d'une telle formule réside dans l'emploi de l'adjectif « automatique » qui suggère et dépiste immédiatement son matérialisme vulgaire. Face à une telle accusation, n'importe qui, y compris nous-même, se défendra vigoureusement: nous ne faisons pas dépendre de façon automatique... Mais le problème n'est en rien réglé pour autant. Affirmer que la période d'expansion et d'accumulation effrénées du Capital depuis trente ans débouche sur une crise généralisée sans précédent des rapports sociaux est une chose (mais n'est-ce pas aussi reconnaître l'ampleur de cette crise comme l'aboutissement d'un cycle « long », consécutif à la Seconde Guerre mondiale?). Affirmer l'autonomie plus que « relative » de cette crise par rapport au cycle capitaliste en est une autre... Cette affirmation illustre en effet une tendance plus générale au subjectivisme déjà manifeste dans la thèse sur l'Internationale. Mais il ne s'agirait que d'une querelle idéologique de seconde importance, si elle n'occupait une fonction précise dans la problématique stratégique des camarades. En effet, ils ramènent la contradiction du mode de production capitaliste à la contradiction qui dresserait le prolétariat face au système. Le prolétariat, dans la thèse sur le matérialisme, est défini comme la principale, sinon la seule force productive: « La principale force productive à laquelle se ramènent en dernière instance toutes les

autres, est constituée par le prolétariat, par sa croissance numérique et qualitative, par ses intérêts de classe qui s'enracinent dans ces tâches matérielles, c'est-à-dire dans les conditions historiques de son existence.» On comprend qu'une pareille thèse permette de simplifier à outrance les contradictions sociales d'une économie de transition, comme nous l'avions entrevu dans la position sur la Chine et dans la définition théorique de la déviation stalinienne; et qu'elle aille dans le sens du volontarisme maoïste selon lequel l'homme est une feuille blanche où l'on peut tout écrire. La lutte contre l'économisme, menée avec cet acharnement, nous conduit en lisière de l'idéalisme. Il serait par ailleurs difficile de ne voir qu'un concours de circonstances dans le fait que les grèves belges de 60-61 aient éclaté juste au sortir d'une récession, en période de recollage économique, tout comme la grève générale de mai 68 au sortir de la récession européenne et surtout allemande de 67...

La démarche de L.C. aboutit à une série de conséquences politiques tout à fait concrètes. Elle conduit d'abord à dissoudre la notion léniniste de **crise révolutionnaire** dans celle de « **crise prolongée** » (exprimant la crise permanente, relativement autonome, des rapports sociaux). Et cette crise prolongée donne le temps nécessaire pour que s'affirme, progressivement, « **l'autonomie ouvrière** », résultat direct de la croissance numérique et qualitative du prolétariat, seule force productive (paradoxalement, n'est-ce pas là le glissement réel dans le mécanisme du matérialisme vulgaire?...). L'idée de crise prolongée, de croissance de l'autonomie ouvrière, en dehors de l'emprise réformiste, introduisent un vocabulaire évolutionniste qui risque de nous ramener à une stratégie étapiste et gradualiste de conquête du pouvoir. Danger qui n'a rien d'hypothétique, comme nous allons le voir.

1) **Front unique, débordement, étapisme**

Nous retrouvons cette question traitée de façon assez systématique dans la thèse sur la tactique. Cette thèse « sur la question de la tactique » s'efforce de bien circonscrire son sujet: « **Nous soulignons le caractère stratégique du contenu de l'autonomie ouvrière, de la négation réelle du travail salarié, de l'unification du prolétariat sous direction ouvrière (...)** Nous retenons que dans sa forme générale, la question de la tactique a pour centre le rapport entre l'autonomie ouvrière de classe et l'organisation majoritaire de la classe. » Et plus loin: « **Qu'est-ce que la tactique? C'est la façon dont nous pensons possible de conquérir la direction révolutionnaire de la majorité du prolétariat.** »

Le problème posé est bien celui que rencontre de nos jours toute organisation révolutionnaire: comment forger l'**indépendance** et l'**unité** de classe du prolétariat, sur la base de ses intérêts historiques, révolutionnaires, alors qu'il reste dans sa majorité soumis à des directions réformistes de collaboration et de capitulation? Comment arracher les masses à leurs directions actuelles, comment gagner leur confiance? Toute réponse à ces questions suppose une certaine analyse du réformisme, et une certaine analyse du développement de la conscience de classe. Nos propres réponses partent en particulier de l'idée que le réformisme, social-démocrate ou stalinien, ne se réduit pas à une invention démoniaque de la bourgeoisie pour manipuler le prolétariat, mais qu'il est d'abord un produit de la lutte quotidienne des travailleurs, qu'il exprime la conscience spontanée des masses aliénées par le travail salarié, dépossédées de leurs moyens de travail et du produit de leur travail, incapables de se hausser à une vision qui aille au-delà du système social qui les exploite. L'idée développée dans le Manifeste Communiste, selon laquelle le prolétariat est une classe économiquement, politiquement et idéologiquement dominée, débouche directement sur la question stratégique centrale de la formation de la conscience de classe révolutionnaire, de la conquête de l'unité et de l'indépendance de classe face à la bourgeoisie. La bourgeoisie tire d'abord son pouvoir économique, puis son hégémonie culturelle, de l'appropriation des moyens de production et de la généralisation de l'échange dans le cadre d'un marché qui s'unifie. Sa conquête du pouvoir

politique n'est que l'aboutissement d'un processus longuement mûri. Pour le prolétariat, au contraire, la conquête du pouvoir politique est un commencement, elle est la clef de son émancipation économique et culturelle. Il y a là une contradiction évidente, dans laquelle s'enracine le réformisme: comment une classe dépouillée et déshéritée peut-elle se hisser à la hauteur de cette tâche, et prendre dans ses mains l'organisation de toute société?

Bien sûr, c'est sur la base de son expérience propre, de ses luttes, de son organisation que naît et se forme la conscience de classe, que se développe la tendance à l'auto-émancipation des travailleurs que les camarades de L.C. appellent l'affirmation de l'autonomie ouvrière à un niveau stratégique. Mais quand nous passons sur le terrain de la tactique, de l'organisation concrète du mouvement ouvrier, notre réponse à la question centrale de la conquête de la majorité de la classe tourne autour de deux idées: celle du front unique de classe et celle de crise révolutionnaire.

Le Front Unique. Nous ne partons pas d'une classe ouvrière vierge, mais d'une classe ouvrière déjà organisée, majoritairement par les partis réformistes, déjà organisationnellement divisée en fonction de divers projets stratégiques, pire encore, consolidée, cristallisée dans ses divisions par le réseau d'alliances internationales, par l'influence d'appareils d'Etats constitués. Mais dans l'existence et la pratique sociale du prolétariat s'enracine une profonde aspiration unitaire. C'est sur cette aspiration que nous prenons appui pour la faire entrer en contradiction avec la politique des directions réformistes, en mettant en avant les mots d'ordre et les formes d'organisation qui tendent à l'unification de la classe: augmentations égales pour tous, échelle mobile des salaires et des heures de travail, unification syndicale et assemblées générales souveraines, etc. Parce que cette unification renforce la confiance en soi de la classe ouvrière. Mais pour mettre à nu les contradictions des directions réformistes, il ne suffit pas de développer ces mots d'ordre et propositions d'action en cherchant à débaucher les militants qui leur font confiance.

Il faut proposer à ces directions réformistes elles-mêmes l'unité d'action sur des bases de lutte de classe, d'indépendance de classe. C'est ce que nous appelons une problématique de Front Unique, opposée aux fronts de collaboration de classes (« union de la gauche », « compromis historique », « junte démocratique ») avancés par les réformistes. Que cette perspective puisse se traduire par une tactique systématique d'unité d'action de la base au sommet, dépend du rapport de forces: une organisation révolutionnaire trop faible qui voudrait pratiquer une telle tactique, sans pouvoir en imposer les fondements, serait réduite au suivisme, à l'opportunisme du groupe de pression impuissant sur les directions réformistes. Mais, même lorsqu'il n'est pas possible de systématiser de façon permanente une telle tactique, il est possible, sur des sujets ou terrains où le rapport de forces est le plus favorable, d'en tracer la perspective en imposant ou proposant l'unité d'action, comme nous l'avons fait dans certaines mobilisations de la jeunesse, dans certaines luttes antimilitaristes, anti-impérialistes, ou autour de certaines grèves ouvrières (marche sur Lip). Tout ceci pour résumer grossièrement notre démarche quant au problème de la tactique.

La crise révolutionnaire. D'autre part, nous ne pensons pas que l'indépendance ou l'autonomie de classe puissent s'affirmer petit à petit, graduellement, au fil des expériences accumulées. La domination de l'idéologie dominante s'enracine dans les rapports de production capitalistes et, aussi longtemps que ceux-ci ne sont pas brisés, elle reprend vigueur dans les rangs mêmes du prolétariat. Ceux qui ont cru qu'après 68, le niveau de conscience atteint dans la grève générale de Mai resterait un point de départ pour les luttes futures se sont lourdement trompés. La société bourgeoise a su récupérer, reprendre du terrain, parce qu'elle avait préservé l'essentiel: le pouvoir politique et les rapports d'exploitation capitalistes. C'est pour quoi nous continuons à penser que les masses n'échappent, dans leur majorité, à l'idéologie dominante et à la soumission

que dans une période de crise qui les métamorphose. On voit comment les travailleurs d'une usine en grève échappent temporairement au despotisme de l'usine, peuvent puiser en eux de nouvelles ressources, de nouvelles audaces. C'est cette métamorphose qui se reproduit à une échelle de masse en période de crise révolutionnaire ou prérévolutionnaire, quand se déchire le tissu de la société bourgeoise. Nous nous référons à ce propos aux textes de Lénine dans « La faillite de la seconde Internationale », à ceux de Trotsky dans « L'histoire de la Révolution russe ». La notion de crise révolutionnaire est pour nous un concept stratégique qui répond à la forme de domination subie par le prolétariat et aux conditions de la conquête du pouvoir par les producteurs associés.

Il nous semble que, n'utilisant ni l'une ni l'autre de ces deux clefs, les camarades de L.C. mélangent deux idées. Ils expliquent qu'« un passage progressif de la majorité du prolétariat des rangs du P.C.I. à ceux du parti révolutionnaire est totalement improbable ». Ce qui est vrai. Il faut en tirer des conclusions quant à la construction du parti révolutionnaire. Dans les textes traduits et publiés par les « Temps modernes », les camarades de L.C. expliquaient déjà que leur force fut de comprendre les premiers qu'ils pouvaient prendre appui, pour construire leur organisation, sur le courant de radicalisation ouvrier qui passait largement hors des rangs du P.C.I., sans attendre une hypothétique crise ou fracture de celui-ci.

Mais, qu'il soit possible de jeter les bases d'une organisation révolutionnaire hors des partis réformistes traditionnels ne signifie pas que, du point de vue de la conquête du pouvoir, on puisse les ignorer ou les contourner. Or, les camarades passent de la première idée à la seconde : « Non seulement la solidité de l'édifice révisionniste, mais le caractère prolongé de la crise capitaliste et impérialiste, modifient l'hypothèse d'une précipitation verticale de l'équilibre politique et social, d'un brusque changement de camp des masses, d'un rapide développement insurrectionnel conduit par le parti révolutionnaire. » Un tel développement nous paraît surestimer la solidité et la cohésion de l'édifice révisionniste (ou stalinien). Et, faute d'une tactique adéquate pour en saper la base, pour en exploiter les contradictions et les accentuer, les camarades paraissent se replier sur une position en dernière analyse défaitiste : le temps fera son œuvre, le changement de camp des masses n'aura pas le caractère d'une crise brusque mais d'une lente érosion. Et nous retrouvons l'idée de *crise prolongée*, extrapolation impressionniste du Mai rampant italien, opposée à l'hypothèse d'un rapide développement insurrectionnel.

Pourtant, à la différence des ultra-gauches vulgaires, les camarades de L.C. sont conscients du caractère contradictoire des organisations réformistes. Ils expliquent que le P.C.I. exprime une direction bourgeoise, mais que la compréhension de sa politique et de sa nature serait déficiente, si l'on n'ajoutait pas « qu'en dernière instance son sort est lié au maintien de son influence sur la classe ouvrière, qui constitue la condition de sa force et de son autorité ». Les camarades mettent même le doigt sur certaines contradictions réelles : « Quelle est, dans cette situation, la juste tactique révolutionnaire ? Certainement pas celle qui consiste à suivre idéologiquement le révisionnisme dans sa banqueroute dans l'intention de devenir ses exécuteurs testamentaires ; mais de renforcer l'autonomie du mouvement, de travailler dans ses luttes et ses organisations de base à la conquête de la direction révolutionnaire, de réduire l'espace d'utilisation du révisionnisme, pour accentuer au contraire les contradictions avec les besoins nationaux et internationaux de la restauration capitaliste, d'utiliser le rapport contradictoire entre l'organisation révisionniste et les masses comme un tremplin pour l'action générale et unitaire des masses. » Mais cette définition de la juste tactique demeure à un niveau d'assez grande généralité. Nulle part on ne trouve d'exposition concrète de la forme que revêt le développement de l'autonomie ouvrière, au niveau de la tactique : ni des formes précises d'auto-organisation, ni une perspective de tendance syndicale, ni une formule générale de gouvernement

des travailleurs. Sur ce dernier aspect, nous reviendrons plus loin.

Mais nous avons surtout été surpris de n'entendre, tout au long du congrès, aucune intervention systématique sur la question du travail dans les syndicats, ou de l'auto-organisation des luttes.

En ce qui concerne les syndicats, leur « *institutionnalisation* » est mise sur le même plan que l'avènement de la démocratie parlementaire. Ils sont donc perçus comme un instrument de manipulation para-étatique. Leur caractère contradictoire est moins analysé que celui du P.C. Il en résulte que leur utilisation, loin de relever d'une orientation précise, se limite à l'intervention ponctuelle ou conjoncturelle dans les structures syndicales, à une politique de présence là où existent des militants trompés mais honnêtes, voire à un soutien empirique, non exempt de glissements opportunistes, aux éléments de la gauche syndicale. Mais il ne s'agit en aucun cas de considérer les syndicats comme une structure élémentaire de front unique au sein de laquelle on affirme une tendance de lutte de classe sur la base d'une plate-forme de défense des revendications unifiantes et de l'indépendance de la classe.

De la même façon, la bataille pour les formes d'auto-organisation de la classe (assemblées générales souveraines, comités de grève élus et révocables) n'apparaît pas comme un axe central. De sorte que, face à la récupération partielle des conseils de délégués par l'appareil syndical sous contrôle bureaucratique, les camarades de L.C. semblent s'en tenir à une attitude variable, d'utilisation tactique de ces conseils, selon les lieux et les circonstances, sans perspective centrale d'ensemble ; autrement dit, la perspective « stratégique » de l'autonomie ouvrière demeure passablement désincarnée, en dehors des médiations tactiques de son application. En ce qui nous concerne, nous lions la bataille pour l'auto-organisation démocratique de la classe au développement des expériences de contrôle ouvrier, dont elles sont le support indispensable. Ainsi, dans son rapport politique, le camarade Soffri constate : que ce « serait une grave erreur politique que d'abandonner la lutte dans les conseils, au moment où on veut les soumettre à une normalisation bureaucratique définitive ; mais les conseils d'usine n'ont pas aujourd'hui, dans une situation décisive, la force de diriger la lutte de l'usine et encore moins de servir de tremplin à sa généralisation. La tendance est significative et féconde, qui précise une redistribution de la représentativité ouvrière en fonction de l'initiative directe de lutte et d'une nouvelle communication de directions dans l'usine à partir des avant-gardes réelles ».

Si une telle appréciation peut donner lieu à des prises de position au coup par coup, elle ne peut en rien fonder une ligne générale. Et, faute d'une ligne définie, claire et ferme, face aux réformistes, l'émiettement des choix tactiques, laissés à l'évaluation de rapports de force locaux, ne peut que favoriser les adaptations les plus diverses, y compris par rapport aux appareils réformistes.

Ainsi, le résultat général de ces indéfinitions quant à l'orientation face aux réformistes, c'est que la tactique que Lotta Continua cherche à définir pour la conquête de la majorité de la classe se dilue et disparaît. A la place, il ne subsiste que l'idée générale de l'autonomie ouvrière, une stratégie quelque peu cul-de-jatte, en somme. Au lieu d'une épreuve de force avec les réformistes pour la conquête des masses, on en revient à une sorte de spontanéisme originel : la dynamique de l'autonomie ouvrière y pourvoira... Le débordement des réformistes sera assuré par la croissance progressive, dans la « crise prolongée », de l'autonomie ouvrière sans que la tactique unitaire concrète face aux organisations réformistes majoritaires devienne jamais un problème central.

Ce contournement d'un problème crucial ne peut que favoriser une vision gradualiste, qui affleure bel et bien dans de multiples formules. Dans la thèse sur la question de la tactique, il est encore écrit : « Conquérir la majorité à la révolution dans une crise du capital qui prend une forme prolongée

(et qui exclut donc bien davantage et autrement qu'il y a cinquante ans l'effondrement soudain du régime capitaliste et la transformation soudaine des rapports de forces au sein des masses entre la minorité révolutionnaire et l'organisation majoritaire révisionniste et réformiste), c'est le problème de la tactique. » Les camarades poursuivent : « Sur le terrain général, nous orientons notre tactique face à la direction majoritaire du prolétariat sur la base de l'analyse de ses contradictions. En dernière instance, celles-ci se réduisent à la contradiction entre une direction bourgeoise et la nécessité de conserver la représentativité du mouvement de classe. Cette contradiction est maîtrisée par l'organisation révisionniste quand l'autonomie anticapitaliste de la classe ouvrière est relativement plus faible, elle devient à l'inverse toujours plus difficile à mesure que croît l'autonomie ouvrière. » On voit mal quel est le rôle tactique de l'avant-garde organisée, si la croissance de l'autonomie ouvrière porte d'elle-même à leur point de rupture les contradictions des organisations réformistes, à supposer encore que l'autonomie ouvrière croisse effectivement de façon linéaire, ce que semblent contredire les cent dernières années d'histoire du mouvement ouvrier. A moins encore que l'abandon de la ligne économiste, mère de tous les maux, et l'ouverture d'une crise prolongée, relativement autonome par rapport aux cycles du mode de production capitaliste, suffisent à assurer pour l'avenir ce qui ne s'est pas produit par le passé : une croissance déferlante de l'autonomie ouvrière submergeant les vieilles bureaucraties réformistes, et dont l'avant-garde révolutionnaire ne serait que la pointe avancée. Nous devons souligner à ce propos que les camarades parlent « d'avant-garde à caractère de masse » comme nous utilisons dans nos textes la notion d'avant-garde large ou d'avant-garde à caractère de masse. Certes, nous désignons par là, partiellement au moins, le même phénomène : la formation dans la lutte d'une avant-garde. Mais pour les camarades cette notion ne désigne que la partie avancée de l'autonomie ouvrière en constitution, sans pratiquement faire intervenir de critères politiques désignant des ruptures au sein du mouvement ouvrier organisé. Pour nous, la notion d'avant-garde large ne désigne pas seulement un certain degré de combativité ouvrière, elle exprime aussi l'idée d'une rupture, encore partielle ou empirique, avec la stratégie réformiste, et elle débouche sur des problèmes de tactique unitaire : comment prendre appui sur l'avant-garde large, la mobiliser, sans diviser le mouvement ouvrier, mais au contraire en vue d'imposer aux réformistes l'unité d'action. Cette absence de perspective, le manque de préoccupations systématisées à ce sujet, est confirmé par le fait qu'aucune des thèses du congrès de L.C. n'est consacrée à une analyse précise de l'extrême-gauche italienne et de la tactique unitaire en son sein et en direction des réformistes.

Nous pensons qu'on retrouve là les plus vieilles illusions spontanées et les plus solidement théorisées. Celles qui naissent de l'extrapolation théorique de la situation donnée. Ainsi, les conseillistes allemands, les Görter, les Pannekoek, ont cru en leur temps que la crise qui avait secoué l'Allemagne entre 19 et 23 s'éterniserait ; ils ont cru que le prolétariat était entré dans une sorte d'âge adulte, de croissance organique, et que les conseils nés de la crise iraient désormais se développant, hors et contre les vieux appareils bureaucratiques. Une fois gâchées les occasions de la crise révolutionnaire, une fois perdue la chance de conquérir le pouvoir, les conseils ont dépéri, quand ils n'ont pas été institutionnalisés par la social-démocratie sous forme de comités d'entreprise.

Ainsi encore, après Mai 68, les maoïstes français ont cru que « le vent d'Est l'avait définitivement emporté sur le vent d'Ouest », que l'idéologie prolétarienne était devenue planétairement dominante, que les appareils syndicaux réformistes étaient en déroute et que les bureaucrates rassaient les murs à Renault. Ils ont commencé par prendre leurs désirs pour des réalités, par croire éternel le moment privilégié de la crise ; beaucoup ont fini par se contenter de prendre la réalité pour désir en regagnant les rangs du P.S., ou de la gauche syndi-

cale, ou du mandarinat universitaire, ou plus simplement leurs pantoufles.

Les camarades de L.C., avec les nuances qu'implique la situation de crise rampante italienne, semblent développer les théorisations qui vont dans ce sens. S'ils peuvent se le permettre, c'est que la crise endémique en Italie nourrit une expérience ouvrière plus riche et profonde qu'en France. Toutefois, cette expérience a une limite, c'est qu'elle ne s'est pas réellement frottée au problème du pouvoir. Les grévistes français de Mai 68 ont entrevu le bond considérable qu'il leur faudrait accomplir pour se hausser à l'épreuve de force finale avec l'appareil d'Etat. L'existence de l'Etat fort comme interlocuteur stimule contradictoirement la tendance à la généralisation, à la centralisation des luttes : Mai 68, les luttes de la jeunesse au printemps 73, les grèves des banques ou des postes l'ont illustré à leur façon. Cet horizon politique des luttes est le meilleur remède contre toute illusion gradualiste dans l'extrême gauche, contre tout relent d'idéologie évolutionniste.

A l'inverse, l'idée que la croissance de l'autonomie ouvrière viendra à bout des réformistes ressemble à une autologie : qu'est-ce qui assurera cette croissance de l'autonomie ouvrière et sa non-récupération bureaucratique ? Cette croissance suppose un temps homogène, linéaire, où le dénouement vient à son heure ; elle limite le rôle du parti d'avant-garde comme détachement de combat, collectif d'élaboration, et instrument tactique d'une stratégie. Le temps de la lutte des classes est au contraire un temps syncopé, de crises et d'épreuves de force, où le problème du pouvoir, comme le disait Rosa Luxemburg, se pose toujours à son heure et pourtant trop tôt. A son heure parce qu'il suppose l'existence d'une classe ouvrière déjà suffisamment forte. Et trop tôt parce que l'effet de surprise, qui trompe la bourgeoisie, suppose aussi que l'avant-garde révolutionnaire est encore peu développée, affermie sur ses racines. Quelle doit être la tactique en Italie au cas où surviendrait une crise révolutionnaire, avant que la croissance de l'autonomie ouvrière ait assuré la majorité dans la classe à une orientation révolutionnaire prolétarienne ? C'est surtout à cette question qu'il faut répondre, car elle exprime l'hypothèse et les échéances les plus probables. Or, la perspective stratégique d'ensemble développée par les camarades de Lotta Continua, l'indéfinition des orientations tactiques par rapport aux réformistes, laisse une place béante aux improvisations tactiques au coup par coup, d'autant plus propices aux glissements opportunistes qu'elles sont considérées comme secondaires et provisoires.

2) Le P.C. au gouvernement ?

Ces dangers deviennent particulièrement clairs sur la question de la perspective gouvernementale... Les camarades partent d'un rejet des formulations avancées par d'autres courants d'extrême gauche : « La formulation du type « gouvernement de gauche » dans laquelle semble affleurer un rééquilibre des forces à travers une coalition composite (entre socialistes, certains secteurs catholiques et certains secteurs de la gauche révolutionnaire) a tout l'air d'une opération de candidature au remplacement de la D.C. dans la gestion de la crise et de la restructuration. » A ces formulations opportunistes d'alliances interclassistes dans le pire des cas et de ralliement aux réformistes sous prétexte de front uni, les camarades de L.C. opposent une politique qui prétend au réalisme en évitant d'entretenir des illusions sur les directions réformistes et leur éventuel passage du côté de la révolution sous la pression des masses.

Mais ce souci de réalisme, quels qu'en soient les arguments, d'ailleurs variables, se traduit en fait par une caution à la politique de compromis historique du P.C. Les camarades ont avancé la formule : « P.C. au gouvernement. » Nous avons cru, dans un premier temps, qu'il s'agissait d'une recherche de formule transitoire, de type « gouvernement P.C. ! ». Après

éclaircissements, il semble bien plutôt qu'il s'agit d'exiger l'entrée du P.C. au gouvernement, aux côtés de la démocratie chrétienne. Il s'agit d'exiger la réalisation immédiate du compromis historique au niveau gouvernemental. Le plus simple, et le plus fidèle à ce propos, consiste à se reporter au rapport d'Adriano Soffri lui-même.

Il exprime d'abord : « Un changement de régime qui aurait pour axe la présence du P.C.I. au gouvernement signifierait, de par le processus même dont il serait l'aboutissement, une réduction drastique dans les possibilités d'une gestion drastique de la crise. » Plus loin, il explique encore : « Tout cela signifie que le rôle majoritaire du P.C.I. se fait plus contradictoire et vulnérable, mais il ne tend pas purement et simplement à disparaître. Un gouvernement avec le P.C.I. ne supprimerait pas simplement cette double tendance, mais l'exacerberait au contraire, radicalisant la contradiction entre le P.C.I. et le programme fondé sur les besoins du prolétariat d'une part, la contradiction entre le P.C.I. et la bourgeoisie de l'autre. La tragique phrase de l'ouvrier chilien (« c'est un gouvernement de merde, mais c'est mon gouvernement ») vaudrait encore dans notre situation bien que le rapport de forces et la maturité de l'autonomie ouvrière soient autres. »

Plusieurs idées se mêlent ici. L'idée selon laquelle l'accession du P.C. au gouvernement exprimerait, même de façon déformée et dégagée, la poussée de la classe ouvrière. L'idée selon laquelle la présence du P.C.I. au gouvernement aggraverait les contradictions du système capitaliste et de ses représentants politiques directs (L.C.). Avec cela, nous sommes d'accord, dans une certaine mesure que nous précisons aussitôt : c'est que, si la participation gouvernementale du P.C.I. ne constitue pas la solution de rechange souhaitable, à froid, pour la bourgeoisie (dans la mesure où elle redoute la dynamique sociale qui se profile derrière, et non les projets politiques du P.C. lui-même), il ne faut cependant pas minimiser le fait qu'en dernier recours, en cas de crise ouverte, le P.C. sera bel et bien l'ultime solution de la bourgeoisie. Et que c'est pour mieux se préparer à ce rôle qu'il prend d'ores et déjà des engagements programmatiques de respect des institutions établies, de respect de la propriété privée, et qu'il s'efforce de nouer une alliance avec le parti le plus représentatif de la bourgeoisie, à travers le compromis historique. Aussi, ne présenter dans l'accession du P.C. au gouvernement que l'aggravation des contradictions qui en résulterait, demeure unilatéral. Le camarade Soffri en est d'ailleurs conduit à minimiser le rôle que les réformistes seraient amenés à jouer : « Beaucoup, dit-il, semblent craindre, dans une situation de ce type, les dangers représentés par le rôle répressif du P.C.I. Le rôle indubitablement et irrémédiablement répressif, lié à la nature de l'organisation révisionniste, ne peut prévaloir aujourd'hui face à l'autonomie des masses et pourrait difficilement l'emporter sur un mouvement de masses issu d'une offensive victorieuse. » Le problème, pour nous, n'est pas seulement dans le rôle répressif du P.C.I. (encore que l'exemple de la guerre civile espagnole nous rappelle qu'il doit être pris au sérieux), mais dans le fait que ce rôle peut d'autant mieux s'exercer que les masses auront été préalablement désarmées.

Reprenons les deux éléments qui interviennent et parfois se mêlent pour justifier le mot d'ordre du P.C.I. au gouvernement. D'abord, un argument qui relève de la politique du pire : les contradictions seraient portées à un point de rupture. Ensuite, un argument plus dangereux : le passage du P.C. au gouvernement serait une étape nécessaire pour éclairer son rôle réel, enhardir les masses, les émanciper de son influence, bref, porter en avant l'autonomie ouvrière.

En ce qui concerne le premier argument, il faut bien comprendre toute la portée de la contradiction. Certes, le P.C. au gouvernement peut être interprété par les masses comme une victoire et un encouragement à leurs luttes. Mais la bourgeoisie ne se résoudra, pour cette même raison, à lui laisser une place au gouvernement, qu'en situation de crise extrême, pour

gérer le système, comme il s'y engage d'ores et déjà. Sa présence au gouvernement constituera donc alors, en même temps qu'un encouragement, un frein, une diversion visant à canaliser l'énergie des masses vers des objectifs strictement démocratiques, et non vers un bouleversement révolutionnaire. Mobiliser les masses dans cette perspective de participation gouvernementale ne peut que les laisser ensuite désarmées face aux coalitions et alliances de collaboration tramées dès à présent par les staliniens. Il faut au contraire insister dès maintenant sur le fait que l'auto-organisation des masses, le développement de comités de soldats, la lutte pour le contrôle ouvrier sont les meilleures garanties que puissent se donner les travailleurs contre les combinaisons gouvernementales avec des partis bourgeois.

Il serait encore plus dangereux d'accréditer l'idée que le passage du P.C. au gouvernement constituerait une étape indispensable sur la voie de l'autonomie ouvrière. Mai 68 en France a montré que l'auto-organisation peut progresser à pas de géant dans le cadre d'une grève générale. Il est éducatif de prendre appui sur ces exemples pour montrer que si une victoire électorale peut stimuler la mobilisation des masses, la montée de leurs luttes et le développement de leurs formes d'organisation ne passe pas forcément par là ! Faute de quoi, le prétendu « réalisme politique » serait en fait la meilleure initiation à l'électoratisme tout court.

Nous sommes bien conscients du problème qui nous est posé. Il ne suffit pas de promouvoir l'auto-organisation à la base, les conseils, les comités... La question du pouvoir peut nous être posée alors que ces embryons du futur pouvoir prolétarien ne sont encore qu'épisodiques et inégalement développés, et alors que les directions réformistes gardent la confiance de l'écrasante majorité des travailleurs. Nous ne pouvons nous contenter de répondre que nous ne serions alors pas prêts et qu'il ne nous resterait qu'à reporter nos responsabilités au surlendemain. C'est à cette situation contradictoire que répond selon nous la formule de « gouvernement des travailleurs » ou de « gouvernement des organisations ouvrières ». Il s'agit d'exiger des organisations majoritaires dans la classe qu'elles prennent le pouvoir quand les masses les y poussent, sans alliance avec des partis bourgeois, par des voies électorales ou non. Cette formule est pour nous le couronnement de la politique de front unique de classe. Elle ne vise pas seulement à offrir une solution concrète, correspondant aux rapports de forces de l'heure, mais de montrer aux masses que les réformistes ne sont prêts à aller au gouvernement qu'à certaines conditions, qui garantissent le maintien de la légalité et de l'Etat capitaliste, et non pour appliquer le programme anticapitaliste qui exprime les besoins objectifs nés de la lutte. Mais pour que cette formule ne serve pas de simple marchepied aux pactes de collaboration réformiste, elle doit respecter un critère fondamental, celui du maintien de l'indépendance de classe. Ainsi, à l'union de la Gauche avec des partis bourgeois (radicaux), nous devons opposer la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières sans ministres bourgeois, de même qu'au Chili, après octobre 72, parallèlement à la structuration des cordons industriels et des commandos communaux, il fallait se battre pour la rupture des liens entre les partis ouvriers réformistes et la bourgeoisie, pour l'expulsion des ministres militaires, la formation sans exclusive d'un gouvernement des seules organisations ouvrières appuyées sur les cordons et les commandos. Même quand elles restent du domaine de la propagande, ces formules martèlent la nécessité de l'indépendance de classe ; elles opposent en permanence, à toute forme de coalition ou de front interclassiste, un front uni de classe.

C'est pourquoi, si nous pouvons, sur la base d'une montée des luttes comme celle de l'automne 74, exiger des partis réformistes qu'ils prennent le gouvernement, nous prenons soin de ne pas cautionner leur politique d'alliance en appelant l'Union de la Gauche au pouvoir ; nous exigeons un gouvernement P.C.-P.S. pour la satisfaction des revendications ouvrières issues de la lutte.

Demander purement et simplement que le P.C. entre dans le gouvernement aux côtés de la Démocratie Chrétienne, n'arme au contraire en rien les travailleurs contre les pactes de collaboration de classe. Cette demande est même d'autant plus dangereuse que, dans le prolongement de la lutte pour l'indépendance nationale, elle risque fort d'apparaître comme l'étape de démocratie rénovée et de restauration de la souveraineté nationale, puisque ces thèmes font aussi partie du programme du P.C.

Ces dangers se retrouvent dans la présentation des consignes de vote, par le camarade Soffri. Il explique : « Nous ne faisons pas dépendre l'opportunité d'appeler à un vote P.C. de l'évolution de la ligne politique du P.C.I. A la différence d'autres, nous ne nourrissons pas d'illusions sur la ligne politique du P.C.I. » Nous ne pouvons qu'être d'accord : lorsque nous appelons nous-mêmes à voter pour un parti ouvrier réformiste, nous le faisons en fonction de ses liens avec la classe, de la perception d'un tel vote comme vote de classe, et non en vertu d'un quelconque soutien critique à son programme.

Mais si l'on met en rapport l'idée de crise prolongée qui doit permettre le mûrissement de l'autonomie ouvrière avec le mot d'ordre d'entrée du P.C. dans un gouvernement bourgeois, et avec la défense de la neutralité et de l'indépendance de classe nationales, comme « perspective réelle », il se dégage un faisceau d'éléments qui, tout en gardant pour horizon la tendance générale à l'autonomie ouvrière, dessinent bel et bien une étape intermédiaire, une première échéance sanctionnée par la participation du P.C. au gouvernement.

On peut dire dans un premier temps qu'il ne s'agit que d'un moyen d'accroître les contradictions du régime, mais on peut être amené par la même logique à soutenir de façon critique la politique même du P.C. Surtout, en mettant le doigt dans cette voie, on ne place pas l'accent principal sur l'organisation unitaire, démocratique et indépendante de la classe. Même si on continue à parler de façon générale, sans en préciser les concrétisations tactiques, de l'autonomie ouvrière, elle ne tardera pas ainsi à devenir une lointaine référence, alors que les échéances immédiates, les compromis « réalistes » envers le réformisme occuperont l'avant-scène et, peu à peu, finiront par occuper l'esprit même des militants.

Nous savons que les contradictions à résoudre ne sont pas simples. Nous avons eu nous-mêmes, dans la préparation de notre congrès, de longs débats sur le même sujet. Mais il devrait exister au moins un point de départ à cette discussion. C'est qu'il nous semble difficile, de la part des camarades de Lotta Continua, de se réclamer de l'autonomie ouvrière comme fil conducteur stratégique, et de pousser en même temps les masses qui suivent le P.C. dans les bras de la Démocratie Chrétienne...

IV. LA CONSTRUCTION DU PARTI

Nous aborderons rapidement un dernier problème, celui de la conception du parti.

Dans leur effort de systématisation, les camarades de L.C. font découler la conception du parti du dépassement, tel qu'ils le conçoivent, de l'économisme et de la division entre l'économisme et le politique, entre programme minimum et programme maximum, entre avant-garde et masses, « entre le parti de masse électoral de la droite révisionniste et le parti de cadres sectaire et conspiratif, coupé de la masse, de la gauche révisionniste ». La question est donc simple : le parti doit être l'avant-garde naturelle du mouvement des masses, ce qui se trouvera largement illustré par la définition du membre du parti. Nul besoin de souligner combien cette simplification est tributaire d'une conjoncture donnée de montée ouvrière. Ou aurait été le parti en période de reflux, ou de stagnation, du mouvement des masses, comme au milieu des années 50 ?

Ou alors, était-il simplement normal qu'il n'en existât pas, son apparition étant réservée aux périodes de montée ? Pourtant, il y avait alors même des tâches qui ne pouvaient atten-

dre (Algérie, Vietnam). Une telle conception fait, selon nous, le lit de dangereuses démissions politiques et théoriques.

D'autant que pour étayer leur définition du parti, les camarades de Lotta Continua donnent pour exemple le parti communiste chinois. « Les statuts approuvés par le 10^e congrès du P.C.C. est le meilleur exemple du rapport organique entre parti et classe et une référence fondamentale pour la définition de nos statuts. La désignation des membres du P.C. chinois appelle l'intervention active des masses sans parti. C'est l'exemple d'une conception substantielle et non formellement disciplinaire du centralisme démocratique qui ne règle pas seulement les rapports au sein du parti mais aussi et surtout le rapport entre avant-garde et masses. Cette conception vaut dans sa substance pour tout parti révolutionnaire quelle que soit la forme particulière des circonstances particulières où il agit. Appeler les masses à désigner les membres du parti signifie pour nous, avant tout, gagner au parti ceux que les prolétaires reconnaissent comme les dirigeants de leur lutte. »

Nous ne voulons pas nous attarder sur l'exemplarité discutée des statuts du 10^e congrès du P.C.C., ni sur les pratiques qu'ils n'ont pu empêcher : bien malin celui qui connaît les raisons réelles de l'éviction de Lin Piao. Mais nous voulons surtout souligner la situation radicalement différente entre un P.C. au pouvoir et un parti révolutionnaire qui doit le conquérir, parfois clandestin, souvent temporairement à contre-courant de l'idéologie dominante des masses, comme le furent les internationalistes zimmerwaldiens, de Lénine à Rosa, de Trotsky à Liebknecht, comme le furent en France les premiers militants des réseaux de soutien au F.L.N. algérien, comme le sont les militants anti-sionistes révolutionnaires en Israël. Le P.C. chinois est un parti au pouvoir. Un parti au pouvoir ne draine pas forcément l'avant-garde de la classe, mais aussi un flot d'arrivistes et d'intrigants. Théoriquement, les masses sont libérées du joug capitaliste, il est donc juste qu'elles exercent un certain contrôle sur les membres du parti ? Déjà, au début des années 20, les bolchéviks avaient décidé l'épuration permanente de leur propre parti sous contrôle des masses. Il faut cependant noter que cette préoccupation ne peut se concrétiser que dans certaines limites puisque, aussi longtemps que subsiste un système impérialiste dominant les perspectives internationalistes révolutionnaires et les aspirations spontanées des masses ne coïncident pas forcément.

Toute autre est la situation d'un parti qui lutte pour la conquête du pouvoir dans des conditions hostiles. Soumettre ses membres à la désignation ou à la ratification des masses peut donner libre cours aux pires pratiques démagogiques, et ouvrir largement le parti aux pressions des secteurs les plus arriérés des masses. En 1914, les masses acclamaient Jules Guesde et non les internationalistes fidèles aux principes. A moins encore qu'on ne conçoive la construction d'un parti révolutionnaire qu'au moment privilégié où la montée des masses va de pair avec une élévation soudaine de leur niveau de conscience. Car si les masses étaient en tous temps capables de choisir le parti qui représente leurs intérêts historiques, révolutionnaires, cela voudrait dire qu'elles ont déjà dans leur grande majorité une conscience de classe révolutionnaire ; on ne voit pas alors pourquoi le problème de la conquête du pouvoir ne serait pas réglé depuis fort longtemps.

Les statuts de Lotta Continua stipulent : « Pour les nouveaux membres du parti qui proviennent d'une situation de masse, on devra tenir compte du jugement des masses. Pour les nouveaux membres du parti qui ne proviennent pas d'une expérience de masse, on établira une période de candidature d'une durée de trois à six mois. » Si le souci de recruter des militants trempés au travail de masse est tout à fait compréhensible, elle ne peut constituer qu'une condition nécessaire, mais non suffisante. Sans quoi, le niveau de conscience, la maturité politique inégale des militants deviendrait une entrave au plein exercice de la démocratie interne dans l'organisation.

D'autant plus que, dans les textes statutaires de L.C., les modalités concrètes de cette démocratie sont peu définies, et le droit de tendances purement absent. On trouve bien des

passages généraux sur la garantie de la démocratie : « Il est absolument interdit d'étouffer la critique, de freiner la discussion, d'intimider. Il est essentiel de créer une situation où existent tant le centralisme que la démocratie, la discipline que la liberté, la volonté unanime que la sérénité et la créativité individuelles. » Mais pour nous, le fonctionnement de la démocratie à l'intérieur d'une organisation doit être codifié, le droit de tendance défini, faute de quoi, les meilleures promesses démocratiques n'empêchent pas que s'instaurent de fait des pratiques au mieux paternalistes, au pire bureaucratiques. Sur-

tout lorsqu'on reconnaît, sans en définir les conditions pratiques d'exercice, « le droit à l'opposition dans le parti à condition qu'elle ne fraie pas la voie à l'intrigue et au fractionnisme, qu'elle ne soit pas le produit de l'infiltration de l'ennemi de classe » ; définitions assez vagues pour donner prise à l'arbitraire.

Nous devons, pour finir, remarquer que les directions de Lotta Continua sont élues sur listes, à bulletins secrets, ce qui tranche favorablement par rapport aux élections sur listes bloquées et à main levée du Manifesto et du P.D.U.P.

imprecor

correspondance de presse internationale

la récession et les perspectives de l'économie capitaliste internationale

imprecor

correspondance de presse internationale



n° 27/28

5 juin 1975

● sommaire

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| La récession et les perspectives de l'économie internationale capitaliste - Ernest Mandel | 3 |
| France: Le creux de la vague - S. Lamplon & H. Valentin | 16 |
| RFA: La reprise n'a pas encore commencé - Winfried Wolf | 22 |
| Espagne: La crise actuelle de l'économie espagnole - P. Vargas | 24 |
| Etats Unis: La hausse du taux de profit de base dans l'industrie manufacturière depuis 1969 marque la fin de la 3ème révolution industrielle - Robert Langston | 33 |
| Argentine: L'économie argentine en 1974-75 - Sergio Martínez | 40 |
| Chine: La Chine, ... et la crise du monde capitaliste - R. Lew | 42 |
| Boom et déclin des matières premières - A. Udry | 51 |
| Espagne: À BAS LE PROCÈS CONTRE GARMENDIA! | 64 |

| | | |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------|----|
| RECESSION | La récession généralisée de l'économie capitaliste internationale: E. Mandel | 1 |
| Grande-Bretagne | La chute libre: B. Sutcliffe | 17 |
| RFA | La "force relative" du capitalisme ouest-allemand: W. Wolf | 22 |
| France | Le moment de vérité: H. Valentin & C. Leucat | 34 |
| Japon | La fin du "miracle": J. Fujiwara | 39 |
| USA | Une récession prolongée: Dick Roberts | 41 |
| Amérique Latine | Structures industrielles et problèmes conjoncturels: P. Salama | 47 |
| Comecon | Les répercussions de la crise capitaliste sur l'économie des pays de l'Est | 54 |
| Famine | Malthusianisme et famine: A. Udry | 59 |

INPRECOR 12-14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000 Belgique

Correspondance de presse internationale - Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale - Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS 1 an - 25 exemplaires - FF 50, FS 15, J\$ 400, £ can. 10. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion \$ 18 pour un an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France): Gisela Scholtz - Société Générale de Banque, Agence Daily 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210 - 0320173 - 28.

POUR LA FRANCE: libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: S.I.E., 10 Impasse Guéméné, 75004 PARIS - France

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

DANS LES PAYS NORDIQUES

par Tom GUSTAVSSON

Les 11 et 12 avril 1974, des camarades venant de cinq pays nordiques se sont réunis afin de discuter du caractère et du développement de la social-démocratie nordique. Des camarades des sections du Danemark et de Suède (R.S.F. : Revolutionære Socialister Förbund), et R.M.F. (Revolutionära Marxisterna Förbund) de Norvège (groupe octobre) de Finlande et d'Islande étaient présents. La réunion d'avril a été une première étape afin d'élaborer une analyse commune à l'ensemble des sections nordiques sur le développement politique de ces pays et d'adopter une conception commune sur la stratégie révolutionnaire dans ces pays-là. La réunion reflète l'accroissement de l'Internationale en Europe du Nord. Elle illustre la nécessité pour nos organisations nordiques de faire un bilan collectif du développement du mouvement ouvrier dans chaque pays respectif afin de combiner le développement inégal des organisations.

▲

La première journée a été consacrée aux rapports et discussions comparatives sur la période du réformisme classique, sur le caractère des partis sociaux-démocrates jusqu'à la Première Guerre mondiale. La discussion a surtout été accentuée sur la liaison entre le développement des partis, le développement de l'économie capitaliste et le mouvement syndical.

La seconde journée, on a notamment traité de la politique social-démocrate pendant les années trente qui était menée dans les pays respectifs, de son développement d'après guerre et de la situation actuelle. Les raisons de l'extension inégale de la crise des partis sociaux-démocrates ont été surtout discutées.

La réunion a abouti entre autres à une brochure nordique unifiée. Celle-ci contiendrait trois articles sur le développement des partis radicaux-démocrates en Suède, en Norvège et au Danemark, et un résumé comparatif traitant des conditions très particulières de la Finlande par rapport aux autres pays scandinaves.

La prochaine réunion nordique, qui se déroulera en août, traitera du développement de la radicalisation — notamment par rapport aux différentes couches au sein de la classe ouvrière — et de son influence sur les différentes organisations ouvrières. L'article publié ci-dessous est écrit par Tom Gustavsson, membre du bureau politique de la section suédoise de la IV^e Internationale (Revolutionära Marxisterna Förbund). C'est une version adaptée de son rapport qu'il a fait à la réunion nordique sur la social-démocratie.

I. LA SOCIAL-DÉMOCRATIE SUÉDOISE DE BRANTING A PALME

La social-démocratie suédoise
à une position unique en Europe

Le Parti social-démocrate suédois (S.A.P.) (1), s'est trouvé au gouvernement pendant une période ininterrompue durant plus de quarante ans ; depuis 1917, aucune crise sérieuse — qui aurait menacé de détacher des fractions importantes du parti — ne s'est produite ; aujourd'hui encore, alors que les partis sociaux-démocrates européens sont mal insérés dans la lutte des classes, le parti suédois est relativement fort. Olof Palme, qui est entré en fonctions en 1969, est aujourd'hui le Premier ministre européen qui a été à son poste pendant le plus longtemps. Nous disons que le parti suédois a une position « relativement » forte car les mêmes tendances que dans d'autres pays européens apparaissent aussi en Suède. Mais elles n'ont pas encore abouti aux mêmes résultats qu'en Suède, en Italie, en Angleterre ou, pour choisir des exemples de plus près, au Danemark et en Norvège.

La raison ?

Dès sa fondation, le parti suédois a eu une position au sein de la classe ouvrière au moment même où l'alliance des gouvernements sociaux-démocrates avec les couches monopolistes au sein de la bourgeoisie a pu être développée et consolidée, pendant plus de cinquante années. Cet ancrage durable par rapport à la classe ouvrière a donné aux sociaux-démocrates une vaste marge de manœuvre. Leur position n'a jamais été fondamentalement menacée.

Aucun courant d'opposition communiste ou de gauche n'a pu être capable de défier la social-démocratie dans le mouvement syndical et dans la classe ouvrière, malgré un certain nombre d'essais pendant les années 20 et au début des années 30. Dès que le « leader » social-démocrate Branting, en 1917, s'est trouvé dans la salle à manger du ministre des Affaires étrangères, la direction social-démocrate a fonctionné en tant qu'administrateur de premier rang de l'appareil d'Etat bourgeois. Une perte électorale pour les sociaux-démocrates mènerait aujourd'hui à une crise politique d'une étendue de large envergure. Deux questions fondamentales se posent :

— Comment le parti suédois a-t-il pu aussi vite acquérir une position dominante au sein de la classe ouvrière suédoise ?

— Comment a-t-il pu maintenir et consolider sa position dans un Etat qui n'est presque jamais menacé ?

C'est à ces deux questions que nous essaierons de répondre. Pour terminer, nous ferons également quelques comparaisons avec les partis sociaux-démocrates au Danemark et en Norvège, qui sont confrontés à une crise plus prononcée que le parti suédois.

Une grande partie de l'article se fonde sur un matériel déjà publié par la section suédoise. Puisque ce matériel n'est accessible qu'en suédois et exceptionnellement en d'autres langues nordiques, l'article se voudrait être une contribution à la discussion sur le caractère de la social-démocratie.

II. « NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS TOUT »

L'enfance de la social-démocratie suédoise

Des organisations maoïstes et stalinien-nes, comme S.K.P. (Sveriges Kommunistiska Parti, Parti communiste suédois) et le V.P.K. (Vänsterpartiet Kommunisterna, Parti communiste de gauche), disent qu'un changement décisif de la social-démocratie suédoise s'est produit au début du siècle et qu'elle est « devenue » réformiste.

C'est vrai que le rôle du parti par rapport à la société a changé, ce qui a entraîné aussi plusieurs modifications idéologiques qui se sont exprimées dans des révisions continuelles du programme du parti, dont certains « dogmes démodés » ont été rejetés. Or, ce changement n'a pas impliqué une transformation de l'orientation du parti, ni de son idéologie.

Au contraire, suite au développement du capitalisme, la situation nouvelle a impliqué une adaptation de la social-démocratie. La bureaucratie croissante au sein du parti et des syndicats s'est donné un moyen de commencer à réaliser par des actions concrètes l'orientation déjà élaborée par le dirigeant Hjalmar Branting il y a une vingtaine d'années ; une orientation qui, dès la fondation du parti, fut considérée comme sa propriété.

La conception réformiste de Branting

(1886)

Trois années avant le congrès de fondation du S.A.P. en 1889, le jeune Branting a tenu un discours très connu — le soi-disant discours en Gävle — où il a, avec une clarté extraordinaire, développé les fondements de son idéologie réformiste sous le titre « Pourquoi le mouvement ouvrier doit-il devenir réformiste ? » (2).

Dans l'extrait d'une brochure écrite par le camarade **Kent-Ake Anderson**, « La social-démocratie suédoise et l'enfance du mouvement ouvrier », qui vient d'être publiée en suédois (R.M.F.-Press Förlag), Anderson cite et commente l'intervention faite par Branting (3).

Dans ce discours — peut-être l'intervention la plus vaste sur les buts et les moyens de la social-démocratie — il répond à la question de savoir si la social-démocratie est révolutionnaire ou pas. Bien sûr, Branting répond : « Le socialisme est révolutionnaire dans le sens où il signifie un principe tout nouveau, un principe de fraternité et de solidarité qu'il honore... » Il n'est pas révolutionnaire dans le sens où il voudrait « descendre dans la rue ». Par rapport à cela, il est bien plus conservateur que d'autres mouvements politiques dans le pays, assure Branting. Seulement, si « les voies normales » (c'est-à-dire la voie légaliste) sont fermées (par une dictature tsariste), peut-être sera-t-il question de révolution.

Le discours en Gävle est marqué d'un déterminisme fortement économique. Chaque époque a sa propre organisation économique, bien adaptée aux besoins de la production. Elle ne peut être changée d'avance, mais elle est bien obligée d'expirer à la fin de son propre rythme. A ce moment-là, elle sera automatiquement remplacée par une organisation économique toute nouvelle. Maintenant, le capitalisme règne, mais à son terme il sera remplacé par un autre mode de production, « qui sera la production organisée, collective et sociale, laquelle s'adapte aussi bien que la libre concurrence (?) à la fabrication des marchandises à grande échelle, mais qui n'a pas ses défauts irréparables par rapport à la répartition des profits ». Sous le capitalisme, les petites entreprises succombent et laissent place à la grande production monopoliste. La classe moyenne disparaît pour devenir une partie du prolétariat, qui augmente constamment en nombre. Branting n'y aborde pas du tout l'armée de réserve du capital, le fait que le capital constant augmente au détriment du capital variable, c'est-à-dire que des travailleurs moins nombreux seront forcés de produire plus de marchandises. Cela implique que le nombre des travailleurs qui produisent la plus-value se réduit à un moment donné, au cours du développement du capitalisme.

Cette image d'un prolétariat croissant qui s'oppose à un nombre réduit des capitalistes est centrale chez Branting. Le capitalisme peut plus facilement être remplacé lorsque le capital est plus concentré. « Car les difficultés se réduisent évidemment dans la même mesure où le nombre de personnes qui ont intérêt au maintien des vieilles choses se réduit... Le socialisme s'ensuit ainsi comme une conséquence nécessaire du développement. » Cependant, cela ne peut pas arriver avant que la production à grande échelle soit

dominante. « C'est la grande tâche historique de la classe ouvrière de notre époque de réaliser ce développement, de juger la classe capitaliste et de préparer la transition à la société socialiste. » Pour la Suède, ce but est lointain, puisque le pays vient d'entrer dans la phase du capitalisme et qu'il faut d'abord qu'il se développe. Le capitalisme ne doit pas être supprimé, il doit « mûrir ».

Après avoir ainsi repoussé « le but final » dans le lointain, Branting passe aux questions des moyens pour y arriver. De sa manière de voir — déterministe —, il ne déduit pas une attitude passive de « qui vivra verra ». Au contraire, il veut donner au mouvement syndical un rôle actif pour que la situation se développe. A part la lutte pour la défense syndicale, la classe ouvrière a pour but de s'emparer du « pouvoir politique », c'est-à-dire de prendre le pouvoir législatif dans ses propres mains, afin de réaliser toutes les réformes nécessaires, qu'on peut immédiatement exécuter pour le bien des travailleurs, et finalement d'organiser la transition à la société socialiste. Ceci est possible si le suffrage universel est donné à la classe ouvrière. Puisqu'elle s'accroît constamment, qu'elle est capable de voter pour le parti jusqu'au pouvoir, où, à ce moment-là, elle peut réaliser son programme. « Le suffrage universel est donc le prix par lequel la bourgeoisie peut être liquidée administrativement au lieu d'être portée devant le tribunal de la révolution. »

Telle est la stratégie du « jeune » Branting. Il n'eut aucune raison de la réviser, ni en 1902, 1917 ou 1925. Ses successeurs non plus. Pour la stratégie social-démocrate, il s'agissait de conquérir le pouvoir légal par des élections, ensuite de supprimer le capitalisme, au moment venu.

La voix de l'opposition

Cette manière de voir la société était cohérente et conséquente. Branting s'y était strictement tenu et ce fut elle qui allait dès lors caractériser la social-démocratie.

Certes, il y avait une opposition contre les grandes lignes de Branting et les compromis innombrables passés avec la bourgeoisie libérale, aussi bien venant de la base ouvrière du parti que d'autres dirigeants sociaux-démocrates.

Ceci est vrai pour le journaliste **Axel Danielsson** et ses amis du sud de la Suède. Mais ils n'ont pas réussi à élaborer une stratégie alternative ou à organiser l'opposition au sein du parti.

Ça l'est également pour le tailleur **August Palm**, vieux social-démocrate qui, au début de 1880, a fondé les premiers cercles sociaux-démocrates, alors que Branting, fils de professeur, était encore étudiant en astronomie et de tendance libérale. La critique de Palm contre la direction du parti a été affective et moraliste, basée sur une méfiance générale contre la bureaucratie. Pas plus que Danielsson, Palm n'a été capable d'examiner le « détermi-

nisme » économique à fond, la conception libérale de la neutralité et de la conquête progressive de l'Etat. C'est pour cela que ses objections n'ont pas entraîné de résultats durables.

Dans la voix de l'opposition, nous retrouvons également l'anarchiste **Hinke Bergenson** et ses jeunes socialistes, représentants d'une contestation inorganisée et gauchiste. Il y avait aussi d'autres adversaires de Branting, plus personnels et isolés, qui, après un certain temps, furent neutralisés ou émigrèrent aux Etats-Unis.

Les cours les plus opportunistes de la politique du S.A.P. ont souvent été accompagnés d'un grondement morose de certains secteurs de la base ouvrière. Ces travailleurs de l'opposition n'ont pu élaborer aucune théorie politique révolutionnaire. Leur position en général dans la société — séparation entre travail intellectuel et manuel — et le faible niveau de la lutte de classes ont empêché toute élaboration, ainsi que le manque de tradition marxiste en Suède, l'absence d'un courant révolutionnaire organisé qui aurait pu soutenir leur protestation en la faisant évoluer. A cause de cela, ils se sont tus pour toujours après un certain temps.

Alors, Branting et consorts étaient les seuls maîtres, tandis que leur « politique des résultats » entraîna le gonflement du corps des fonctionnaires, une représentation parlementaire et une influence politique croissantes. Il a fallu une aggravation de la lutte de classes, une grève générale (1909), une guerre mondiale et deux révolutions russes pour que l'opposition de gauche se forme. Mais même après la scission du parti en 1917, alors qu'un courant hétérogène se regroupe autour de la majorité et que la **Ligue de Jeunesse** se détache en fondant une organisation propre, Branting est resté le dirigeant incontesté pour la majorité de l'ancien parti et a un fort soutien de la partie principale du mouvement syndical.

Les conditions pour que l'idéologie réformiste s'implante au sein de la classe ouvrière ont été favorables. Nous avons déjà mentionné l'absence d'une tradition marxiste — les textes marxistes traduits et publiés en suédois ont été peu nombreux — ainsi que le bas niveau de la lutte de classes à la fin du XIX^e siècle, qui ont empêché une confrontation entre les travailleurs et les couches bureaucratiques grandissantes au sein du parti et des syndicats. Mais certaines particularités spécifiques du développement du capitalisme et du mouvement syndical ont contribué à la percée des idées réformistes.

Le cours de la révolution bourgeoise

— Le capitalisme suédois s'est développé tardivement et la bourgeoisie est restée très longtemps très faible politiquement et quantitativement. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle seulement, l'industrialisation a pris un véritable essor, avec une force extraordinaire.

— En même temps, le capital suédois a été très tôt concentré à un haut degré monopolistique, ce qui a empêché la petite et moyenne bourgeoisie de se développer.

— La transformation agraire a trainé pendant deux siècles et fut réalisée par en haut sous des formes assez pacifiques. La question agraire en Suède n'a pas revêtu la même importance que dans plusieurs autres pays, où la lutte des paysans pour la terre a accumulé une force explosive; la réforme agraire fut l'œuvre, à l'origine, d'une classe de paysans conservateurs et indépendants, qui n'avaient pas intérêt à des changements radicaux. Elle n'a pu jouer le rôle de base de manœuvre de la bourgeoisie qui se développait. Certes, au milieu du XIX^e siècle, le mécontentement s'est développé, dû à la misère à la campagne chez les tenanciers, les habitants de cabanes, ouvriers agricoles et indigents, mais ça n'a jamais été d'une importance politique bouleversante.

L'émigration aux Etats-Unis de centaines de milliers de Suédois sans ressources a offert une soupape de sûreté politique à la campagne. Beaucoup de travailleurs qui formaient l'armée de réserve du capital sont allés dans les villes et ont obtenu du travail dans les usines qui ont commencé à apparaître.

— La faiblesse de la bourgeoisie, le manque de soutien effectif de la classe paysanne, inerte, ainsi que de la classe ouvrière peu nombreuse, a entraîné le fait qu'elle n'a pas été capable de faire des changements radicaux dans la société suédoise.

L'accroissement de la production capitaliste a entraîné des changements politiques qui se sont réalisés par étapes durant une période assez longue. La liberté de l'activité industrielle fut, par exemple, introduite par une série de lois au milieu du XIX^e siècle, le parlementarisme et d'autres réformes politiques en 1886 et après. Ces mesures ont été exécutées principalement par en haut et par l'intermédiaire des compromis passés entre la vieille noblesse et la bureaucratie conservatrice, étatique au pouvoir, ainsi que par les représentants de la bourgeoisie.

Le mécontentement venant des couches prolétariennes a certainement accéléré ces mesures (en particulier la vague de grèves entre 1870 et 1880). Mais c'est seulement avec l'aggravation de la lutte des classes entre 1910 et 1920 qu'on peut voir une relation directe entre la lutte du prolétariat et les changements qui furent effectués aux niveaux politique et judiciaire dans la société.

Ces mesures-là furent principalement réalisées d'en haut par une série de compromis continus. Ceci a favorisé la conception d'une société se développant dans un processus continu. Et personne (à de rares exceptions), au sein du mouvement ouvrier suédois, n'a été capable

de comprendre quel chemin devait prendre la révolution socialiste. Les partisans de la révolution ont vu le socialisme comme quelque chose de prédestiné, qui peu à peu remplacerait le capitalisme. Ainsi, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un déterminisme économique ait pu s'implanter dans les milieux sociaux-démocrates à la fin des années 80 et s'enfoncer dans la conscience de larges masses de travailleurs.

Le rôle de l'Etat suédois

Le rôle de l'Etat suédois a été le principal agent des réformes agraires. Différentes formes de répartition de la terre furent réalisées par des décrets publics. Déjà, aux XVI^e et XVII^e siècles, l'Etat a joué un rôle actif pour apporter le capital nécessaire à l'industrie du fer, il a également activement soutenu l'industrie textile qui a pris de l'ampleur au XVIII^e siècle. Pendant l'industrialisation du XIX^e siècle, la contribution de l'Etat a été décisive pour la construction des services des transports, elle a été nécessaire pour soutenir l'établissement des banques modernes et le système des sociétés anonymes.

Il y avait donc une base historique réelle pour concevoir que l'appareil d'Etat était un instrument capable de changer la société. Elle se référait à une conception non marxiste du rôle de l'Etat considéré comme le levier de la transition du capitalisme au socialisme; elle a été reprise par le mouvement ouvrier.

La bureaucratie précoce du parti et du mouvement ouvrier en Suède

Les conditions historiques ne sont pas suffisantes pour expliquer l'importance de l'idéologie réformatrice au sein du mouvement ouvrier suédois. Branting et compagnie n'auraient pas dirigé le parti s'ils n'avaient pas représenté les intérêts de certaines couches sociales.

Le mouvement syndical suédois s'est développé à toute vitesse dès les années 1880. Au début des années 90, tous les principaux syndicats étaient déjà fondés (1). Le tableau ci-dessous montre le nombre des ouvriers d'usine et le nombre de syndiqués de 1870 à 1907.

| Années | Nombre d'ouvriers d'usine | Nombre de syndiqués |
|--------|---------------------------|---------------------|
| 1870 | 35 000 | |
| 1880 | 57 000 | |
| 1890 | 93 000 | 15 000 |
| 1896 | | 23 000 |
| 1900 | 265 000 | 66 000 |
| 1907 | | 230 000 |

Les premiers syndicats furent organisés par des artisans professionnels relativement privilégiés économiquement. Avec leur idéologie réformatrice et individualiste, ils les ont marqués dès le début. Lorsque les habitants des campagnes politiquement non éduqués et sans conscience politique sont partis en foule vers les villes, ils se sont généralement syndiqués dans les syndicats déjà bien organisés où ils allaient représenter la masse des membres. Ainsi,

une hiérarchie s'instaure au sein des syndicats, où les travailleurs les plus privilégiés ont formé une fraction bureaucratique. Leur position fut rapidement consolidée par une centralisation où l'on a donné aux administrations des syndicats une position forte.

C'est cette couche grandissante de dirigeants syndicaux qui, avec des groupements d'intellectuels, a été la principale animatrice à la fondation du parti social-démocrate en 1889. Dès le début, ils allaient ensemble dominer l'idéologie et la politique du parti.

C'est pour ces raisons que nous — contre la théorie erronée présentée par les autres organisations de gauche en Suède de la « transformation » réformatrice de la social-démocratie — nous pouvons affirmer que le parti suédois, malgré sa phraséologie parfois radicale, n'a jamais fonctionné comme un parti révolutionnaire. Au contraire, il y a une continuité remarquable entre la direction « Branting » et les sociaux-démocrates radicaux de nos jours.

III. « UN COMPROMIS HISTORIQUE » REALISE

Dans les parties antérieures, nous avons montré que les sociaux-démocrates ont été prêts à jouer un rôle actif pour pousser le développement de la société en avant et comment ils ont compris l'appareil d'Etat comme en étant l'instrument. Ils n'ont pas été non plus étrangers à une collaboration proche avec des courants bourgeois dans ce but.

En 1902, Branting a formulé l'orientation des sociaux-démocrates sans équivoque: « Dans la mesure où un parti travailliste, par l'intermédiaire du suffrage universel, s'avance dans l'Etat moderne, celui-ci perd son caractère répressif par rapport à la majorité du peuple, alors que sa capacité d'apporter assistance et protection sur une grande échelle aux personnes peu favorisées socialement est déterminant. L'Europe se trouve actuellement dans cette phase de développement... Il ne faut pas nécessairement que la transition vers le capitalisme prenne la forme d'une catastrophe, d'une bataille furieuse contre « la seule masse réactionnaire », mais doit au contraire mener à un gouvernement commun sur un programme positif de réformes entre le parti ouvrier social-démocrate et des fractions politiques passablement proches... » Ensuite, avec ce principe de base, les sociaux-démocrates ont toujours agi pour obtenir une collaboration avec les libéraux afin qu'ils puissent agir ensemble pour « dévêtir l'Etat de son caractère répressif » et de réaliser « le programme positif des réformes » — ce qui était l'équivalent du programme minimum des sociaux-démocrates: huit heures de travail par jour, le suffrage universel, des privilèges sociaux.

Ainsi, ces partis ont posé les fondements d'une proche collaboration qui a duré pendant deux décades et qui, sur la scène

politique, allait exprimer les intérêts communs des bureaucrates et de la bourgeoisie monopoliste.

L'exemple de 1917

Le capitalisme suédois a percé assez tard mais a pu ainsi profiter de la concurrence internationale exacerbée, sous la forme d'un équipement relativement moderne qui a pu se développer grâce au progrès technique des autres pays. Il a pu profiter des ressources naturelles abondantes (avant tout du fer, du bois et la force hydraulique) et l'offre bien suffisante de force de travail pas trop chère. Son développement fut accéléré par des interventions publiques actives, ainsi que de la présence des instituts de crédit bien organisés ; la forte position des banques dans le processus d'industrialisation a mené à une centralisation et à une monopolisation importantes du capitalisme suédois. Le capitalisme suédois a, dès le début, eu une puissante orientation vers l'exportation. En outre, il a, à un haut degré, été favorisé par l'expansion capitaliste de la fin du siècle.

En même temps, la faiblesse de la bourgeoisie a contribué à ce que l'appareil d'Etat suédois, jusqu'en 1917, soit dominé par la bureaucratie conservatrice des fonctionnaires, des militaires et des propriétaires fonciers. Le parti dominant au parlement, le parti des fonciers, le Lantmanpartiet (parti des agraires), s'est chargé de défendre les intérêts parlementaires des groupements nommés ci-dessus.

Les sociaux-démocrates ont changé les structures politiques dans la société. Ils se sont obstinément employés à profiter de leur expérience parlementaire pour faire cela, mais ce ne fut qu'en 1917 — lorsque, dans une situation de crise profonde et vaste de la société, ils se sont trouvés dans un gouvernement de coalition avec les libéraux — qu'ils ont pu sérieusement mettre leur projet en œuvre. C'est dans cette période que l'alliance de longue durée entre capitalistes monopolistes et dirigeants sociaux-démocrates a commencé à prendre forme.

Les dirigeants sociaux-démocrates ont de très bonne heure montré leur « responsabilité sociale » et ont été prêts à réformer le système capitaliste sans lui faire trop de mal.

— Dans un accord en 1907 entre « Landsorganisationen » (L.O.) et « Arbetsgivaröföreningen » (S.A.F.) (5), les dirigeants syndicaux ont échangé le droit de négociation contre l'approbation, en même temps, du droit des patrons de « diriger et de répartir seuls le travail », c'est-à-dire d'instaurer leur totale dictature sur les lieux de travail — règlement qui est encore valable, mais que les sociaux-démocrates essaient maintenant d'adoucir.

— Par sa façon d'agir dans la grève générale de 1909 — qui a mené à une défaite morale des travailleurs — ils ont montré leur répugnance à tirer

profit de la puissance du mouvement syndical centralisé, signal que les patrons n'ont pas pu s'empêcher d'observer.

— Pendant la Première Guerre mondiale, la direction de la social-démocratie a pris une position chauvine — position largement critiquée par Lénine. En 1917, ils ont fait exclure la majorité des membres de la Ligue de Jeunesse ainsi qu'un grand nombre de membres du parti au Parlement, à cause de leur déloyauté envers la direction du parti. L'opposition devait cesser sa propagande antimilitariste, supprimer ses campagnes contre la trêve des partis et supprimer la démocratie interne au sein du parti.

Ces quelques exemples de l'« état des services » de la social-démocratie suédoise sont bien suffisants pour montrer que le capitalisme monopolistique — à la différence de la bourgeoisie droitière — n'a rien eu à craindre d'un Branting au pouvoir. Bien au contraire :

— Ils ont eu le même intérêt à réformer l'appareil d'Etat pour supprimer la bureaucratie monarchiste et militariste. Et ils ont voulu la remplacer par une autre bureaucratie plus moderne.

— Ils ont eu le même intérêt à faire des réformes démocratiques et sociales pour organiser un soutien au parlement afin de moderniser l'appareil d'Etat, d'améliorer la situation de la classe ouvrière, d'augmenter son pouvoir d'achat et finalement d'endiguer la vague révolutionnaire qui commençait à s'accroître. (Une situation pré-révolutionnaire était en train de se développer dans le pays, avec des manifestations et des meetings en masse, avec des collisions avec la police et les militaires, des confiscations de biens alimentaires et la naissance de conseils ouvriers dans différentes parties du pays.)

En ce temps-là, les sociaux-démocrates au pouvoir ont appliqué la même méthode, couronnée de succès, qui est encore aujourd'hui caractéristique : la carotte et le bâton, une répression sélective contre les courants révolutionnaires ainsi qu'une politique généralement hostile à la classe ouvrière (blocage des salaires, attaques contre l'auto-organisation des travailleurs, soutien aux bouchers blancs de Finlande), combinées avec une série d'interventions (des comités ouvriers contrôlés par la bureaucratie, des actions parlementaires, des appels idéologiques qui n'ont engagé à rien).

Ces mesures ont activement contribué à une stabilisation économique après la guerre, et ont aussi servi à casser l'assaut révolutionnaire. Le Parti social-démocrate de gauche, à l'origine de l'opposition et qui vient d'être fondé, n'a pas été capable d'intervenir dans la lutte des classes où il aurait pu développer un rôle dirigeant alternatif. Il a principalement joué un rôle propagandiste. Ceci a entraîné le S.A.P.

à avoir une position totalement dominante dans la classe ouvrière, malgré les tentatives existantes d'opposition syndicale et des mouvements en dehors du parlement, dans les années 20.

IV. - LA SOCIAL-DEMOCRATIE MODERNE : SA FORMATION

Le développement de la social-démocratie pendant les années 30 peut être décrit comme s'inscrivant dans une période transitoire. La phase initiale des changements sociaux a été réalisée et plusieurs des projets du programme minimum social-démocrate étaient réalisés. La situation au parlement n'a pas été stable ; les sociaux-démocrates n'ont pas réussi à convaincre les groupements larges en dehors de la classe ouvrière, et c'était eux qui, à l'avenir, allaient être les meilleurs à administrer et développer la société suédoise. Ils se sont trouvés au gouvernement de temps en temps ; cependant, ils n'avaient pas la majorité et n'ont pas réussi à se consolider dans l'appareil d'Etat et à s'enraciner aux stratonites gouvernementaux.

Ce n'est qu'en 1933 que cette situation a changé. La « social-démocratie moderne » a commencé à se former (6).

Cette phase s'est ouverte par le soi-disant programme de crise, une formule social-démocrate pour une politique économique expansive, avec un budget sous-balancé, des travaux préparatoires payés avec des salaires stipulés selon des négociations et l'assurance contre le chômage. Ce programme a été passé entre les sociaux-démocrates et Bondeförbundet (l'Association paysanne), alors que d'autres partis bourgeois s'opposaient intensément à cette intervention publique de plus en plus étendue dans la vie économique. Par cette politique — qui, dans la plupart des autres pays d'Europe, ne s'est développée qu'après la Seconde Guerre mondiale — les sociaux-démocrates ont contribué à accélérer la montée de l'économie suédoise et à remédier à quelques-uns des effets les plus dévastateurs de la crise des années 30.

Mais dans le fond ceci s'est passé au détriment de la classe ouvrière. La base de la position forte de la social-démocratie en 1935 et les années suivantes est due à la croissance du capitalisme suédois, qui a été favorisé par de bonnes conditions objectives et par une politique social-démocrate dont ils ont habilement tiré profit. Il faut aussi ajouter quelques autres facteurs. La Suède a été en dehors des deux guerres mondiales. Ceci a créé une marge de manœuvre d'une étendue vaste pour les capitalistes suédois qui (pour utiliser une citation de Mao Tsé-toung) « a pu s'asseoir au sommet de la montagne pour voir se battre les tigres », et ensuite (surtout après la Seconde Guerre mondiale) reprendre la lutte sur les marchés internationaux avec un équipement de production intact. Ceci a aussi donné aux sociaux-démocrates des possibilités de se présenter comme les seuls garants d'un

développement social caractérisé par le calme et la continuité. La « neutralité » en Suède a grandi au même rythme que le réarmement international et les terreurs de la guerre, qui ont été habilement captées par les sociaux-démocrates, avant tout par le Premier ministre Per-Albin Hansson.

Le parti communiste n'a pas été capable de s'opposer à la législation bourgeoise des libertés, droits syndicaux et politiques à la fin des années 20 et les épreuves pendant la dépression, les restrictions pendant la guerre et finalement le manque d'une alternative révolutionnaire à la politique social-démocrate de collaboration de classes ont été des facteurs qui ont joué en faveur des sociaux-démocrates. Ils ont favorisé le maintien de son influence sur le mouvement syndical, consolidée par une offensive anticommuniste.

« D'une part, les cycles du capitalisme ont pu être maîtrisés par une politique de conjoncture active. D'autre part, les conditions pour une concentration et une centralisation du capital, rapide, ont été créées par différentes formes de soutien aux entreprises les plus « vigoureuses » et par la soi-disant politique des salaires qui, entre autres, a visé à accélérer la « rationalisation structurelle » au sein de l'activité industrielle. Cette politique a été favorable aux grandes entreprises. D'un côté, le marché du travail fut stabilisé par une législation qui a pris forme dans le soi-disant accord en Saltsjöbaden conclu en 1938. De l'autre côté, on a satisfait certains intérêts de certaines parties de la classe ouvrière par une élaboration importante de la politique sociale, dont la réforme principale fut celle sur la retraite (A.T.P.), qui a été réglée en mai 1959 après une vaste lutte politique. La politique sociale a, au cours des dizaines d'années après la Seconde Guerre mondiale, stabilisé l'emploi à un niveau beaucoup plus haut que pendant les années 20 et 30.

Une politique industrielle favorable à la monopolisation, la législation antisyndicale ainsi qu'une centralisation à un degré élevé (emploi pour tous et une politique sociale développée) ont été les éléments principaux de la « politique du bien-être » qui a entraîné une alliance entre le capital monopoliste et la social-démocratie (6).

Tout ce développement a entraîné une passivité importante de la classe ouvrière, jusqu'à ces cinq dernières années. Cette politique réformatrice — qui fut réalisée d'en haut par le parti au pouvoir, plutôt qu'elle ne fut imposée par la lutte des ouvriers — a consolidé les illusions électoralistes et parlementaristes chez les travailleurs.

Durant cette période du développement de la social-démocratie, nous voyons également un changement de la composition et du programme du S.P.A. Par l'intervention de l'Etat étendue à la production capitaliste, par l'accroissement du secteur public et par la multiplication des organes de réconciliation et de collaboration de classes, une nouvelle couche de fonctionnaires s'est étendue aux institutions publi-

ques et communales. Beaucoup de ces fonctionnaires ont cherché à entrer dans le parti social-démocrate. Le S.A.P., antérieurement dominé par des fonctionnaires syndicaux, employés au sein des « mouvements du peuple », des membres du parlement, des fonctionnaires communaux et des groupements d'intellectuels, se trouve maintenant mélangé à une série de parvenus et de bureaucrates. Leur unique vision est de monter.

Entre ces courants, certaines tensions se sont produites qui se renforceront dans l'avenir. Les arrivistes s'identifient avant tout à l'appareil d'Etat bourgeois, et jouent souvent le rôle d'arbitre entre les patrons et les bureaucrates syndicaux, plutôt qu'ils ne chargent d'une façon traditionnelle de défendre les intérêts de la bureaucratie syndicale.

Ce changement au sein du parti se reflète aussi dans les changements idéologiques et programmatiques : une rupture totale avec les « habits marxistes » de l'idéologie social-démocrate et une acceptation de l'idéologie bourgeoise.

Cependant, l'ancrage du S.A.P. subsiste au sein de la classe ouvrière, surtout avec ses relations organiques avec le mouvement syndical qui, en Suède, organise la majorité des travailleurs dans le pays. Et cette orientation de classe n'est jamais remise en question par aucune couche importante au sein du parti social-démocrate. Il n'existe aucune base de masse qui puisse servir comme alternative pour les différentes couches du parti. Malgré le caractère de plus en plus bourgeois de la politique et de l'idéologie du S.A.P., ses liens avec la masse des travailleurs ont été maintenus — il jouit encore d'un grand crédit auprès des travailleurs ouvriers. Le parti reflète, même d'une façon déformée et étroite, l'activité des travailleurs. **Le S.A.P. doit encore être caractérisé comme un parti travailliste, ou un parti travailliste bourgeois.**



V. - LES PARTIS SOCIAUX-DÉMOCRATES DANS LES AUTRES PAYS NORDIQUES

Quelques points de comparaison des partis danois et norvégien

Lorsque « Det Norske Arbeiderpartiet, D.N.A. parti ouvrier norvégien » s'est fondé en 1880 et 1890, l'industrialisation était encore très modeste et en retard par rapport à celle de la Suède. En Norvège, le parti est également issu des syndicats et s'est implanté dans le prolétariat industriel peu nombreux. Cependant, il s'est également fait admettre chez les tenanciers, les pêcheurs, et d'autres groupements au sein de la petite bourgeoisie relativement nombreuse.

La question agraire n'avait pas d'importance en Norvège. Le système foncier s'est mal développé et le nombre de paysans indépendants était très grand. Au contraire, la question nationale — la rupture de

l'union avec la Suède — a été importante. Le D.N.A. s'y est engagé aussi, mais sans pouvoir jouer un rôle aussi indépendant que d'autres courants qui ont agi en faveur de l'indépendance nationale.

Avant tout, il existe deux aspects du développement du parti norvégien qu'il faut traiter ici : **son profil plus radical que celui du parti suédois pendant les années 1910** (D.N.A. fut, pendant une période, section de la III^e Internationale) **et ses problèmes plus profonds aujourd'hui.**

On doit caractériser le D.N.A., ainsi que le S.A.P., comme **parti réformatrice** dès le début. Malgré ceci — entre autres à cause d'une bureaucratisation au plus bas degré — il a réussi à s'adapter à la radicalisation au sein de la classe ouvrière entre 1910 et 1920 d'une tout autre façon que le parti suédois. Cette radicalisation est issue d'un mécontentement général sur les conditions de travail et de vie dans une situation où la société capitaliste n'a pu offrir aucune réforme sociale importante. De plus, elle n'a pas eu à sa disposition des mécanismes d'intégration (en somme, l'appareil bourgeois a été mal développé, entre autres suite à l'union, durant quatre-vingt-dix ans, avec la Suède dominante). Or, cette adaptation s'est passée — pour la majorité de la direction du parti — d'une façon pragmatique, sans rupture décisive avec la pratique menée jusque-là : le parti entier doit être caractérisé comme centriste à la fin des années 10. La scission qui a eu lieu à propos de l'exclusion de la majorité du Komintern a certainement été inévitable.

Dans le développement du D.N.A., il y a, dès ce temps-là, plusieurs traits caractéristiques communs avec ceux du S.A.P. en Suède, mais le parti norvégien n'est jamais parvenu à la même puissance politique que le parti suédois.

Le D.N.A. est arrivé au pouvoir après la libération de l'occupation nazie en 1945 ; il s'y est maintenu continuellement jusqu'au milieu des années 60. Cependant, plusieurs facteurs, qui ont été favorables au parti suédois, n'ont pas fait évoluer le parti de la même manière en Norvège. Il s'agit surtout des conditions économiques. L'économie norvégienne s'est développée pendant les années 50, mais jusqu'aux années 60, elle était en retard sur la Suède, avec un grand nombre de petites et moyennes entreprises et un secteur agricole décentralisé. Les capitalistes norvégiens n'ont pas pu profiter de l'expansion d'après guerre au même degré que les suédois et n'ont pas eu la même marge de manœuvre pour les réformes sociales. Le parti est encore le parti dominant au sein de la classe ouvrière, mais sa position n'est pas aussi stable qu'avant.

Au Danemark, le parti social-démocrate n'a jamais eu la même influence que le parti en Norvège durant ces quarante dernières années.

On doit surtout trouver l'explication dans la structure particulière du capitalisme danois. **Dans les années 60, la pro-**

duction agricole danoise a eu une position centrale. Elle a été vigoureusement centralisée et bien intégrée dans le reste de la production capitaliste. Elle a donné aux paysans une position politique forte.

Pour être au gouvernement, les sociaux-démocrates danois ont été obligés de se lier avec les représentants politiques de certains paysans et des intellectuels libéraux: « Der Radikale Venstre ».

La Gauche Radicale

Ceci a réduit les possibilités pour les sociaux-démocrates de réaliser des réformes sociales vastes et les a empêchés de s'opposer aux intérêts étroits de la bourgeoisie, comme le parti suédois a pu se permettre de le faire dans certaines situations.

Cette situation a contribué à diminuer encore plus les perspectives du parti et à accélérer son caractère de plus en plus bourgeois, ce qui, à son tour, a eu des contrecoups par rapport à son ancrage au sein de la classe ouvrière. Sa position au sein du mouvement syndical s'est affaiblie, le nombre de ses membres a diminué, ainsi que le tirage de la presse social-démocrate, etc.

Ce processus s'est graduellement développé durant ces dernières années et aujourd'hui, le parti danois traverse une crise profonde. Les couches technocratiques se développent de plus en plus et le parti perd du terrain dans la classe ouvrière par rapport au parti communiste, de plus en plus fort localement. Certes, la social-démocratie suédoise a des problèmes; la norvégienne se trouve également en crise, mais c'est au Danemark que l'on peut voir ce qui se passe lorsqu'un parti social-démocrate commence à perdre sa position hégémonique dans la classe ouvrière.

A

VI. - QUELQUES PROBLEMES ACTUELS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE SUEDOISE

La même tendance de stagnation économique qui a caractérisé tous les autres pays impérialistes pendant cette dernière année s'est également développée en Suède. Et cela implique bien évidemment que la position de la social-démocratie est influencée. L'expansion du capitalisme suédois pendant la période d'après guerre et jusqu'à la moitié des années 60 a été une condition fondamentale pour l'influence de la bureaucratie social-démocrate dans les masses des travailleurs. Mais depuis, les difficultés se sont accrues — l'inflation augmentant, le nombre des chômeurs croissant, etc. —, ont contribué à réduire les marges de manœuvre des sociaux-démocrates.

Le problème central pour la bourgeoisie suédoise est et reste la question de l'accumulation du capital. La nécessité immédiate la plus importante est d'assurer à l'industrie d'exportation — qui est la colonne vertébrale du capitalisme suédois —

une position favorable sur le marché international qui, à son tour, impose aux capitalistes de faire baisser les coûts de production à ce secteur. Ces efforts s'opposent actuellement de plus en plus aux revendications de la classe ouvrière, ainsi qu'à l'idéologie de la « Suède du bien-être ». Le gouvernement social-démocrate est fidèle à sa tradition, d'accord sur le fait que l'industrie, surtout l'industrie d'exportation, devrait être stimulée. Pour cela, il profite de sa position au sein de l'appareil d'Etat.

Il subventionne la tentative de l'industrie d'exportation de carotter des parties du marché international — par des impôts, des fonds publics, des réformes, des emplois soumis aux cotisations.

Il continue sa politique de « neutralité » qui, dans la concurrence exacerbée entre les blocs impérialistes, donne au capitalisme suédois certaines possibilités de tirer profit de son « indépendance », et de « louvoyer » entre eux. En même temps, elle permet au capital suédois d'entrer dans l'Europe orientale et dans certains pays coloniaux et semi-coloniaux. Le gouvernement suédois soutient activement une exportation croissante de capitaux aux soi-disant pays de bas revenus, qui donne des profits plus forts que des placements de capitaux en Suède. A ces difficultés d'accumulation du capital s'ajoute toute une série de problèmes, qui sont particuliers de la société néo-capitaliste et qui ont mis les sociaux-démocrates devant de nouvelles épreuves: « Justement ces facteurs, qui ont contribué le plus activement à l'expansion, se transforment en facteurs de crise: la technique expansionniste, sous des conditions de production capitaliste, fait naître une crise écologique et menace le mécanisme biologique humain. L'Etat — le secteur public qui a antérieurement stabilisé le capitalisme, devient maintenant un problème dans tous les pays impérialistes. Les frais augmentent, les charges fiscales sont insupportables. Les parties idéologiques de l'appareil public (les secteurs d'éducation) sont des éléments de troubles; les transports publics, la politique de la circulation sont en difficulté. En même temps, le besoin social des contributions pour satisfaire toute une série de nécessités sociales augmente encore plus vite que les coûts. Le troisième facteur, qui est intimement lié avec ceux qui viennent d'être mentionnés, est la crise régionale. Des régions, d'une faible densité de population, se retrouvent dépeuplées. Les grandes villes s'accroissent à des dimensions inhumaines aliénantes au prix de problèmes sociaux énormes. (7) »

La dépendance de la social-démocratie d'un capitalisme expansionniste — emploi pour tous, activités de réformes étendues, etc. — apparaît également dans le fait qu'elle n'a pas été capable d'aborder les phénomènes de crises structurelles qui sont apparus. Le chômage réel est au plus haut niveau depuis la période de l'après-guerre. La distorsion régionale, la pollution, la crise de l'éducation, les problèmes de la

circulation, rien de tout cela ne peut être résolu avec les moyens traditionnels.

Quelles sont alors les possibilités des sociaux-démocrates, dans l'avenir, de continuer d'administrer avec succès la société capitaliste et en même temps de maintenir leur forte position au sein de la classe ouvrière ?

La réponse à cette question tombe en dehors du cadre de cet article. Elle demanderait une analyse beaucoup plus élaborée ainsi qu'une évaluation du développement de la lutte des classes dans la société suédoise. Laissons-nous seulement confirmer: le chemin vers un capitalisme réellement stable en Suède passe par une attaque de front contre le niveau de vie de la classe ouvrière, ainsi que de ses droits politiques et syndicaux. Les revenus réels ont baissé. Les augmentations conquises sont, par le soin de l'Etat, volées sous la forme des prix, par l'augmentation des impôts, etc. La législation de classe est appliquée d'une manière plus vive. Les démissions politiques deviennent de plus en plus fréquentes. La répression sélective contre les courants révolutionnaires s'est accentuée.

Cependant, ce processus fera-t-il également avancer les luttes de classes? Nous en voyons les prémisses aujourd'hui sous forme d'un renforcement de la lutte dans la production, une classe ouvrière de plus en plus radicalisée, à propos des dernières négociations, l'activité mise en œuvre par d'autres couches sociales. Nous en voyons aussi les résultats inévitables dans la stratification politique entre les partis bourgeois, où un pôle assez agressif commence à se cristalliser, ainsi qu'un commencement des différenciations politiques au sein de la bureaucratie social-démocrate.

Pour les marxistes-révolutionnaires de Suède, les années 70 créeront-elles des ouvertures politiques inexistantes pendant cinquante ans et réussiront-ils à remettre en cause la social-démocratie? C'est ce que nous aborderons dans un autre article.

Mai 1974.

Tom GUSTAVSSON

(1) S.A.P.: Sveriges Socialdemokratiska Arbetparti (Parti ouvrier social-démocrate de Suède).

(2) Le titre s'explique par le fait que la social-démocratie, à cette époque-là, s'est trouvée en lutte avec des secteurs libéraux. Il s'agissait de la direction du mouvement syndical, une lutte qui était très vite remportée par les sociaux-démocrates.

(3) Pour élaborer l'analyse de la ligne social-démocrate, Kenth-Ake Andersson a été de la plus grande importance dans R.M.F. Par son décès en janvier de cette année, une œuvre de pionnier fut interrompue dans sa phase initiale.

(4) Hjalmar Branting: Fördord och noter till « Socialismens utveckling » av Engels. (Avant-propos et notes sur « le développement du socialisme » par Engels.)

(5) Landsorganisationen (L.O.): l'Organisation du pays; la fédération nationale des syndicats ouvriers. Sveriges Arbetsgivarförbundet (S.A.F.): l'association suédoise des patrons.

(6) L'analyse suivante, dans ce chapitre, est essentiellement fondée sur la partie d'un article « La social-démocratie, ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle est, où va-t-elle? » qui est paru dans le journal de la section suédoise Multivadan (maintenant internationale), n° 10, 1972.

(7) Idem. N° 10, 1972.

PORTUGAL : LA SITUATION UN AN APRÈS

Déclaration du Comité Central de la L. C. I.

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DE LA L.C.I.

La situation économique au Portugal se caractérise par un profond déséquilibre qui provient de la période fasciste et qui s'est profondément aggravé par les événements politiques qui se sont succédés après le 25 avril et par la récession que le système capitaliste traverse à l'échelle mondiale.

Après le 15 avril la bourgeoisie portugaise, incapable de s'adapter à la nouvelle situation politique, consciente qu'elle ne pouvait pas assumer une politique réformiste, méfiante envers la capacité du nouveau gouvernement de garantir la propriété privée capitaliste, approfondit encore plus la faiblesse de l'économie portugaise en diminuant les investissements et en restreignant l'activité industrielle. Après le 28 septembre et au fur et à mesure que la force et la détermination du mouvement ouvrier devenait plus présente les capitalistes ont commencé à s'orienter clairement vers le sabotage économique, par la restriction du crédit aux entreprises en mauvaise situation financière, par le refus des commandes, etc. Toutefois, et ceci doit être souligné, nous ne pouvons pas attribuer seulement au sabotage économique des capitalistes l'actuelle crise de l'économie portugaise. Elle résulte de toute une série de facteurs significatifs et est aggravée par les importantes modifications politiques introduites par le 25 avril. Voyons ce qui s'est passé après le 25 avril 1974 :

L'industrie passe par une crise généralisée : l'investissement global dans le secteur a diminué et il y a toute une série d'industries profondément affectées par les causes de la crise.

Les branches industrielles se trouvent dans une situation extrêmement difficile, soutenues par les subventions concédées par le régime ou par la sur-exploitation de la « main-d'œuvre » bon marché face au nouveau rapport de forces entre les classes, qui permet au prolétariat d'imposer des meilleurs salaires et conditions de travail, et face au retrait de toute une série de subsides que l'Etat concédait à des industries parasites ; un cas particulier de ce type d'industries est sans doute la pêche, dépendante d'un fond contrôlé par le capitaliste Tenreiro et subventionné par l'Etat. Dans l'industrie de l'alimentation on trouve aussi des exemples d'entreprises fortement subventionnées. Par ailleurs la montée générale des salaires a sans doute eu un impact profond dans une économie où prédominent les petites et moyennes entreprises qui ne sont rentables que dans la mesure où se maintenaient les salaires de misère que le fascisme imposait. La montée des salaires provoque des déséquilibres dans les grandes industries textiles, métallurgiques et de la construction. Le capital étranger investi au Portugal dans des productions marginales qui avaient peu d'effets multiplicateurs et qui employaient une main-d'œuvre bon marché, s'est massivement retiré du pays, provoquant le gaspillage et le sous-emploi de capitaux considérables. Il s'agit de secteurs comme le matériel électrique et électronique, le secteur de la production automobile, etc.

Nous voyons donc que les nouvelles conditions imposées par la classe ouvrière aux capitalistes sont la cause du retrait de nombreux capitaux étrangers et vont s'ajouter à l'augmentation du prix de matières premières pour aggraver les difficultés des entreprises peu rentables, où la productivité du travail est faible, qui sont prédominantes numériquement au Portugal. Ce sont donc des milliers d'ouvriers qui restent sans travail.

La grave situation de l'industrie de la construction civile (qui est au Portugal un des secteurs dont les effets multiplicateurs

sont les plus importants, même avant le 25 avril — époque où la spéculation sur les rentes avait permis un boom de la construction) provoquée par la conjonction d'une série de facteurs, depuis l'augmentation du prix des produits de construction, jusqu'à l'augmentation des salaires et la nouvelle loi sur la location, a des conséquences sur des secteurs fondamentaux de l'économie, dont la production est affectée par la diminution de l'activité de l'industrie de construction civile. La crise dans ce secteur, dont le développement était important pour combattre les tendances récessionnistes n'aide pas à résoudre les problèmes profonds de l'économie.

De plus, finalement, la décolonisation apporte des difficultés énormes aux industries textiles, métallurgiques, chimiques, etc., fondamentalement dépendantes de l'exploitation des matières premières coloniales.

En conclusion, l'aspect fondamental de l'évolution de l'économie va être le suivant : la bourgeoisie se voit attaquée dans ses sources d'accumulation, à un moment où le capital étranger se refuse à lui fournir des capitaux, où l'exploitation des colonies est plus difficile, et la possibilité d'augmenter la plus-value relative est mise en échec par la structure agraire incapable de fournir des aliments en abondance et bon marché qui permettent de stabiliser le prix de la force de travail. Et son dilemme est donc le suivant : aujourd'hui plus que jamais elle a besoin d'accumuler, parce que aujourd'hui plus que jamais pour pouvoir conquérir des marchés étrangers, dans une période de protectionisme généralisé de la part des pays capitalistes et de concurrence exacerbée dans le marché mondial, elle a besoin de se donner des instruments qui lui permettent de s'insérer dans la compétition internationale. Dans ce contexte, la bourgeoisie n'a qu'une solution pour résoudre le problème de l'accumulation, qui est surtout l'aggravation de l'inflation.

Ce processus l'intéresse pour un double objectif : combattre la récession par le développement de la consommation, la récupération de l'augmentation des salaires et par l'accroissement des profits. Mais un tel processus court le risque, à cause de la vitesse de l'inflation, de mettre en question le caractère concurrentiel des produits portugais sur le marché mondial.

Quelle était avant le 11 mars l'attitude du gouvernement dans ce domaine ? pour combattre la récession, la stagnation de l'activité industrielle et face au retrait des investissements privés, le gouvernement prétend prendre l'initiative des investissements. Il prévoit dans ce but un budget hautement déficitaire, et en même temps fait appel au prêt pour la reconstruction nationale pour financer sa politique économique. Mais cette manière de combattre la crise est très dangereuse, parce qu'elle ne peut que provoquer une aggravation encore plus grande de l'inflation. Cependant, les alternatives du gouvernement sont restreintes pour faire face aux antagonismes sociaux, en cherchant à diminuer le chômage et l'institutionnaliser en tant qu'armée industrielle de réserve subventionnée par un fonds de chômage.

C'est là le problème-clé auquel s'est confrontée l'activité économique du gouvernement : la canalisation des économies privées vers les investissements productifs et l'aide à travers le crédit aux entreprises en crise, entre en conflit avec le boycott des banques, qui voulaient surtout garantir la stabilité financière des groupes monopolistes et leur capacité d'investissement.

En outre, le capital bancaire d'une série importante de groupes s'orientait fondamentalement vers l'investissement spéculatif dans des titres d'autres entreprises.

Pour cela apparaissent de nombreuses entreprises liées aux banques qui se mobilisaient, dans l'activité spéculative, de millions de contos. Ainsi s'explique aussi la résistance du capital bancaire à orienter le crédit dans le sens que le gouvernement naïvement désignait.

Par conséquent les tentatives du gouvernement pour accomplir une politique de soutien aux paysans à travers le crédit de développement agricole, ou aux petites et moyennes entreprises, n'avait aucune viabilité pratique.

Comme nous l'avons vu, la période actuelle se caractérise au niveau de l'activité économique par une récession généralisée : diminution du taux de croissance du PNB, diminution de l'investissement, crise des secteurs importants de l'économie, difficultés de l'accumulation, marginalisation accélérée des secteurs industriels qui garantissent l'emploi. Le résultat de cette situation est immédiatement visible à travers l'évolution du chômage qui n'a pas cessé d'augmenter et que le gouvernement n'a pas réussi à freiner.

Toutefois, à cette situation de récession, vient s'ajouter l'accroissement des tendances inflationnistes, qui non seulement rendent encore plus difficile l'accumulation de plus-value, mais aussi rendent peu **opérationnel** le combat contre la situation, par la seule manipulation du crédit bancaire ou des investissements du budget définitif de l'Etat.

Pour comprendre dialectiquement la crise de l'économie portugaise, il est nécessaire de distinguer les lignes de force qui traversent l'économie mondiale.

Nous ne pouvons pas oublier que la récession mondiale du capitalisme a d'intenses répercussions dans des pays avec lesquels le Portugal maintient des relations économiques privilégiées (Angleterre), ce qui engendre un protectionisme croissant de la part des différents pays capitalistes et aiguise la concurrence internationale. D'un autre côté on peut remarquer que certaines exportations traditionnelles du Portugal vers l'étranger souffrent d'une concurrence chaque fois plus grande sur le marché international, même de la part de quelques pays du tiers monde. Paradoxalement, dans la dernière période l'économie portugaise était basée sur les secteurs tournés vers l'exportation. Les mutations au niveau international marqueront profondément de tels secteurs.

La réduction des investissements internationaux, la diminution de l'aide financière et le problème posé à l'exportation, de même que la réduction du tourisme sont à l'origine d'un déficit important de la balance des paiements.

Ce déficit provoque inévitablement une sortie de devises, qui diminue les réserves assurant la stabilité de la monnaie, en même temps qu'elle restreint les disponibilités d'investissement.

Il n'y a pas de doute que la récession mondiale aura un rôle déterminant sur l'économie portugaise. Vu que le rôle de celle-ci dans la division internationale a conduit au développement de certains secteurs et à une grande dépendance du marché mondial au moment où le Portugal est privé simultanément de l'exploitation effrénée du marché colonial. D'autre part, il est certain qu'il y a eu une augmentation rapide de la productivité du travail dans la dernière décennie au Portugal.

Une telle augmentation résultant d'une croissance de la composition organique du capital, surtout dans les secteurs-clés de l'économie, exerçait une pression tendant naturellement à diminuer le taux de profit. Cette pression était cependant en opposition avec l'orientation de la production industrielle en opposition avec l'orientation de la production industrielle vers le marché européen ce qui permettait d'élargir la production et donnait naissance à d'importantes économies de devises.

— La diminution du marché européen oblige la bourgeoisie à tenter désespérément de recourir à d'autres marchés, surtout les pays arabes et africains, dans la mesure où la structure

commerciale des pays de l'Est (qui sont aussi dans les projets commerciaux de la bourgeoisie) est trop pesante pour correspondre aux projets immédiats du capital.

• Dans le cadre de cette analyse il est important d'introduire un élément fondamental pour la compréhension de l'actuelle situation économique. Il s'agit du boycott économique de la part des capitalistes. Et là il est nécessaire de savoir le situer et de connaître ses agents. Par le sabotage, dont la fonction est surtout de faire rentrer dans leurs rangs la petite et moyenne bourgeoisie, les capitalistes veulent montrer l'incapacité du gouvernement et « prouver » que la situation de crise est due à la présence des communistes au gouvernement.

Les capitalistes avaient un domaine d'action fondamental : le système de crédit. L'économie portugaise comme nous l'avons dit, comprend un grand nombre de petites et moyennes entreprises que la fragilité de leur capital et des réserves rend très dépendantes du crédit pour le paiement de fournisseurs, la manutention des stocks, la commercialisation, etc.

En restreignant le crédit aux entreprises, le capital financier désorganise le paiement des salaires, empêche le fonctionnement de certaines d'entre elles.

Mais on ne peut pas tout attribuer au boycott du capital financier, puisqu'en fait il y avait peu de capitaux disponibles.

Un tel boycott a, il est vrai, de profondes influences sur le fonctionnement de l'économie, d'autant plus s'il est complète par le refus de fournir des matières premières industrielles (comme le ciment et le fer pour construction civile), par l'accumulation de stocks jouant sur les profits à travers l'inflation, par le retrait massif de capitaux, les faillites frauduleuses, etc.

Tout ceci empêche le gouvernement d'avoir une quelconque politique économique, empêche l'application d'une quelconque loi réglementant l'activité économique.

Le capital financier a conscience de l'incapacité démontrée jusqu'ici par le gouvernement provisoire à canaliser l'ensemble des travailleurs vers un projet de collaboration de classes.

La bourgeoisie voit donc qu'il est chaque fois plus nécessaire de limiter fortement les libertés démocratiques des travailleurs et d'imposer un Etat fort. Le chaos économique s'intègre dans la perspective d'élargir la base sociale pour un coup d'Etat dans ce sens.

Le sabotage aggrave la crise et le chômage désorganise l'économie.

On doit insérer le problème des nationalisations dans cette perspective ; et considérer les récentes nationalisations comme de simples manœuvres tendant à assurer un fonctionnement plus rationnel du système capitaliste, ne nous semble pas une façon correcte d'appréhender la liaison entre le développement de la lutte des masses et ces nationalisations. D'une certaine manière on peut dire qu'elles furent imposées dans un contexte où le rapport de la force favorisait le prolétariat.

Pour le Conseil de la Révolution les nationalisations ont des objectifs précis : orienter le crédit vers la petite et moyenne entreprise, donner son appui au développement agricole, etc. Mais comme nous l'avons dit plus haut et pour les motifs déjà signalés, le refus du capital financier à se soumettre à ces mesures engendre une tension entre le gouvernement et la petite et moyenne bourgeoisie commerciale et industrielle ce qui risque de provoquer un affaiblissement de la base sociale favorable au gouvernement.

C'est dans ce sens que le mouvement de masses du 11 mars va être utilisé pour mener à bien ces mesures qui en principe se destinent à obtenir une canalisation adéquate du crédit et de l'investissement, concentrant dans les mains de l'Etat des grandes masses monétaires.

Mais seul le développement de la lutte des classes pourra définir le contenu concret de ces nationalisations. Déjà, de la part du gouvernement provisoire et du M.F.A., la mesure prise a un contenu concret « progressiste » petit-bourgeois : il s'agit d'ébranler un peu les forces de sabotage du capital financier. Ainsi le gouvernement provisoire et le M.F.A. ont de fait plus de possibilités de reconstruire leur base sociale en jouant sur

SIGNIFICATION DU 11 MARS DANS L'ACTUELLE SITUATION POLITIQUE

l'appui à la petite et moyenne entreprise, sur une politique de développement agricole, etc. Mais étant donné le rapport de forces actuel la dynamique d'application de cette mesure est d'entraîner d'autres nationalisations.

Il est évident que tant que durera ce rapport de forces la bourgeoisie conservera une large marge de manœuvre basée sur l'industrie privée, mais que son pouvoir économique est diminué : les banques privées et les assurances concentraient le capital disponible le plus important. Il est clair que la bourgeoisie pourra récupérer de telles mesures, surtout si on ne réussit pas à imposer le contrôle ouvrier et si elle réussit à stabiliser sa puissance sur l'industrie privée. Mais ceci exige qu'elle réussisse à imposer un autre rapport de forces avec le mouvement ouvrier. Si l'on considère donc les nationalisations actuelles comme une simple mesure de reconstruction du capital c'est une analyse fautive qui fait abstraction de leur signification par rapport à la lutte de classe.

L'analyse que nous venons de faire nous permet de comprendre au niveau économique le contenu concret des relations de classes.

La crise dans les secteurs de la production (habillement, alimentation, construction) qui pour le prolétariat portugais sont les composantes déterminantes de la valeur de la force de travail, l'abandon des subsides à des entreprises et à des produits essentiels de ces secteurs (voir par rapport à cela le problème du ravitaillement) entraîne chez les travailleurs une lutte pour des augmentations de salaire.

Cette lutte sape les bases d'accumulation de la bourgeoisie, ses plans de production. Pour que la bourgeoisie réussisse à résoudre en sa faveur la crise économique, pour marginaliser les petites et moyennes entreprises non rentables et recomposer la production, pour investir sans craintes elle a besoin au moins de pouvoir contrôler les augmentations de salaires, il lui faut reconvertir l'industrie sans qu'il lui en coûte beaucoup ; tout ceci passe inévitablement par le chômage, l'inflation, par une nouvelle discipline de travail.

Mais la classe ouvrière, s'oppose énergiquement à cela, en défendant l'emploi, en luttant contre la détérioration de son pouvoir d'achat, remettant en cause la hiérarchie dans l'entreprise, etc.

Et le problème est d'autant plus aigu que pour les capitalistes l'agriculture ne constitue pas aujourd'hui une source d'accumulation étant donné l'énorme retard technique de ce secteur. Plus encore : les tentatives d'utiliser les terres incultes, ou la réforme agraire contrôlée dans l'actuel rapport de forces et devant la résistance des grands propriétaires terriens peuvent accélérer le mouvement d'occupation de terres et engendrer une dynamique non contrôlable par la bourgeoisie.

A la difficulté de diminuer le temps nécessaire de travail (à travers l'augmentation de la productivité des secteurs qui produisent les éléments qui composent pour l'essentiel le salaire des ouvriers) il faut ajouter la résistance des travailleurs au chômage, et la lutte contre les licenciements.

La reconversion de larges secteurs de l'économie qui passait par la construction de nouvelles usines et de machines, par "utilisation d'un nouveau type de force de travail, rencontre la résistance énergique des travailleurs, peu disposés à payer les frais de la crise.

Il est évident que dans cette situation la bourgeoisie hésite à investir, sabote l'économie et aggrave la crise.

Mais cette situation est aujourd'hui pour elle, dangereuse, la classe ouvrière se bat pour la défense de son emploi, contre le sabotage économique pour le contrôle de la production ; il est évident que si le sabotage économique et l'actuelle combativité des travailleurs persistent, le contrôle ouvrier gagnera une nouvelle dimension dans la mesure où justement les travailleurs prendront conscience que pour défendre leurs conditions de vie et de travail, il n'y a pas d'autre solution.

Les événements autour du 11 mars ont démontré une fois de plus, depuis le 28 septembre, un fait capital pour l'interprétation de la dynamique de la lutte politique au Portugal surtout en ce qui concerne la caractérisation du rapport de force entre les classes : la crise de la direction politique de la bourgeoisie caractérisée par l'absence d'un plan cohérent d'offensive capitaliste contre les conditions de vie, la sécurité de l'emploi, et les droits démocratiques des travailleurs, articulé et centralisé au niveau des instances médiatrices des intérêts et de la tactique de la bourgeoisie (partis de droite et d'extrême droite, associations patronales, secteurs réactionnaires de l'armée et des forces militarisées, etc.).

En effet, s'il est sûr que dans la logique de l'évolution politique la bourgeoisie paraît avoir assuré la victoire électorale de ces partis (P.P.D., C.D.S., P.D.C.) à la Constituante, il est aussi sûr que le plan d'institutionnalisation du M.F.A. (principalement au niveau de ses implications immédiates) a accentué les clivages et a creusé les divergences tactiques au sein des forces politiques capitalistes entre :

A) D'un côté un secteur disposé à accepter les règles du jeu de l'institutionnalisation du M.F.A., c'est-à-dire à miser sur le rôle bonapartiste du M.F.A. dans la reconstitution de l'appareil d'Etat et dans la reconstruction de l'économie capitaliste à travers la reconversion de l'appareil productif dans le cadre de l'application du Programme Economique et Social d'urgence : cette perspective impliquait, d'un côté la stabilité de la coalition P.P.D.-P.S.-P.C., de l'autre l'acceptation de la dynamique de décolonisation (et ses conséquences surtout par rapport à l'Angola).

B) De l'autre côté, dans le secteur disposé à résoudre tout de suite la crise économique et politique de la bourgeoisie, surtout à travers une attaque frontale des conquêtes sociales et politiques des masses ainsi que l'application d'une solution néo-colonialiste pour l'Angola ce qui impliquait, bien entendu la marginalisation (ou même la liquidation) des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, de l'aile gauche du M.F.A. ainsi que du M.P.L.A.

C'est surtout de cette divergence tactique de la bourgeoisie qu'est né et a mûri le plan du coup du 11 mars et de l'actuelle offensive réactionnaire, impérialiste en Angola coordonné du reste avec le coup manqué réactionnaire en Guinée.

En effet, si comme nous avons vu plus haut, la crise de la société capitaliste au Portugal (au niveau économique, dans les rapports sociaux et dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat) ne peut avoir pour la bourgeoisie qu'une solution : l'attaque frontale des droits des travailleurs, il est aussi certain que la réaction capitaliste n'est pas encore arrivée à formuler une politique d'ensemble, à se doter de moyens organisationnels de manière à pouvoir articuler ses actions dans les divers terrains de l'offensive :

a - le sabotage économique interne (inflation, chômage, licenciements, etc.) et la pression économique du capital financier impérialiste ;

b - la campagne anti-ouvrière et anti-communiste et la mobilisation des couches intermédiaires contre les travailleurs, contre leurs luttes et contre les organisations syndicales et politiques parallèlement avec la réorganisation des forces fascistes (C.D.S., P.D.C., etc.) ;

c - les restrictions des droits démocratiques des masses et le retour du dispositif répressif à ses formes précédentes ;

d - la préparation matérielle du coup d'Etat avec le concours des forces militaires impérialistes (OTAN).

Ainsi, l'absence d'un plan offensif systématique d'un côté, et de l'autre la permanence de la mobilisation ouvrière et populaire, et l'offensive désarticulée de la réaction capitaliste a permis la paralysie et même la déroute de cette dernière.

Et ceci malgré toutes les hésitations des directions réformistes (syndicales et politiques) et malgré les obstacles à la structuration d'un front prolétaire de classe dont le sectarisme des organisations centristes et maoïstes a sa part de responsabilité, même si la responsabilité majeure revient surtout au P.C. par son rôle de division de la classe ouvrière, isolant l'avant-garde des luttes les plus avancées et par son compromis dans une politique de collaboration de classe.

Ce processus d'affrontement de la classe ouvrière contre la réaction capitaliste a eu à son tour pour conséquence un fait non moins important : l'éducation de larges secteurs des masses laborieuses sur le terrain de la lutte anti-capitaliste, renforçant le potentiel de l'expérience et de la mobilisation de la classe ouvrière surtout dans les domaines suivants :

1. L'éducation de la classe dans les formes avancées de lutte et l'organisation contre le sabotage économique :

— grèves actives avec occupation, développement de l'auto-défense, interdiction ouvrière de licenciements, formes élémentaires de contrôle sur les stocks, matières premières, carnets de commande et comptabilité des entreprises, occupation des terres ; luttes pour la nationalisation des banques, assurances et autres grandes entreprises.

2. Lutte contre la réorganisation des fascistes, boycott des publications réactionnaires, des meetings et congrès des partis fascistes, etc.

3. Luttes qui ont débordé, objectivement et subjectivement les restrictions légales aux droits démocratiques des travailleurs : grèves politiques et de solidarité, meetings et manifestations non autorisées, réunion et organisation des soldats.

4. Lutte pour l'élargissement du front syndical.

5. Développement de l'alliance entre ouvriers et soldats manifesté d'une façon éloquente lors de la manifestation ouvrière du 7 février.

6. Généralisation de l'organisation d'auto-défense des travailleurs contre les menaces de coups fascistes.

7. Combat des masses contre le pacte ibérique et la présence impérialiste au Portugal.

Il importe néanmoins de rappeler que, sauf quelques exceptions, la riposte des travailleurs à l'offensive de la réaction capitaliste assume un caractère partialisé voire désordonné, qui s'observe dans l'action des divers secteurs de la classe ouvrière. Est particulièrement aiguë la différence dans les formes et les contenus de lutte entre les secteurs encadrés par les appareils syndicaux et politiques réformistes, et les secteurs de l'avant-garde ouvrière mobilisés par les commissions des travailleurs (influencés par les organisations révolutionnaires).

Cependant, l'existence d'affrontements d'une plus grande envergure comme le 14 janvier, le 11 mars et même le 7 février a permis la convergence ponctuelle (et jusqu'à un certain point la fusion) des différents contenus d'expériences de lutte et d'organisation, combativité et conscience politique acquis par les divers secteurs de la classe ouvrière. Il est évident que la pratique unificatrice du front prolétaire de la part de quelques organisations révolutionnaires qui réussirent à combiner le combat contre le réformisme avec la préoccupation d'un combat unitaire contre l'offensive de la réaction capitaliste (L.C.I. - M.E.S. - F.S.P.) n'est pas étrangère à ce phénomène.

De cette façon, le 11 mars représente du point de vue de la lutte de classe un caractère éminemment contradictoire :

1^o En premier lieu, le coup a avorté non parce que la réaction capitaliste a manqué de réserves d'appui dans les couches de la petite bourgeoisie urbaine et rurale ou dans l'armée ; l'échec du coup se doit surtout à la déficiente articulation entre la mobilisation civile et la carence opérationnelle de la conspiration militaire d'un côté, de l'autre à la capacité de prompt et d'efficace riposte des masses travailleuses, de la résistance des soldats et marins, ainsi que des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. En ce sens, l'échec du coup ne peut pas être interprété comme une déroute définitive de la réaction capitaliste mais comme une

expérience de la bourgeoisie dont elle saura tirer les leçons et qu'elle pourra récupérer si l'on ne détruit pas immédiatement les bases de son pouvoir économique et politique. En second lieu, l'échec du coup manqué (et ses conséquences politiques : nationalisations, etc.) ne représente pas une victoire définitive de « l'alle progressiste » du M.F.A., ni la liquidation du secteur spinoïste des Forces Armées lequel bien que affaibli, continue à occuper non seulement des positions-clés dans le Conseil Suprême de la Révolution mais pourra récupérer facilement les positions perdues si persistent les mêmes bases de constitution de l'assemblée des délégués du M.F.A. ; dans ce sens l'institutionnalisation du M.F.A., s'il est sûr qu'elle assure la stabilité de la coalition gouvernementale de collaboration de classe n'écarte pas la possibilité à moyen terme d'un tournant vers un régime de droite.

En deuxième lieu, la victoire des masses travailleuses (surtout tenant compte des formes d'organisation et objectifs de lutte qu'a pris son combat contre le coup manqué), la mobilisation massive autour des nationalisations et la revendication généralisée de la sortie des partis bourgeois du gouvernement (M.D.P. au lieu de P.P.D.) ont porté la lutte de classe à un niveau sans précédent jusqu'à maintenant — la lutte pour le socialisme et pour la substitution du gouvernement de collaboration de classe par un gouvernement des travailleurs et les conditions mûrissent pour la consolidation d'un fort mouvement anti-capitaliste de masse.

CONSEQUENCES IMMEDIATES DE L'ECHEC DU COUP

Le nouveau rapport de forces sur la scène politique apparaît ainsi déterminé d'abord par les conséquences de la confrontation du 11 mars :

1. - Aggravation de la crise de direction politique de la bourgeoisie.

2. - Combativité, organisation et conscience politique des masses laborieuses.

3. - Alignement des couches petites bourgeoises des villes et des campagnes autour des initiatives politiques de la bourgeoisie et du prolétariat.

a) En réalité, désorientés par l'échec de la tentative putschiste, ayant perdu, dans la personne de Spinoza, un instrument précieux capable de cristalliser un vaste soutien populaire autour d'une alternative autoritaire, essayant de survivre à la vague de protestation populaire qui exige leur sortie du gouvernement (ou même leur démantèlement...), les partis de la bourgeoisie (P.P.D., C.D.S.) qui jusqu'il y a peu de temps se payaient le luxe de marchandiser les termes de « l'institutionnalisation » du M.F.A., sont maintenant obligés d'avaloir d'un seul trait les nationalisations, de laisser passer sans protestation la suspension du P.D.C. et de condamner Spinoza et les putschistes, bref, d'essayer de survivre au déluge écrasant du mouvement de masses.

Même ce qui, du point de vue de la bourgeoisie était un avantage stratégique — face à la concession tactique de l'unité syndicale — le Plan Economique et Social « d'Urgence », qui lui permettrait de mettre le syndicat unique au service de la reconstruction et de la reconversion de l'économie capitaliste, a fini aussi par être mis en cause avec les nationalisations, qui sont le prix qu'elle a dû payer après l'échec du coup du 11 mars.

Les partis de la bourgeoisie sont passés temporairement à la défensive, essayant de garantir les élections et leur permanence au gouvernement avant et après celles-ci, même s'il faudra pour cela feindre de se rallier à la nouvelle lecture progressiste du nouveau programme du M.F.A. même s'il faudra abandonner leur lutte contre la présence du P.C.P. au Gouvernement Provisoire. La tactique immédiate des partis bourgeois sera de chercher à insérer les nationalisations dans le cadre étroit du Plan Economique d'Urgence, et d'utiliser à une plus grande échelle la force de pression du Capital financier international et du dispositif militaire impérialiste pour démoraliser et bloquer les nouvelles mesures anti-capitalistes. Les partis du Capital seront confrontés à partir de maintenant

à une menace potentielle d'effritement de leur base sociale dans la petite bourgeoisie rurale et urbaine qui pourra passer à soutenir des mesures anti-monopolistes qui leur garantissent des possibilités de crédit, libéralisation de la concurrence, etc. C'est pour cette raison que le P.P.D., et en un moindre mesure le C.D.S., loin de s'opposer aux nationalisations prévues, les ont soutenues et dans certains cas ont prétendu en prendre l'initiative (d'autant plus que la nationalisation de certaines entreprises peut avoir des effets **démobilisateurs** sur les luttes ouvrières en ce qui concerne les salaires et les heures de travail).

Cela ne signifie pas, toutefois, que la bourgeoisie dans son ensemble va assurer une attitude défensive et concentrer ses efforts par la voie légale et électorale de son appareil de domination. Bien au contraire, ce qui reste du 11 mars (l'institutionnalisation du M.F.A., son possible contrôle et celui des partis de gauche sur la prochaine Assemblée Constituante, etc.) et en même temps la mobilisation du mouvement de masse autour des revendications anti-capitalistes, vont aggraver la crise de direction politique de la bourgeoisie, accentuant le manque de coordination entre les divers secteurs de l'offensive de la réaction capitaliste, poussant celle-ci à utiliser des tactiques ouvertement terroristes, des attentats violents contre les organisations et militants ouvriers, etc. De la même manière, l'affaiblissement relatif de ses bases de soutien dans le M.F.A. et dans les Forces Armées doit être compensé par une plus large participation du dispositif militaire impérialiste (OTAN, CIA, Espagne franquiste) dans la structuration, financement et coordination de l'offensive réactionnaire au Portugal et dans les ex-colonies (surtout Angola).

2° Les résultats de l'échec du coup du 11 mars sur la lutte des travailleurs et de leurs organisations syndicales et politiques sont assez évidents :

L'élévation, déjà mentionnée ci-dessus, du niveau de combativité, organisation et conscience politique des masses laborieuses — cimentés par l'expérience de mobilisation contre le coup et par le sentiment généralisé de victoire dans la lutte contre la réaction capitaliste (traduite par les nationalisations et par la revendication confuse de sortie des ministres bourgeois du gouvernement) — aura des conséquences directes sur les revendications d'autres secteurs, d'autant plus que s'aggravent les conditions de vie et d'emploi, créant une dynamique qui permet de mettre à l'ordre du jour l'exigence de nationalisation des secteurs-clés de l'industrie ou même d'autres secteurs économiques impliqués dans des actes de sabotage économique.

b) Le rôle fondamental de l'appareil syndical et politique réformiste contre le coup d'Etat (ou dans la collaboration avec les mesures de nationalisation) permet à celui-ci de capitaliser l'essentiel de la victoire du 11 mars, élargir et approfondir son encadrement sur de vastes secteurs des masses laborieuses, et non seulement canaliser la combativité ouvrière vers l'effort de « reconstruction nationale », mais aussi essayer d'isoler les luttes qui débordent leur encadrement, ainsi que les secteurs de l'avant-garde ouvrière organisés dans les commissions de travailleurs ou au sein même des syndicats. D'autre part, et dans le même sens, les mesures prises à l'encontre de l'A.O.C. et du M.R.P.P. ainsi que l'interdiction des symboles communistes à la F.E.C. et l'U.D.P., sont aussi des signes de cette détermination des réformistes à utiliser le nouveau apport de forces (et la ligne de plus en plus sectaire des maoïstes) pour liquider ou neutraliser l'éventail des forces révolutionnaires à leur gauche.

c) Les modalités de recomposition du gouvernement de collaboration de classe vont permettre au P.C. non seulement de consolider ses positions à l'intérieur de l'appareil gouvernemental, couvert par le renforcement du rôle du M.F.A. (et de son aile pro-réformiste) dans les organes du pouvoir d'Etat, mais aussi de compromettre le P.S. et même le P.P.D. avec le maintien de la coalition et avec l'exécution de mesures « anti-monopolistes » dont les points politiques seront pour l'essentiel

capitalisés par le bloc réformiste et renforceront la polarisation de celui-ci autour du P.C.P. lui-même.

A son tour, le P.S., mise à part l'hypothèse de changement des termes de la coalition après les élections (par exemple gouvernement P.P.D.-P.S.), se trouvera mis devant l'alternative suivante :

— soit disputer prioritairement au P.P.D. le terrain de la petite bourgeoisie et des couches supérieures de la bourgeoisie, et abandonner de plus en plus ses liens avec le mouvement ouvrier et ses luttes, permettant ainsi le renforcement de l'influence du P.C. au sein des masses laborieuses ;

— soit renforcer ses liens avec les luttes des travailleurs, disputant le terrain d'influence du P.C., mais en devenant prisonnier de la radicalisation du mouvement de masse.

d) Cette contradiction entre la généralisation des revendications anti-capitalistes des masses et le maintien du gouvernement de collaboration de classe est, toutefois suffisamment aiguë non seulement pour mener le P.C. à critiquer la participation du P.P.D. au gouvernement, et pour obliger le gouvernement et le Conseil Supérieur de la Révolution à décréter de nouvelles mesures de « contrôle du pouvoir économique », mais également pour forcer l'appareil syndical réformiste à prendre des initiatives de mobilisation contrôlées en ce qui concerne le salaire minimum et l'horaire de travail.

e) La marge de manœuvre des organisations révolutionnaires (qui ont eu la lucidité de ne pas briser l'unité du Front Proletarien face au Coup d'Etat) se trouve considérablement accrue en rapport direct avec leur poids objectif dans l'encadrement des actions de masse. Néanmoins il faut voir que l'appareil réformiste n'est pas indifférent au renforcement politique apparent de certaines organisations (M.E.S., F.S.P., et même L.C.I.) comme méthode d'augmenter sa marge de marchandage des postes ministériels face au P.S. et même face au P.P.D., ou d'accentuer la marginalisation des courants sectaires maoïstes et centristes.

f) Cependant, la compréhension correcte des tendances et des rythmes de radicalisation des masses sous contrôle réformiste d'une part, et une offensive politique vers l'avant-garde ouvrière qui lui permette d'élever son empirisme anti-réformiste au niveau de la compréhension globale des tâches de transition, d'autre part, donneront aux marxistes-révolutionnaires la possibilité de renforcer la solidité, l'unité du Front Uni contre l'exploitation et la réaction capitaliste et passer d'une composante tolérée du mouvement de masses à un courant reconnu au sein du mouvement ouvrier ; d'un autre côté conquérir l'hégémonie au sein de l'avant-garde ouvrière et conférer à l'unité du Front Proletarien un caractère offensif contre la domination capitaliste, en l'opposant à toute forme de collaboration avec la bourgeoisie et ses politiciens.

3° Les incidences de l'échec du 11 mars dans le rapport de forces entre les classes se traduisent également au niveau des organes de l'appareil d'Etat :

— La création du Conseil Supérieur de la Révolution (et la concentration dans cet organe des pouvoirs, antérieurement confiés à la Junte de Salut National et au Conseil d'Etat) traduit non seulement l'élimination des représentants politiques de la droite et de l'extrême-droite, mais aussi une diminution du poids relatif des représentants militaires de ces forces ; l'influence de l'aile gauche du M.F.A., apparaît clairement renforcée, non seulement par l'intégration de la commission de coordination du Programme du M.F.A., mais aussi par celle des ministres militaires (et autres anciens représentants du M.F.A. dans le Conseil d'Etat) au sein du Conseil de la Révolution.

— Les caractéristiques du nouveau gouvernement reflètent le renforcement du bloc réformiste polarisé par le P.C.P., non seulement élevant le nouveau M.D.P.-C.D.E. à la participation paritaire avec les autres partis mais intégrant aussi toute une série d'intellectuels réformistes qui vont occuper des points-clés pour l'application de la « stratégie anti-monopoliste » : aussi la participation du M.F.A. au nouveau

gouvernement, apparaît politiquement moins différenciée et en même temps réfléchit le nouvel équilibre politique interne du M.F.A. dans le contrôle de points-clés de l'appareil gouvernemental (Information, Intérieur, Défense, etc.).

- Mais, le rapport de forces entre les partis apparaît maintenant, plus directement déterminé par la dynamique de « l'institutionnalisation du M.F.A. », qui semble écarter la possibilité, à court et à moyen termes d'un « coup d'Etat Constitutionnel » de la droite capitaliste et qui cherche à prévenir les effets d'une victoire électorale du C.D.S. et P.P.D. et d'une majorité de centre-droite à l'Assemblée Constituante.

LES TENDANCES DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE ET LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Nous avons déjà défini le rôle de ce quatrième gouvernement de collaboration de classes dans le contexte des luttes de la classe ouvrière. Il remplit, actuellement, l'essentiel de la tactique réformiste qui consiste à mobiliser sous l'égide du M.F.A. un éventail de forces sociales pour obtenir des réformes anti-monopolistes et anti-latifondistes, la décolonisation et la neutralisation d'un secteur important du dispositif militaire stratégique impérialiste. Pour cette raison la bureaucratie réformiste du P.C. tend à épuiser tous les recours de la collaboration avec les forces politiques bourgeoises et à s'assurer le concours du P.S. pour obtenir la reconnaissance du régime (au niveau économique, politique et diplomatique) de la part de la droite capitaliste et de la Social-Démocratie européenne. Aussi, la dynamique de la politique réformiste montre un rapprochement économique et diplomatique avec les blocs non alignés comme alternative à l'échec éventuel d'une intégration économique dans l'Europe capitaliste, dans le cadre de la stratégie réformiste globale des P.C. européens.

De cet aspect de la politique réformiste du P.C.P., indépendamment de ses rapports de forces avec la bourgeoisie (et ses partis) dépendront les rythmes d'applications et les termes de sa ligne « anti-monopoliste » et de « transition pacifique vers le socialisme ».

Pourtant, dans le cadre de la crise économique et sociale du système capitaliste au Portugal et dans les conditions de crise profonde de l'appareil de domination politique de la bourgeoisie, la politique de collaboration de classes ne permet pas d'assurer les conquêtes économiques sociales et politiques des travailleurs ; bien au contraire, elle ouvre en permanence des brèches pour l'offensive de la réaction capitaliste contre leurs conditions de vie et de travail, contre leurs droits sociaux et démocratiques, contre leurs luttes et organisations. L'offensive de la réaction capitaliste continuera de se développer si on n'atteint pas profondément les bases de son pouvoir économique et politique, ce qui exige des moyens anti-capitalistes radicaux. Mais l'utilisation de ces moyens exigerait (et aussi produirait) des mouvements sociaux et politiques d'une large masse de travailleurs, créant une dynamique révolutionnaire qui dépasserait inévitablement l'actuel encadrement politique et idéologique, non seulement de la collaboration de classes, mais même du réformisme en général.

D'un autre côté, on a vu que les contradictions entre la généralisation de la montée anti-capitaliste des luttes des masses et l'encadrement des réformistes sur de larges secteurs de la classe ouvrière et des travailleurs ne peuvent être que provisoirement atténuées par la prise en charge de moyens anti-capitalistes et anti-latifondistes.

Or, ces derniers, par la dynamique de leur application, seront susceptibles de provoquer, soit de grandes mobilisations de travailleurs, soit une résistance chaque fois plus forte de la part du grand capital, de la même façon les couches petites bourgeoises pourront être poussées à une prise de position face à la lutte anti-monopoliste.

Les termes précis de l'évolution de la situation politique vont dépendre des facteurs suivants :

1° La capacité de la part de la bourgeoisie de résoudre la crise de sa direction politique, en combinant la pression éco-

nomique externe avec le sabotage des moyens anti-monopolistes, en tenant compte de la dégradation des conditions de vie et de l'emploi des travailleurs, en se mobilisant sur une base anti-ouvrière et anti-communiste, avec l'appui de certains militaires, avec la tactique terroriste et les pressions militaires et diplomatiques de l'impérialisme.

2° La capacité de l'appareil réformiste de maintenir et renforcer son encadrement politique et organisationnel sur les luttes des travailleurs, isolant, neutralisant (ou même absorbant) des secteurs importants de la nouvelle avant-garde ouvrière.

3° L'alignement des couches intermédiaires de la population dans le cadre de la lutte sociale et politique entre la bourgeoisie et le prolétariat.

4° La capacité des révolutionnaires de donner une alternative politique et organisationnelle aux crises du système politique bourgeois et à la crise de direction révolutionnaire des luttes ouvrières.

C'est de la combinaison dialectique de ces quatre facteurs (et du rôle croissant du M.F.A. dans la participation et direction du processus politique) que vont ressortir les termes précis de l'évolution de la situation politique.

Il est évident que dans ce cadre, à un renforcement de l'encadrement réformiste correspond nécessairement une incapacité de l'avant-garde révolutionnaire. Cependant, l'incapacité de créer cette alternative peut ou non avoir pour résultat le maintien du contrôle réformiste des plus larges secteurs de la classe ouvrière. De la même manière, la bourgeoisie pourra ou non résoudre sa crise de direction, et les couches intermédiaires de la petite bourgeoisie urbaine et rurale pourront choisir un des protagonistes fondamentaux de la lutte de classe. La variante la plus probable sera cependant, considérant l'actuel renforcement du poids des réformistes (dans le cadre des mesures de nationalisation) et la nature actuelle de la crise de direction politique de la bourgeoisie (et la conséquente difficulté d'instrumentaliser des secteurs significatifs de la petite bourgeoisie et des Forces Armées), **la maturation d'une situation pré-révolutionnaire.**

Cette maturation, si elle a lieu en l'absence d'une alternative révolutionnaire, pourra avoir une des issues suivantes :

— soit le progrès de la lutte anti-capitaliste de masses, en provoquant des ruptures décisives dans la structure de l'Armée elle-même, rendra difficile l'instrumentalisation de celle-ci au service de la défense des rapports sociaux capitalistes ;

— soit le maintien global du rapport de force entre les classes, dans le cadre d'une aggravation de la crise économique, sociale et politique, pourra mener le M.F.A. et l'Armée à prendre toutes les responsabilités du Gouvernement, ouvrant le chemin à une recomposition rapide de l'appareil d'Etat bourgeois et l'instauration d'un régime de droite.

Il faut par conséquent assurer les conditions permettant, dans le cadre de la maturation d'une crise pré-révolutionnaire (situation que nous définissons par l'absence d'un ou plusieurs éléments indispensables pour une issue insurrectionnelle victorieuse), de résoudre le problème, fondamental du rapport de force, c'est-à-dire, le problème de la direction révolutionnaire du mouvement anti-capitaliste de masse.

La résolution de ce problème présuppose :

1° L'unification du combat de la classe autour de revendications économiques et démocratiques qui éduquent les travailleurs dans l'expérience de la force de leur unité et d'organisation contre l'exploitation et la réaction capitaliste, et renforcent l'alliance entre les ouvriers et les soldats ;

2° Le développement de l'organisation de lutte autonome des travailleurs dans les locaux de travail et d'habitation, la généralisation de leur pratique d'auto-défense et de leur expérience de contrôle sur la production et l'échange capitalistes ;

3° La généralisation et extension des luttes des travailleurs, et la construction de structures de coordination locale et sectorielle comme premier pas vers la centralisation nationale de l'organisation autonome et des expériences d'auto-défense et contrôle ouvrier surgies au cours des luttes.

4° La structuration de l'avant-garde ouvrière autour d'un pôle révolutionnaire cohérent et la conquête de l'hégémonie politique sur les secteurs fondamentaux des masses laborieuses, arrachée aux réformistes.

5° La conquête des couches intermédiaires de la petite bourgeoisie urbaine et rurale pour le camp du prolétariat des villes. La réalisation de ces prémisses peut conduire à l'aggravation non seulement de la crise de direction politique de la bourgeoisie urbaine et rurale pour le camp du prolétariat des villes, lui-même, permettant le développement des vastes mouvements revendicatifs et politiques de masse, qui mènent, par la pratique du contrôle ouvrier sur la production et l'échange, et par l'armement général des travailleurs, vers la situation révolutionnaire, c'est-à-dire, la situation qui permet l'acte insurrectionnel victorieux.

Comme nous l'avons déjà signalé plus haut, à partir d'un bilan de l'expérience acquise par le mouvement ouvrier au cours des luttes plus récentes, on peut conclure à l'existence au niveau des masses d'un minimum d'organisation autonome et de conscience politique anti-capitaliste, dont la généralisation au cours de mobilisations successives a pris des formes embryonnaires de coordination sectorielle et nationale de luttes. Nous nous référons aux Commissions des Travailleurs et à la coordination de luttes inter-entreprises dans la même branche, aux Commissions de Moradores et Assemblées Populaires par quartiers et zones, aux Commissions de Soldats, aux ligues de paysans pauvres, aux mobilisations coordonnées et centralisées par les syndicats aboutissant à des grèves politiques, au contrôle sur les mouvements de capitaux, à l'auto-défense, à l'occupation de moyens de communication et télé-communication, à la lutte pour la nationalisation des entreprises-clés et pour la sortie des bourgeois du Gouvernement, etc.

Toutefois, pour que ces embryons d'organisation autonome, d'auto-défense et de conscience politique des travailleurs se développent, se généralisent et se centralisent, dans la perspective de la création d'une dualité de pouvoir dans la situation révolutionnaire, il est nécessaire dès maintenant de stimuler

les formes d'organisation concrètes que cette centralisation du combat autonome des travailleurs devra prendre, et en même temps donner des perspectives politiques concrètes au développement et généralisation de ce combat. C'est dans ce sens qu'il faut mener dès maintenant la lutte pour un gouvernement des travailleurs, formé par les organisations ouvrières, syndicales et politiques, disposées à rompre avec la bourgeoisie et à appliquer un ensemble de mesures anti-capitalistes qui s'attaquent frontalement aux bases du pouvoir économique et politique du capital et stimulent le développement et le renforcement de la lutte anti-capitaliste des masses jusqu'à la destruction totale de l'exploitation capitaliste et de l'Etat bourgeois, l'instauration du pouvoir révolutionnaire des travailleurs ouvrant le chemin à la construction du socialisme.

Ce gouvernement dont le programme a été déjà défini et diffusé par nous, devra être imposé par la voie de la mobilisation anti-capitaliste des masses, même à partir d'une défaite électorale des partis bourgeois. Dans tous les cas, l'arme fondamentale que la classe ouvrière devra utiliser pour son imposition devra être **la grève politique de masses**, ouvrant le chemin à la mobilisation et l'offensive permanente des masses laborieuses contre l'exploitation et l'Etat capitaliste, vers son renversement et sa destruction complète, et d'édification d'un nouvel Etat, ouvrier, qui incarne le pouvoir révolutionnaire des Conseils ouvriers, paysans et soldats.

C'est pour ces raisons que nous devons lutter dès maintenant pour la perspective de centraliser — dans le cadre de la situation pré-révolutionnaire — des structures de coordination locales et sectorielles, des commissions de travailleurs, de moradores et de soldats, des organismes de vigilance et auto-défense, les Assemblées Populaires, les syndicats et les ligues de paysans pauvres dans une véritable ASSEMBLEE NATIONALE DES TRAVAILLEURS, seule garantie de la centralisation démocratique de l'organisation autonome des travailleurs et de l'accomplissement des tâches de la révolution prolétarienne.

Comité Central de la Ligue Communiste Internationaliste.

Le 26 mars 1975.

Jabra NICOLA

Jabra Nicola, ancien dirigeant du Parti Communiste Palestinien (PCP) longtemps membre du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale et, plus récemment, un des principaux théoriciens de l'Organisation Socialiste Israélienne, est mort à Londres, le samedi 28 décembre 1974.

Pendant plus de trente ans, le camarade Nicola, que beaucoup connaissaient mieux sous le nom de Abu Saïd, avait déployé la bannière du marxisme-révolutionnaire au Moyen-Orient. Dans un bastion réactionnaire aussi total qu'Israël, ce n'est pas là une mince réalisation.

Sa mort est une perte douloureuse pour le mouvement ouvrier arabe et la IV^e Internationale. Une évaluation de cette perte doit prendre comme point de départ le contexte historique qui a produit et qui fut à son tour le produit de... Abu Saïd.

Le PCP est né en 1922 d'une scission du Parti Ouvrier Sioniste. A la suite de cette scission, il s'affiliait à la III^e Internationale (communiste). Une couche significative de cette jeune génération révolutionnaire fut déportée en URSS dans les années 20 et 30 par les autorités du mandat britannique qui gouvernaient alors la région. Avec la dégénérescence de la III^e Internationale ils tombèrent tous victimes des purges de Staline.

Une nouvelle génération de dirigeants ouvriers, plus en accord avec le stalinisme, reprit alors en mains les commandes du PCP. Des processus similaires étaient en cours dans d'autres parties du monde arabe.

Abu Saïd est le genre d'exception qui fait mieux que confirmer la règle. En effet, dans sa personnalité solitaire se concentraient non seulement la voix de l'opposition politique aux équivoques du PCP — entre sionisme et nationalisme arabe — mais aussi le souffle vivant de ce qui avait été une Internationale révolutionnaire. Durant les années 40, il fut éliminé de toute instance de direction du PCP. Son évolution vers le trotskysme et les rangs de la IV^e Internationale, où il demeura jusqu'à sa mort, suivirent peu après.

En 1963, Saïd adhéra à l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen) qui avait été fondée en 1962 par un petit noyau de révolutionnaires juifs exclus du PCP. Le Matzpen, dans une large mesure sous l'influence de Saïd, rejeta complètement le sionisme et en vint à la reconnaissance fondamentale que, objectivement, la ligne de clivage politique principale dans la société Israélienne tournait autour de l'acceptation ou du rejet du sionisme.

D'autre part, Saïd apporta au Matzpen la conception d'une nation arabe unique (artificiellement fragmentée par l'impérialisme à la suite de la première guerre mondiale) à l'encontre de la conception stalinienne qui prévalait alors, de différentes nations arabes en Irak, en Syrie, en Egypte, etc. Ce faisant, le camarade Saïd tissait un lien direct avec le passé révolutionnaire du PCP. Car ce n'est qu'en 1927, et malgré l'opposition de la jeune direction révolutionnaire du PCP que le Comintern en dégénérescence abandonna sa position sur la question de l'unité objective du monde arabe.

Ces deux aspects du programme de l'OSI furent intégrés dans la perspective d'une révolution socialiste à travers tout le Moyen-Orient comme seule solution historique aux problèmes de la région, y compris la question nationale. Sur ces fondements, une organisation authentiquement juive-arabe a vu le jour en Israël, se différenciant de façon qualitative du vieux

PCP, dans la mesure où elle rejetait fermement, sans jamais les mettre sur un pied d'égalité, les formes de nationalisme à la fois juif et arabe. Il s'agissait là d'un gigantesque pas en avant, dont l'importance allait bien au-delà du nombre limité de cadres qui ont constitué l'OSI.

Cependant la radicalisation qui traversa le monde arabe après la défaite de la Guerre des Six jours, et celle qui se produisit en Europe après la révolte de Mai 68, ont combiné leurs effets objectifs sur la situation en Israël. Un programme pour la révolution au Moyen-Orient, en dehors d'une perspective mondiale d'ensemble, ne pouvait se maintenir. En 1971, l'OSI s'est divisée en deux groupes et Abu Saïd, selon la logique de toute son existence, rejoignit les rangs de l'OSI (Marxiste), section Israélienne de la IV^e Internationale.



Jabra NICOLA au IX^e congrès mondial de la IV^e Internationale (1969)

Le camarade Saïd est surtout connu en Europe pour son article, rédigé en collaboration avec Moshe Machover, intitulé « La révolution arabe et les problèmes nationaux dans l'Orient Arabe », publié dans le numéro d'été 1973 de l'International (revue théorique de l'International Marxist Group, section britannique de la IV^e Internationale).

Nous attirons l'attention sur cet article parce qu'il résume une autre des contributions théoriques centrales du camarade arabe. Saïd a littéralement été l'un des premiers arabes à se rendre compte que la reconnaissance programmatique du droit de la nation Israélienne à l'autodétermination dans le cadre d'un Moyen-Orient socialiste, se plaçait dans l'intérêt objectif de la lutte contre le sionisme et pour un Orient arabe socialiste. Bien que de grands débats aient par la suite fait rage sur cette question dans l'Internationale et en dehors d'elle, ce qui compte avant tout, c'est le fait que le camarade Saïd ait appliqué la méthode marxiste de façon créative à la réalité concrète de la question nationale au Moyen-Orient. Il en a découlé un enrichissement de l'héritage théorique du marxisme sur la question nationale.

En conclusion, pour apprécier la signification de la perte que représente pour nous la mort de Saïd, il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec tel ou tel point de l'analyse. Il suffit de nous rendre compte que Abu Saïd, tel un roc têtu, tenace et inamovible n'a jamais fléchi dans sa défense de la classe ouvrière. C'est à ce trait de l'homme que nous rendons notre plus profond et plus humble hommage.

SALEH JAAFAR

NATION ARABE

et mode de production Asiatique

L'Article qui suit est l'introduction au Livre Nation Arabe et mode de production Asiatique que notre camarade Jabra n'a pas eu malheureusement le temps de terminer. Bien qu'incomplet et peut paraître par certaines idées général, nous avons tenu à le publier. Nous voulons marquer notre détermination à continuer le combat que notre camarade SAID n'a jamais cessé de mener. Il constitue aussi une contribution importante à l'analyse de la Révolution Arabe.

La société arabe actuelle, dans tout l'Orient Arabe traverse une crise politique et sociale. On l'attribue parfois à la défaite de 1967. Mais il est évident qu'elle a existé et s'est développée longtemps avant cette guerre, qui n'en fut en effet qu'un symptôme. La défaite l'a seulement approfondie, aiguisée et mise davantage en lumière.

Ce n'est pas seulement une crise économique, crise de pays sous-développé luttant pour se trouver la voie d'un développement économique, ni simplement une crise politique de pays plus ou moins dominés par l'impérialisme, confrontés à la menace permanente de leur voisin colonialiste et expansionniste, créé grâce à l'impérialisme, qui l'entretient et le soutient encore financièrement et militairement pour qu'il soit un fouet contre les pays qui essaieraient de se dresser contre lui ; de plus, c'est principalement une crise sociale qui trouve ses racines dans le processus de développement de ces pays.

Il ne s'agit pas d'une simple crise économique de sous-développement, ou d'une crise politique, c'est une crise sociale globale, produit historique ne découlant pas uniquement des particularités économiques, politiques, sociales et culturelles héritées de la société arabe traditionnelle, mais aussi, et pour une grande part, le produit de ses rapports anciens et encore existants avec les pays capitalistes avancés. Cette crise est l'expression de la contradiction entre les bases économiques et sociales et les superstructures étrangères qui lui sont imposées.

Comme toutes les autres, la société arabe actuelle ne se développe pas sur ses propres bases, mais a émergé de son passé, alors qu'elle est enracinée dans ce passé plus profondément et plus significativement que tout autre. Elle est ainsi rongée à tous les niveaux par les tares héréditaires du passé, matrice dont elle est sortie et qui lui pèsent encore lourdement sur les épaules. Mais ce poids n'est pas uniquement le produit de son héritage de traditions, de ses particularités économiques, politiques, sociales et culturelles, héritées de la société traditionnelle arabe mais, pour une grande part, découle aussi de ses rapports passés et encore existants aux niveaux économique, politique et culturel, avec les pays capitalistes avancés.

En raison de son mode de production et de ses rapports agrariens, du rôle de l'Etat dans la production et le commerce et de la force de la bureaucratie d'Etat montante — et par conséquent l'incapacité de mettre sur pied une classe bourgeoise nationale —, et pour d'autres raisons internes et externes, qui seront développées dans les chapitres suivants, la société arabe traditionnelle, après cinq siècles de croissance et de progrès, est entrée dans une longue période de stagnation économique et culturelle. Depuis le treizième siècle, les forces productives commencent à se dégrader, les sciences et les techniques déclinent et l'esprit de recherche dépérit. A la fin du quinzième siècle, les pays arabes de l'Est entrent dans une période noire. Exactement au moment où l'Europe fait un grand pas en avant, avec la Renaissance, le siècle des Lumières, la révolution industrielle, les assauts de la révolution

bourgeoise contre le féodalisme, et la généralisation du capitalisme.

Le pouvoir ottoman, qui a mis fin au pouvoir des Mamelouques à l'Est arabe, n'a apporté aucun changement, ni économique, ni sociale ; il a au contraire renforcé le caractère rigide des structures sociales traditionnelles, limitant l'impact de l'influence extérieure. En fait, il a protégé l'Est arabe de l'influence intellectuelle et sociale venant d'Europe, plongeant ainsi ces pays dans un profond sommeil de trois siècles, ignorants de la révolution économique, culturelle et politique qui s'installait à l'Ouest et complètement en dehors de la Renaissance, du siècle des Lumières et de la révolution industrielle.

Lorsque les effets de cette grande et profonde révolution occidentale atteignent l'empire ottoman, dans la seconde moitié du 18^e siècle, par la conquête et la pénétration capitalistes, les institutions économiques, politiques et sociales et la structure de classe de l'Orient Arabe ainsi que celle de la Turquie elle-même ne sont pas en mesure de répondre de façon adéquate. Elles ne peuvent ni repousser l'afflux de capitaux et du commerce étrangers, ni répondre aux nécessités urgentes d'exploitation des ressources naturelles et de développement des forces productives. Seules les classes s'intéressant au nouvel ordre économique et social peuvent donner l'impulsion nécessaire au développement économique ; et l'état, sous le contrôle de ces classes, joue un rôle très important en aidant leur initiatives et en les mettant en avant. « Elles utilisent toutes le pouvoir d'Etat, la centralisation et l'organisation sociale pour accélérer, violemment, la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et pour en abrégé la transition », écrivait K. Marx. Dans les pays arabes de l'Est, il n'existait pas de classe bourgeoise en formation pour assurer un rôle dirigeant d'impulsion de la progression des forces productives, pas plus qu'il n'existait un Etat capable d'endiguer le raz-de-maré du capitalisme étranger et d'assurer la direction du développement économique.

Les réformes de l'économie, de l'administration et de l'enseignement, aussi bien en Turquie qu'à l'Est arabe (Egypte et Syrie), sous Mohammed Ali, furent mises en place très tardivement, dans la première moitié du 19^e siècle, et par des puissantes pressions extérieures. Cependant, il faut noter que les sultans de Turquie aussi bien que Mohammed Ali en Egypte concentrèrent ces réformes sur le renforcement de l'Etat et de l'armée pour faire face à la menace des grandes puissances et les résumèrent à la mise sur pied de quelques industries de guerre et à un entraînement moderne des cadres militaires, officiers, ingénieurs et physiciens. Désormais, l'Etat et son armée se taillèrent la part du lion de la plus-value, et freinèrent le développement des forces productives au lieu de les aider à progresser.

De plus, ces réformes furent sur-imposées à une société arriérée qui manquait des bases préalables indispensables au développement des structures socio-économiques, alors qu'elles n'étaient que des enclaves insignifiantes dans une société et une économie pré-capitalistes. Non seulement il fut impossible de développer l'économie, mais l'invasion des capitaux étrangers ne put être arrêtée, ni l'agression étrangère repoussée.

La pénétration et la domination du capitalisme occidental à l'Orient Arabe a provoqué des secousses dans le domaine économique, social, politique et culturel de ces pays. L'impérialisme occidental a non seulement pillé — et pille encore — les richesses des pays arabes. Il a distordu leur développement économique, déformé toutes les structures sociales et rendu

leur évolution cahotique et a radicalement affecté leur devenir. Il a brisé les vieux modèles de leur économie agricole, en forçant les paysans à travailler pour des récoltes d'exportation et a détruit ainsi l'économie de simple substance de la société rurale qui avait été la base de leur période pré-capitaliste ; et, tout en accélérant le développement et la maturation de certains des facteurs nécessaires au capitalisme, il a bloqué, non moins énergiquement, l'évolution des autres facteurs. De plus, la pénétration capitaliste a brisé presque toute la charpente de la société arabe traditionnelle (et avec sa propre cohérence ses propres règles) sans lui en apporter une nouvelle. A l'ouest, la victoire du capitalisme, par ses assauts révolutionnaires contre toutes les forces matérielles et spirituelles de l'ancienne société, a fait voler en éclat et balayé toutes les oppositions à l'industrialisation : sa lutte contre la royauté, la noblesse et le clergé a fait émerger une ère nouvelle, aux valeurs et aux institutions plus évoluées. Mais l'impérialisme occidental a répugné à partager ces avantages avec les peuples qu'il exploitait et qu'il dominait. Il a délibérément empêché que tout ce qui était progressiste s'implante dans ses colonies. Les formes archaïques traditionnelles, les institutions et les valeurs n'étaient pas complètement déracinées, mais pour une grande part, adoptées aux rapports capitalistes. La vieille charpente sociale ne fut brisée que pour mieux assurer une plus grande exploitation, et dans la mesure où elle facilitait le rôle et la domination de l'impérialisme. L'exploitation capitaliste s'imposa grâce à l'oppression traditionnelle. Cependant le seul contact avec la civilisation bourgeoise ne peut que frayer la voie à l'imitation. Chacun des pays arriérés essaye d'imiter et d'assimiler les conquêtes matérielles et intellectuelles de tout pays avancé avec lequel ils avaient été en contact.

Mais le degré d'une telle assimilation est dépendant, non seulement de la situation économique et culturelle du pays arriéré, mais aussi, et principalement, de sa situation politique, selon qu'il soit indépendant ou dominé par l'étranger.

Du fait de la domination impérialiste, les pays arabes ne pouvaient assimiler les conquêtes matérielles de l'Occident par exemple, ils ne pouvaient disposer des techniques bourgeoises occidentales, ni pratiquer l'industrialisation, ni développer leur économie sur le modèle des capitalistes occidentaux et dans leurs efforts d'assimilation des institutions et des valeurs dans la démocratie bourgeoise se trouvaient handicapés par deux éléments :

- a) Pas de base matérielle adéquate, sur laquelle bâtir de nouvelles superstructures plus évoluées ;
- b) un énorme et puissant héritage d'institutions, de valeurs, de traditions et de rapports sociaux qui n'ont jamais été complètement détruits.

De plus, la civilisation bourgeoise occidentale fut donnée à l'Orient Arabe à la pointe du fusil, et toutes leurs réalisations nationales et spirituelles furent directement associées, en conséquence, au pillage, à la violence, ce qui créa un climat social psychologiquement hostile à l'acceptation des institutions et des valeurs occidentales. Enfin et surtout les groupes sociaux et intérêts économiques qui partageaient avec les capitalistes étrangers l'exploitation des masses travailleuses et cimentaient l'alliance avec leurs dirigeants, se montraient, à l'égal de leurs maîtres et alliés, fortement hostiles à l'évolution économique, sociale et culturelle. Ils ont toujours, pendant la période d'assimilation aux institutions et aux valeurs nouvelles et celle de réalisation de l'évolution sociale, déformé, altéré, et mêlé les vieilles traditions et valeurs pour ajuster les institutions traditionnelles aux structures de base et aux rapports de classe. La crise, par conséquent, n'est pas tant une crise de sous-développement que celle d'un développement asymétrique, distordu et déformé, que celle d'une société possédant plusieurs stades de développement liés entre eux, l'arriéré et l'avancé, comportant des contradictions aiguës entre les superstructures et la base, une société qui a quitté un vieux monde sans pour cela en gagner un nouveau, mais qui survit dans ce qu'ils ont tous deux de plus mauvais.

Mais comment est-ce arrivé et pourquoi ? Pourquoi l'impérialisme occidental pénétra-t-il et assura-t-il sa domination dans l'Orient arabe aussi facilement ? Pourquoi le capitalisme se développa-t-il et triompha-t-il à l'Ouest, et ne put-il sortir de la matrice de la société arabe traditionnelle et se développer complètement dans son système économique et social, malgré le fait que le commerce de l'empire arabo-islamique avait été très vaste et très avancé, et qu'il existait un secteur capitaliste fort et développé, doté d'un système avancé de banques et de transactions financières ?

Le déclin et la stagnation des pays arabes depuis plus de quatre siècles est un fait bien connu et évident, mais les causes de ce déclin et de cette stagnation doivent encore être analysées et éclaircies. Sans la connaissance et la compréhension de ces causes, du processus global touchant au développement historique de la société arabe traditionnelle pré-impérialiste, et sous l'impérialisme, beaucoup des facteurs de la crise actuelle ne peuvent être compris ni estimés correctement et encore moins, être résolus.

Il a été écrit un grand nombre de livres sur les commerçants de l'Orient arabe bien « qu'ils firent leur propre histoire, cela ne veut pas dire qu'ils la firent comme il la souhaitaient ; ils ne choisirent pas les circonstances pour la faire, mais furent tributaires des circonstances directement données, léguées et transmises du passé » (Marx).

INTRODUCTION

La majorité des historiens, et pas seulement ceux de l'Ouest, mais aussi particulièrement ceux d'Union Soviétique, et même ceux de l'Orient arabe, tirent souvent de la pratique historique européenne, leurs classifications théoriques, et même leur terminologie, pour étudier les éléments sociaux, politiques et économiques de l'Orient arabe, ou en général des pays sous-développés. Quelques-uns d'entre eux — qui sont considérés, ou se considèrent eux-mêmes « marxistes » — supposent et essaient de « prouver » que le passé et le présent des pays sous-développés sont de simples stades d'un schéma de développement historique universel et linéaire que les pays capitalistes avancés ont connu dans leur histoire. Il est pourtant clair que le monde arabe, aussi bien ancien qu'actuel, n'a connu aucun des stades ressemblant de façon significative à l'histoire occidentale. Cela a été démontré de façon indiscutable, par la recherche moderne.

Mais même aux 16^e et 17^e siècles, les voyageurs occidentaux de l'Orient notaient dans les civilisations de Chine, de l'Inde et du Moyen-Orient des particularités combinées des institutions qui n'existaient, ni dans l'antiquité classique, ni dans la société médiévale ou moderne de l'Europe (1). Les économistes classiques, comme Richard Jones ou John Stuart Mill ont développé et propagé les idées d'Adam Smith qui avait noté qu'il existait des similitudes entre les entreprises hydrauliques de Chine et de plusieurs autres pays d'Asie, et les idées de James Mill qui voyait dans « le mode asiatique de gouvernement » un « type institutionnel général » et refusait de l'apparenter au féodalisme européen (2). Ils qualifièrent ce type de société « d'orientale » ou « d'asiatique ». Mais aucune étude systématique de ces sociétés n'avait été entreprise avant Marx et Engels.

Le tableau qui est dressé de la société arabe actuelle n'a, en réalité, aucune base scientifique ; il découle simplement d'une conception simpliste du marxisme.

Marx et Engels eux-mêmes ont établi leur théorie de la société asiatique et du mode de production asiatique en se référant aux économistes classiques cités ci-dessus, que Marx étudia en 1853, et sur la base de notes de voyages, de mémoires, de brochures consacrées aux pays orientaux, telles que « Voyages » de Bernier, « l'Histoire de Java », de Stamford Raffles, « La Géographie historique de l'Arabie » de Rév. C. Foster et beaucoup d'autres ouvrages, les journaux parlementaires indiens (3), des études spécialisées sur les communautés villa-

geoises dans d'autres parties du monde qui les aidèrent à découvrir l'importance de ces communautés dans les pays orientaux (4).

C'est dans une lettre de Marx à Engels du 2 juin 1853 que l'on trouve la première trace prouvant l'importance de ces études, dans les conclusions théoriques de Marx sur la nature de ces sociétés non européennes, lettre dans laquelle il commente les études de Bernier sur l'Inde et fait ressortir que :

« Bernier a correctement mis en lumière que le phénomène commun à l'Est tout entier — il se réfère à la Turquie, la Perse, l'Hindoustan — réside en l'inexistence de propriété privée du sol. C'est la clé véritable du problème, même celle du paradis oriental... » (5).

C'est l'inexistence de propriété privée du sol qui représente pour Marx la clé véritable des développements historiques différents de l'Orient et de l'Europe.

Dans sa réponse, du 6 juin 1853, Engels approuve Marx sur le fait que « l'inexistence de la propriété du sol est en effet la clé de l'Orient tout entier » et explique comment il déduit que « les orientaux ne pouvaient arriver à la propriété privée, même dans sa forme féodale » : « Le climat, associé à la nature des sols, en particulier les grandes étendues désertiques qui vont du Sahara à l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tartarie, jusqu'aux Hauts plateaux asiatiques », fit de l'irrigation artificielle « la première condition de l'agriculture » et « l'affaire soit des communes des provinces, ou du gouvernement » ; il remarque que « les gouvernements orientaux n'ont jamais comporté plus de trois départements : les finances (le pillage à domicile), la guerre (le pillage à domicile et au loin) et les travaux publics (prévision de la production) » (1).

Marx exprime la même idée dans un article paru dans « British Rule in India », publié par le New York Daily Tribune du 25 juin 1853, et ajoute que « deux faits — les Hindous laissant comme tous les peuples orientaux d'une part, les grands travaux publics aux soins du gouvernement, il n'a d'autre part, conditions premières de son agriculture et de son commerce dispersés sur toute l'étendue du pays et regroupés dans de petites unités domestiques liant l'agriculture et l'industrie — ces faits ont, depuis des temps immémoriaux, entraîné l'existence d'un système social particulier — que l'on nomme système villages — qui confère à chaque unité une organisation indépendante et une vie autonome » (7).

Marx a repris maintes et maintes fois ce problème, dans La majorité des articles qu'il a écrits pour le « New-York Daily Tribune ». Mais il considérait ces articles comme des « nullités journalistiques » à ne pas du tout confondre avec un travail purement scientifique. C'est dans les « Grundrisse » qu'il théorisa et développa le plus complètement ses idées en la matière, sous le titre « les formes de production pré-capitalistes ». Comme Marx l'écrivait à Lassalle, « les Grundrisse » furent des brochures écrites à des périodes très différentes pour clarifier mes propres idées et non pour être publiées » (8). Mais bien qu'elles furent, comme Marx l'écrivait à Lassalle en novembre 1858, « le résultat de quinze années de recherches », ces brochures ne furent publiées pour la première fois qu'en 1934-41, à Moscou. Les temps et lieu de leur publication excluaient qu'elles fussent prises au sérieux et elles devaient rester inconnues jusqu'à la réédition de Berlin en 1953 ; la traduction anglaise du chapitre relatif aux formes de production pré-capitalistes fut publiée en 1964, introduite par Eric Hobsbawm,

Bien que Marx ait maintenu, jusqu'à la fin de sa vie, le concept d'un mode de production asiatique, les marxistes occidentaux ne l'utilisèrent pas beaucoup, longtemps après la mort de Marx ; même Engels l'élimina « des étapes successives » que traverse le genre humain comme cela apparaît dans « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat », alors qu'il en avait formulé le concept dans « l'Anti-Dühring » (9). Dans la Russie commençant au milieu du 19^e siècle, les slavophiles et les partisans de l'occidentalisation s'opposaient sur le problème de savoir si l'histoire de la Russie était unique, ou si elle était

plutôt partie intégrante d'un courant universel. Les idées de Marx sur les sociétés asiatiques ouvrirent la porte à la thèse du caractère unique, que les Populistes défendirent, après les Slavophiles, et dont ils se servaient pour rejeter le capitalisme qu'ils considéraient comme étranger à la société russe (10). Lénine reconnut globalement le concept de Marx sur la société asiatique, mais oscilla toute sa vie pour l'appliquer à la Russie. S'il considérait le tsarisme comme une variante du despotisme oriental, il ne le considérait pas comme une particularité unique du développement historique de la Russie. Piékhanov, parlant au nom des mencheviki au congrès social-démocrate de Stockholm, en 1906, et contre le projet de Lénine de nationalisation de la terre, reconnaissait le concept du mode de production asiatique, expliquant que sous la domination des Mongoles, la Russie était devenue à moitié asiatique et que le despotisme oriental persistait encore, bien que très affaibli, après la libération. Il utilisait également ce concept dans « Les problèmes fondamentaux du marxisme », paru en 1908, mais il le rejetait complètement dans « l'Introduction à l'histoire sociale de la Russie », non seulement au niveau de la Russie, mais même en tant que concept historique global (11), et insistait sur le fait que non seulement « la Russie, au même titre que l'Europe occidentale, avait connu la phase du féodalisme mais qu'il en était de même dans l'histoire de l'Égypte, de la Chaldée, de l'Assyrie, de la Perse, du Japon et de la Chine — en résumé, toutes, ou presque toutes les civilisations orientales ». — Trotsky a construit sa théorie d'ensemble de la « révolution permanente » en partant de la thèse des spécificités du développement historique de la Russie, qui donne à « la révolution russe son caractère tout à fait particulier ».

Après la révolution russe, l'importance accordée au concept du mode de production asiatique fut à nouveau mis en avant, d'abord en 1925, dans un article de Ryazanov consacré aux idées de Marx sur l'Inde et la Chine, puis la même année dans un article de Varga paru dans « Imprecor » dans lequel il écrivait que les travaux d'irrigation de production et de protection contrôlés par le gouvernement furent la base de la société chinoise et que la classe dirigeante en Chine n'était pas constituée par les représentants de la propriété privée, comme les propriétaires terriens, mais par les administrateurs lettrés, les « literati ». En 1928, dans un article paru dans « Bolshevik », il définissait à nouveau la Chine comme une société asiatique et soulignait que, dans cette société, les paysans à la fois propriétaires et locataires avaient une situation très différente de celle des serfs dans la société féodale (12). Mais le « programme de l'Internationale Communiste », rédigé en 1928, parle des rapports du « mode de production asiatique » comme étant dominants dans l'économie des pays coloniaux et semi-coloniaux. La même année, Madyar publiait un livre traitant de l'économie rurale de la Chine, dans lequel il débattait du mode de production asiatique. Toutefois, en 1930, Volk — officiel du Komintern — définissait le mode de production asiatique comme « une variante asiatique du mode de production féodal », mais fut pour cela critiqué et taxé de « révision du marxisme » par Varga, qui demanda qu'en conséquence, la question fasse l'objet d'un thème de débat organisé.

Le débat eut bien lieu en 1931, à Léninegrad, mais ni Varga ni Ryazanov, ni Madyar n'y furent invités. C'était après la défaite de la révolution chinoise. Depuis 1926, Staline avait sans discontinuer décrit les rapports de production agraires de la Chine comme étant féodaux, afin d'insister sur l'importance des « tâches anti-féodales » de la révolution chinoise. Au moment du débat, la bureaucratie stalinienne, qui s'était déjà énormément renforcée avait réussi à mettre un terme aux débats libres et scientifiques, et accommodait la science aux intérêts de sa lutte fractionnelle. C'est ainsi que les défenseurs de l'interprétation « féodale » de la société asiatique avaient le rapport de forces. Volk déclara : « Je veux faire une mise en garde contre cette théorie (celle du mode de production asiatique). Ce qui est réellement important, c'est de la démasquer politiquement, et non d'établir « la pure vérité » sur l'existence

ou non du « mode de production asiatique » (13). Bien plus, Yolk et Goles accusèrent les quelques défenseurs de cette théorie d'avoir des penchants trotskystes et Yolk fit observer que : « les conceptions trotskystes qui ont fait ressortir l'idée de l'existence du capitalisme commercial en Chine et ont insisté sur le caractère anti-capitaliste de la révolution alors en cours différaient de celles soutenant le mode de production asiatique mais que, néanmoins, les conséquences politiques de ces deux conceptions étaient identiques puisqu'elles impliquent le refus du caractère anti-féodal (démocratique-bourgeois) de l'étape actuelle du mouvement révolutionnaire chinois » (14). Et c'est ainsi que, à partir des problèmes tactiques et stratégiques de la révolution chinoise, le combat fractionnel conduisit à la dénonciation d'une théorie scientifique qui ne pouvait être accommodée avec le point de vue de Staline.

Pendant les vingt années, et plus, qui suivirent, la théorie de la « société asiatique » resta un sujet tabou en Union Soviétique et ensuite dans les « démocraties populaires » et en Chine. Mais les idées d'un mode de production asiatique survivent encore ici et là dans d'autres endroits du monde jusqu'aux « purges » et jusqu'à la publication du livre de Staline en 1938 : « Matérialisme dialectique et historique ».

Les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux qui, comme tous les autres partis communistes, suivirent aveuglement le zig-zag de la ligne stalinienne, adoptèrent la théorie stalinienne de la révolution par étapes, ce qui veut dire que dans ces pays, l'étape de la révolution était « démocratique-nationale » ou « démocratique-bourgeoise » et qu'ils devaient constituer un front avec la « bourgeoisie nationale ». Admettre que dans ces pays, la société traditionnelle pré-impérialiste avait été une société asiatique revient à admettre qu'une telle classe bourgeoise nationale n'a jamais existé. Ils essayèrent par tous les moyens de trouver des signes d'existence de ces « bourgeoisies nationales » et là où ils ne les trouvent pas, ils durent les inventer. Au lieu de tirer leur opinion politique d'une recherche scientifique et critique du développement historique, ils ont combiné leur formule par un a priori et ne pouvaient accepter aucune théorie ne s'accommodant pas avec cette formule. Ils acceptaient sans discussion la théorie linéaire de Staline, précisé dans son « Matérialisme dialectique et historique » des « quatre étapes » par lesquelles toute société devait nécessairement être passée ou passer : le communisme primitif, la société esclavagiste, le féodalisme et le capitalisme.

De plus, le sentiment national a également joué un rôle non négligeable à faire rejeter la théorie du « Mode de production asiatique » par des historiens asiatiques, à la fois nationalistes et marxistes. Ils ressentait comme une insulte à leur fierté nationale d'accepter une théorie considérant leur société comme stationnaire, immobile et a-historique.

Selon Marx, les éléments fondamentaux du mode de production asiatique étaient les suivants :

1. - La « propriété tribale ou commune » et « l'absence légale » de la propriété privée.
2. - « L'unité d'auto-subsistance d'artisanat et d'agriculture » dans la commune rurale, qui alors « contient en elle-même toutes les conditions de la production de surplus et de la reproduction » et qui, en conséquence, maintient une force de cohésion essentielle qui résiste à la désintégration et à l'évolution économique plus tenacement que n'importe quel autre système (16).
3. - Un pouvoir central qui régularise l'irrigation artificielle, condition première de l'agriculture dans ces sociétés, et qui entreprend de grands travaux.
4. - Par suite, l'Etat réussit à prendre et à concentrer entre ses mains la plus grande partie du surplus social, et il y naît une strate bureaucratique qui se maintient grâce à ce surplus et constitue le pouvoir dominant la société et son « gouvernement despotique » (17).

Marx a effectivement souligné que la stagnation de la société asiatique se situait antérieurement à l'effet de la pénétration coloniale occidentale. Il voyait « la solidité des fondements du

despotisme oriental » dans les communes rurales, décrivait la vie de ces communes comme étant « sans dignité stagnante et végétative », qui « transformait une nature sociale d'auto-développement en un destin naturel ne devant jamais changer » et terminait en disant que le genre humain ne pourrait « accomplir son destin sans une révolution fondamentale de la nature sociale de l'Asie » et que « quelqu'aient pu être les crimes de l'Angleterre (en Inde), elle était l'outil inconscient de l'histoire, en apportant cette révolution » (18).

Ces idées relatives à la société asiatique conduisirent un grand nombre de « marxistes » européens à avoir une attitude de supériorité envers le monde colonial, et les « marxistes » les utilisèrent pour justifier la colonisation. Ils parlaient de la nécessité de créer une « police coloniale socialiste » pour « l'amélioration des peuples arriérés ». Ils soutenaient souvent que les « nouveaux besoins qui se feraient sentir après la victoire de la classe ouvrière et son émancipation économique, rendraient la possession des colonies nécessaire, même dans un système futur de gouvernement socialiste » (19).

En 1953, avec la publication des Grundrisse le débat sur le « mode de production asiatique » se renouveau. Par ironie du sort, ce débat fut repris pour la première fois à l'Ouest, non par les marxistes, mais par des anti-marxistes et des « marxologues ». Karl Wittfogel reprit le sujet en 1957 dans son livre « Oriental Despotism » dans lequel il affirme le caractère bureaucratique de l'Etat asiatique comme étant la caractéristique principale de la société asiatique. Il accusa Marx d'avoir « mystifié » la nature de la bureaucratie des sociétés asiatiques parce qu'il n'avait pas « désigné la bureaucratie fonctionnaire comme étant la classe dirigeante du despotisme oriental » (20) par peur de condamner la bureaucratie en germe dans l'Etat socialiste qu'il voulait instaurer. Ce livre est une complète apologie de la propriété privée, une justification de la domination du socialisme sous le couvert de totalitarisme, et de l'Union Soviétique dans laquelle il voit une restauration du despotisme oriental dont la bureaucratie est la classe dirigeante.

Un autre auteur, cette fois « marxologue », M. Shlomo Avineri de l'Université Hébraïque de Jérusalem, a publié un livre sous le titre : « Karl Marx on colonialism and modernization » dans lequel il a recueilli des écrits de Marx sur la Chine, l'Inde, le Mexique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, introduits longuement par l'auteur. M. Avineri conclut que « Marx demeure un penseur orienté vers l'Europe », que ses investigations dans la société non européenne « ne pourraient jamais se concilier avec sa philosophie générale de l'histoire » et que « l'intégration du monde non européen dans un système historique global » est impossible parce que « l'idée même d'histoire a peu de sens en dehors de la tradition occidentale » (21). Cependant, Avineri tente, au nom de Marx, de justifier l'expansion coloniale de l'Europe. « Puisque la société orientale », dit-il « ne peut se développer de façon autonome, elle ne peut évoluer vers le capitalisme au travers d'une dialectique de changements autonomes ; et puisque Marx pose le postulat selon lequel la victoire finale du socialisme dépend de l'universalisation antérieure du capitalisme », il en arrive nécessairement à devoir souscrire à l'expansion coloniale européenne, comme une brutale, mais nécessaire étape vers la victoire du socialisme ; tout comme les horreurs de l'industrialisation sont « dialectiquement nécessaires à la révolution prolétarienne mondiale, puisque sans elles, les pays d'Asie (et sans doute l'Afrique) ne seront pas capables de se libérer de leur arriération stagnante » (22).

Aussitôt arrivée la destalinisation et spécialement après le 20^e congrès du Parti communiste d'U.R.S.S., en 1956, de jeunes étudiants soviétiques commençaient à abandonner le dogmatisme rigide de l'ère de Staline, à briser le carcan stalinien des « quatre étapes » et se laissaient tenter par le concept du mode de production asiatique. Mais l'anathème de 1931 continuait de peser lourdement sur leur réflexion et ce sont de jeunes étudiants des « démocraties populaires » et de France qui jouèrent le rôle de pionniers dans la redécouverte de ce concept.

Bien qu'il faille apprécier que ce concept ne soit plus ni tabou ni imprononçable dans le monde communiste, pourtant les formes qu'ont prises sa résurrection et son utilisation actuelle montrent que beaucoup de ceux qui l'utilisent aussi bien dans le monde communiste qu'à l'Ouest, ne sont pas uniquement guidés par des considérations scientifiques. Quelles qu'aient été les motivations premières de ces écrivains soviétiques ou pro-soviétiques, il est difficile de ne pas s'apercevoir de leur approche anti-chinoise. Ils utilisent le nom de Marx et d'Engels pour tenter d'insinuer que les seules civilisations façonnées par l'Antiquité classique ont la possibilité d'avoir une histoire authentique, qui leur soit propre, excluant de l'histoire de l'humanité les peuples dont les traditions de civilisation se sont produites différemment. La conclusion manifeste réside en ceci que la Chine n'a jamais eu ni histoire, ni civilisation dignes de ce nom jusqu'à la guerre de l'opium et, en conséquence, que la révolution chinoise ne fut qu'une révolution de second ordre et que la politique de la bureaucratie communiste de la Chine est une « séquelle » du mode de production asiatique. En bref, les arguments utilisés par Wittfogel contre l'Union soviétique, le sont actuellement par les écrivains pro-soviétiques contre la Chine, et tout cela pour « prouver » que celle-ci n'a pas la compétence d'assurer la direction du camp communiste. Dans la « guerre froide » entre les deux grandes bureaucraties, une théorie scientifique importante est ainsi maniée pour affirmer « l'infériorité » de tous les peuples du tiers monde, et pour les juger incapables à réaliser une « véritable révolution prolétarienne ».

Même si l'auteur vient du Tiers-Monde, il n'est pas politiquement « tiers-mondiste ». Qu'il soit du côté occidental contre l'Union Soviétique ou dans le camp communiste contre la Chine, cette façon de réduire le concept du mode de production asiatique à une arme de guerre froide est un crime bien pire encore contre la science que le tabou de la théorie globale. Au lieu de clarifier, c'est confus. Au lieu d'aider les peuples coloniaux à comprendre leur société et leur histoire, afin de connaître les moyens de la changer, il les incite à rejeter l'entièreté de la théorie, et leur rend difficile, sinon impossible, la compréhension des problèmes de leurs sociétés et la vision de la voie à suivre pour résoudre ces problèmes. Il est donc utile de tracer dès l'origine le développement de cette théorie, dans l'esprit de Marx et d'Engels.

Marx a concentré tous ses efforts sur l'étude du capitalisme dans le débat relatif aux sociétés pré-capitalistes, il n'a pas essayé de dégager l'histoire économique de chacune de ces sociétés, pas plus qu'il ne s'est intéressé à la dynamique interne des sociétés pré-capitalistes. Il s'est principalement intéressé aux facteurs apparaissant dans les formations sociales précédentes rendant possible l'émergence d'une société capitaliste. Par leurs contradictions internes et leur structure particulière certaines d'entre elles étaient potentiellement porteuses, dans une certaine conjoncture, à certains endroits et à certaines périodes, d'une transformation en système capitaliste. D'autres pas. Mais, dans l'analyse de Marx, on devrait faire la distinction entre ce qu'il a appelé bien souvent « les modes de production caractérisés par certains rapports » et « les formes de tels rapports qui peuvent exister en différentes périodes ou dans des contextes socio-économiques différents », c'est-à-dire une distinction entre « certains modes de production dominants de la société, comme par exemple la production capitaliste dans l'Europe moderne, et les rapports capitalistes qui peuvent exister dans un contexte où il existe d'autres modes de production dominants, comme l'esclavage dans l'Antiquité ou dans la société asiatique traditionnelle qui ont leur propre mode de production dominant ».

En insistant sur la viabilité de la commune et sur sa force de résistance à la désintégration historique, il insistait simplement sur le manque de dynamique interne et sur le manque de facteurs préalables rendant possible l'émergence d'une société capitaliste. « Aucune mésinterprétation de Marx n'est plus grotesque que celle qui insinue qu'il n'envisageait exclu-

sivement la révolution que dans les pays industriellement développés de l'Ouest » (24). Il est vrai qu'au début, Marx considérait le capitalisme comme une étape nécessaire vers la réalisation de l'idéal social et le libre développement des potentialités humaines, puisque le capitalisme peut créer les conditions économiques et technologiques par lesquelles un tel développement est possible. En conséquence, il voyait dans le pouvoir capitaliste des Anglais en Inde une force révolutionnaire, sapanant les vieux rapports économiques et sociaux et créant les conditions nécessaires au développement du capitalisme. Cependant, les hindous « ne récolteront pas les fruits des éléments neufs de la société, dispersés autour d'eux, tant que les nouvelles classes dirigeantes, en Grande-Bretagne même, ne seront pas évincées par le prolétariat industriel ; ou tant que les Hindous ne seront pas devenus suffisamment forts pour se libérer entièrement du joug anglais. »

Mais une nouvelle étude devait amener Marx à modifier par la suite les idées exprimées dans ses écrits des années 1850. Dans les années 1870, le mouvement révolutionnaire russe et l'espoir d'une révolution en Russie attirèrent son attention sur les problèmes russes, auxquels il commença à beaucoup s'intéresser. Les révolutionnaires russes, parmi lesquels la position sur la commune rurale faisait l'objet de divergences de fond, le consultèrent sur le sujet et il était normal qu'il y consacrait une étude plus approfondie. En résultat de cette recherche, il semble que Marx ait cessé de souhaiter l'impact capitaliste comme force révolutionnaire agissant sur la « stagnation » des communes, et qu'il n'ait plus considéré le capitalisme comme une étape nécessaire vers le socialisme. Il reconnaissait aux communes la capacité de passer à une forme supérieure sans qu'elles soient détruites préalablement par le capitalisme. Il envisageait ainsi la possibilité pour la Russie de contourner l'étape de développement capitaliste et d'avoir un communisme basé sur les communes existantes.

Dans une lettre à Vera Sassoulitch en 1881, Marx écrit : « l'Analyse du « Capital » n'offre aucune raison ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite et pour laquelle j'ai recherché des matériaux aux sources mêmes, m'a convaincu que cette commune est le point de départ de la régénération de la Russie, mais pour qu'elle puisse fonctionner en tant que telle, il serait nécessaire en premier lieu d'éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous côtés et de lui assurer ensuite des conditions normales d'un développement spontané » (25).

Et dans les brouillons de cette lettre, il écrivait : « Pour sauver la commune russe, une révolution russe est nécessaire... si la révolution arrive à un moment propice, cette commune deviendra bientôt un élément de régénération de la société russe et sera le garant de sa supériorité par rapport aux pays asservis par le capitalisme » (26).

Dans la préface de l'édition russe du « Manifeste Communiste » de 1882, Marx et Engels vont même plus loin : « Mais en Russie nous trouvons, face à la montée rapide de l'escroquerie capitaliste et à la propriété foncière bourgeoise, apparue depuis peu, plus de la moitié des terres qui sont la propriété commune des paysans. A présent, tel est le problème : « l'obshchina » russe (comme rurale) peut-elle, bien qu'elle soit grandement minée, et encore une forme de propriété primitive communautaire de la terre, passer directement à la forme supérieure de propriété communiste ? Ou au contraire, doit-elle d'abord passer par le même processus de dissolution comme dans l'évolution historique à l'Ouest ?

La seule réponse possible à cette question, aujourd'hui, est ceci : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne à l'Ouest, de telle façon qu'elles se complètent, la propriété commune de la terre de l'actuelle Russie pourrait servir de point de départ du développement communiste » (27). Cinq ans plus tôt en novembre 1877, dans une lettre à M.K. Mikhalovsky, Marx écrivait : « Si la Russie continue dans la voie qu'elle suit depuis 1861, elle perdra la plus belle chance jamais offerte à un peuple par l'histoire, et subira fatalement

les vicissitudes du régime capitaliste - et - si la tendance à devenir une nation capitaliste s'affirme, à l'exemple des pays d'Europe occidentale - comme une série de troubles le montrent depuis quelques années - elle ne pourra réussir sans d'abord transformer une bonne partie des paysans en prolétaires et une fois dans le giron du régime capitaliste, elle fera l'expérience de ses lois impitoyables, comme les autres peuples » (28).

A la lecture de ces citations de Marx et d'Engels, il devient évident qu'ils n'idéalisèrent pas le capitalisme, pas plus qu'ils ne crurent la « société asiatique » incapable de progresser et de parvenir à un stade supérieur sans l'aide du capitalisme occidental, comme les marxologues désirent nous le faire croire. Ce qu'ils soulignèrent, en effet, c'est la nécessité d'une révolution prolétarienne à l'Occident qui puisse compléter une révolution dans les pays non encore colonisés par l'Occident, ni encore capitalistes, comme l'était la Russie de cette époque, et la possibilité pour un tel pays d'éviter « les lois impitoyables » du capitalisme et à la commune rurale de « devenir un élément de régénération » de la société. Dans des pays tels que l'Inde, où le capitalisme a déjà écrasé la commune rurale, c'est la révolution prolétarienne en Angleterre qui permettrait aux Hindous de « récolter les fruits des éléments nouveaux » ou à défaut, la seule alternative pour eux est de « se libérer entièrement du joug anglais » : selon Marx, pour ainsi dire, le capitalisme occidental ne pourrait ni ne voudrait aider les sociétés « asiatiques » à progresser et se développer, même dans un système capitaliste tel qu'il existe à l'Occident. Mais ni la révolution russe, ni celle des autres sociétés « asiatiques » n'est arrivée à un « moment opportun », et n'a « donné le signal de la révolution jusqu'en 1917 - à suivre la voie parcourue depuis 1861 », a perdu ainsi « la plus belle chance jamais offerte par l'histoire », et n'a pu éviter « les vicissitudes fatales » et les « lois impitoyables » du capitalisme. Il en est de même pour l'empire ottoman (y compris l'Orient arabe). Car la tâche spécifique de la société bourgeoise réside en l'établissement du marché mondial. Le capitalisme occidental a contraint « toutes les nations à adopter le mode de production bourgeoise, sous peine d'extinction ». Parce qu'il existait un développement inégal de l'histoire, l'impérialisme a infusé les rapports de production capitalistes et de propriété dans toutes les sociétés sous-développées, non seulement en Asie, mais aussi en Afrique et en Amérique Latine ; et bien que ces sociétés soient encore marquées par la survivance du passé, elles sont essentiellement gouvernées par les lois de l'économie mondiale capitaliste. Cette infusion des rapports capitalistes a été opérée sur des structures économiques différentes, par des forces extérieures, engendrant certaines contradictions sociales qui existent encore et agissent sur le développement de ces sociétés.

Les observations et les conclusions de Marx et d'Engels relatives aux sociétés pré-capitalistes asiatiques, sur le « mode de production asiatique » et les communes rurales furent essentiellement basées sur l'étude des sociétés indiennes, en partie chinoise et russe. Quant à l'Orient arabe et l'Empire ottoman, ils ne firent que l'effleurer. Et il ne pouvait pas en être autrement. Comparée aux moyens actuels, l'information sur ces pays, était extrêmement déficiente et trompeuse. Jusqu'au 19^e siècle, « l'histoire musulmane n'était pas apparue (en Occident) comme discipline indépendante. Elle était subordonnée aux études linguistiques ou littéraires (elles-mêmes subordonnées aux études de l'hébreu et de l'Ancien Testament), ou comme le considère par exemple Gibbon, « un appendice à l'histoire du monde classique » (29). « Pas plus tard qu'au 18^e siècle, il était d'ailleurs encore impossible de distinguer les limites entre les polémistes et les lettrés », et bien « qu'au 19^e siècle et au début du 20^e, ce fut le concept de l'historiographie scientifique qui l'emportât parmi les étudiants européens de l'Islam, les attitudes anciennes survivaient encore » (30).

Des événements si fortement analogues, mais se situant dans des contextes historiques différents, conduisent à des résultats totalement dissemblables, sont fonction de circonstances empiriques différentes, de l'environnement naturel, des influences historiques extérieures, etc. En conséquence, nous ne pouvons utiliser les observations de Marx sur la société indienne et les conclusions qu'il en a tirées, comme principe de base à la compréhension du développement de l'Orient arabe. Tout ce que nous pouvons faire, c'est utiliser la méthode. Il est exact que le mode de production dominant de la société arabe traditionnelle était une variante du mode de production « asiatique » en question. Mais il n'est pas suffisant de le savoir. Car nous devons, pour comprendre les développements passés et actuels de l'Orient arabe, étudier ces développements séparément, découvrir quelles étaient les particularités spécifiques dans ce mode de production, quelles influences historiques extérieures ont joué et jouent encore sur la société arabe traditionnelle et comment ces éléments internes et externes se sont interpénétrés et s'interpénètrent encore. Et c'est le but exclusif de ce livre.

- (1) Karl A. Wittfogel, *Oriental Despotism*, New Haven et Londres, p. 1.
- (2) Karl A. Wittfogel, *Oriental Despotism* [New Haven et Londres, p. 371.
- (3) Hobsbawm, Eric éd. *Pre-capitalist Economic Formations* par Karl Marx, p. 22.
- (4) Ernest Mandel, *The Formation of the Economic Thought of Karl Marx* ; London, 1961, p. 120. (La Formation de la pensée économique de K. Marx).
- (5) Karl Marx and Friedrich Engels, *Selected Correspondance*, Moscou, p. 99.
- (6) Karl Marx and Friedrich Engels, *Selected Correspondance*, Moscou, p. 99.
- (7) Karl Marx and Friedrich Engels, *On Colonialism*, Moscou, p. 35.
- (8) M.E.W. XXVIII/592, *The Thought of Karl Marx*, note de David MacLellan, p. 66.
- (9) Engels - *Anti-Dürhing*, édition anglaise, Moscou 1964, p.p. 224, 249, 251.
- (10) Hélène Carrère d'Encausse et Stuart S. Seham, *Marxism and Asia* ; Londres, 1969, p. 94.
- (11) Mandel : op. cit., p. 117.
- (12) Wittfogel, op. cit., p. 401.
- (13) Wittfogel, op. cit., p. 403.
- (14) Jean Pseirka. - *Les discussions soviétiques sur le mode de production asiatique et sur la formation esclavagiste* ; cité par Mandel. - op. cit., p. 118.
- (15) Hobsbawm, *Pre-capitalist formations*, p. 70.
- (16) Hobsbawm, *Pre-capitalist formations*, p. 83.
- (17) Hobsbawm, *Pre-capitalist formations*, p. 71.
- (18) Marx/Engels, *On Colonialism, the British rule in India*, pp. 36-37.
- (19) Carrère d'Encausse, op. cit. p. 125. Van Kol au Congrès de l'Internationale Socialiste d'Amsterdam (14-20 août 1904).
- (20) Wittfogel, op. cit., p. 381.
- (21) Avineri, p. 30.
- (22) Avineri, p. 13.
- (23) Cette distinction a été soulignée par Hobsbawm dans son introduction à Marx, *Pre-capitalist, etc.*, et par Maxime Rodinson dans un article de « *New Left Review* ».
- (24) Hobsbawm, op. cit., p. 49.
- (25) McLellan, op. cit., p. 101.
- (26) McLellan, op. cit., p. 101.
- (27) Marx/Engels. - *Selected Works*. - Moscou, 1950, vol. 1, pp. 23-24.
- (28) Cité par Avineri dans « *Karl Marx on colonialism and Modernization*, Anchor Books, New-York, 1969, pp. 468-469.
- (29) B. Lewis Ed., *Historians of the Middle East* et P.M. Holt. Londres, 1962, p. 13.
- (30) B. Lewis Ed., *Historians of the Middle East* et P.M. Holt. Londres, 1962, p. 13.

PROBLÈMES D'UNION SOVIÉTIQUE

VUS D'UNION SOVIÉTIQUE

par Pierre FRANK

Plus de vingt ans après la mort de Staline, les livres sur l'Union soviétique qui proviennent de ce pays consistent, pour l'essentiel, ou bien en des apologues dépourvues d'intérêt que personne, pas même les fonctionnaires des partis communistes affectés à la rubrique « U.R.S.S. », ne prennent au sérieux, ou bien en des condamnations le plus souvent exactement inverses des apologues : tel est le cas, hélas ! de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne. Celui-ci, après avoir été une victime de Staline dans sa personne physique, est devenu la victime des épigones de Staline sur le plan idéologique, poussé par eux en direction d'un obscurantisme parfois médiéval. Il est certainement moins à plaindre d'avoir souffert tant d'années dans cet Archipel que de faire siennes, sur un fond de mysticisme, certaines affirmations mensongères de Staline, à savoir que celui-ci était le continuateur de Lénine sur le plan de la révolution et du communisme, qu'il était le fidèle disciple de Lénine sur le plan de la répression, etc.

Eloigné de ce type d'ouvrages, le livre de Roy Medvedev, *De la démocratie socialiste* (1), est de grande importance. Tout en rendant hommage à la « signification sociale et artistique » de *L'Archipel du Goulag*, tout en dénonçant la répression qui frappe son auteur, Medvedev dit de Soljenitsyne qu'« identifiant stalinisme et socialisme, il ne peut pas comprendre les hommes pour qui la tragédie soufferte par eux peut devenir un stimulant, une arme supplémentaire dans la lutte pour la justice sociale ». Roy Medvedev ne répète pas les affirmations officielles mais recherche d'abord la vérité sur la société soviétique pour la dire sans apologie ni dénigrement systématique. Il se revendique du marxisme, mais pas de celui qui a cours officiel dans son pays, ce marxisme frelaté qu'il accuse de dogmatisme et dont nous savons qu'il est trituré en fonction des nécessités du Kremlin. Il s'efforce de comprendre le pourquoi et le comment de la société soviétique, d'en dégager les perspectives ainsi qu'une sorte de programme d'action. Il justifie le combat qu'il mène dans cette société.

A notre connaissance, c'est la première étude scientifique de la société soviétique qui provient d'U.R.S.S. depuis... depuis *La Révolution trahie* de Léon Trotsky (qui n'avait été exilé que physiquement de son pays). Ces deux œuvres traitent du même sujet — la société soviétique — mais ce sujet a considérablement changé au cours des trente-cinq à quarante années qui les séparent. L'un a été écrit en 1936 au moment où Staline, ayant vaincu l'Opposition de gauche puis l'Opposition de droite, s'engageait dans la liquidation physique de tout le Parti bolchevik, y compris de la fraction qui l'avait aidé à s'emparer du pouvoir, et commençait les épouvantables répressions qui frappèrent toute la société soviétique d'une façon dont elle est encore loin d'avoir récupéré. L'ouvrage de Medvedev a été écrit à la fin des années 60, dans la période d'un retour en arrière après la « déstalinisation », période pendant laquelle les dirigeants soviétiques ne peuvent se résoudre ni à défendre Staline ni à le condamner. L'auteur de *La Révolution trahie* se battait pour empêcher le stalinisme d'écraser l'Union soviétique et le mouvement communiste mondial. Medvedev se bat pour démocratiser son pays. Nous verrons par la suite ce qui, de la pensée de Trotsky, se retrouve et ce qui ne se retrouve pas dans l'œuvre de Medvedev.

Ce dernier devait tout naturellement chercher à relier son combat d'aujourd'hui contre le stalinisme et pour la démocratie socialiste aux combats d'hier qui furent menés dans la même direction. Or, tout en ayant fait de grands efforts pour connaître le passé de l'Union soviétique par-delà les légendes officielles, tout en ayant rectifié nombre de mensonges qui sont encore monnaie courante dans ce pays et même en partie dans le reste du monde, tout en faisant preuve de conscience scientifique, Medvedev méconnaît ou ignore Trotsky, son œuvre, sa lutte, et plus généralement les luttes qui se déroulèrent dans le Parti bolchevik de 1923 à 1932. Il repousse les mensonges grossiers, les calomnies infâmes, mais il subsiste chez lui de grandes lacunes quant à la pensée et à l'action de Trotsky et d'autres dirigeants de la Révolution d'Octobre. Ces lacunes se voient mieux dans un autre ouvrage de lui, *Le stalinisme, origines, histoire, conséquences* (2). Medvedev s'est-il montré très prudent et n'aurait-il pas exprimé toute sa pensée, notamment en parlant de Trotsky ? Les Soviétiques d'esprit critique agissent souvent ainsi pour passer à travers les mailles de la censure et, plus généralement, pour éviter la répression. Mais cela ne nous paraît pas le cas pour Medvedev. Il a fait preuve d'un grand courage en diverses occasions, notamment dans son opuscule *Faut-il réhabiliter Staline ?* Il ne cherche pas à dissimuler sa pensée et le simple fait de ne pas utiliser les formules rituelles pour parler de Trotsky suffit à le rendre suspect auprès des autorités. Non, Medvedev ignore ou méconnaît la plus grande partie de l'œuvre de Trotsky, il n'en a le plus souvent qu'une « connaissance » de seconde main, en provenance de gens qui, eux-mêmes, ne devaient la connaître qu'à travers les défigurations nombreuses qui en ont été faites en U.R.S.S. Un seul exemple — qui est vraiment de taille — suffit à le prouver. Voici ce qu'il écrit dans son livre *Le stalinisme sur la théorie de la révolution permanente de Trotsky* :

« La célèbre théorie de Trotsky sur la révolution permanente était elle aussi erronée ; elle ne ressemblait que de nom à la théorie de Marx et de Lénine sur la révolution ininterrompue. Cette théorie que Trotsky passa le reste de sa vie à défendre était liée à l'une de ses erreurs fondamentales : la sous-estimation du potentiel révolutionnaire de la paysannerie considérée comme le principal allié du prolétariat non seulement dans la période de démocratie bourgeoise de la Révolution russe, mais aussi, dans le cas des paysans pauvres, pendant la période socialiste. Comme il ne voyait pas de possibilités de construire le socialisme dans les campagnes et ne comprenait pas le plan mis au point par Lénine pour le développement des coopératives, il accusa le Parti de commettre une « déviation de style koulak. » (Page 85.)

Ces seules lignes suffisent à conclure que Medvedev n'a pas lu *La Révolution permanente* de Trotsky, qu'il ignore cette théorie, sa relation avec la révolution permanente dont parle Marx (3), l'estimation (non la sous-estimation) qui y est faite du rôle révolutionnaire de la paysannerie pauvre dans les pays à population paysanne très majoritaire, la conception éminemment dialectique des rapports entre les objectifs (bourgeois) de la révolution et les forces motrices et directrices (prolétariennes) de cette révolution au cours du XX^e siècle. De la dernière phrase citée de Medvedev, il n'est pas difficile de voir qu'il y mélange divers épisodes par ailleurs déformés des polémiques des

années 20 : sans parler d'un article et non d'un « plan » de Lénine sur les coopératives (que Trotsky n'a jamais critiqué), il fait allusion à la lutte de l'Opposition de gauche pour que soient organisés les pays pauvres et à sa lutte contre la politique d'« intégration des koulaks » dans le socialisme poursuivie par Staline et Boukharine dans les années 1925-1928. Sur l'histoire du stalinisme, Medvedev utilise à de nombreuses reprises les témoignages de membres du Parti communiste revenus de déportation ; il est vraisemblable que c'est de certains d'entre eux, appartenant plus particulièrement à la fraction qui porta Staline au pouvoir, qu'il a eu cette « connaissance » des positions de Trotsky. Cette ignorance, cette méconnaissance ne constituent pas les principales faiblesses de Medvedev. Car il y en a chez lui, à côté de développements théoriques et politiques, à maints égards très remarquables ; nous les examinerons à la fin de cette critique de son livre.

La société soviétique

Le livre de Medvedev donne un tableau de la société soviétique qui ne laisse pas grand-chose dans l'ombre. Nous limiterons les citations dans ce domaine qui ne peuvent suffire à rendre l'impression fournie par le livre dont on ne saurait trop conseiller la lecture.

Tout comme Trotsky dans *La Révolution trahie*, Medvedev part de la production et de la productivité, qui sont des données fondamentales pour un marxiste. Il souligne que la productivité reste toujours le point faible de l'économie de l'Union soviétique :

« Aujourd'hui encore, l'Union soviétique a un sérieux retard sur les pays capitalistes dans les domaines essentiels, y compris le plus capital, celui du rendement du travail... Le rendement moyen annuel de nos ouvriers continue à baisser régulièrement... » (P. 38.)

On ne peut expliquer cela aujourd'hui, comme dans les premières années de l'Etat soviétique, par le retard dû à l'ancien régime. D'autres éléments provoquent le peu d'intérêt du travailleur à son travail. Ces éléments sont constitués par de nombreuses tares de la société que Medvedev souligne vigoureusement :

« La situation matérielle du citoyen soviétique s'est nettement améliorée. Mais cette amélioration a été inégalement répartie entre les différents groupes de population. Elle a été moins sensible dans le groupe des travailleurs dont le salaire est strictement réglementé (instituteurs, médecins, ingénieurs, techniciens, collaborateurs scientifiques des catégories inférieures et moyennes... Aujourd'hui encore, il y a chez nous des dizaines de millions de personnes dont la vie matérielle est difficile, dont le salaire est inférieur au minimum vital. » (P. 43.)

« Dans le développement des enseignements secondaire et supérieur, nous sommes en retard sur le Japon et sur les autres pays capitalistes... Les salaires de nos enseignants demeurent très bas... Notre jeunesse se détourne des carrières d'enseignement... » (P. 45.)

« L'Union soviétique retarde sur les pays capitalistes dans le domaine des sciences sociales appliquées... Notre science politique est quasi inexistante. » (P. 46.)

« L'activité politique des masses laborieuses, des kolchoziens et de l'intelligentsia soviétique reste insignifiante. Les travailleurs de notre pays sont, dans la plupart des cas, indifférents à la production et ne participent presque pas à la gestion de leurs propres entreprises. » (P. 56.)

Il y a pis encore :

« La majeure partie de nos travailleurs reste politiquement amorphe. On a remarqué une recrudescence constante de l'alcoolisme et de la criminalité, même dans la jeunesse. » (P. 48.)

Autrement dit, il existe un large désintérêt social. Nous ne nous appesantirons pas sur ces points qui sont connus de tous ceux qui suivent la situation en Union soviétique.

Passons à la question de la démocratie, ou plutôt du régime politique. Voici ce que Medvedev écrit sur les décisions du Comité Central d'octobre 1964 qui a été le signal d'une marche arrière par rapport à une certaine libéralisation qui a marqué le temps de Khrouchtchev :

« On a renforcé la censure, limité la liberté de la presse... Des poursuites ont été engagées pour délits d'opinion... Des personnes saines d'esprit ont été internées dans des hôpitaux psychiatriques pour raisons politiques... Le chauvinisme et le nationalisme de grande puissance se renforcent... » (P. 47-48.)

L'origine de tout ce que dénonce Medvedev est, dit-il, l'absence de démocratie :

« Une grande partie des us épouvantables de l'époque stalinienne appartient désormais au passé. Mais il y a des séquelles... Le régime politique actuel n'est pas encore une véritable démocratie socialiste. Les formes et les méthodes de direction dans le gouvernement et le Parti conservent encore des éléments très puissants d'oligarchie et ne correspondent pas aux principes de la démocratie. L'activité des organes suprêmes du pouvoir comporte trop d'éléments bureaucratiques et trop de préjugés de caste et le contrôle populaire s'exerce mal ou pas du tout. Les élections aux divers organes du pouvoir soviétique... n'ont qu'un caractère purement formel... Il n'existe pas de procédure démocratique régulière pour destituer les dirigeants du pays ou du Parti de leurs fonctions à l'expiration d'un certain délai. » (P. 54-55.)

« Le point crucial de tous les problèmes qui se posent à nous est la **démocratisation**, une démocratisation profonde et complète de notre vie sociale et politique. Le problème d'une authentique démocratie socialiste, de sa nature, de ses formes et des méthodes de son application dans la vie sont autant de questions théoriques et pratiques qui se posent actuellement à la société socialiste soviétique. » (P. 51.)

« Toute notre société... est intéressée à l'essor rapide de la démocratie socialiste. Seule, une infime minorité — je pense aux éléments bureaucratiques de notre appareil du pouvoir — s'y oppose. Ils trompent et terrorisent les gens peu avertis en leur présentant le danger redoutable pour la seule bureaucratie comme une menace pour la société tout entière. Toute bureaucratie se trouve placée, de par son essence même, aux antipodes de la démocratie. » (P. 58.)

« La mise en vigueur d'une véritable démocratie socialiste aidera notre peuple à augmenter la production des biens matériels et spirituels et contribuera à guérir notre société, notre Etat et notre mécanisme économique de tous les défauts et carences qui subsistent. » (P. 59.)

Ainsi, sur des points capitaux, le mal — la bureaucratie — et le remède — la démocratie socialiste —, Medvedev se trouve en concordance de vues avec Trotsky et le mouvement trotskyste. Le développement économique de la société soviétique n'a fait que rendre plus impérieuse cette démocratisation. Contre une bureaucratie hypertrophiée et incontrôlée, la démocratie socialiste est le seul moyen de mettre un terme à l'apathie, à l'indifférence des masses. C'est aussi le seul moyen d'éviter une sélection à rebours dans le choix des dirigeants à tous les niveaux :

« Le droit des membres du Parti de critiquer leurs dirigeants est également limité... Leurs critiques ne paraissent qu'après la destitution d'un dirigeant et encore ! » (P. 145.)

« Les campagnes électorales sont des formalités sans aucun intérêt... Du point de vue politique et éducatif, les campagnes électorales sont constamment violées... Le droit de révocation est purement fictif. » (P. 179.)

« De nos jours, on tient moins compte, dans l'administration, des qualités des candidats que des relations d'amitié, de la loyauté ou de la dépendance de l'individu, de ses liens familiaux ou de la pureté de son **origine natio-**

nale, voire simplement de circonstances dues au hasard. » (P. 147.)

« Le niveau intellectuel de nos dirigeants supérieurs est, en règle générale, moyen, parfois même inférieur à la moyenne. La majorité de nos dirigeants a atteint l'âge de la retraite. » (P. 148.)

Medvedev se prononce pour la **pluralité des partis** :

« Un certain « pluralisme » politique serait normal étant donné la situation de notre pays. » (P. 135.)

N'étant pas dupe des « faux partis politiques dans les Etats socialistes d'Europe orientale », il remarque :

« Aucun parti politique n'a jamais été fondé sur l'initiative ou avec la permission d'un autre parti. » (P. 133.)

Savant, Medvedev est particulièrement attentif aux conséquences néfastes de la censure et de la bureaucratie sur la progression des sciences et cite un texte du physicien de renommée internationale, Kapitza, où il est dit entre autres :

« Il n'y a aucun danger de retour au capitalisme et, par conséquent, il n'y a pas lieu de craindre les discussions libres. Bien au contraire, c'est dans l'arrêt du développement des sciences sociales que réside le plus grand danger pour notre société et notre avenir. » (P. 216.)

L'auteur explique aussi que le développement de l'économie soviétique a pour cause principale les nouveaux rapports de production et qu'il s'est produit en dépit du système politique qui étouffait la société :

« Il y avait des raisons objectives à l'apparition du bureaucratisme dans l'économie... Les directives et les ordres émanant du centre étaient rapides et efficaces et le budget de l'Etat devenait la source essentielle du financement des entreprises. Toutefois, avec une direction plus intelligente, on aurait pu éviter les nombreuses erreurs commises durant cette période d'industrialisation rapide... En fin de compte, les énormes efforts et les sacrifices consentis par le peuple tout entier n'ont pas porté les fruits qu'on était en droit d'en escompter. » (P. 278.)

« Après 1948, les méthodes bureaucratiques ne pouvaient plus que freiner le développement de l'économie. » (P. 280.)

Sans faire nôtres toutes les formulations de Medvedev, constatons qu'il confirme ce que le mouvement trotskyste dit du rôle de la bureaucratie dans le développement de l'économie, frein relatif pendant une période, frein absolu désormais.

Medvedev expose la mentalité des dirigeants soviétiques, la distance énorme qui les sépare de la population, les privilèges considérables dont ils disposent :

« Tous ces privilèges peuvent devenir et deviennent en fait un but en soi au lieu de n'être qu'un moyen... Dans un pays socialiste, une situation où les salaires et les privilèges légaux des dirigeants sont presque un secret d'Etat est inadmissible. » (P. 266.)

Il soulève aussi une question traitée par Trotsky (notamment dans le chapitre 7 de *La Révolution trahie*), une question qui littéralement angoissa Lénine dans la dernière partie de sa vie, celle des nationalités. Question d'autant plus importante que l'ensemble des nombreuses nationalités (non grand-russiennes) qui vivent sur le territoire soviétique constitue à présent la majorité de la population de l'U.R.S.S. Medvedev ne se contente pas de montrer la violation des enseignements de Lénine sur cette question, le sort épouvantable infligé à certaines nationalités, l'antisémitisme encouragé par les autorités, la russification exercée de façon odieuse. Il pose avec un courage admirable le droit à la sécession de ces nationalités. Droit affirmé par Lénine, droit inscrit dans la Constitution mais qu'on ne peut revendiquer en U.R.S.S. sans tomber sous le coup d'une répression féroce. Medvedev ose même avancer une proposition qui, dans ces conditions, a un caractère révolutionnaire :

« Pour rendre ce droit réel, il faudrait organiser tous les dix ans, dans chaque république, un référendum obligatoire qui déciderait du maintien de la république au

sein de l'U.R.S.S. Cela suppose, bien entendu, que la discussion des problèmes nationaux soit parfaitement libre et que des mouvements et des groupes (s'il s'en présente) soient autorisés à militer en faveur de la sécession... L'organisation de référendums pour la sécession d'une république comporte un risque certain. Mais toute notre politique nationale serait vaine si elle cherchait à l'éluider. » (P. 317-318.)

Les courants politiques en Union soviétique

Tout ce qui est employé en Union soviétique pour réprimer les pesées non conformistes est dénoncé vigoureusement par Medvedev, depuis les moyens qui limitent à l'extrême l'information du citoyen (4) jusqu'aux hôpitaux psychiatriques, en passant par les parodies de justice et l'emploi de censeurs intouchables (5). Si les dirigeants soviétiques font usage d'une répression aussi intense, ce n'est pas en raison de leurs traits de caractère personnels, c'est parce que l'Union soviétique n'est pas — comme le prétendent les propos officiels — un pays « monolithique » à l'exception de quelques individus coupés de l'ensemble de la société, c'est parce que même une libéralisation aussi modérée que celle du temps de Khrouchtchev a donné et donnerait des possibilités considérables aux individus et courants oppositionnels aujourd'hui minuscules et aurait des conséquences insoupçonnées pour tout le pays.

Dans les conditions actuelles, il est difficile de fixer avec précision la physionomie des différents courants existants et d'en donner la force potentielle. Ce qu'en dit Medvedev paraît vraisemblable et rejoint dans les grandes lignes un autre auteur soviétique, André Almaric, dans un livre écrit vers la même époque, *L'U.R.S.S. survivra-t-elle en 1984 ?* Medvedev distingue les courants qui existent dans le Parti communiste de l'Union soviétique de ceux qui sont hors de ce parti. Au sein du P.C.U.S. se trouveraient les tendances suivantes : les **néo-staliniens** qui sont les plus portés à s'exprimer publiquement et bruyamment ; les **modérés** ou **conservateurs** qui constitueraient « la majeure partie de la direction du parti et du gouvernement », éclectiques, sans aucune plate-forme, « ballottés entre les actes « énergiques » qui ramènent au passé et les décisions déchirantes qui font timidement progresser » ; les **démocrates** du parti auquel l'auteur se rattache et dont il reconnaît qu'il est le plus faible des courants, tant dans le parti qu'en dehors de lui.

Hors du parti, les divers groupes et tendances politiques, selon Medvedev,

« partent tous de prémisses socialistes mais s'efforcent de donner une interprétation nouvelle au socialisme et au communisme... Certains d'entre eux ont des partisans parmi les communistes. Ils se développent aussi, en règle générale, hors du marxisme-léninisme, bien que certains d'entre eux conservent quelques-unes des thèses essentielles du marxisme-léninisme. » (P. 92.)

Il distingue parmi eux : les **occidentalistes** qui ne feraient pas de distinction entre le stalinisme et le marxisme et seraient « assez proches des sociaux-démocrates, notamment des groupes socialistes de gauche » (p. 93) ; un courant de **socialisme éthique** menant à l'Eglise qui, par son existence « légale » peut devenir « le refuge de nombreux opposants » ; un courant **légaliste** qui a pour porte-parole le professeur Sakharov qui cherche à obtenir par des voies légales les droits démocratiques formellement inscrits dans les textes constitutionnels ; enfin, un courant lié à plusieurs noms connus, tels celui de Grigorenko, Litvinov et, au moment où ce livre était écrit, Iakir. En outre, il existe des courants et groupes nationalistes dans les nationalités opprimées par la bureaucratie, et aussi des mouvements nationalistes « russistes », qui sont réactionnaires et racistes.

De tous ces groupes ou courants, c'est celui de Grigorenko qui, selon Medvedev, serait le plus résolu, le plus influent, qui présenterait même déjà « quelques éléments d'organisation », celui qui a organisé des manifestations

en août 1968 contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, Grigorenko, qui a écrit la plupart des textes de ce courant, veut remplacer « les organisations bureaucratiques de l'Etat par des institutions populaires », y compris, au sein de l'armée, supprimer les organes de Sécurité d'Etat, instaurer la liberté complète de parole, de presse et d'organisation, assurer « le dépérissement de l'Etat », etc. Nous ne pensons pas que ces thèses de Grigorenko, qui se réclame du marxisme-léninisme, soient, comme le dit Medvedev, « anarchistes et n'ont rien à voir avec le marxisme » (p. 111). Au contraire, ce courant nous apparaît le plus proche du bolchevisme et nous ne sommes pas étonnés qu'il soit celui « qui attire le plus les foudres de la répression et les persécutions du régime. « Nous comprendrons l'appréciation erronée de Medvedev quand nous discuterons de ses conceptions générales.

Tout ce qu'écrit Medvedev sur la politique extérieure de l'Union soviétique et sur le mouvement communiste international est marqué de beaucoup de méconnaissance, d'ignorance et de quelque chose de plus. Il est entièrement favorable à la politique de « coexistence pacifique » du gouvernement soviétique, des « voies pacifiques et parlementaires au socialisme » des partis communistes dans les pays capitalistes. Il accepte la propagande officielle du Kremlin sur la Chine où, ne s'en tenant qu'à des phénomènes de surface, il voit une réédition du stalinisme. Quand il a écrit son livre, il voyait un exemple de marche pacifique et parlementaire au socialisme... au Chili. Il critique l'absence de démocratie dans son pays aussi parce qu'elle nuit à la propagande des partis communistes dans leurs pays respectifs. Il ne soupçonne pas un seul instant que la politique extérieure du Kremlin est aussi nocive pour la cause du socialisme que sa politique intérieure, qu'elle n'a jamais soutenu un mouvement révolutionnaire qui trouble le *statu quo* international avant que la victoire de ce mouvement soit assurée. Et, en conséquence, il ne comprend pas ce qui se passe dans la jeunesse des pays capitalistes et s'étonne que « les groupes les plus extrémistes de l'intelligentsia et de la jeunesse de l'Occident combattent le capitalisme et la démocratie bourgeoise et descendent dans les rues de Paris ou de Rome avec les portraits de Staline, de Trotsky et de Mao Tsé-toung » (p. 95).

Ce qui paraît surprenant, c'est qu'il n'a pas sur les problèmes extérieurs autant d'esprit critique que sur les problèmes intérieurs. Mais nous en trouverons plus loin l'explication.

La classe ouvrière et l'intelligentsia en Union soviétique

Après avoir donné un tableau très fourni de la société soviétique et traité de la politique de ses dirigeants, Medvedev, qui n'a pas manqué de souligner à de nombreuses reprises que la démocratie socialiste est au cœur de tous les problèmes de cette société, est amené à examiner comment et par quelle force sociale la démocratie socialiste pourra être instaurée en Union soviétique. Il procède en conséquence à une étude commune de la classe ouvrière et de l'intelligentsia d'une part, et à une étude de la bureaucratie d'autre part.

En ce qui concerne la classe ouvrière et l'intelligentsia, il se livre à des remarques judicieuses, mais il tire des conclusions contestables. Le point de départ de son raisonnement est résumé dans les phrases suivantes :

« Selon la doctrine marxiste, on assiste en régime socialiste à la disparition des classes et on verra apparaître en régime communiste une société sans classes. Cette thèse doit être le point de départ pour une définition du rôle social de l'intelligentsia. La société sans classes n'est pas une société où il n'y a que la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de la mutation d'une classe en une autre, mais d'un processus complexe, celui de la fusion de toutes les classes en une sorte de communauté nouvelle qui pourrait être appelée "communauté de travailleurs". » (P. 355.)

Medvedev a raison de se placer dans une perspective longue pour envisager la société socialiste. C'est un moyen d'éviter de s'engluier dans des aspects conjoncturels de la présente société de transition vers le socialisme. Il l'a tout à fait raison de dire que la société sans classes ne sera pas la société où il n'existerait plus qu'une seule classe de la société capitaliste, la classe ouvrière. La société socialiste sera le produit d'une reconstruction totale de la société capitaliste autour de la classe ouvrière, une reconstruction qui affectera toutes les classes et toutes les catégories sociales, y compris la classe ouvrière telle qu'elle est aujourd'hui dans la société capitaliste. Mais il ne suffit pas d'adopter une perspective longue correcte, il faut aussi faire le point exacte de la transition entre le capitalisme et le socialisme où se trouve à présent la société soviétique. En dépit des grandes transformations qu'elle a connues, elle n'est pas du tout une société socialiste, elle est même encore bien loin du socialisme. Or, dans plusieurs de ses affirmations, Medvedev a des vues erronées sur ce sujet, idéalisant la classe ouvrière soviétique et, plus encore, l'intelligentsia soviétique. « Il y a, dit-il avec raison, au sein de l'intelligentsia une foule de groupes les plus divers » et « entre l'intelligentsia et les autres classes sociales il y a de nombreux groupes intermédiaires » (p. 347). Il souligne aussi avec raison la croissance numérique de l'intelligentsia et sa provenance, en Union soviétique, de toutes les couches de la population. Il est même probablement vrai que « la distance entre la classe ouvrière et la paysannerie diminue » (p. 315). Mais nous ne pouvons plus le suivre lorsqu'il pense qu'en Union soviétique classe ouvrière et intelligentsia commencent à se confondre, lorsqu'il fait de l'intelligentsia une partie de la classe ouvrière :

« Le processus consistant à surmonter les contradictions entre le travail intellectuel et le travail physique est... sensible chez nous. » (P. 348.)

« Le niveau de la classe ouvrière a pratiquement rattrapé celui des ingénieurs-techniciens, c'est-à-dire de l'intelligentsia. » (P. 352.)

« Certains sociologues et philosophes considèrent aujourd'hui que l'intelligentsia fait partie de la classe ouvrière et qu'elle en est même l'avant-garde. Comme l'écrivait un philosophe, « l'intelligentsia est l'essence même de la classe ouvrière, c'est une classe active et créatrice qui représente les potentialités les plus profondes de la classe ouvrière, son avenir. » (P. 354.)

Medvedev perçoit sans aucun doute des transformations sociales qui se produisent en Union soviétique, non seulement du fait de bouleversements techniques (qui existent aussi et parfois davantage dans les pays capitalistes économiquement développés, mais aussi du fait de la propriété collective des moyens de production et d'échange. Mais l'augmentation de la qualification et des connaissances d'une grande partie de la classe ouvrière ne suffisent pas pour en conclure que les frontières entre la classe ouvrière et l'intelligentsia sont effacées. Il faut tenir compte de tout le mode d'existence. Il y a encore loin de l'ouvrier soviétique d'aujourd'hui au membre d'une communauté socialiste de producteurs. Dans son mode d'existence et de travail, l'ouvrier soviétique d'aujourd'hui est bien plus proche de l'ouvrier de la société capitaliste que du producteur socialiste de demain. Si le « salaire », en Union soviétique, n'est pas « théoriquement » le salaire du travailleur en régime capitaliste, c'est pratiquement, en raison de la pénurie de biens de consommation, avant tout sa force de travail qui est payée. De plus, sans parler des droits démocratiques inexistantes, le travailleur soviétique n'a pas, de l'aveu même de Medvedev, un mot à dire sur les objectifs généraux du plan, sur son élaboration ; il ne possède pas des droits élémentaires d'autogestion dans son entreprise. Enfin et surtout, il est encore obligé, tout comme l'ouvrier des pays capitalistes, de faire des

journées de travail de huit heures et parfois davantage. Le producteur de la société socialiste, on s'en approchera vraiment lorsque l'homme aura non seulement une culture plus élevée, de larges droits, mais surtout du temps, c'est-à-dire lorsque la durée du travail nécessaire sera considérablement réduite. Alors l'homme, qui aura un niveau de bien-être supérieur à la moyenne d'aujourd'hui, pourra se consacrer aux problèmes de gestion de la société et, plus encore, à des travaux scientifiques, artistiques, etc. Alors, travail physique et travail intellectuel ne seront plus séparés. Alors, l'homme ne gagnera plus son pain à la sueur de son front et, selon une formule de Marx, « la richesse » ne sera plus « le temps de travail mais le temps disponible pour chaque individu et pour toute la société » en dehors du temps nécessaire à assurer l'existence de l'humanité (6). On en est encore très loin en Union soviétique. D'autre part, nous avons le sentiment que l'ouvrier soviétique d'aujourd'hui ne se sent pas si proche de l'intelligentsia que Medvedev le pense. Cet ouvrier n'a pas encore parlé et personne n'a parlé pour lui depuis que l'Opposition de gauche a été anéantie. Une des plus grandes faiblesses des courants oppositionnels actuels, c'est de ne pas avoir formulé des revendications spécifiques pour la classe ouvrière, en dehors des revendications générales de démocratisation de la société.

Les erreurs de Medvedev dans ce domaine présentent toutefois un certain intérêt. Car, dans certaines catégories sociales de travailleurs d'aujourd'hui, même en régime capitaliste, dont le niveau d'existence est relativement confortable, et dont le travail ne provoque plus une usure physique ou nerveuse intolérable mais présente au contraire un intérêt intellectuel, dans ces cas qui sont encore limités, on peut entrevoir en pointillés quelques potentialités qui seront données à l'homme de la société socialiste. Mais gardons-nous de remplacer les pointillés par un trait plein et d'extrapoler : il reste bien du chemin à accomplir, y compris dans les Etats ouvriers actuels.

La bureaucratie soviétique

Il est temps d'abandonner l'homme socialiste de demain pour en venir à la bureaucratie soviétique d'aujourd'hui. Medvedev, on le sait, ignore l'œuvre de Trotsky mais, par son analyse, par sa réfutation de conceptions qu'il considère étrangères au marxisme, il retrouve pour l'essentiel la définition trotskyste de la bureaucratie, parfois presque textuellement. Il faut le citer longuement sur ce point :

« Le bureaucratisme et la bureaucratie sont considérés non sans raison comme les principaux ennemis de la démocratie socialiste et comme les adversaires les plus sérieux de la démocratisation systématique de la société soviétique, comme les antipodes mêmes de la démocratie. Le bureaucratisme est un abcès sur le corps de la société et de l'Etat socialistes. » (P. 329.)

« Quant aux « méthodes stalinienne d'administration », les « cruels et imbéciles excès » qui ne sont pour A.M. que de simples incidents en constituaient l'essence même. La terreur stalinienne était une excroissance parasitaire sur le corps de la société et de l'Etat soviétiques. » (P. 334.)

« Par le pouvoir dont elle dispose, par son niveau de vie et par les privilèges dont elle jouit, la couche supérieure des responsables des appareils de l'Etat, du Parti, de l'économie et de l'armée est encore très éloignée du peuple et des travailleurs des échelons inférieurs et intermédiaires. Le comportement, les habitudes et la psychologie des dirigeants suprêmes en sont affectés. » (P. 335.)

« Les cadres inclus dans la nomenclature ne sont pas propriétaires des moyens de production ou de leurs fonctions. Donc, ils ne constituent pas une classe distincte dans le sens marxiste précis du terme. Il ne faut pas surestimer la puissance des dirigeants supérieurs de l'appareil. Leur position est moins stable que celle du clergé ou des féo-

daux dans la société capitaliste. Les bureaucrates supérieurs (ce terme ne désigne pas tous les dirigeants suprêmes) sont beaucoup plus vulnérables. Ils sont moins sûrs d'eux-mêmes et de leurs droits que les classes dirigeantes dans les sociétés présocialistes. Cela explique d'ailleurs la facilité avec laquelle ils recourent aux répressions et cherchent à étouffer la démocratie. Mais, quand les répressions deviennent impossibles ou difficiles, le « sommet » peut se faire plus sensible aux pressions de la base que le « sommet » des pays capitalistes. Mais jusqu'à présent notre « sommet » n'a encore jamais subi de fortes pressions de la base... Ceux que l'on est en droit de considérer comme faisant partie de l'élite bureaucratique ne forment pas une classe dans le sens social et économique du terme. Ils ne sont pas propriétaires des moyens de production, ils ne possèdent pas de domaines et ne peuvent pas transmettre leurs droits et leurs fonctions à leurs descendants. Leur position est certainement moins stable que celle des hautes sphères de la hiérarchie ecclésiastique de l'Eglise catholique ou d'une autre Eglise. Certes, le pouvoir de nos dirigeants est considérable, supérieur à celui des fonctionnaires de même rang dans les pays capitalistes. » (P. 337-338.)

« Il est difficile d'accepter l'idée selon laquelle la corporation bureaucratique (et non la classe bureaucratique...) est un « propriétaire monopolisateur ». Ce n'est encore qu'une tendance, une éventualité qui correspond certes aux desseins de la bureaucratie mais qui ne s'est pas encore réalisée ou seulement en partie. » (P. 340.)

« Le problème de la nature sociale de notre bureaucratie est un problème crucial, fondamental de notre société. Au cours de la période stalinienne et post-stalinienne, la bureaucratie est devenue un groupe social distinct, une couche distincte et la question de sa nature sociale doit être posée et résolue. Bien entendu, notre bureaucratie n'est pas une nouvelle classe exploiteuse, représentant le capitalisme d'Etat. Mais alors, que représente-t-elle ? Il faut chercher dans les couches plus minces, intermédiaires et qui ne coïncident pas exactement avec les formations socio-économiques (bien que l'appropriation d'une partie de la plus-value soit incontestable). On ne peut pas parler seulement de « castes »... L'afflux des « forces fraîches », le renouvellement de l'appareil est limité aux seules individus « triés » qui correspondent aux exigences sociales de la bureaucratie. Il est d'autres traits qui transforment l'appareil bureaucratique en un groupe social non seulement « en soi » mais aussi « pour soi ». En 1937 a été créée une couche sociale nouvelle sur laquelle la dictature personnelle pouvait s'appuyer et pour laquelle les vieux cadres, même acquis au nouveau système, ne paraissaient pas être suffisamment sûrs. Il fallait en fait un nouveau parti et c'est pour cela qu'en 1937 a été organisé un coup d'Etat par en haut. » (P. 340-341.)

« La bureaucratie n'est pas une « nouvelle classe », mais la bureaucratie supérieure est une couche ou une caste particulière avec ses règles et ses habitudes, avec sa psychologie sociale propre. Cette couche sociale et toutes ses particularités doivent faire l'objet d'une étude spéciale, de même que les autres couches qui ne constituent pas de classe sociale déterminée, mais qui ont un certain nombre de caractéristiques générales définies par leur mode de vie et leur activité (par exemple les écrivains et, dans un sens plus large, l'intelligentsia créatrice, les savants, les instituteurs, les médecins, etc.). Cette couche... échappe à tout contrôle de la part du reste de la société. »

Toutes ces lignes attestent que Medvedev, en marxiste, situe les classes par rapport aux moyens de production, qu'il reconnaît l'existence, dans toute société, de catégories sociales répondant à certaines fonctions sans pour cela constituer des classes sociales au sens marxiste du terme. A aucun moment, il ne met un signe d'égalité entre la société soviétique et la société capitaliste, même là où

il aperçoit des analogies dans la superstructure. La bureaucratie n'est pas un « capitalisme d'Etat » (ce terme fut employé par Lénine pour désigner les concessions de l'Etat soviétique à des sociétés capitalistes dans le pays). Medvedev rejette le terme « classe » pour la bureaucratie dont il dit qu'elle est un abcès, une **excroissance parasitaire, une couche sociale nouvelle, une caste** (bien que, comme Trotsky, il ne considère pas ce terme comme correct). Ses observations sur la mentalité de la bureaucratie, ses aspirations à devenir propriétaire, etc., sont identiques à ce qu'a écrit Trotsky dans **La Révolution trahie**.

Une telle convergence avec la pensée de Trotsky sur des questions aussi fondamentales est d'autant plus remarquable que, comme nous l'avons montré, Medvedev n'a pas lu **La Révolution trahie**. Ce n'est donc pas ce que les staliniens, à une certaine époque, appelaient de la « contrebande trotskyste », mais le produit de recherches marxistes d'un savant soviétique. Ceci dit, il existe cependant chez Medvedev une différence avec Trotsky sur la bureaucratie qu'il ne convient pas de sous-estimer. Pour Medvedev, la bureaucratie a été « utile » pendant une période de l'histoire de l'Union soviétique. Nous avons donné de lui une citation où il disait que, pendant une période, elle avait donné des ordres et des directives rapides et efficaces ; une autre où il déclare que c'est seulement en 1937 que s'est créée une couche nouvelle sur laquelle la dictature personnelle pouvait s'appuyer. Des pensées identiques se retrouvent à diverses reprises dans son livre, de sorte que sa critique de la bureaucratie devient celle d'une couche qui a manqué d'intelligence puis qui a émergé après un coup d'Etat d'en haut. Autrement dit, elle aurait été utile, puis en raison d'abus de certains, dont Staline, elle ne l'est plus. Tout en expliquant les conditions qui ont favorisé l'hypertrophie de la bureaucratie et son omnipotence sur la société soviétique, Trotsky n'a jamais vu en elle un facteur utile, mais seulement un **mal inévitable** en raison d'une insuffisance culturelle des masses aggravée par la résistance insuffisante du parti à sa pénétration, un mal dont l'existence dès le début de la révolution était dangereuse, bien qu'on ne puisse s'en passer. Par conséquent, un élément social qui, dès le début et à tout moment, devait être soumis au contrôle des masses et du parti révolutionnaire.

Cette divergence n'est pas secondaire. Sur le plan historique, elle explique l'incompréhension chez Medvedev des luttes qui se sont produites dans le Parti bolchevik entre 1923 et 1932. Dans son livre **Le stalinisme**, il admet que quelques critiques des opposants à Staline avant 1937 avaient une certaine validité ; mais la ligne générale restait correcte, selon lui, et la malfaisance bureaucratique n'est apparue qu'au cours des années 30. Il y a donc un hiatus entre son analyse de la bureaucratie et son histoire du stalinisme. Il ne comprend pas que l'Opposition de gauche a combattu essentiellement pour instaurer le contrôle des masses sur la bureaucratie, que le mal bureaucratique devait nécessairement prendre des formes de plus en plus virulentes après l'écrasement des oppositions. Les pages où il s'efforce d'expliquer concrètement les transformations du Parti et de l'Etat par comparaison avec celles de Rabowsky expliquant « les dangers professionnels du pouvoir » sur de vieux militants révolutionnaires ou avec celles de Trotsky montrant que le « culte de la personnalité » découlait pour la bureaucratie de la nécessité d'avoir un arbitre possesseur de toutes les qualités pour résoudre les innombrables conflits dans son sein et dans toute la société. Medvedev voit les méfaits de la bureaucratie mais il ne comprend pas par quelles luttes politiques elle s'est imposée, pourquoi Staline put en devenir l'instrument et pourquoi elle en avait fait une sorte de divinité.

Il y a lieu d'ajouter que, dans de nombreux passages de son livre, Medvedev laisse percer, bien que cela ne

soit pas dit explicitement, un manque de confiance dans les masses. « Les méthodes administratives... étaient certainement nécessaires dans les années 20-30 », « des limitations étaient nécessaires à la démocratie intérieure du Parti », « certaines limitations de la liberté de presse sont à inscrire à l'actif et non au passif de la société socialiste soviétique », il est pour « une certaine limitation raisonnable de la liberté de déplacement », pour l'autogestion dans les petites et moyennes entreprises, mais seulement pour quelques éléments d'autogestion dans les grandes. D'une façon générale, il craint les mouvements de masse qui pourraient engendrer du désordre.

Réforme ou révolution politique

Parce qu'il ne comprend pas bien le passé et parce qu'il a ce certain manque de confiance dans les masses, Medvedev se prononce pour le « courant démocratique » qui veut combattre dans le sein du P.C.U.S. pour le redresser afin de substituer la démocratie socialiste au régime bureaucratique.

Nombreux sont probablement ceux qui, en Union soviétique comme dans les Etats ouvriers d'Europe orientale, se rendent compte que la poursuite du cours bureaucratique mène à une impasse, que c'est un régime impossible pour une société industrialisée dont la majorité de la population a des capacités et des aspirations que les dirigeants répriment. Dans tous les appareils de ces partis et de ces Etats, il existe des hommes qui savent que ça ne peut durer encore très longtemps, mais qui ne feront cependant rien. Par rapport à eux, Medvedev a le courage de penser plus loin et de vouloir faire quelque chose. Mais il n'en reste pas moins prisonnier de conceptions héritées de la bureaucratie et, par suite, de contradictions dans sa pensée.

Nous avons déjà mentionné le passage où il parle d'un « coup d'Etat par en haut » destiné en 1937 à créer un « nouveau parti ». Ailleurs, il remarque judicieusement que le « culte de la personnalité » fut précédé d'une période pendant laquelle on développa une « conception religieuse » de certaines catégories dont celle du Parti (voir **Le stalinisme**, p. 14). C'est ce qui fut effectivement fait, tout de suite après la mort de Lénine, sous la direction de Zinoviev, pour combattre l'Opposition trotskyste : le Parti ne s'était jamais trompé, Trotsky s'était trompé chaque fois qu'il n'était pas d'accord avec Lénine. Staline continua dans la même veine et amplifia le système. Or, en dépit de remarques comme celles que nous avons mentionnées, Medvedev considère que le Parti est resté le Parti ; il y a eu dégénérescence d'hommes, il y a eu des crimes mais ce ne sont dans l'ensemble qu'« erreurs et maladrotes » (p. 50) et le Parti reste l'instrument idéologique et politique qui peut être redressé, qui peut retrouver le marxisme-léninisme comme s'il avait conservé ses propriétés intrinsèques tout au long de l'histoire de l'Union soviétique. « Si le Parti communiste ne devient pas démocratique, écrit-il, l'U.R.S.S. tout entière ne le sera pas » (p. 142). Il ne se trouve pas dans son livre une explication quelconque, une justification d'un tel point de vue. Pour lui, hors du Parti c'est le chaos. Il ne saisit pas que, dans une société dépolitisée à l'extrême, où le seul organisme « politique » proprement dit est le Parti communiste, un organisme qui donne un enseignement marxiste défiguré pour le profit de la bureaucratie, mais un enseignement qui contient tout de même quelques vérités marxistes, il était quasiment inévitable que les premières critiques politiques se revendiquant du marxisme naissent dans cet organisme. Où pourraient-elles naître ailleurs ? Il ne s'ensuit cependant pas du tout que ce parti puisse être réformé, redressé. La véritable pensée marxiste révolutionnaire ne pourra prendre son essor dans ce qui est depuis de longues années une institution hiérarchisée et dominée par le sommet. Le Parti bolchevik était l'instrument de

la classe ouvrière en lutte pour le socialisme. Sous le même nom existe à présent un instrument d'une bureaucratie d'Etat. Des éléments critiques peuvent naître dans cet organisme. Mais la classe ouvrière soviétique ne pourra se libérer du jour bureaucratique et établir la démocratie socialiste qu'en construisant un autre parti, un véritable parti marxiste.

Dans la logique de ses positions, Medvedev condamne toute idée d'une nouvelle révolution en Union soviétique et se prononce pour un développement réformiste graduel qui conduirait à une démocratie socialiste de plus en plus large. Ici aussi, il faut le citer longuement pour donner toutes les nuances de sa pensée :

« Contrairement aux révolutions du passé, la prochaine révolution dans notre pays sera accomplie essentiellement par la parole... [Les forteresses bureaucratiques] crouleront sous les coups de la pensée ; d'une pensée exprimée en paroles qui ne se concrétiseront ni sous forme de règlements de soldats, ni en une foule rebelle, ni en salve tirée, de l'Aurore... » (P. 365.)

« Seule, la discussion permet de réaliser des réformes sociales profondes sans troubler le processus quotidien de production et d'échanges, car elle exclut le désordre et la rupture des liens sociaux fondamentaux... elle permet de redécouvrir les valeurs de la Révolution d'Octobre et de redonner ainsi au peuple la confiance dans le socialisme. » (P. 370.)

« Le XXIV^e Congrès communiste de l'Union soviétique prouve que la pression « d'en bas » peut, dans une certaine mesure, modifier la politique du « sommet ». » (P. 362.)

« La pression de la base pourrait amener chez nous de grands changements dans l'appareil du pouvoir et faciliter l'apparition de groupes influents qui soutiendraient le processus de démocratisation. » (P. 360.)

« La lutte pour les réformes démocratiques sera compliquée et difficile. Mais la possibilité d'une alliance entre la partie la plus active de l'intelligentsia soutenue par le peuple tout entier et la meilleure partie de l'appareil n'est pas exclue. » (P. 361.)

« Le processus des réformes démocratiques sérieuses sera lent et progressif. Il s'étendra probablement sur une dizaine d'années... Faute d'une préparation théorique, faute d'un programme sérieux mis au point à l'issue de longues discussions, fût-ce dans un cercle restreint, des bouleversements politiques rapides ne manqueront pas de provoquer au sein de notre société des contradictions et des conflits graves. Ainsi que l'a montré l'expérience tchécoslovaque, des réformes trop hâtives et insuffisamment réfléchies dans les pays du camp socialiste peuvent créer en politique extérieure une situation extrêmement dangereuse. » (P. 362.)

« Les représentants de la bureaucratie combattront avec acharnement le programme de démocratisation et ses défenseurs... L'histoire connaît des retournements subits ; il faut donc élaborer d'avance un programme précis et le présenter sans tenir compte des difficultés et des délais impartis par l'histoire... Le programme doit être présenté à la direction du Parti communiste et à l'opinion publique au nom d'un large cercle de représentants de l'intelligentsia scientifique et communiste afin d'être discuté par le Parti tout entier. » (P. 369-370.)

Il est tout à fait vrai qu'une révolution entraînerait temporairement des difficultés et même un certain recul économique. Il est également vrai qu'une révolution coûte cher, surtout (faut-il ajouter ?) à la classe qui la fait. Entraînerait-elle une situation extrêmement dangereuse pour l'U.R.S.S. en politique extérieure ? Nous en doutons : nous ne sommes pas dans les conditions de la Révolution d'Octobre où la révolution socialiste fut en péril de mort ; à ce moment-là, elle fut sauvée par les forces révolutionnaires du pays soutenues par le mouvement

ouvrier international. Une révolution antibureaucratique en U.R.S.S. serait infiniment mieux défendue par le prolétariat mondial contre les désirs agressifs d'un capitalisme beaucoup plus décomposé qu'en 1917. Après sa défaite au Vietnam, l'impérialisme américain hésitera à se lancer dans une guerre à grande échelle. Parce qu'elle n'est pas une classe, la bureaucratie serait-elle beaucoup moins résistante aux pressions des masses que la classe capitaliste ? Cette pensée de Medvedev était également partagée par Trotsky (voir les dernières pages de *La Révolution trahie*), mais être moins résistante ne signifie pas ne pas opposer une résistance farouche. La bureaucratie soviétique n'a pas montré le moindre indice qu'elle serait prête à céder la place sans combat. C'est seulement dans la légende biblique que les trompettes ont fait crouler les murs de Jéricho. On ne connaît pas dans l'histoire de forteresses qui aient croulé sous les paroles.

Elaborer dès maintenant un programme ? Oui, sans aucun doute. La pression d'en bas peut-elle modifier la politique du sommet ? Oui, mais d'une manière limitée et instable. L'exemple de la « déstalinisation » commencée après la mort de Staline est à ce propos éloquent. Ce fut une libéralisation limitée, pas davantage, suivie par un retour en arrière parce qu'elle n'avait pas porté atteinte aux assises politiques de la bureaucratie. Elle a surtout consisté en concessions économiques, il n'y pas eu introduction d'un seul élément de démocratie politique dans le pays : aucune organisation indépendante du pouvoir n'a été créée. La bureaucratie soviétique en la personne de ses dirigeants a un sens très aigu des intérêts et de leur défense : elle est intervenue en Tchécoslovaquie non pas parce que « des réformes trop hâtives et insuffisamment réfléchies » avaient créé une situation extrêmement dangereuse sur le plan international — l'impérialisme mondial a exploité l'invasion sur le plan de la propagande, il n'a pas levé le petit doigt pour intervenir — mais parce que ces réformes, indépendamment de la volonté de la direction Dubcek, avaient engendré le début d'un processus d'organisation de forces ouvrières susceptibles de démocratiser le pays. Pour la bureaucratie soviétique, c'était un exemple dangereux, contagieux.

Cette bureaucratie ne s'est pas heurtée jusqu'à présent en Union soviétique, à de vastes mouvements de masse. Aussi serait-il présomptueux d'ébaucher, même en termes généraux, ce que pourrait être le processus de démocratisation de la société soviétique. Mais penser que l'on puisse élaborer un programme dans des cercles larges, le soumettre à la discussion de tout le parti, disposer d'une pression de masse appuyant une partie de l'intelligentsia, détacher ainsi dans l'appareil des groupes influents, et démocratiser la société peu à peu sans entraîner des perturbations dans la marche de l'économie, c'est visiblement de l'utopie. La démocratisation de la société soviétique passera par un processus révolutionnaire. On peut dire aussi, sans craindre de se tromper, qu'il faudra d'abord des mouvements de masse de très grande ampleur pour créer une situation nouvelle, à la « printemps de Prague », dans laquelle se formeront des courants politiques succédant aux embryons d'aujourd'hui, qui élaboreront les programmes, organiseront les masses, préparant ainsi la démocratisation du pays. Nous ne pouvons nous avancer dans ce domaine qu'avec bien des précautions, en nous référant à divers exemples historiques où l'abolition d'un système despotique, même après s'être libéralisé pour des raisons de faiblesse, ne s'est jamais faite sans irruption violente des masses. L'existence et même le développement d'éléments réformateurs dans une couche sociale dirigeante en déclin n'ont jamais suffi à éliminer du pouvoir. La parole ne suffit pas non plus. L'intervention de masses en rébellion est indispensable.

Le socialisme dans un seul pays

Nous avons signalé les positions erronées de Medvedev

en matière de politique internationale, par exemple sur la Chine, la Tchécoslovaquie, sur la politique de « coexistence pacifique », sur celle des partis communistes dans les pays capitalistes, etc. Nous touchons là à une faille fondamentale dans la pensée de Medvedev : il se situe dans le contexte du « socialisme dans un seul pays ». Il ne défend pas explicitement cette conception dans *De la démocratie socialiste*, mais il le fait dans son autre ouvrage, *Le stalinisme*. Il y prétend que Lénine avait adopté ce point de vue en 1921-22, notamment dans deux articles, celui sur la coopération et celui sur le livre de Soukhanov consacré à l'histoire de l'année 1917, et ce après qu'il eut constaté le retard de la révolution socialiste en Europe. La lecture de ces deux articles par Medvedev est visiblement erronée ; personne, pas même Staline, ne s'est servi de ces deux articles pour faire de Lénine un partisan du « socialisme dans un seul pays ». Medvedev dit que Staline, à l'époque, pas plus que les autres dirigeants, ne comprit cette pensée de Lénine et qu'il ne rectifia sa position qu'en 1925, à la différence des autres qui auraient persisté dans l'erreur. Staline, en effet, « découvrit » cette théorie en 1925, théorie qui ne fut jamais celle qui inspira le Parti bolchevik en Octobre, mais qui allait devenir l'idéologie fondamentale de la bureaucratie soviétique contre la théorie de la révolution permanente.

Ce « socialisme dans un seul pays », chez Medvedev, explique pourquoi il n'accorde, dans ses deux ouvrages, qu'une place insignifiante à l'Internationale communiste : il condamne en quelques lignes le « social-fascisme » de Staline, ne dit rien des congrès de l'I.C., à l'exception du septième dont il défend la politique du Front populaire, c'est-à-dire le congrès où l'I.C. est entrée dans son agonie, ayant cessé d'être l'organisation créée pour diriger la révolution socialiste mondiale. A aucun moment, Medvedev n'invoque le facteur international, le recul de la révolution mondiale et ses défaites engendrées par la politique stalinienne, dans son explication de la victoire de la bureaucratie en Union soviétique. Son internationalisme n'est pas strictement identique à « l'internationalisme » des staliniens et des post-staliniens qui est l'alignement sur la politique du Kremlin, puisqu'il conteste cette politique, totalement sur le plan intérieur, sur quelques points en politique internationale. Mais il se rattache tout de même à cette conception fondamentalement fautive de l'internationalisme qui a amené la faillite des partis de la II^e Internationale et août 1914 et provoqué la mort de la III^e Internationale dix ans avant que Staline ne la dissolve officiellement. Cette conception ignore en fait que l'internationalisme de la lutte pour le socialisme découle du fait que le cadre national est devenu un obstacle au développement des forces productives comme deux guerres mondiale en particulier l'ont montré, que les forces productives ont de plus en plus besoin du cadre d'une planification internationale. D'où il résulte que la lutte pour le socialisme est organiquement une unité à l'échelle du monde, les luttes dans les cadres nationaux n'en étant que des aspects particuliers et que la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique est pour une grande part le produit de l'isolement international résultant de la défaite de la vague révolutionnaire qui suivit la Première Guerre mondiale. Il en résulte aussi que la lutte révolutionnaire pour la démocratie socialiste en Union soviétique est partie intégrante de la révolution socialiste mondiale. Cette conception fautive de l'internationalisme est celle qui envisage la marche du monde au socialisme comme une addition arithmétique de « socialisme dans un seul pays ». Chacun construit son socialisme chez soi, pour soi.

Cette conception de Medvedev ne lui est pas particulière parmi les opposants soviétiques. C'est malheureusement là une grande victoire du stalinisme en Union soviétique. Les révolutionnaires russes du XIX^e et du début du XX^e siècles étaient tournés vers les mouvements ouvriers des pays économiquement et politiquement plus avancés que la Russie tsariste, ils avaient en majorité adopté le marxisme et, dans les cas de Lénine et de Trotsky, cherché à l'approprier aux spécificités de la révolution russe. Après que furent écrasés en U.R.S.S. les oppositionnels qui avaient lutté contre le « socialisme dans un seul pays », l'idée dominante de la société soviétique a été celle de sa bureaucratie dominante. Les opposants d'aujourd'hui n'ont pas trouvé au-dehors un État ouvrier non bureaucratifié ou un mouvement marxiste révolutionnaire lié à de larges masses, aussi ne cherchent-ils de solutions à leurs problèmes que dans le cadre de leur pays, dans le contexte du « socialisme dans un seul pays ». Leurs expériences leur ont fait retrouver des parties de la pensée de Trotsky concernant les problèmes de l'État ouvrier, mais pas la dimension internationaliste de ces problèmes.

Néanmoins, les attaques répétées systématiquement contre le trotskysme, contre la IV^e Internationale, qui paraissent dans la presse et autres publications du Parti communiste de l'Union soviétique, ne sont pas faites gratuitement par les dirigeants de ce parti. Ils ne commettent pas d'erreurs pour leur défense en se livrant à ces campagnes. Ils voient grandir les oppositions à leur régime politique, mais ne craignent pas qu'elles soient attirées vers le rétablissement du capitalisme. Ils sont conscients que le danger, pour eux, c'est que ces oppositions aspirant au « retour à Lénine » retrouvent la véritable histoire de la révolution, c'est que les opposants les plus avancés rejoignent l'avant-garde marxiste révolutionnaire organisée dans la IV^e Internationale. Ils ne craignent pas les défenseurs de la « libre entreprise », mais d'une part les courants artistiques et culturels qui, dérangeant les habitudes et les goûts des parvenus bureaucratiques, peuvent encourager le non-conformisme dans d'autres domaines que celui de l'art, et d'autre part les courants marxistes révolutionnaires dont ils voient la renaissance dans toutes les parties du monde.

Le livre de Medvedev permet de mesurer le recul que le stalinisme a provoqué en Union soviétique sur le plan de l'internationalisme ; mais il est, par ce qu'il contient sur bien d'autres plans, un signe d'affermissement des forces qui régèneront l'Union soviétique. L'avant-garde de ces forces trouvera inéluctablement son épanouissement sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Janvier 1975.

Pierre FRANK

(1) Editions Grasset, Paris, 1972. Cette publication, selon l'éditeur, est une « variante abrégée » représentant la pensée de l'auteur.

(2) Editions du Seuil, Paris, 1972.

(3) Nous ne pensons pas nécessaire de nous livrer à quelque querelle sémantique à propos de « révolution permanente » et « révolution ininterrompue ». C'est la substance de la théorie qui nous importe. D'autre part, Marx a utilisé l'expression « Die Revolution in Permanenz » dans l'Adresse à la Ligue des Communistes, expression créée par Blanqui.

(4) « Notre pays ne lit qu'un seul et même journal quotidien, inintéressant et médiocre, n'écoute qu'une seule radio et ne regarde qu'un seul et même programme télévisé. » (P. 97.)

(5) « L'existence d'un puissant département de la censure reste un secret d'Etat que l'on peut, à la rigueur, mentionner dans les conversations privées, mais jamais dans un texte écrit... Tous les auteurs... connaissent le nom de leur censeur et reçoivent ses observations et ses indications... ne peuvent ni le rencontrer, ni se plaindre de lui, ni exiger de lui des explications. » (P. 210.)

(6) Grundrisse, Dietz Verlag, 1953, p. 594 et p. 596.

**la crise de
l'industrie
automobile**

**SÉRIE
TAUPE
ROUGE
N° 1**

**les luttes
à renault**

**la réponse
des
travailleurs**





cahier de

la taupe



N° 4



- Les remises en marche
- Le chômage des femmes
- Y a-t-il des chômeurs dans les pays de l'Est ?
- La justice et les occupations d'usines
- Notes sur la C.F.T.
- Les luttes à la Savierm, à Renault

3 F

MAI 75



Amérique Latine

de la guérilla à la guerre du peuple ? (L'autocritique mystifiée de Régis DEBRAY)

par Livio MAITAN

Les trois volumes que Régis Debray a publiés récemment en France — *La guérilla du Che* et *La Critique des armes I et II* — contiennent une autocritique des conceptions exprimées par l'auteur dans son livre de 1967, l'analyse de certaines expériences majeures de lutte armée de la dernière décennie en Amérique Latine, l'esquisse de conceptions et formes de lutte nouvelles. Leur valeur intrinsèque est contestable et il est probable qu'ils n'auront pas un écho comparable à celui de *Revolucion en la revolucion?* Mais ils posent des problèmes réels et développent des analyses qui méritent d'être discutées. Ils peuvent, donc, stimuler des réflexions sur une série de thèmes qui intéressent de très près les révolutionnaires latino-américains.

LIMITES D'UNE AUTOCRITIQUE ET D'UNE METHODE

Les erreurs de 1967 et les conceptions de Lénine et Marx

Résumons, tout d'abord, l'autocritique que Debray développe surtout dans le premier volume de *La Critique des armes* (Paris, Seuil, 1974). « Produit d'un reflux du flot populaire », le foquisme fut conçu comme « la compensation et le remède — un produit de remplacement, en somme », « comme substitut du mouvement de masse. » « Cette détermination objective eut malheureusement pour traduction subjective cette conception plus ou moins explicite, plus ou moins systématisée, selon laquelle la lutte armée révolutionnaire n'était pas complémentaire et organiquement solidaire de l'essor des luttes de masses, mais en situation de concurrence et même d'exclusive à leur égard » (I, 244-45). Et plus loin : « Dans cette course contre la montre, il apparaissait que la Révolution avait besoin d'une forte impulsion objective pour avancer ; qu'il n'y avait rien de bon à attendre de sa spontanéité ; qu'il fallait forcer (non violer) une histoire hésitante pour la faire accoucher de cette révolution qui était en elle, embryonnaire et fragile. D'où l'insistance sur l'élément « volonté », l'élément « conscience », l'élément « avant-garde ». Il s'agissait en somme d'inventer un raccourci histori-

que, seul moyen de gagner du temps, c'est-à-dire de réduire au strict minimum le passage par les médiations organisationnelles, politiques et idéologiques qui sont la règle en temps normal (y compris la médiation de l'institution nationale) » (I, 247).

De telles erreurs furent commises sous une forme particulièrement évidente lors de la Conférence de l'O.L.A.S. de 1967. « Les thèses de l'O.L.A.S. — écrit Debray — restèrent abstraites. Manquaient les articulations nécessaires pour mettre sur pied le projet et le faire avancer, les médiations susceptibles de relier la stratégie à la tactique, l'unité continentale aux diversités nationales, l'avenir au présent : *médiations nationales* d'abord — une même méthode de lutte n'est pas valable pour tous les pays —, *médiations organisationnelles* ensuite — quelles organisations étaient capables de conduire quelque chose comme une guerre de libération, et comment les édifier ? —, *médiations politiques* enfin — par quelles étapes un processus révolutionnaire doit-il passer avant d'arriver à une définition socialiste ? » (I, 13). En d'autres termes, la lutte armée était conçue non pas comme une « guerre du peuple », mais comme une « guerre d'avant-garde » avec toutes les limitations et contradictions qui en découlaient (I, 82-85). D'où, indépendamment de tout choix délibéré, une « inversion des rapports naturels entre avant-garde et masses, et, au sein même de l'avant-garde, entre base et sommet » (I, 4). Ce qui est encore pire : le plus souvent, cette « guerre d'avant-garde » fut menée ou esquissée sans une politique des cadres et avec un mépris envers la théorie (I, 96 et 209).

Par conséquent, la base de la guérilla était conçue uniquement comme « base logistique, sans comprendre pleinement que, pour qu'une base arrière remplisse ses fonctions logistiques, elle doit d'abord être une base politique, une base sociale et même une base culturelle » (I, 125). La guérilla rurale, forme privilégiée, était stimulée artificiellement et condamnée à l'échec par une contradiction fondamentale, à savoir par « la non-coïncidence entre la zone d'opérations

stratégiquement recommandable (« la campagne ») et la base d'appui tactiquement disponible » (I, 142). Dans ce contexte, les guérillas s'avèrent incapables de surmonter même « la contradiction propre de la première phase des opérations, entre la *nécessité militaire* d'esquiver la poursuite et l'encerclement (d'où la mobilité) et la *nécessité politique* d'organiser un soutien civil de masse et de faire germer des organes embryonnaires de pouvoir local (d'où la base) » (I, 146). En conclusion, s'avéra fautive la conception qu'il était possible de déclencher des guerres civiles en partant d'un noyau d'avant-garde et plus en particulier l'hypothèse d'une croissance du foyer guérillero vers sa périphérie (I, 100).

Ces conceptions erronées allaient de pair avec des appréciations analytiques qu'aujourd'hui Debray rejette. Sur un point important, cependant, son exposé reste ambigu. Est-ce qu'en 1967 il partait d'une analyse de la situation différente de l'analyse qu'il fait actuellement ou le changement réside-t-il dans le fait qu'actuellement il tire des conclusions différentes sur le plan opératif ? De toute façon, il souligne maintenant qu'un clivage se produit en Amérique Latine, dès 1964, lorsque « se scindent *lutte armée* et *lutte de masse* qui s'étaient combinées jusqu'alors en un seul mouvement, composite et instable, mais solidaire ». « L'année 1964 — explique-t-il — voit tout à la fois l'échec politique de la guérilla vénézuélienne, le coup d'Etat au Brésil, le coup d'Etat en Bolivie, l'encerclement et l'attaque par l'Armée de la zone d'autodéfense de Marquetalia en Colombie, la disparition de la guérilla de Masetti en Argentine, l'échec de la candidature populaire au Chili, etc. » (I, 240 et 250). Or, les événements ici mentionnés pêle-mêle sont loin d'avoir la même signification ; par exemple, la chute de Paz Estenssoro reflétait une montée du mouvement des masses et non pas une défaite. Mais il est surtout faux de caractériser toute la période allant de 1962 à la fin de la décennie comme une période de déclin, alors que dans certains pays se développaient ou se préparaient de très larges mobilisations des masses

(Mexique 1968, Uruguay la même année, Argentine 1969 et même Brésil 1968) et de parler d'une prétendue combinaison avant 1964 entre lutte armée et lutte de masse, sans en donner — et pour cause ! — la moindre explication. En gros, l'autocritique de Debray vise des aspects essentiels de son livre de 1967 et des carences et contradictions réelles des luttes des guérillas qu'il analyse. Il aurait mieux fait, peut-être, d'indiquer plus explicitement le caractère erroné des trois conclusions de *Revolucion en la revolucion?* La première — l'élément décisif pour le futur est l'ouverture de *focos* militaires et non de *focos* politiques (éd. espagnole, p. 103) — marquait une différenciation absurde et considérait comme un paradigme une ligne de développement qui ne s'était concrétisée que dans des conditions absolument exceptionnelles. La deuxième — « sans lutte armée il n'y a pas d'avant-garde bien définie » (*ib.*, p. 108) — parce qu'elle répète la même erreur. La troisième — concernant la priorité de la lutte anti-impérialiste (p. 109) — parce qu'elle impliquait une méthode fautive, volontariste, de lutte contre l'hégémonie du réformisme.

Mais la faille majeure de l'autocritique concerne le problème du rapport foco — parti. A ce sujet, Debray conteste, tout d'abord, d'avoir opposé en 1967 *foco* et parti : il s'agit, d'après lui, d'une fautive polémique estompant l'essentiel du problème.

Pourtant, *Revolucion en la revolucion?* avançait effectivement des formulations équivoques ou carrément erronées. Nous avons déjà souligné dans notre analyse de l'époque que Debray esquissait une généralisation arbitraire de l'expérience cubaine, qu'il avait la tendance de confondre critique des partis réformistes ou stalinien et critique du parti en tant que tel, qu'il ne comprenait pas que l'existence d'un parti révolutionnaire, loin de représenter un obstacle, aurait énormément facilité le développement de la lutte armée (1). Disons plus explicitement maintenant que, même si la guérilla avait pu jouer un rôle d'avant-garde dans le sens léniniste du terme, par sa propre genèse et structure, elle n'aurait pas pu accomplir toutes les tâches politiques insupprimables que le parti-avant-garde doit accomplir dans une lutte révolutionnaire. Rappelons, finalement, que le Debray de 1967 avait une conception substitutionniste non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan social (2).

Sur ce terrain, le Debray de 1974 est loin de faire une autocritique satisfaisante. Au contraire, il s'efforce de minimiser ses responsabilités en

se mimétisant derrière Lénine et faisant appel à une interprétation fautive de Marx. Selon lui, en 1967, il aurait conçu le foyer guérillero comme « une version particulière du parti tel qu'il est défini dans *Que faire?* : petit groupe d'élite, compact et discipliné, dévoué corps et âme à la révolution, sujet à ses propres règles de fonctionnement, à sa discipline et à ses méthodes de travail clandestines, sans liaison organique avec le mouvement de masse abandonné à ses revendications économiques sectorielles... Le foquisme des années 60 était une application *expéditive* de la théorie léniniste d'organisation du début du siècle. C'était un léninisme pressé. » (I, 172-173).

Debray ne peut pas ignorer que l'histoire a démontré même aux aveugles que le parti de Lénine n'avait rien en commun avec la caricature grotesque qu'il exprime. Il découvre donc l'opposition — d'ailleurs pas du tout originaire — du Lénine de *Que faire?* et du Lénine de 1917 ou, pour reprendre ses expressions, du « Lénine de « tout le pouvoir au parti » de 1902 » et celui de « tout le pouvoir aux soviets de 1917 ». En l'occurrence, il n'hésite pas à mobiliser, pour une fois, le détesté Trotsky, dont il rappelle la critique à Lénine de *Nos tâches politiques*, en oubliant toutefois de mentionner l'autocritique du Trotsky d'après 1917.

Cette fautive interprétation se base d'ailleurs sur une conception plus générale également fautive. D'après Debray, « la théorie léniniste du parti est par essence provisoire et précaire, c'est-à-dire dépendante de la conjoncture et des rapports de force entre classes » (*La Critique des armes*, vol. II, p. 265). Or, il est vrai que Lénine concevait la construction du parti en fonction d'un « plan stratégique central » et que les modes concrets de construction d'un parti léniniste ne sauraient faire abstraction de la nature d'une étape historique donnée. Mais il n'en découle pas, sous peine de distorsion complète du léninisme, que la théorie du parti dépend de la conjoncture et des rapports de force changeable, parmi les classes. Sinon, comment pourrait-on expliquer la bataille de Lénine pour l'assimilation de la conception bolchévique par le mouvement ouvrier international dans son ensemble ?

Mais Debray ne se limite pas à « compromettre » Lénine. Sa deuxième trouvaille — qui n'est pas originale non plus (récemment, avant Debray, Rossana Rossanda s'est aventurée sur ce terrain) — est d'opposer Lénine et Marx. Ce dernier n'aurait pas eu de théorie de l'organisation ; encore pire, « il n'y a simplement

pas de place pour le parti dans la conception marxiste ». C'est pourquoi l'auteur du *Capital* est déguisé en partisan de « la spontanéité prolétarienne » (I, 183-186). Dommage (pour notre « historien » improvisé) que Marx a contribué à définir le problème capital du rapport entre avant-garde et masses (rapport que Debray découvre à l'aube des années 70 du XX^e siècle), qu'Engels a opéré dans le même sens, que les deux se sont engagés des décennies durant dans un travail opiniâtre de construction d'organisations ouvrières nationales et de la première organisation internationale du prolétariat ! Dommage que Lénine et les bolchéviques ne se soient pas aperçus que Marx ignorait le parti et se baignait dans le spontanéisme ! (3).

Fidèle à sa vocation « dialectique » — sur laquelle nous reviendrons —, après avoir découvert l'antithèse Marx-Lénine, Debray affirme la nécessité du dépassement, la nécessité « d'embrasser les deux pôles de la contradiction dans une même visée ». Il nous rappelle modestement qu'« il faut simplement revenir aux principes élémentaires de la lutte de classes, aux acquis théoriques les plus incontestables du matérialisme historique... revenir à l'ABC ». La tâche apparaît d'autant plus urgente que « Marx domine l'intelligentsia européenne, Lénine les Universités du Tiers Monde... Là, en Europe, on sait mal passer de l'analyse théorique aux conclusions politiques... ici (en Amérique Latine), on ne s'occupe guère de fonder en théorie sa politique » (I, 186-187).

Un tel bavardage se passe de commentaires.

Mais Debray introduit une autre explication de ses performances passées. D'après lui, la conception de *Revolucion en la revolucion?* était légitime au moment où elle fut formulée et ce n'est qu'après qu'il a été possible de saisir ce qui faisait défaut. Parallèlement, le choix fait par les avant-gardes latino-américaines qui ont appliqué l'orientation foquiste était historiquement « surdéterminé » : « l'insuffisance, le reflux ou la faiblesse du mouvement de masse, la répression ou la désorganisation du mouvement ouvrier, l'absence de « collectifs » déjà structurés, prêts à se lancer de façon organisée et responsable dans la lutte armée, la vitalité d'une idéologie de caractère judéo-chrétien inscrite dans la tradition culturelle hispanique, dont la version la plus vulgaire est le « machisme » et la plus noble le sens de l'honneur individuel et de la prouesse morale, tous ces facteurs sociaux, politiques et idéologiques se sont ligüés, au début des années 60,

pour déposer entre les mains d'avant-gardes réduites la responsabilité de l'initiative historique de lutte armée » (I, 94). En d'autres termes, se serait produite une espèce de « fatalité sociologique » (sic !). D'ailleurs — explique Debray — comment aurait-il été possible, dans une phase de reflux, d'assurer « le prolongement d'une action révolutionnaire de classe ? N'était-il pas nécessaire, pour contrecarrer les déviations « principales » de l'époque (le « politicisme » qui faisait oublier la lutte armée révolutionnaire, le retard des avant-gardes par rapport aux mouvements de masses, etc.), d'esquisser une orientation basée sur la priorité du militaire sur le politique et sur le rôle presque exclusif des avant-gardes ? (I, 210 et 257-258).

Mais Debray insiste surtout sur le *background* historique-national des options de 1967 pour en démontrer l'inévitabilité. La structure même de la société latino-américaine — sous plusieurs angles analogue à la société tsariste — aurait provoqué une concentration dans l'appareil d'État de « la quasi-totalité de la vie politique, sociale et économique ». Par conséquence, la lutte révolutionnaire aurait été conçue en termes de conquête de l'État, les luttes sociales à la base, elles-mêmes, se seraient réduites à la lutte politique pour le pouvoir au sommet et la lutte politique se serait réduite, à son tour, à la lutte militaire. « Ce qu'on a pourfendu du sobriquet de « militarisme » (= tout est affaire d'affrontement armé) n'était donc que la projection sur le terrain de la lutte armée du « politicisme » prédominant en Amérique latine (= tout est affaire de politique) ; ou si l'on préfère, une version militaire de l'exagération unilatérale du facteur « politique » aux dépens des données économique-sociales » (I, 176).

Pour justifier la déviation dont il avait partagé la responsabilité, notre auteur se cache derrière une prétendue déviation historique-continentale : mais quel sens peuvent avoir de telles abstractions fumeuses et vides ? (4).

Une inversion méthodologique

Dans son analyse sur la guérilla vénézuélienne, Debray nous explique que le « constat de faillite » de la direction de cette guérilla après 1965 avait servi de base documentaire à *Revolucion en la revolucion* ? (II, 68). Par là même, il avoue son procédé : la généralisation hâtive, la promotion à théorie d'expériences spécifiques et limitées (en combinaison — nous l'avons déjà rappelé — avec une interprétation tendancieuse et une universalisation abusive de la voie cubaine).

Mais il y a plus. En se référant à une critique de Louis Althusser, Debray admet qu'entre la dénonciation des formes de lutte armée qu'il considérait négatives en 1967 et le modèle qu'il présentait « comme idéal », « il n'y avait aucun rapport logique de déduction, mais un blanc, un saut arbitraire ». Mais il ajoute immédiatement après : « Nous présentions comme *acquise* et *déterminante* une forme de guérilla rurale, sans montrer à quelles conditions *déterminées* elle pouvait historiquement apparaître. Or, ce hiatus au niveau de l'analyse reflétait un moment particulier de la praxis révolutionnaire d'alors, qui était lui-même un hiatus objectif entre des formes de lutte armée qui s'étaient déjà montrées impraticables et l'espoir d'un saut qualitatif imminent dans l'activité guérillera. La liaison entre les deux moments (de l'histoire réelle et de l'argumentation écrite) s'appelait le Che Guevara. Elle ne pouvait pas alors apparaître noir sur blanc. Ce qui soutenait le raisonnement n'était pas un fait mais un *projet* en cours de réalisation — l'installation du Che en Bolivie à la tête d'un groupe choisi de cadres militaires — qui ne pouvait pas être rendu public » (I, 235). Ici, l'inversion méthodologique est claire : la guérilla rurale devait être défendue et théorisée parce que le Che était en train de la préparer en Bolivie. Au lieu de partir d'une analyse d'ensemble de la situation objective et de ses potentialités pour en tirer des généralisations et des indications opérationnelles, Debray part d'un projet qu'il ne justifie pas sur une base analytique. Par surcroît, l'aberration méthodologique va de pair avec l'exaltation du rôle charismatique d'une personnalité. Grâce à ses qualités exceptionnelles, Guevara aurait dû combler le vide dont nous parle Debray. « Personnellement — écrit-il —, et nous ne sommes certainement pas les seuls, nous avons découvert que le Che Guevara était mortel le 8 octobre 1967. Que les sages se moquent s'ils ont le cœur à cela ! » (I, 235). Ici, nous sommes à la frontière entre le mystique et le grotesque (5).

Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une bavure accidentelle. L'exaltation du rôle des grandes personnalités revient chez lui comme un *leit motiv*. En dernière analyse, Debray est conditionné par la suggestion des personnalités qu'il rencontre sur son chemin : Guevara en 1965-67, Allende en 1970, Mitterrand en 1974. La courbe descendante symbolise la déchéance politique du personnage.

Ayant des prétentions philosophiques, Debray fait recours fréquemment à la dialectique. Malheureusement,

sa dialectique n'est pas une dialectique de forces sociales et politiques réelles, n'est pas fondée sur la détermination d'événements et de tendances réels. Elle se réduit le plus souvent à l'évocation sous forme de contradiction de notions abstraites, sinon à l'usage d'images ou de métaphores. Pour ne faire que deux exemples, le problème des liens entre les tâches démocratiques bourgeoises et les tâches socialistes dans la dynamique révolutionnaire latino-américaine est transcrite dans les termes d'une « dialectique du *ne plus* et du *pas encore* », promue à « modèle théorique », à « grille d'interprétation générale ». Quant à la guerre du peuple, son « noyau rationnel » résiderait dans LA LIQIDATION DU PRINCIPE D'IDENTITE (majuscules de l'auteur) et elle serait née non de conditions socio-politiques données, mais des *Cahiers philosophiques* de Lénine (I, 75 et 105).

Ajoutons que l'usage — ou l'abus — de proclamations catégoriques, des métaphores, des aphorismes, des boutades pures et simples — typique de *Revolucion en la revolucion* ? ne cesse de caractériser le style debrayste. C'est une ressource pour masquer l'indigence conceptuelle, l'incapacité de la moindre synthèse historique plausible. D'où un style qui ne cache pas les prétentions littéraires, mais qui en fait est fausement brillant, grandiloquent, insupportablement prolix et parfois n'évite pas le mauvais goût : par exemple lorsqu'il présente Gramsci comme « un nain bossu et phthisique », lorsqu'il décrit la mort de Yon Sosa ou lorsqu'il nous donne du Che Guevara — involontairement, bien entendu — l'image d'un décadent qui aime les sensations étranges (6). La vocation psychanalytique n'est pas absente non plus. Tous ceux qui étudient Trotsky doivent remercier Debray qui leur fournit une clé d'interprétation insoupçonnée : Trotsky « n'arriva jamais à « décharger » (au sens psychanalytique du mot) le Soviet de Pétrograd de 1905 qui l'avait fait accéder personnellement à l'avant-scène de l'histoire et qu'il finit par imposer à tous les événements de l'histoire future comme critère d'appréciation, passe-partout interprétatif et archétype à imiter » (I, 103). Il est encourageant de voir que la stupidité antitrotskyiste se fraie parfois des chemins nouveaux (7).

Réhabilitation du facteur national et conception mécaniste

L'exercice d'une dialectique abstraite s'enchevêtre chez Debray avec des inclinations mécanistes et une sorte d'historicisme justificationniste. La guerre du peuple, par exemple, serait réglée par des lois du type

des lois scientifiques, telles que la loi de la pesanteur ou la loi de Mariotte. Plus, en général, les événements seraient strictement conditionnés par tout ce qui les a précédés ; de façon que, par exemple, au Chili, « il fallait parcourir jusqu'au bout le chemin institutionnel et légal ». D'autre part, les principes seraient déterminés par les situations données et il n'y aurait que des « vérités transitoires » (II, 218 et 256). Le fait que Debray considère absolument normal de changer de « principes » ou de « vérités » entre 1967 et 1970 ou entre 1972 et 1974 élimine toute équivoque. Ses caractérisations ne se limitent pas à une mise en garde contre toute conception métaphysique ou toute stérilisation dogmatique ; elles recommandent l'adaptation des conceptions et des orientations de base aux exigences conjoncturelles. Il débouche donc sur l'empirisme et, politiquement, sur l'opportunisme.

L'aspect mécaniste de la pensée de Debray transparait notamment lorsqu'il insiste sur la portée décisive des déterminations nationales. En renversant l'optique de 1967 et tombant dans l'erreur diamétralement opposée, il explique que les perspectives de la lutte révolutionnaire doivent être fixées « dans un cadre national et singulier » et il affirme catégoriquement que « les masses qui font l'histoire ne se mettent pas en branle si leur vouloir n'est pas ébranlé par une émotion ou par une image fondamentale ancrée au fond de leur histoire passée » (I, 31-36). D'après lui, « chaque mouvement révolutionnaire d'Amérique Latine a nécessairement la taille, les qualités et les défauts de sa classe d'origine et de sa formation nationale » (II, 210) et la faiblesse du mouvement guérillero en Bolivie était de ne pas être apparu « dès ses débuts comme le prolongement, à un niveau supérieur, d'une souche nationale populaire » (*La Guérilla du Che*, p. 156).

Des appréciations statiques et des déformations messianiques sont le produit d'une telle méthode. Justement « à cause de leur passé stérilisant », les pays scandinaves et anglo-saxons seraient « sans avenir révolutionnaire visible », alors que les perspectives seraient bien plus reluisantes pour la France, « berceau du socialisme utopique et creuset du scientifique, véritable patrie du socialisme » (I, 317-318) (8).

Trotskyistes et « gauchistes »

De même que dans *Revolucion en la revolucion* ? Debray utilise largement la méthode de polémique contre des fausses cibles et de déformer frauduleusement les idées de ceux qu'il critique. Si, contre le maoïsme — ou plus exactement con-

tre des sectes maoïstes, qu'il ne nomme d'ailleurs pas — il lance quelques coups, le trotskysme et les trotskystes sont l'objet d'attaques qui mériteraient — nous nous excusons de cette digression — une interprétation plus psychologique que politique.

La polémique de Debray se développe par des stupidités prétentieuses — telles que l'étude psychanalytique de Trotsky que nous avons mentionnée — ou des caricatures grotesques (par exemple, à propos de la conception de la révolution mondiale) ; par des falsifications dignes de la meilleure tradition stalinienne ou néo-stalinienne (par exemple, la baliverne sur la soi-disant « indifférence » de Trotsky vers la question nationale et coloniale) ; par la confusion délibérément entretenue entre la IV^e Internationale et des groupes qui n'ont rien à voir avec elle, comme les sectes posadistes ou le P.O.R. Lora ; par l'accusation de mauvaise foi sur notre prétendue action dénigratrice envers la révolution cubaine ; par une attaque contre « les bureaucrates de la IV^e Internationale qui, à 6000 kilomètres de distance, voudraient téléguider et pénétrer d'authentiques mouvements révolutionnaires dont ils se font les porte-parole » (I, 197-198) (9).

Tout cela ne mérite pas d'être pris au sérieux. La polémique est sans objet avec un homme qui ne se préoccupe pas de s'informer tant soit peu sur les questions sur lesquelles il prétend trancher, qui n'a pas lu dix pages de notre littérature, qui n'avance jamais d'arguments et de références précis, qui n'a pas la moindre idée du fonctionnement d'une organisation mondiale où l'élaboration et les décisions sont collectives, qui voudrait trainer dans la boue un mouvement dont les militants ont toujours été aux premiers rangs des luttes anti-impérialistes et anticapitalistes en payant le prix de répressions sans nombre.

Debray n'est pas plus élégant à l'égard des « gauchistes » européens et français en particulier, qu'il critique violemment et avec mépris, on ne sait pas avec quelle autorité. Par là, il démontre son incompréhension totale du phénomène de la radicalisation estudiantine, intellectuelle et petite-bourgeoise dans les pays capitalistes développés et son incapacité à faire la distinction élémentaire entre les intellectuels franc-tireurs qui se considèrent la conscience critique de l'histoire universelle et des mouvements qui ont joué et jouent un rôle politique réel. Il devient ainsi un instrument de la polémique menée contre les révolutionnaires par les bureaucrates, à côté desquels,

d'ailleurs, il s'est inconditionnellement rangé au cours de la dernière campagne présidentielle.

ANALYSES ET BILANS

Venezuela et Uruguay

Le deuxième volume de *La Critique des armes* analyse les luttes armées au Venezuela, en Uruguay et au Guatemala. Nous n'examinerons pas ici en détail ces analyses (entre autres parce que nous ne disposons pas de tous les éléments d'information indispensables), en nous limitant à quelques considérations rapides.

Tout d'abord, nous ne sommes pas d'accord avec ce que Debray écrit pour justifier la définition d'« exemplaires » à propos des luttes armées dans les trois pays donnés. « Dans aucun autre pays — écrit-il — un mouvement révolutionnaire clandestin n'est parvenu aussi près du but : le renversement de l'Etat bourgeois, la prise du pouvoir » (II, 10). Or, nous ne contestons pas qu'en Uruguay s'est produite une situation pré-révolutionnaire qui pouvait se transformer dans une situation révolutionnaire, qu'au Guatemala une guerre civile partielle s'est déroulée des années durant, que la guérilla vénézuélienne a été riche de leçons pour tous. Mais cela ne veut pas dire qu'on est allé près du renversement de l'Etat bourgeois.

Nous ne sommes pas d'accord non plus sur la description du processus vénézuélien comme d'un « rétrécissement inexorable », « où se succèdent, par saccades, au rôle de protagonistes principaux [dans la lutte insurrectionnelle] les masses populaires, puis les partis révolutionnaires, des fractions de ces partis et, à la fin, des sectes » (II, 118). A part l'approximation terminologique (le P.C.V. serait-il un parti « révolutionnaire » ?), Debray oublie que le mouvement de 1958 avait un caractère socialement hétérogène et les larges masses étaient encore, à l'époque, sous l'hégémonie de l'Accion Democratica, ce qui rendait inévitable ce processus de différenciation (nous n'abordons pas ici la question de savoir si ce processus aurait pu se produire dans des formes et avec des résultats différents).

Nous n'avons pas les éléments pour juger toutes les vicissitudes dont Douglas Bravo a été protagoniste ni à plus forte raison ses rapports avec la direction cubaine, sujet délicat qui devra être analysé, étant donné sa valeur historique et politique. Certaines argumentations avancées par Douglas dans son texte de 1970 et que Debray rappelle se fondaient incontestablement sur une optique abstraite et ignoraient les contradic-

tions réelles auxquelles devaient faire face les révolutionnaires cubains. Mais peut-on oublier que Douglas exprima, déjà à l'époque, des réflexions critiques fondamentalement exactes sur la nécessité d'établir des liens entre guérilla et mouvement de masses et de construire un instrument politique ne s'identifiant pas avec les détachements armés ?

L'analyse sur l'Uruguay souffre du fait que l'auteur n'examine pas les événements de juin-juillet 1973. Il est vrai qu'il souligne que les Tupamaros avaient subi en avril 1972 un coup sérieux ; mais, somme toute, il donne une impression d'optimisme sur les possibilités d'une reprise, à une échéance même rapprochée, sur la capacité des militants du M.L.N. de résoudre les problèmes de l'intégration dans un mouvement de masse et même le problème du parti. L'erreur commise dans un essai de 1971 ne lui avait pas conseillé d'être plus prudent. Au contraire, il misait à tel point sur une nouvelle poussée des Tupamaros, qu'il liait à cette éventualité le sort du « modèle guérillero » dans toute l'Amérique Latine (II, 130) (11).

Mais, ce qui est plus important, Debray ne critique pas les erreurs politiques principales des Tupamaros, à savoir l'appui au Frente Amplio, front de collaboration de classes présidé par le général Seregni, où le P.C. imposait sa ligne traditionnelle, et les rapports équivoques entretenus avec l'aile dite péruvienne des militaires. Derrière ces erreurs se cachait, en réalité un manque de rigueur sur la nature du processus révolutionnaire et des alliances à réaliser. Sur ce terrain, il est clair que le M.L.N. n'avait pas réglé les comptes avec l'idéologie des partis communistes ni saisi les racines de leur dégénérescence opportuniste.

Ensuite, alors qu'il est assez minutieux dans l'analyse d'autres périodes, Debray ne mentionne aucunement l'orientation et l'intervention des Tupamaros à l'étape cruciale des mobilisations de juillet-août 1968. Ces mobilisations ont déterminé une situation prérévolutionnaire et des conditions d'autant plus favorables que l'armée n'avait pas encore opéré la restructuration nécessaire pour devenir un instrument efficace de répression. Dans ce contexte, les partis traditionnels — le P.C. en premier lieu — ont eu la lourde responsabilité de ne pas formuler une stratégie de conquête du pouvoir et de ne pas adopter les formes de lutte correspondantes. Mais on ne saurait oublier que les Tupamaros n'avaient pas non plus un projet stratégique d'ensemble et ils ne pouvaient donc pas apparaître aux yeux des masses comme une

véritable alternative. D'où leur faiblesse intrinsèque qui les a condamnés à un rôle mineur, d'appoint, malgré l'ampleur de leurs actions et la sympathie active dont ils jouissaient dans des couches populaires amples.

Il est encore plus grave — puisqu'une première expérience avait été faite — que les événements se soient déroulés une deuxième fois, sous une forme analogue, cinq ans après. La crise de juin-juillet 1973 était encore plus profonde et grosse de conséquences graves. La classe ouvrière ripostait à l'attaque du gouvernement et des militaires par une grève générale et par de nombreuses occupations d'usines, de bureaux administratifs, etc., maintenues pendant quelques semaines. L'exigence de combiner une stratégie politique et des initiatives d'armement des masses et d'actions armées, pour éviter que le mouvement soit écrasé et qu'une dictature s'impose, crevait les yeux. Le Frente Amplio, le P.C. et les syndicats n'étaient pas en condition de le satisfaire et ils cherchèrent un compromis qui ne pouvait qu'amener au désastre. Mais cette tâche ne fut pas accomplie non plus par les Tupamaros qui furent les grands absents à cette étape cruciale. De cette constatation doit partir toute analyse de l'expérience uruguayenne, toute tentative d'esquisser une nouvelle orientation de stratégie politique et de lutte armée.

Encore sur la guérilla du Che en Bolivie

À propos de *La guérilla du Che*, nous ne nous arrêterons pas sur toutes les inexactitudes, les erreurs, des distorsions qui caractérisent cette performance debrayste aussi (12). Limitons-nous aux problèmes essentiels.

Debray insiste avant tout sur l'optique continentale de l'entreprise du Che. Inutile d'expliquer encore une fois pourquoi cette optique était légitime et nécessaire. Toutefois, ce n'est pas facile de distinguer entre les projets effectifs de Guevara et les interprétations de notre auteur qui, dans le livre sur la Bolivie, démontre un manque de rigueur encore plus éclatant que dans les autres volets de son triptyque. La précision qu'il fait lui-même (« les véritables plans du Che n'ont jamais été consignés par écrit, du moins à notre connaissance, et encore moins rendus publics », p. 87) autorise à supposer que les interprétations ont souvent le dessus. Cela vaut, en tout cas, pour la description désinvolte et abstraite du projet continental qui estompe toute différence entre réalité immédiate et à court terme et perspective future. Cela vaut fort probablement aussi pour l'hypothèse de construction

« d'un pouvoir populaire matérialisé par son instrument d'action, une force militaire autonome et mobile », susceptible de survivre pendant une période indéterminée, indépendamment de points d'appui nationaux éventuels (pp. 83-91).

En deuxième lieu, Debray explique que le choix du terrain pour la première implantation de la guérilla était inapproprié aussi bien du point de vue géographique que du point de vue social. En effet, non seulement il s'agissait d'une zone très peu peuplée, mais, par surcroît, la population qui y vivait n'aurait pu être éventuellement mobilisée que par des revendications qu'un mouvement de guérilla n'aurait pu satisfaire, surtout à sa première étape. Si certains détails que Debray nous donne (sur le fait qu'il n'y avait pas un seul guérillero capable de parler la langue de la région, sur la confusion régnant dans la phase préparatoire, etc.) sont vrais, la conclusion s'impose que l'entreprise était sérieusement compromise dès le départ.

Troisième point : le choix du moment. Debray rappelle que les affrontements commencèrent avant que les guérilleros ne le voulaient. Mais cette justification partielle ne l'empêche pas d'expliquer en même temps que le choix n'était pas heureux dans la mesure où la situation bolivienne était caractérisée par une certaine stabilisation de la lutte de classes et « le réseau urbain, encore insuffisamment développé et inconsistant, hésitait à assumer une personnalité politique indépendante et à ouvrir lui-même ses propres fenêtres sur le mouvement de masse » (pp. 123-126).

L'analyse est, comme d'habitude, sommaire : la situation n'était pas si négative que Debray semble le croire maintenant. La méthode est encore plus discutable. En effet, s'il est vrai qu'une initiative de lutte armée ne peut pas faire abstraction de la situation objective et de ses tendances, il est absurde de la concevoir comme liée d'une façon si stricte aux conditions conjoncturelles. Ce qui est plus, la carence du réseau urbain était déterminée, en dernière analyse, par le choix politique de l'alliance avec le P.C.B. qui, loin d'« hésiter », s'engagea dans une véritable action de sabotage.

Nous touchons ici à un point fondamental : Debray dénonce dans la « carence de services et d'instruments logistiques » la cause déterminante et cachée qui permet de retrouver l'enchaînement interne des « accidents », « impondérables » et « contretemps » qui, en dernière analyse, amenèrent à la défaite (p. 133). La vérité amère est que Guevara fut rapidement coupé de ce

qui aurait dû être son infrastructure urbaine et qu'il ne disposa pas, dans la région des opérations, d'un seul collaborateur digne de confiance ou d'un seul point d'appui. Cela veut dire que la guérilla n'avait réussi à établir aucun lien avec les forces sociales qui auraient dû assurer sa survivance et son développement, qu'elle ne jouissait pas de ces médiations indispensables que seulement les avant-gardes du mouvement ouvrier et paysan et de la petite bourgeoisie auraient garanties.

Tout cela confirme pour l'essentiel ce que nous avons analysé dès le lendemain de la défaite : privée d'un appareil propre, d'un soutien politique autonome, la guérilla emprunta l'appareil du P.C.B., dans la confusion la plus totale quant aux rapports réciproques. Dans de telles conditions, l'E.L.N. non seulement ne pouvait pas acquérir une physionomie indépendante face au P.C.B., mais il ne tirait même pas les bénéfices de son adaptation dans la mesure où le P.C.B. n'accomplissait pas les tâches que les guérilleros lui avaient confiées avec une naïveté extrême.

Du moins *a posteriori*, Debray se rend compte de l'impasse. Plus précisément, il nous informe que déjà, à l'époque, il avait insisté auprès du Che pour une ouverture vers différentes forces du mouvement ouvrier de Bolivie (13). Mais, tout d'abord, il semble nourrir des illusions sur l'apport de vieux « leaders populistes ou syndicaux » en pratique de vieux bureaucrates à la Léchín. Ensuite, le problème était pour lui d'assurer à la guérilla « un supplément d'appui politique » en plus de l'apport de forces combattantes, alors que l'essentiel était de faire des choix politiques de base et de concevoir d'une façon différente les rapports internes dans le front de la guérilla. L'E.L.N. ne pouvait pas prétendre, comme il l'a fait, que les autres organisations disparaissent dans son sein, d'autant plus qu'il n'avait pas une stratégie politique claire et la présence de Guevara n'était pas par elle-même suffisante. Par conséquent, il combina une conception opportuniste du problème des médiations avec les forces sociales à mobiliser à son aide avec une conception sectaire sur le terrain organisationnel.

Pour notre part, nous estimons qu'une analyse critique de la guérilla bolivienne du Che devrait se développer d'après les lignes suivantes :

1° Il est incontestable que le choix du terrain de la première implantation impliqua des inconvénients sérieux du point de vue aussi bien technique que social et politique. Mais derrière le problème se cache un problème plus fondamental : la

conception de la priorité absolue, pendant toute une période, de la guérilla rurale. Cette généralisation fut d'autant plus erronée en Bolivie que des potentialités de lutte armée réelles existaient même dans d'autres secteurs. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires boliviens, dès le lendemain de la chute du Che, avaient affirmé la nécessité — et déterminé analytiquement la possibilité — d'une lutte armée se développant dès la première étape par des actions de guérilla dans les campagnes, par des initiatives dans les zones des mines — où les ouvriers avaient une tradition très longue d'affrontements avec les forces de répression — et par des actions dans les centres urbains visant notamment à démoraliser l'ennemi et ses partisans et à créer des conditions subjectivement plus favorables à des luttes de masse et à un soutien à la lutte armée (14).

Souhaitons que personne ne nous soupçonne de « sous-estimer » la paysannerie. Nous sommes convaincus que, quelle que soit la forme conjoncturelle de lutte — la participation active des paysans est une condition pour une montée victorieuse du mouvement en Bolivie (les limites de la mobilisation paysanne en 1970-1971, en dépit des efforts faits par les trotskystes du P.O.R. qui ont contribué à la construction d'une nouvelle confédération syndicale paysanne, sont l'une des causes de la défaite rapide). Mais il faut comprendre que, d'un côté, une guérilla essentiellement paysanne telle que la prônait l'E.L.N. avait très peu de possibilités de se développer et de jouer un rôle politique national ; d'autre part, qu'il est impossible en Bolivie de faire abstraction de la force sociale décisive représentée par le prolétariat des mines et, dans une moindre mesure, des entreprises des centres urbains.

2° Guevara n'ignorait pas l'exigence d'une intégration dans la situation bolivienne, d'un lien solide avec les masses exploitées du pays. Nous ne croyons absolument pas qu'il négligea ce problème en adoptant de la dynamique continentale de la lutte la conception immédiatiste et abstraite qu'explique Debray. Mais l'erreur capitale commise dans la phase préparatoire et qui ne fut pas surmontée ensuite, résida dans le choix des médiations politiques susceptibles d'assurer les liens avec le mouvement de masses et le soutien à la guérilla. Ce choix en direction du P.C.B. et de cadres et militants placés dans son orbite découlait d'une incompréhension de la nature de ce parti, plus en général d'un parti bureaucratique éduqué par le stalinisme, et comportait des illusions catas-

trophiques même après que les intentions de Monje et ses acolytes furent claires (v., par exemple, l'analyse du *Journal du Che* fin mai 1967). En même temps, il était dans une très large mesure conditionné par les orientations de la direction cubaine lors de la conférence tricontinentale (1966), pendant l'incubation du projet du Che. A l'époque, Cuba en alla jusqu'au bord de la rupture avec la Chine et Fidel lança contre le trotskysme une attaque du plus pur style stalinien. Il ne restait donc que de décider d'un accord avec le P.C. prosoviétique et ses collaborateurs.

Sur ce terrain se place l'erreur qui condamna la guérilla bolivienne à un échec rapide. Nous ne croyons pas, par contre, que le choix du moment fut erroné. En effet, il y avait des possibilités objectives pour un essor de la lutte armée et, contrairement à ce que semble croire aujourd'hui Debray, la situation était caractérisée par des tensions très fortes et par des conflits aigus et les masses n'étaient pas du tout écrasées. L'accueil que, malgré tout, la guérilla a eu dans des secteurs larges, ses répercussions politiques et même les événements qui suivirent la défaite démontrent qu'il est absurde de présenter l'initiative du Che comme artificielle, comme étrangère à la dynamique politique du pays.

3° Guevara ne resta pas ancré à son choix initial, mais il se déclara prêt à réaliser l'unité avec tous les révolutionnaires, les trotskystes y compris (15). La nécessité de l'élargissement du noyau de la guérilla revient dans ses notes comme un *leit-motiv*. Mais le mouvement, dont il avait pris la direction, l'E.L.N., comme nous l'avons déjà rappelé, posa à l'intégration d'autres forces dans la guérilla des conditions préalables drastiques et vexatoires et s'avéra incapable d'empêcher le sabotage du P.C.B. et de ses agents qui eut en fait des dimensions beaucoup plus amples que Fidel Castro ne le croyait (16).

A ce sujet, nous écrivions dans notre article de juillet 1968 : « Les hommes dont Guevara avait besoin et qu'il réclamait dans son journal existaient et ne demandaient qu'à participer à la lutte. » Debray confirme, dans son style, le bien-fondé de notre affirmation, lorsqu'il écrit que, même si un sur dix de ceux qui se déclaraient prêts à s'unir à la guérilla avaient tenu leur parole, le nombre des guérilleros se serait multiplié par dix (p. 161).

Ainsi, la contribution à la défaite du Che en Bolivie s'inscrit comme une gloire supplémentaire au lourd palmarès des P.C. bureaucratiques. L'expérience bolivienne démontre,

sous cet angle aussi, à quel prix est payé le manque de clarté sur les stalinisme.

Il est difficile de dire si les guérilleros auraient pu surmonter la phase critique s'ils avaient reçu à temps un apport substantiel de forces nouvelles. *A posteriori*, on peut même considérer inutile de poser un tel problème. Mais ce qui nous paraît légitime est de faire une réflexion plus générale. Si dans la phase qui a précédé la montée impétueuse des masses de 1970-1971 avait subsisté un mouvement de guérilla, lié avec des secteurs du mouvement ouvrier et paysan, si, en d'autres termes, s'était produite une première accumulation militaire sous forme des détachements armés, est-ce que cela n'aurait facilité considérablement l'accomplissement des tâches de la période suivante, notamment de la tâche impérieuse de l'armement des masses ou des couches les plus politisées des masses, de la création de détachements d'autodéfense et de milices ouvrières et paysannes ? Est-ce que, sous cette forme, aurait pu se concrétiser une dialectique entre guérilla — à savoir l'action armée de détachements exprimés par les organisations d'avant-garde, la seule possible dans une période de répression et d'écrasement du mouvement des masses — et l'armement des ouvriers et paysans — exigence primordiale dans une période de montée débouchant sur une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire ?

Quelques leçons de la tragédie chilienne

Dans les pages que Debray consacre au Chili, il y a un certain nombre de choses sur lesquelles on ne peut qu'être d'accord. Cela concerne, notamment, ses rappels sur la différence essentielle entre gouvernement et appareil d'Etat dans son ensemble ; le caractère illusoire de toute conception legaliste ; le fait que la transition au socialisme est nécessairement une *crise* et non un développement graduel. Nous considérons aussi correctes ses mises en garde sur les difficultés qu'implique toute application effective d'une orientation basée sur l'armement des masses et ses précisions sur les limites de l'expérience des cordons industriels et des commandos communaux, qui ne furent des organismes de dualité de pouvoir qu'épisodiquement et embryonnairement et ne commencèrent à organiser l'autodéfense que sous une forme improvisée et artisanale.

Toutefois, Debray ne pose pas avec rigueur, à propos du Chili non plus, les problèmes centraux et il arrive

à des conclusions carrément fausses.

Tout d'abord, le projet politique-théorique de l'Unidad Popular — qu'il relate dans la variante proposée par Juan Garcés — était incontestablement confus du fait de l'existence de plusieurs interprétations. Mais la confusion et l'indéfinition dépendaient en dernière analyse de l'orientation politique et la justification théorique de base.

Schématiquement, la conception de l'U.P. était qu'il fallait aborder une étape de préparation au socialisme, où auraient opéré des lois économiques n'étant plus typiquement capitalistes, mais n'étant pas encore socialistes ; où il fallait éliminer le latifundium et frapper le capital monopoleur, national et étranger (17). Les transformations propres d'une telle étape auraient pu se réaliser dans le cadre constitutionnel et les modifications de la constitution éventuelles se produire aussi sans briser le cadre légal. Le P.C. présentait ce projet dans une variante droite (au fond, plus conséquente avec les prémisses) ; le P.S., et notamment le courant Altamirano, l'assaisonnait à une sauce maximaliste. Mais la substance était la même : c'est pourquoi Allende réussissait à imposer ses médiations.

Or, dans le contexte historique donné, d'autant plus dans une société qui avait connu un certain développement industriel, c'est le projet lui-même qui était intrinsèquement irréalisable. Dès que la dynamique des différentes classes sociales se développait, les marges de compromis devaient se restreindre de plus en plus et l'antagonisme entre les classes fondamentales explosait directement. La révolution ne pouvait pas être ensermée dans le cadre démocratique-bourgeois, « antiféodal, anti-oligarchique et anti-impérialiste », elle tendait irrésistiblement à transcroître, à acquérir une dynamique anti-capitaliste et socialiste.

Un tel développement était d'autant plus rapide que la situation de 1970 n'était absolument pas telle que Debray la caractérise. Il écrit que « le niveau du changement politique était en fait très en avance sur le niveau de conscience et d'organisation des forces sociales » et il prétend plus loin que les mesures prises par le gouvernement allaient beaucoup au-delà du « niveau des aspirations et de la conscience de sa base sociale » (I, 315-316). L'erreur d'analyse est si grave, qu'elle empêche une véritable compréhension des événements.

En réalité, le succès du 4 septembre n'était que le débouchement d'un long processus de maturation des

forces sociales et politiques du prolétariat chilien, que le reflet d'une combativité et d'une prise de conscience croissantes. Le succès électoral opéra comme un stimulant puissant du mouvement de masse, mais il serait erroné de confondre cause et facteur concomitant. La confiance accrue dans ses propres forces et le sentiment que l'adversaire était sérieusement affaibli, qu'une occasion favorable se présentait, poussaient les masses à se mobiliser au-delà du cadre fixé par le programme de l'U.P. C'est étrange que Debray le conteste (au fond, sur la base du seul argument que c'était l'opinion de nombreux dirigeants !). Est-ce qu'il ignore ou qu'il oublie les nombreuses occupations de terres par les paysans, les expropriations de fait, par initiative d'en-bas, de nombreuses fermes qui ne tombaient pas sous les coups de la réforme ? Est-ce qu'il ignore ou oublie qu'un mouvement analogue se produisit dans des secteurs industriels « non monopoleurs » et que le gouvernement dut souvent se tirer d'affaire par la mesure provisoire de l'*intervencion*, qui reconnaissait en pratique l'expulsion des propriétaires, mais sans procéder à une véritable expropriation et laissait ainsi la porte ouverte à une « normalisation » éventuelle ? Ce sont justement de tels développements, d'ailleurs, qui provoquèrent les récriminations des réformistes contre les soi-disant actes irresponsables des ultra-gauchistes.

Soit dit en passant, Debray, en même temps qu'il commet une erreur d'analyse grossière, exprime une conception trop étriquée sur les conditions d'une crise révolutionnaire. Selon lui, elle ne serait possible que dans le cas d'« une crise économique généralisée et, pour les grandes puissances du moins, dans une crise militaire internationale » (I, 316). Il est démenti par le fait que les années 30 et la fin des années 60 ont démontré que des crises révolutionnaires ou prérévolutionnaires peuvent se produire sans qu'existent les conditions qu'il évoque. Si, d'ailleurs, en 1968, en France, il n'y a pas eu de lutte révolutionnaire pour le pouvoir ou en Italie, en 1969-1970, une situation prérévolutionnaire ne s'est pas transformée en une situation révolutionnaire, la cause ne réside pas dans l'absence d'une crise économique généralisée ou d'une crise militaire internationale, mais dans l'absence d'une direction révolutionnaire.

Pour en revenir au Chili, l'expérience de l'U.P. comporte une leçon qui a une portée plus générale. Si un projet réformiste ne reste pas sur

le papier, s'il ne se réduit pas à une pure et simple opération de couverture de l'action des classes dominantes, si des réformistes commencent effectivement à frapper les grands propriétaires fonciers et les capitalistes monopoleurs, étrangers et indigènes, le résultat est, inévitablement, sur le terrain économique, la rupture de l'équilibre pré-existant et l'éclatement d'une crise de plus en plus profonde (dans la mesure où l'on ne va pas jusqu'au bout, où on n'impose pas un mécanisme d'accumulation qualitativement nouveau, à savoir non plus capitaliste, mais collectiviste et tendanciellement socialiste) ; sur le plan social, le déchainement de l'hostilité de toutes les couches exploiteuses, y compris celles qui ne sont pas frappées directement, mais font également les frais du bouleversement général et ont peur pour le futur. Les réformistes eux-mêmes, dans la mesure où ils subissent la pression puissante d'un mouvement de masse avec qui ils ne veulent pas perdre le contact, ne peuvent pas actionner aisément les freins et ne réussissent pas à imposer le cadre de leur programme originel. Par exemple, les dirigeants de l'U.P. hésitèrent longuement avant de préciser et de traduire en pratique la séparation précise de trois aires économiques que la bourgeoisie considérait, de son point de vue à juste titre, comme une condition préalable à toute tentative de compromis. Un deuxième exemple : dans les campagnes, le P.C. lui-même ne pouvait effectivement entraver les débordements des mobilisations paysannes dans la mesure où son programme prévoyait l'élimination du latifundium. En pratique, il devait accepter un mouvement qui frappait non seulement les gros propriétaires fonciers, mais aussi cette bourgeoisie agraire que, théoriquement, la réforme aurait dû favoriser. Le fait politique que c'est parmi les bourgeois ruraux et non seulement parmi les propriétaires fonciers (dans la mesure où une telle distinction est possible) que surgirent les premiers noyaux de résistance ultra-réactionnaire et fascisante contribua à rendre encore plus difficile — et moins souhaitable, même du point de vue des réformistes — une canalisation des mobilisations des masses.

Dans ces conditions, le réformisme de l'U.P., tout en ne mettant pas en question le système capitaliste en tant que tel et même pas son cadre institutionnel, provoqua en fait une situation critique où il était de plus en plus difficile de contrôler les masses ou leurs secteurs les plus dynamiques. C'est dans la logique de cette situation que la bourgeoisie s'efforça

de rétablir à tout prix son unité et, en ne considérant plus suffisante une politique de pression, d'opposition « légale », d'obstruction, de sabotage économique, donna le feu vert au coup des militaires.

Debray ne semble pas saisir cette dynamique ou, tout au moins, il n'en tient pas compte dans ses analyses et son appréciation globale. Selon lui, les dirigeants de l'U.P. sont responsables d'erreurs commises à des moments déterminés. Ils ont eu tort de ne pas faire l'option du plébiscite après les élections municipales de 1971, lorsqu'il y avait la possibilité d'arracher une majorité absolue ; de ne pas développer une mobilisation de masse et de choisir le compromis en octobre de l'année suivante ; de ne pas faire appel à l'action directe après le coup avorté du 29 juin (à ce propos, toutefois, Debray précise qu'il était déjà trop tard). Ce que notre auteur ne dit pas — ou ne dit pas avec toute la clarté nécessaire — c'est que ces « erreurs », avec d'autres qu'on pourrait indiquer, n'étaient pas accidentelles, mais elles découlaient, plus ou moins inévitablement, de la conception réformiste d'ensemble. Si on ne saisit pas les contradictions de cette conception à ses racines, il est inconséquent de la critiquer dans tels ou tels autres détails et il n'est pas très utile, en tout cas, de dénoncer des erreurs partielles.

Pour sa part, Debray, après avoir critiqué certaines prémisses politico-théoriques de l'U.P. et réaffirmé la validité de la conception léniniste de l'État, avec une inconséquence étonnante, déclare qu'au Chili il fallait parcourir jusqu'au bout le chemin institutionnel et légal (18), qu'en 1970-1971 on ne pouvait faire que ce qu'on a fait et que l'erreur a été de continuer à adopter les mêmes orientations en 1973 ! Plus explicitement encore, il explique qu'il n'aurait été ni juste ni digne d'insulter (*sic* !) l'avenir ou de proclamer irréalisable l'exception à la règle, car rien n'empêchait, *sous certaines conditions*, de supposer que le « saut », pour si difficile qu'il fût, se produisit *après* et non avant » (I, 309) (19). Ce qui est pire, loin de rappeler la signification que la tragédie chilienne a pour toute la classe ouvrière mondiale, il conclut son exposé en exprimant le vœu que ce qui n'a pas réussi au Chili puisse réussir demain en France. Vraiment, il nous demande, mystiquement, de *sperare contra spem* !

Même au risque d'apparaître dogmatique aux yeux de théoriciens sophistiqués, nous répéterons encore une fois que l'absence d'un parti révolutionnaire a été, en dernière ana-

lyse, la cause principale de la défaite du prolétariat chilien. Ce qui a manqué, concrètement, c'est une stratégie d'ensemble de lutte pour le pouvoir que seulement un parti avec influence de masse aurait pu préciser et traduire en pratique. Un tel parti ne saurait être improvisé à la dernière heure : dès que le processus est déclenché, il est trop tard pour accumuler les forces nécessaires à accomplir les tâches énormes qu'impose une révolution.

Du point de vue de la dynamique des forces sociales, ce qui s'est produit au Chili, c'est un déphasage entre le sommet des mobilisations paysannes — qui ne se sont, d'ailleurs, jamais généralisées — et le sommet des mobilisations ouvrières atteint après fin juin de 1973. En ce qui concerne l'autre composante du mouvement anticapitaliste, le mouvement des étudiants, il a connu, après l'avènement de l'U.P. au gouvernement, une usure plutôt qu'une expansion. C'est sur ce terrain, d'ailleurs, que se place une responsabilité grave du M.I.R. dans la mesure où, pendant toute une période, il eut l'hégémonie parmi les étudiants. Sa méthode « verticaliste », conception erronée des rapports avec un mouvement de masse, se sont précisées avant tout à l'égard du mouvement des étudiants et il en a payé le prix. Ces mêmes conceptions des rapports entre l'avant-garde organisée et les masses furent un obstacle à la croissance et à la consolidation de l'influence du M.I.R. dans la classe ouvrière et même dans les couches paysannes où il avait réalisé une pénétration importante (la même considération vaut en ce qui concerne le mouvement des *pobladores*).

Ainsi, les mobilisations de juillet-août 1973 se produisirent avec la classe ouvrière relativement séparée de la paysannerie et même des larges masses des étudiants, et poussée en avant politiquement par les initiatives de l'adversaire. Le problème de l'armement du prolétariat se posa tardivement et sous des formes presque spontanées.

Dans ces conditions, il ne pouvait pas y avoir et il n'y eut pas de miracle.

ENCORE SUR QUELQUES PROBLEMES FONDAMENTAUX

Debray ignore le stalinisme

La critique que Debray avait faite en 1967 à certains partis communistes d'Amérique Latine, tout en étant correcte sous plusieurs aspects, impliquait toutefois une méconnaissance de la nature du stalinisme et, plus généralement, des processus historiques de bureaucratisation des or-

ganisations ouvrières traditionnelles. Cette carence n'est pas du tout surmontée aujourd'hui.

Nous ne prétendons pas que Debray néglige entièrement le conditionnement du stalinisme sur le mouvement d'Amérique Latine. Il en parle parfois en rappelant certaines des pires aberrations (par exemple, l'attitude du P.C. argentin soutenant les partis pro-impérialistes contre Peron il y a trente ans). Mais il s'agit de remarques fragmentaires, qu'il n'intègre pas dans un cadre d'ensemble. En ne maniant pas un critère d'analyse solide, essentiel, il fait recours aux abstractions, à des généralisations pseudo-historiques, tantôt fantaisistes, tantôt d'une saveur positiviste.

Lorsqu'il veut caractériser « l'ennemi principal du projet politico-militaire » de *Revolucion en la revolucion* ? contre lequel il fallait se battre prioritairement, il évoque les déviations « politiciennes », « organisativistes » ou « propagandistes » sous une forme abstraite et l'expérience amère du Che en Bolivie n'est pas suffisante non plus à lui permettre de saisir derrière tout cela les déviations historiquement concrètes que le mouvement ouvrier latino-américain avait subies à cause du stalinisme mondial et de la bureaucratisation « nationale » induite par le stalinisme. Les ravages d'une telle incompréhension apparaissent encore plus nettement lorsqu'il parle, comme s'il s'agissait d'une donnée purement objective, « du retard historique des sociétés latino-américaines par rapport à leur avenir socialiste » (soit dit en passant, c'est la guérilla qui aurait dû combler un tel retard !). Une analyse historique concrète démontre, par contre, que le retard de la révolution a été la conséquence du retard dans la formation d'un mouvement ouvrier révolutionnaire et dans la construction d'une direction révolutionnaire, déterminé, à son tour, par le gaspillage de potentialités consommé par le stalinisme et la bureaucratisation des organisations traditionnelles.

Cette incompréhension du stalinisme, voire de l'histoire du mouvement ouvrier des dernières cinquante années, est confirmée par des remarques et des appréciations apparemment épisodiques, mais, au fond, liées à un fil conducteur commun. Debray écrit, par exemple, ce qui suit : « La dictature du prolétariat, sous les formes historiques qu'elle a revêtues jusqu'à ce jour et qui ne sont pas, comme on sait, les plus exaltantes ni les plus marxistes, est elle-même très dure et pesante, surtout pour nous autres intellectuels. Mais qui a dit que la Révolution était

une fête sans fin ? Un jour peut-être... dans un siècle ou deux » (I, pp. 285-286). Peut-on imaginer une ignorance plus désinvolte dans un étalage de banalités grossières ? D'ailleurs, Debray parle de « pays socialistes » en bloc et, lorsqu'il évoque l'orientation de ces pays envers Cuba, il ignore l'attitude intrinsèquement contradictoire que la bureaucratie soviétique a eue à l'égard de la révolution cubaine et de la politique castriste pendant une longue période.

Que dire des rappels sommaires à la III^e Internationale sans distinction aucune entre la période léninienne, la troisième période et la période de fronts populaires ; de l'éloge de Dimitrov pour son rôle au VII^e congrès ; de l'affirmation que, pour le Chili, en 1938, le Front populaire eut des « effets heureux » ; du soutien implicite au Frente Amplio d'Uruguay ; de l'appréciation flatteuse sur les décisions du congrès du P.C. guatémaltèque en 1969, du jugement sur le rôle joué dans le redressement du mouvement ouvrier latino-américain par des « marxistes » comme le Soviétique Semionov et le Chilien Volodia Teitelboim ? (2).

Quelle révolution en Amérique Latine

A propos de la nature de la révolution latino-américaine aussi, Debray utilise des formules oscillantes, sinon carrément contradictoires. Ne pouvant pas oublier certaines expériences et certaines prises de positions explicites de Guevara, il ne peut pas ne pas esquisser une critique des positions traditionnelles des P.C., pro-chinois y compris. Mais il ne veut pas en tirer la conclusion que la théorie de la révolution permanente est la seule alternative rigoureuse, confirmée par les événements les plus dramatiques de la dernière décennie, du Brésil au Chili. C'est pourquoi il combine des formules allant, en gros, dans le sens des conceptions trotskystes et des formules bâtardees ou même très proches de la conception menchévique-stalinienne de la révolution par étapes.

Dans *La Guérilla du Che*, il n'hésite pas à écrire que « la révolution bolivienne était, par nombre d'aspects objectifs, une illustration des thèses de la révolution permanente ébauchées par Trotsky après 1905 » ; que « le développement combiné au niveau des forces productives économiques détermine, en dernière instance, au niveau des forces sociales politiquement productives, un développement combiné des tâches démocratiques-bourgeoises et des tâches socialistes » ; que « tous les épisodes de l'histoire bolivienne récente démontrent que la paysannerie, malgré sa supériorité numérique, n'est jamais

arrivée à jouer un rôle politique indépendant » (pp. 52-55). Mais immédiatement après, il se presse de dénoncer les « dangers » de la révolution permanente et « l'implacable logique de l'ouvriérisme » qui en découlerait et de revenir sur les vieilles banalités sur la sous-estimation trotskyste de la paysannerie (21).

La Critique des armes analyse correctement la dynamique de la révolution cubaine, même si l'auteur a la tendance de privilégier l'aspect intelligence tactique de Fidel Castro par rapport à la logique des forces sociales (au début, Castro n'avait pas de clarté théorique ni même politique sur la dynamique de la révolution, mais cela n'eut pas de conséquences néfastes dans la mesure où, dès 1953, il avait saisi les forces motrices d'une révolution et il était décidé à être, coûte que coûte, un instrument de ces forces). En même temps, il introduit toutefois, une différenciation ambiguë et, somme toute, sophistiquée entre collaboration de classes et alliance de classes, il interprète faussement les révolutions chinoise et vietnamienne comme exemples de révolutions par étapes et il utilise une formule d'inspiration maoïste en parlant d'une « révolution ininterrompue par étapes » (22). Finalement, il cherche à se tirer d'affaire par le jeu de prestige que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner : toute difficulté serait surmontée en introduisant comme « modèle théorique » « une dialectique du *ne plus* et du *pas encore* » !

En fait, il reste d'autant plus nécessaire d'avoir la clarté sur la dynamique de la révolution en Amérique Latine que les dirigeants cubains ont opéré un repli et des positions erronées ou éclectiques circulent non seulement dans les livres de Debray mais aussi parmi les militants révolutionnaires. A l'époque de la conférence de l'O.L.A.S. et du message du Che (1967), les Cubains avaient explicité le contenu substantiel de la Deuxième Déclaration de La Havane : la révolution latino-américaine sera une révolution socialiste ou une caricature de révolution. A notre connaissance, cette conception n'a pas été ouvertement révisée. Mais, dans la pratique, la révision a été opérée, par exemple par le soutien cubain au gouvernement péruvien, caractérisé comme révolutionnaire, et par l'approbation de la politique de Freinte Amplio en Uruguay. Qu'on le déclare ou non, de telles attitudes impliquent une collaboration avec la bourgeoisie nationale ou des secteurs importants de cette bourgeoisie à qui on attribue un rôle progressiste. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, que, sur ce terrain, l'attitude des dirigeants cubains coin-

cide avec celle des partis communistes (23). Comme nous l'avons dit, une remarque analogue vaut pour les Tupamaros qui ont soutenu le Frente Amplio et flirté pendant quelques mois avec leurs « péruviens » : certains de leurs textes ont expliqué assez clairement la notion de révolution par étapes (24). Quant au P.R.T. argentin — qui a approuvé à l'époque l'appui des Tupamaros au Frente Amplio —, il a utilisé parfois des notions pour le moins dangereuses (la caractérisation du P.C.A. comme « allié stratégique »), il a avancé, dans l'été 1973, l'hypothèse d'un appui électoral à un bloc incluant un représentant du mouvement syndical et un bourgeois soi-disant progressiste et il applique une ligne grosse d'équivoques par le truchement du F.A.S. (Frente antimperialista por el Socialismo). Finalement, le P.C. chilien et les autres organisations de l'U.P. ont relancé après la défaite la ligne du front antifasciste impliquant la collaboration avec les secteurs bourgeois qui s'opposent ou s'opposeraient à la Junta. Dans la mesure où le besoin d'unité correspond à des sentiments réels, cela a posé et posera des problèmes sérieux de clarté politique et théorique au M.I.R. aussi.

Guerre du peuple ou abstraction métaphysique ?

Debray part d'une critique sous plusieurs angles pertinente des guérillas des années 60, en soulignant notamment leur isolement du mouvement de masse. Mais il n'introduit aucune rectification méthodologique. Au contraire : il passe de la notion universelle-abstraite de guérilla à la notion également universelle-abstraite de guerre du peuple. Il est vrai que, par rapport à *Revolucion en la revolucion ?*, il est beaucoup moins péremptoire, mais cela ne change rien au fond de la question.

C'est surtout l'expérience vietnamienne — dont la validité pour l'Amérique Latine était ouvertement contestée en 1967 — qui est considérée exemplaire. Mais les rappels historiques sont plus nombreux. L'auteur cite, en effet, comme « sources empiriques », la Guerre antijaponaise en Chine, la Grande Guerre patriotique en U.R.S.S., la Résistance yougoslave et la Résistance albanaise, les Guerres de libération en Indochine, en Algérie, etc. (I, 97) : de façon que la guerre du peuple apparaît vraiment comme « le paradigme de toute guerre révolutionnaire ».

C'est justement l'ampleur et la variété de la gamme des expériences évoquées qui infirment la portée politique concrète des conclusions à tirer. Cela est d'autant plus vrai que pour Debray le trait commun de toutes ces expériences serait qu'il s'agit

d'une lutte de défense ou de libération nationale contre un impérialisme étranger. Comment pourrait-on considérer comme méthode d'une valeur universelle — dans une stratégie de lutte révolutionnaire pour le socialisme — une méthode qui ne s'applique qu'à une condition spécifique précise ? (25).

Les difficultés et les contradictions réelles ne peuvent être surmontées que sur le terrain de solutions politiques concrètes, inspirées — cela va de soi — par des critères et des orientations de portée générale. Debray, par contre, cherche encore une fois à les surmonter sur un plan purement conceptuel. Nous avons déjà vu que, d'après lui, la guerre du peuple naît des... *Cahiers philosophiques*, de la « liquidation du principe d'identité ». Mais sa démarche est encore plus transparente lorsqu'il écrit : « La guerre d'avant-garde sépare tout ce qui se trouve uni dans la guerre du peuple. Dans cette simple nuance, il y a tout l'abîme entre deux univers pratiquement semblables mais théoriquement incompatibles. Le monde de l'avant-gardisme se présente comme le monde du travail parcellaire, la guerre populaire comme le monde du travail intégré ; le premier est le monde de l'individualité, le second, du collectif... (La guerre du peuple) se fonde sur la loi de l'identité des contraires et l'action réciproque » (I, 104-105).

Malheureusement, tout ce bavardage n'aide pas à comprendre dans quelles conditions, par quelles méthodes, par quels choix une lutte armée puisse effectivement décoller et parvenir à la plénitude « dialectique » qui serait le propre d'une « guerre du peuple » épanouie.

Revolucion en la revolucion ? renversée

Sur le terrain des concepts — il serait plus exact de dire des déclamations pseudo-littéraires — Debray « dépasse » ses conceptions de 1967. Sur le plan politique, plus concrètement, il débouche sur des déviations diamétralement opposées.

Il passe d'un projet qui, pour utiliser ses propres mots, manquait des médiations nationales nécessaires à une exaltation des déterminations nationales nécessaires à une exaltation des déterminations nationales qui amène à la revalorisation du « nationalisme révolutionnaire » et à une sous-estimation des dimensions continentales (26), d'une conception qui attribuait à l'avant-garde un rôle de démiurge, à l'affirmation de la nécessité que l'avant-garde s'abolisse en tant que telle et, en pratique, à l'adaptation aux organisations traditionnelles ; d'une théorisation de la lutte

armée comme élément de discrimination fondamentale à l'éloge de l'usage chilien de la « légalité révolutionnaire » et du respect par l'U.P. en 1970 du chemin institutionnel. Il n'hésite pas, dans la dernière page de son étude — probablement conçue comme le sommet de son élaboration —, à avancer l'hypothèse d'une voie réformiste susceptible de déboucher, en route, sur une issue révolutionnaire et d'une solution possible de cette « énigme » dans cette France, « patrie du socialisme », à laquelle est revenu le fils prodigue.

CONCLUSION : DES TACHES ARDUES ET URGENTES

La situation en Amérique Latine est une situation difficile pour les larges masses et pour les avant-gardes révolutionnaires. La réaction indigène et l'impérialisme ont réussi à frapper durement la classe ouvrière et les autres classes exploitées. Presque toutes les guérillas ont essuyé des échecs (là où la guérilla subsiste : Colombie, très partiellement Guatemala, elle est acculée à une impasse). Les mobilisations de masses qui avaient accompagné les expériences national-populistes (Bolivie) ou réformistes (Chili) ont été écrasées. Dans le pays le plus important du continent — le Brésil —, dix ans après son instauration, la dictature militaire, malgré l'usure inévitable et les difficultés économiques croissantes, ne doit faire face encore à aucun défi sérieux.

La partie décisive se joue au cours de ces mois en Argentine. Peron a été obligé d'accélérer et d'accentuer son déplacement à droite et d'apparaître ouvertement comme hostile aux revendications économiques les plus élémentaires des masses saignées à blanc par l'inflation et favorables aux mesures de répression, y compris contre les dissidents de son mouvement. Toutefois, la classe ouvrière ne cesse d'être caractérisée par un niveau élevé de combativité et une prise de conscience antibureaucratique de plus en plus nette : des secteurs importants du prolétariat, notamment à Cordoba, rejettent l'hégémonie péroniste, y compris dans les syndicats ; la petite bourgeoisie radicalisée n'est pas en reflux ; des organisations subsistent qui ont conduit la lutte armée, ont acquis une influence incontestable et ne seraient pas balayées aisément par un coup à la brésilienne non plus. Il est clair que si la situation devait changer en Argentine aussi et si la classe ouvrière subissait un autre échec majeur, une période assez longue de réaction dans la plupart du continent serait une variante probable.

Ce n'est pas le but de cet article d'analyser la situation actuelle et ses tendances. Nous renvoyons à ce sujet aux conclusions du X^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. Nous voulons seulement ici, avant de conclure, signaler les termes de quelques problèmes majeurs que les révolutionnaires doivent affronter dans le cadre d'une situation qui, de toute façon, n'est pas stabilisée et reste grosse d'explosions qui pourraient se produire à tout moment.

Les révolutionnaires d'Amérique Latine ont commis dans la dernière décennie des erreurs graves; nous avons reconnu explicitement les nôtres dans le bilan dressé au dernier Congrès Mondial (27). Des faiblesses subjectives incontestables ont retardé les rectifications nécessaires et encore retardent, y compris en ce qui concerne le mouvement trotskyste, la définition des orientations pour cette étape et, en particulier, de la stratégie et de la tactique dans certains pays. Il serait, toutefois, faux d'ignorer que certaines contradictions sont inscrites dans les conditions objectives ou dans la problématique révolutionnaire elle-même.

Une première contradiction découle de l'appréciation de l'action de l'impérialisme à cette étape. Il est légitime de partir de l'idée que l'impérialisme mettra tout en œuvre pour éviter la naissance d'un deuxième Etat ouvrier en Amérique Latine. Mais il n'en découle pas automatiquement qu'il aura en tout recours à une intervention militaire directe. Même dans l'éventualité d'un danger réel, des conditions internationales et internes spécifiques pourraient l'obliger à ne pas intervenir ou à remettre les échéances.

Si les révolutionnaires ne saisissent pas la possibilité de différentes variantes et tirent les conclusions d'une façon trop mécanique, ils risquent de subordonner toute leur orientation à une seule hypothèse, de ne pas tenir compte correctement des rythmes et donc de commettre des erreurs politiques — éventuellement politico-militaires — très dangereuses. Debray rappelle à juste titre les erreurs de perspective commises sur ce terrain par des noyaux de guérilla (I, 101). Analogiquement, nous avons polémique avec le P.R.T. argentin qui, depuis 1971, estompe la distinction entre une situation de guerre civile embryonnaire ou potentielle et une véritable guerre révolutionnaire. C'est pourquoi une analyse minutieuse du contexte mondial à chaque étape, notamment de la situation et des tendances de l'impérialisme nord-américain, n'est pas un luxe pour des gens sophistiqués, mais une nécessité primordiale pour

l'orientation des militants. Nous insistons sur cette vérité première puisque c'est justement la carence d'une vision internationale qui a représenté l'un des traits — et l'une des faiblesses les plus sérieuses — de nombreux mouvements et organisations d'Amérique Latine, pourtant se réclamant de l'internationalisme prolétarien.

Une deuxième contradiction concerne l'attitude à prendre face aux Etats ouvriers bureaucratisés et l'Etat ouvrier cubain lui-même. Il est évidemment correct d'affirmer que l'aide d'un Etat ouvrier peut s'avérer extrêmement utile, voire indispensable, dans certaines phases (Debray en va jusqu'à considérer que la proximité d'un pays ami est une condition nécessaire pour le développement de la guerre du peuple). Et les révolutionnaires doivent rechercher l'unité avec les Etats ouvriers en fonction de la lutte anti-impérialiste. Mais cela ne justifie pas des attitudes suivistes et opportunistes allant d'un soutien à une politique que les révolutionnaires ne peuvent que condamner (par exemple, l'intervention de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie) et de l'abdication à la critique de positions nuisibles au mouvement ouvrier (par exemple, l'exaltation du régime péruvien par les Cubains), à la réticence systématique sur les questions internationales les plus brûlantes (ce qui a caractérisé une organisation comme le M.L.R. chilien). En dernière analyse, de telles attitudes amènent à ignorer ou sous-estimer le problème crucial représenté par l'existence des Etats ouvriers bureaucratisés et des directions bureaucratiques, qui imposent la subordination des intérêts de la lutte révolutionnaire des masses à leurs intérêts spécifiques d'Etat, de couche privilégiée ou d'appareil. Une telle incompréhension peut avoir, à des échéances décisives, des implications pratiques catastrophiques.

Troisième question: en principe, des secteurs larges des avant-gardes latino-américaines comprennent la nécessité d'une lutte qui vise en même temps l'impérialisme et les bourgeoisies dites nationales. Mais ils n'ont pas d'orientation claire, hésitent ou s'adaptent au cours des réformistes aussi bien lorsqu'ils doivent lutter contre une dictature militaire ou fascisante — et elles éprouvent le besoin de s'unir avec toutes les forces s'opposant à cette dictature — que lorsqu'ils doivent faire face à des opérations national-populistes ou réformistes de la bourgeoisie ou de couches bourgeoises. Un problème du premier type se pose aujourd'hui, par exemple, au Chili; un problème du deuxième type s'est posé en Bolivie en 1970-1971 et ne cesse de se poser au Pérou. Comme

nous l'avons déjà vu, des confusions et des adaptations opportunistes se sont produites à plusieurs reprises parmi des mouvements et organisations de l'avant-garde et la direction cubaine a joué à ce propos un rôle négatif. Dans le cas péruvien, elle a contribué à la capitulation d'un militant comme Hector Bejar. Dans le cas du Chili, elle a tendance à avaliser la politique « antifasciste » prônée par le P.C. et les autres formations de l'U.P. et face à laquelle, à notre connaissance, le M.L.R. n'a pas encore fixé son attitude avec toute la clarté nécessaire.

Nous estimons qu'il faut s'en tenir aux critères généraux suivants: les révolutionnaires ne considèrent pas que tous les gouvernements bourgeois sont identiques. C'est pourquoi, dans un pays colonial et néocolonial, ils n'hésiteront pas à donner leur soutien critique à des mesures anti-impérialistes éventuellement adoptées par un gouvernement bourgeois (ils l'ont fait, d'ailleurs, en Bolivie en 1970 et au Pérou en 1968-1969). Mais cela n'impliquera aucune alliance avec la bourgeoisie « nationale », même pas avec ses secteurs les plus « progressistes », ni un appui à un gouvernement en tant que tel. A tout moment, ils devront préserver leur indépendance, défendre l'autonomie de la classe ouvrière par rapport aux classes exploiteuses (ils lutteront, par exemple, pour le contrôle ouvrier dans les entreprises éventuellement arrachées à l'impérialisme ou aux capitalistes « nationaux » privés).

Les révolutionnaires ne se plaignent pas si des organisations ou des groupes bourgeois participent à la lutte contre des régimes dictatoriaux (des convergences dans l'action peuvent se produire, de même qu'elles se produisirent lors de la résistance contre le nazisme en Europe). Mais ils n'adhèrent pas à des fronts uniques baptisés antifascistes, démocratiques, d'unité nationale, puisque la logique de ces fronts est celle d'une opération de rechange dans le cadre du système, de l'émergence d'une direction alternative bourgeoise. L'unité doit être réalisée par le front unique des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, de la paysannerie et des autres couches exploitées. Des difficultés peuvent surgir dans la mesure où les partis ouvriers traditionnels réalisent un front unique avec la bourgeoisie soignant antifasciste. Dans une telle éventualité, les révolutionnaires adopteront des mesures tactiques particulières, mais dans aucun cas Popportunisme des partis traditionnels ne pourra justifier des concessions à une orientation de collaboration de classes. Il sera nécessaire de combiner la critique serrée de la collabo-

ration de classes et l'effort constant de stimuler des actions de front unique prolétarien de fait.

Finalement, après les expériences douloureuses d'après 1967, en principe, il y a un accord presque unanime sur la nécessité d'adopter des formes de lutte armée qui permettent une intégration dans le mouvement de masse. Parallèlement, personne ne semble plus contester la légitimité d'une combinaison de l'activité illégale avec l'exploitation de toute marge légale. Mais les problèmes commencent justement lorsqu'il s'agit de concrétiser des critères très généraux.

Ainsi, il est aujourd'hui facile de dénoncer le caractère unilatéral, partiel, de la guérilla et les dangers qui en découlent dans les rapports avec les masses. Mais la difficulté n'est pas surmontée par l'adoption de la formule — non moins générale — de la guerre du peuple ou la proclamation de la nécessité de construire une armée du peuple. Nous avons déjà critiqué les abstractions de Debray en la matière. Malheureusement, des organisations qui ont pourtant fait des expériences n'ont pas jusqu'ici donné des contributions beaucoup plus valables. Par exemple, le texte signé par le P.R.T., le M.I.R., l'E.L.N et les Tupamaros reste aussi très vague et il ne fait aucun bilan des erreurs commises et des défaites graves qu'ont subies trois sur quatre des signataires. En ce qui concerne, d'autre part, l'armement des masses, la construction d'équipes d'auto-défense et de milices ouvrières et paysannes, il ne faut pas non plus se cacher les difficultés énormes de réalisation pratique, sauf si l'on nourrit l'illusion qu'un tel travail puisse se faire dans une clandestinité stricte ou que l'appareil de répression ne réagisse pas dès le début avec une vigueur extrême. En effet, ce n'est pas facile pour des masses intégrées dans le contexte social de se placer sur le terrain d'une préparation à la lutte armée qui exige de surmonter les conditionnements matériels et psychologiques de la vie quotidienne.

L'essentiel qu'il faut comprendre, en tout cas, est que toute tentative de nier ou minimiser le rôle des avant-gardes — on a vu que cela provient le plus souvent justement de ceux qui, il n'y a pas encore longtemps, leur attribuaient un rôle charismatique — aurait des conséquences stérilisantes. Sans l'initiative et l'action conséquente des avant-gardes, organisant leurs détachements armés, on ne voit pas comment le problème d'une lutte armée contre un régime dictatorial pourrait être affronté concrètement, surtout aux premières étapes. Mais aussi, dans des situa-

tions de montée, de crise prérévolutionnaire ou révolutionnaire, où s'impose l'armement de masse, cet armement restera sur le papier si, pendant une période au moins, l'avant-garde n'utilise, dans ce but, ses propres détachements, en prenant elle-même l'initiative.

Il va de soi, pour nous, que ces avant-gardes — à qui appartient la tâche, en dernière analyse, décisive de la construction du parti révolutionnaire — devront surgir des rangs de la classe ouvrière et de la paysannerie qui les reconnaîtront comme leurs cadres organisateurs, comme les garants des médiations nécessaires. C'est une condition qu'aucune des organisations qui ont mené la lutte armée dans les dernières années fut capable de réaliser : d'où l'effort de trouver des substituts, de faire appel au volontarisme. Il va de soi, ensuite, qu'avant de se poser en pratique le problème de la lutte armée, l'organisation révolutionnaire doit avoir réalisé une accumulation minimum de cadres et avoir réussi à se donner une orientation programmatique et tactique qui représente une indication réelle pour le mouvement de masse ou des secteurs importants de ce mouvement. Sous cet angle aussi, pour reprendre des termes abusés, il faut assurer la priorité du politique sur le militaire.

Sur ces problèmes centraux, les révolutionnaires devront s'efforcer, dans l'avenir proche, d'élaborer des idées et des lignes beaucoup plus précises et beaucoup plus concrètes. Des formules ou des « synthèses » telles que les formules et les synthèses de Debray n'ont aucune utilité, elles peuvent même semer une confusion supplémentaire. Mais il faut reconnaître que le retard est plus général et nous-mêmes nous devons être conscients de nos carences et faiblesses sérieuses. Un effort systématique pour les surmonter est l'une de nos tâches plus urgentes à cette étape. 20 juin 1974.

Livio MAITAN.

(1) V. l'article paru dans *Quatrième Internationale*, juillet 1967.

(2) En effet, non seulement il remplaçait les masses par l'avant-garde, mais aussi il confiait à la petite bourgeoisie ou à des éléments « d'origine bourgeoise » le rôle du prolétariat et de la paysannerie. (P. 95.)

(3) Nous ne contestons naturellement pas l'apport de Lénine à la théorie de l'organisation. Ce que nous contestons, c'est une falsification grossière de l'esprit même de la conception marxienne. D'ailleurs, pour justifier ses thèses, Debray a besoin de procéder à des distorsions supplémentaires. Si Marx en limita les objectifs lors de la fondation de la III^e Internationale, ce ne fut pas en rapport aux conditions et aux potentialités du mouvement ouvrier de l'époque, mais parce que, « pour Marx, les choses se passent au niveau de la classe, au cœur du processus social de production, à fleur de la société, pour ainsi dire, et non dans

l'abstraction des luttes politiques au sommet » (I, 104). La dissolution de l'Internationale après la défaite de la Commune ne fut pas décidée pour les raisons que Marx et Engels expliquèrent eux-mêmes, mais elle aurait été entreprise par les deux amis de gaieté de cœur (évidemment parce qu'ils n'en voulaient plus, d'une chose qui allait à l'encontre de leurs conceptions). Ajoutons que d'après Debray (ou Marx interprété par Debray), il était « bon de fonder une internationale dans une période d'accalmie » et la dissolution de la III^e inaugura une période « montée de l'activité révolutionnaire ». Évidemment, notre auteur ignore que la défaite de la Commune inaugura en fait une période de réaction et considère qu'il fut une erreur de fonder la III^e dans le sillage de la crise révolutionnaire en Europe, après la Première Guerre mondiale.

(4) La nature arbitraire de la démarche de Debray se confirme lorsqu'il écrit : « Dans le cas des Tupamaros, il semble que le « foquisme » ne soit plus à l'ordre du jour... La preuve par neuf du foquisme, c'est la disparition du foquisme » (II, 257). Les événements se sont chargés de démontrer que les Tupamaros n'étaient pas une exception dans le sens que Debray suggère.

Il vaut la peine de rappeler que Louis Althusser, dans une lettre que Debray reproduit, tout en faisant une critique assez pertinente de *Revolucion es la revolucion?*, accepte cette « théorisation » sur le politicisme d'Amérique Latine de même qu'il accepte le bavardage antitrotskyste. Il est curieux pourtant qu'il admet lui-même de n'avoir sur le continent que des notions très vagues.

(5) Il est vrai que Debray, fidèle à sa méthode, attribue cette exaltation de la personnalité à « un bagage idéologique latino-américain, assez difficile à manier ». Avouons que de telles vulgarités sont effectivement difficiles à manier !

(6) Dans la guérilla du Che, on lit : « Il était impatient d'entendre une nouvelle fois le sifflement des balles à l'oreille — cette musique de guerre dont il s'avouait privé depuis quelque temps » (120). Quant à Gramsci, Debray ne pouvait rater la nouvelle mode banalisée : en fait, il cite Gramsci soit pour des banalités, soit hors de propos.

(7) Dans une entrevue publiée par *L'Opinion* (Buenos Aires, 23 avril 1974), Debray annonce son intention de se livrer à la littérature. Dans ses livres récents, il a voulu s'entraîner...

(8) Pendant la campagne électorale du printemps 1974, Debray a publié dans *l'Unité* un article intitulé « Retour à la France » où l'on lit des propos de ce genre : « Permettez que se confesse un peu un amoureux de la France... En nous rendant un passé, François Mitterrand, représentant la gauche unie, a débouché sur l'avenir. Quoi qu'il advienne, demain, nous n'aurons plus jamais honte d'être français... On ne donnera pas à la France un visage digne de son passé au nom de Trotsky, de Mao ou de Lénine. Gageons que si Lénine s'était réclamé devant son peuple de Jaurès ou de Jules Guesde, plutôt que de Tchernychevski, ou si Mao s'était baptisé le meilleur disciple de Gramsci et non de Sun Yat Sen, ils n'auraient pas été bien loin. C'est parce que Fidel Castro a assumé l'héritage de José Martí qu'il a pu donner à Marx une progéniture américaine... Pour inventer son chemin, le candidat unique de la gauche se guide sur les étoiles de 1789, 1848, 1936. La Révolution d'Octobre, la Longue Marche, la Sierra Maestra, elles, ne font pas partie de son firmament. »

(9) Dans ses livres récents, Debray ne peut plus oublier totalement, comme il avait fait en 1967, la différence entre la IV^e Internationale et les possédistes. Mais il utilise des formules ambiguës, il ne mentionne jamais le fait connu que la IV^e Internationale n'a plus rien à voir avec Posadistes depuis 1961 et il garde le silence, par exemple, sur notre condamnation des procédés possédistes envers la guérilla de Yan Sosa. En ce qui concerne la Bolivie, il présente Lora sous un jour plus favorable que le P.O.R.-Gonzales, en oubliant l'attitude de Lora envers le Che et la révolution cubaine.

Quant aux problèmes des rapports de la IV^e Internationale avec le P.R.T.-E.R.P. (San-tucho) Debray se limite à mentionner une accusation dépourvue de fondement lancée dans une polémique fractionnelle et ciblée l'essentiel, c'est-à-dire les raisons politiques de la rupture qui s'est produite au mois de juin 1973. Pourtant, il devrait savoir qu'une partie de nos critiques allaient dans le sens des remarques qu'il fait lui-même à l'égard d'autres expériences de guérilla d'Amérique Latine.

(10) L'appréciation trop optimiste sur la situation vénézuélienne était partagée par les dirigeants cubains. Si l'information que nous donne Debray est correcte, Guevara aurait décliné l'invitation d'aller au Venezuela parce qu'il ne voulait pas « prendre un train en marche » (II, 22).

(11) L'écrit sur l'Uruguay a été évidemment terminé avant les événements de juin-juillet 1973. Mais, puisque les deux volumes de *La critique des armes* ont été achevés après (II y a un bilan du coup chilien, entre autres), il est curieux que Debray n'a rien ajouté. Quant à l'essai de 1971, Debray y avait décrit ce qu'il appelle un schéma, mais qui s'avéra être une prophétie fantaisiste sur le développement des Tupas (II, 140-143).

(12) Nous voulons tout de même souligner la surestimation du niveau d'autonomie politique et idéologique de la classe ouvrière de Bolivie (p. 58). Debray aurait-il oublié le rôle hégémonique joué pendant une longue période par le M.N.R. et la gauche du M.N.R. et le rôle du « nationalisme révolutionnaire » y compris dans une phase récente ?

Quant à l'accusation aux trotskystes d'avoir oublié la paysannerie, elle est naturellement fautive. Pour eux, l'alliance ouvrière-paysanne a été et reste un pilier stratégique incontournable. En ce qui concerne les thèses de Palacayo, adoptées par le congrès des mineurs en 1946 par inspiration trotskyste (Lora était à l'époque membre de la IV^e Internationale), leur faiblesse ne réside pas dans la sous-estimation de l'alliance ouvrière-paysanne, mais dans l'absence de précision par rapport au problème de la lutte pour le pouvoir. Lora lui-même l'a écrit en 1951 : nous ne savons pas s'il l'a maintenant oublié.

(13) Nous ne savons pas si cette information est exacte ni si Debray relate correctement les arguments du Che, qui aurait voulu d'abord consolider et augmenter les forces de la guérilla pour ensuite discuter avec les forces politiques et populaires organisées. Si ce calcul a été fait, il s'avéra évidemment faux.

(14) Telle orientation des révolutionnaires boliviens était exprimée dans notre article sur *Le Journal du Che* (IV Internationale, novembre 1968) et fut reprise dans le rapport du camarade Boca au IX^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

(15) Déjà, le 1^{er} janvier 1967, Guevara déclara : « Nous ferons l'unité avec tous ceux qui veulent faire la révolution. » Des documents parus dans des organes cubains prouvent qu'il y a eu des négociations avec le P.O.R., section de la IV^e Internationale, et que les perspectives dans ce sens étaient envisagées avec un certain optimisme. Dans son isolement, Guevara ignorait tous les obstacles créés à l'intégration d'autres forces, notamment des trotskystes, par un appareil urbain contrôlé par le P.C.B. ou par l'appareil de l'E.L.N. lui-même (qui n'était pas, d'ailleurs, autonome).

(16) Dans sa préface au *Journal du Che*, Fidel dénonce un cas concret de sabotage de la part du dirigeant du P.C.B. Monje.

(17) V. le programme de l'U.P. et le message d'Allende de mai 1971.

(18) Debray ajoute « pour que s'ouvre en grand la porte d'une résistance armée de masse » (I, 274). Est-ce que cela signifie qu'il fallait une défaite pour convaincre les masses de la nécessité de la lutte armée ? À part l'aberration, ce ne sera pas si vite que « la porte » de la résistance de masse s'ouvrira « en grand » : une défaite comme celle de septembre 1973 au Chili ne peut pas être surmontée dans des délais courts.

(19) Debray mentionne deux conditions décisives qui ne sont pas réalisées. La première : une avant-garde politique centralisée et homogène « n'est pas surgie. Mais comment aurait-elle pu se former dans le cadre de la fidélité au projet de l'U.P. que Debray exigeait en 1970-71 ? Deuxième condition : il n'y a pas eu d'« attaque impérialiste frontale ». Mais quelle garantie pouvait donner la direction réformiste d'organiser, dans une telle éventualité, une riposte plus efficace que celle — presque nulle — qu'elle a opposée au coup de Pinochet ? Ou Debray pense que, dans le cas d'« attaque impérialiste, l'U.P. aurait pu compter sur la solidarité d'une partie de la bourgeoisie, d'un courant « nationaliste révolutionnaire » ?

(20) L'infortuné « théoricien » du P.C. chilien défendit la thèse de la possibilité de la voie démocratique et de la nature spécifique de l'armée de son pays dans une entrevue donnée au quotidien du P.C. italien le 10 septembre !

(21) A être pointilleux, c'est plutôt Debray qui sous-estime la paysannerie en l'occu-

rence. En effet, après le passage cité sur l'impossibilité pour les paysans de jouer un rôle indépendant, il ajoute : « ni même actif », ce qui est historiquement faux, dans le cas de la Bolivie au moins.

(22) Le caractère confus des formules de Debray apparaît aussi dans l'analyse spécifique sur le Venezuela (II, 37).

(23) Il ne s'agit pas de contester la légitimité de manœuvres diplomatiques de la part d'un Etat ouvrier. Ce qu'il ne faut pas faire, toutefois, c'est d'adapter à ces manœuvres les nécessités du mouvement révolutionnaire et d'introduire des caractérisations trompeuses (l'armée péruvienne ne doit pas être définie « armée révolutionnaire », comme l'a fait à partir de 1969 Fidel Castro.)

(24) Sur le document 5 du M.L.N. on lit : « La contradiction fondamentale, aujourd'hui, est celle qui oppose l'impérialisme à la nation ; de là l'importance des tâches de libération nationale. C'est seulement après les avoir remplies que nous pourrions nous proposer la construction intégrale du socialisme. »

(25) C'est toujours sur un contexte de lutte contre un ennemi extérieur que se fonde l'hypothèse — avancée par Debray — d'une construction progressive et graduelle d'une dualité de pouvoir d'en bas.

(26) Le nationalisme révolutionnaire est décrit par Debray comme « un grand fleuve qui vient de loin et court à travers l'histoire latino-américaine » (II, 223). Selon lui, « il y a loin d'une idéologie nationaliste (avec ses triplés de slogans : souveraineté politique - indépendance économique - justice sociale) à une théorie révolutionnaire, mais, à l'inverse, la théorie révolutionnaire ne pénétrera jamais dans les masses, ne deviendra jamais force matérielle décisive, si elle n'emprunte pas le relais d'une idéologie nationaliste » (II, 250). Nul étonnement qu'il présente sous un jour favorable les élaborations d'un théoricien « trotsko-nationaliste » tel que Jorge Abelardo Ramos.

(27) Nous avons notamment commis des erreurs d'analyses (par exemple, à propos de la situation au Pérou et au Brésil) ; Nous avons exagéré certains phénomènes de prise de conscience dans les couches paysannes et surestimé ce qui était l'O.L.A.S. en 1968 ; nous avons schématisé excessivement la conception de la lutte armée à l'étape donnée et fixé incorrectement la priorité de la guérilla rurale, etc. (V. les documents du X^e Congrès Mondial, publiés dans *Quatrième Internationale*, numéro spécial.)

| IV ^e INTERNATIONALE | | | |
|--------------------------------|--------|-------------------|-------|
| FRANCE | Ouvert | 12 N ^o | 50 F |
| | | 6 N ^o | 25 F |
| | Fermé | 12 N ^o | 80 F |
| | | 6 N ^o | 45 F |
| ETRANGER | Ouvert | 12 N ^o | 55 F |
| | | 6 N ^o | 30 F |
| | Fermé | 12 N ^o | 110 F |
| | | 6 N ^o | 55 F |

| ROUGE | | |
|------------|-----------------|----------------|
| France | Sous pli ouvert | Sous pli fermé |
| 50 numéros | 90 F | 150 F |
| 25 numéros | 45 F | 75 F |
| Etranger | | |
| 50 numéros | 110 F | 180 F |
| 25 numéros | 55 F | 90 F |

Le paiement des abonnements doit être joint à la commande et adressés à Jean-François GODCHAU.
Chèques bancaires : Jean-François GODCHAU. Chèques postaux : IV^e Internationale.

5 JANVIER 1976 :

LE QUOTIDIEN ROUGE

Le Congrès de fondation de la LCR en avait voté le principe. Le CC des 15 et 16 février s'était rangé au même avis, sous réserve d'une étude plus approfondie.

Le CC des 10 et 11 mai, lecture faite d'un rapport sur la question et après un long débat a pris position :

— La Ligue Communiste Révolutionnaire publiera à compter du lundi 6 janvier 1976 un journal intitulé "Quotidien Rouge".


Cette décision historique (**c'est le premier quotidien trotskyste**) est lourde de conséquences.

Le temps de l'initiativisme est passé. L'époque des "apparitions centrales" et de l'activisme débridé est révolu. Notre implantation dans la classe ouvrière s'accroît. Il nous faut un autre moyen d'expression.

L'opération est juste politiquement. **MAIS...**

Il faut 2 MILLIONS de F. (200 millions d'A.F.)

Alors... SOUSCRIVEZ !

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Pour la sortie de Rouge Quotidien en janvier 1976 | |
| Je verse aujourd'hui F |  |
| Je m'engage à verser chaque mois F | |
| Nom (facultatif) | Nom (facultatif) |
| Prénom | Prénom |
| Adresse | Adresse |
| Profession | Profession |
| Chèques ou mandats à l'ordre de P. Chenot. A renvoyer à ROUGE, 10, impasse Guéménée 75004 Paris. | |

18 - 19 OCTOBRE 1975, à Paris :

RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE :

- Présenter la IV^e Internationale, ses activités, ses interventions, son orientation.

- Populariser le quotidien et récolter de l'argent pour son lancement !

Libellez vos chèques : P. Chenot, 10, impasse Guéménée - 75004 PARIS

INDEX DES ARTICLES PARUS DANS LES NUMEROS 1 A 18/19 DE LA NOUVELLE SERIE DE « QUATRIEME INTERNATIONALE » (JANVIER 72 - DECEMBRE 74)

N° 1. JANVIER 1972
 N° 2. AVRIL 1972
 N° 3. JUILLET 1972
 N° 4. OCTOBRE 1972
 N° 5. DECEMBRE 1972
 N° 6. MARS 1973
 N° 7/8. MAI/AOUT 1973
 N° 9/10. SEPTEMBRE/OCTOBRE 1973
 N° 11/12. NOVEMBRE/DECEMBRE 1973
 N° 13. JANVIER/MARS 1974
 N° 14. AVRIL/MAI 1974
 N° 15. JUIN 1974
 N° 16/17. JUILLET/AOUT 1974
 N° 18/19. NOVEMBRE/DECEMBRE 1974

AFRIQUE

— Où en est le pan-africanisme ? (C. Gabriel) .. 5
 — Bilan et perspectives de la révolution arabe .. 1
 — Perspectives révolutionnaires dans le Golfe Arabique (J. Krasny) 2

CONGO

— Un coup à l'Indonésienne (C. Gabriel/Rodier). 3

SENEGAL

— Lutttes ouvrières au Sénégal 2

AMERIQUES

ETATS-UNIS

— 6 novembre: le mouvement anti-impérialiste aux côtés des peuples d'Indochine (Y. Clément).
 — Après la publication des dossiers du Pentagone: la nouvelle stratégie américaine en Indochine (A. Petersen)
 — Bilan et perspectives de la nouvelle radicalisation aux U.S.A. (Congrès du S.W.P.)
 — Les élections américaines (Caroline Lund)

AMERIQUE LATINE

— Campagne contre la répression (J.P. Beauvais).
 — « Che » Guevara: pour le 5^e anniversaire de sa mort (C. Rossi)

BOLIVIE

— Sur le stalinisme en Amérique Latine (C. Rossi) 13
 — Entretien avec Hugo Gonzalès Moscoso 6
 (Vive le combat du peuple le 21 août)
 — Sur le front révolutionnaire anti-impérialiste POR (Combate) 3

BRESIL

— Déclaration politique du POR « Combate » .. 3

CHILI

— Résolution adoptée par le Secrétariat Unifié .. 2
 — Déclaration du Secrétariat Unifié, Résolution politique du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire. Interview d'Hugo Blanco. Les embryons du pouvoir ouvrier. La formation de la propriété sociale au Chili et la question du contrôle ouvrier 9/10
 — Résolution politique de la ligue communiste du Chili 15

ASIE

MOYEN-ORIENT

PALESTINE

— Déclaration du Secrétariat Unifié 9/10

CHINE

— Vingt années de politique extérieure chinoise en Asie (A. Bertrand) 1
 — Libération immédiate des trotskystes chinois! 4

INDE ET SOUS-CONTINENT INDIEN

— Révolution et contre-révolution dans le sous-continent indien (L. Rafaël) 2
 — Résolution de la section indienne de la IV^e Internationale 2
 — Ceylan: la crise de la démocratie bourgeoise (A. Lours/Gosso) 5
 — Appel de Rohana Wijeweera (J.V.P.) 6
 — Sri Lanka: « Je suis un bolchevik moderne. » Déclaration de Wijeweera à son procès 15

INDOCHINE

— Du combat contre la vietnamisation à la victoire (C. Paulet) 1
 — L'enjeu d'une nouvelle victoire (C. Paulet). 3
 — Sur un premier bilan de l'offensive de printemps des forces armées populaires de libération (C. Paulet) 4
 — Vietnam: plus que jamais, solidarité internationale 5
 — Les étapes de la lutte au Vietnam (P. Rousset). 6
 — Le P.C.V. et l'U.P. au Chili (P. Rousset) 14

JAPON

— Les dessous du miracle japonais (C. Adams). 5
 — L'extrême-gauche au Japon (G. Verjeat) 5
 — Caractéristiques de la révolution japonaise (Sakai) 5
 — Interview de Sakai 14

THAILANDE

1 — Après le renversement de la dictature militaire (P. Rousset) 13

EUROPE

2 — Crises et perspectives en Europe 5

ALLEMAGNE

3
 6 — Après la victoire de Brandt 5
 — Congrès de fusion R.K.J./G.I.M. 6
 — Le nouveau S.P.D. au sommet de sa puissance. 7/8
 — Les grèves sauvages et la lutte politique en Allemagne occidentale (J.M. Vincent) 9/10
 — 23: un tournant de l'histoire (P. Frank) 14

ANGLETERRE

— Congrès de l'International Marxist Group 4
 — La situation politique et sociale en Angleterre. (J.F. Dumas) 7/8

ESPAGNE

— Résolution de la Liga comunista revolucionaria. 3
 — L'Espagne, maillon le plus faible de la chaîne capitaliste en Europe (Secrétariat Unifié) 4
 — Pour le libre droit à l'auto-détermination du peuple d'Euskadi (P. Chenka) 4
 — Congrès de l'E.T.A. 6
 — Résolution de la L.C.R. comme section de la Quatrième Internationale en Espagne 7/8

FRANCE

— Trois ans après les contre-coups de mai 68. (G. Filoche) 1
 — L'Union de la gauche et les luttes ouvrières 1
 — Ex-Ligue Communiste: pourquoi un manifeste? (J.F. Dumas) 2
 — Brève analyse des élections française (P. Frank). 6
 — 3^e congrès de l'ex-Ligue Communiste: 24 thèses sur la construction du Parti 6
 — Deux textes sur la dissolution de la Ligue Communiste:

| | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| • Déclaration du Secrétariat Unifié. | | — Blanquisme et social-démocratie | 2 |
| • La dissolution et la situation politique en France (Pierre Frank) | 7/8 | — Contre le marxisme des épigones (E. Noiraut) | 2 |
| — Armée : sur le F.S.M.A.R. | 7/8 | — Dans le passé du mouvement ouvrier français (P. Frank) | 3 |
| — Numéro spécial sur la dissolution de la Ligue Communiste | 11/12 | — Auguste Blanqui de M. Dommanget (P. Frank) | 3 |
| — Bretagne : ce n'est pas cela qu'Anne aurait voulu. | 7/8 | — Illich : l'école en procès | 3 |
| — Le gouvernement le plus à droite depuis Pétain (G. Filoche) | 9/10 | — « Classe ouvrière et révolution » (Bon et Burnier) | 3 |
| — Pour que la France ne soit pas le Chili. Le P.C.F. et l'armée (M. Lequenne) | 13 | — Débat sur Georges Lukacs (Georges Novack et E. Abrahamovici) | 4 |
| — La situation en France en 74 | 14 | — « Révolution et contre-révolution en U.R.S.S. », par le groupe Révolution : « un faux débat » | 5 |
| — Le socialisme que nous voulons (A. Krivine) .. | 14 | — Les habits neufs du président Mao (P. Frank) | 5 |
| — Appel « vive le F.C.R. ! » | 14 | — Quoi de neuf sur le trotskysme ? (E. Noiraut) | 5 |
| — Les élections présidentielles françaises annoncées de grandes crises | 15 | — « Trotsky : a bibliography » par Sinclair (P. Frank) | 5 |
| GRECE | | — La famille et l'état communiste. (Texte inédit de Kollontaï) | 5 |
| — Vers un « 4 ^e Reich » ? | 9/10 | — « Le P.C. vietnamien » de P. Rousset (L. Couturier) | 6 |
| — Qu'est-ce que le mouvement du 20 octobre ? .. | 2 | — A. Blanqui et la révolution de 48, par Dommanget (P. Frank) | 7/8 |
| — Bilan d'une dictature et d'une résistance. (M. Vlachos) | 4 | — « The Trotsky papers » (P. Frank) | 7/8 |
| — Un équilibre instable (M. Vlachos) | 5 | — Sur l'histoire du trotskysme (J.M. Vincent) | 7/8 |
| IRLANDE | | — Le P.C.F. et l'histoire de l'U.R.S.S. (L. Couturier) | 9/10 |
| — La révolution irlandaise en marche (A. Libera) | 2 | — Mais pour qui se prend Samir Amin ? (J. Valier) | 13 |
| — L'Irlande sera-t-elle le Vietnam de l'impérialisme britannique ? (G. Werner) | 7/8 | — L'enseignement en R.D.A. (M. Merlin) | 14 |
| — Problèmes et perspectives de la révolution irlandaise (G. Werner) | 7/8 | — « Les luttes de classe en U.R.S.S. » de Bettelheim (P. Pignarre) | 15 |
| — Conférence nationale du Revolutionary Marxist Group (Bibliographie sur l'Irlande) | 7/8 | 4^e INTERNATIONALE | |
| ITALIE | | — Entretien avec G. Jungclass, membre dirigeant de la section allemande | 3 |
| — Ce que proposent les marxistes révolutionnaires | 4 | — Réunion du Comité Exécutif International | 1 |
| — Lotta Continua : spontanéisme et populisme | 4 | — Résolution de l'International Marxist Group, à propos de l'assassinat de Peter Graham | 1 |
| — Vers l'Etat fort ? | 6 | — Ernest Mandel interdit de séjour en Allemagne | 2 |
| — Comités de base, conseils de délégués, structures de zones | 6 | — Trotsky : question nationale et révolution permanente (L. Maitan) | 4 |
| PORTUGAL | | — Textes inédits de Trotsky : | |
| — Russie 1917. Portugal 1974 ? (C. Rossi) | 15 | • L'Internationale et la guerre | 1 |
| — Déclaration de la L.C.I. | 15 | • Communisme et franc-maçonnerie | 5 |
| U.R.S.S. | | — Numéro spécial sur le X ^e Congrès Mondial de la IV ^e Internationale | 16/17 |
| — 1973, une année décisive ? (E. Salvani) | 7/8 | — Numéro spécial sur la conférence ouvrière européenne de la IV ^e Internationale | 18/19 |
| — Un bilan de l'opposition (E. Laurent) | 7/8 | — Etudes : mouvement fasciste et fascisme au pouvoir (E. Pellegrini) | 13 |
| — Lettre ouverte aux participants à la conférence des P.C. de Budapest (Grigorenko) | 9/10 | — Ecologie : socialisme ou barbarie ? (J.-P. Deléage) | 15 |
| — Les centaines de choses qu'on peut savoir de l'U.R.S.S. (M. Lequenne) | 9/10 | VIE ET PRESSE DES SECTIONS | |
| — La nature de l'opposition démocratique (E. Laurent) | 9/10 | AUSTRALIE | |
| — L'opposition en Ukraine (T. Harding) | 14 | — Conférence de fondation de la Socialist Workers League | 3 |
| YUGOSLAVIE | | CANADA | |
| — Où va la Yougoslavie ? (C. Verla) | 3 | — Grève générale de 200 000 travailleurs « Labour Challenge » | 3 |
| — De la révolution (F. Charlier) | 3 | — Québec : Bourassa et le pourquoi de l'attaque gouvernementale « Libération » | 4 |
| AUTRICHE | | NOUVELLE ZELANDE | |
| — Sur l'histoire du trotskysme en Autriche (R. Lœw) | 13 | — La marche sur le mont Joha (Socialist Action League) | 3 |
| CRITIQUES / LIVRES | | SUISSE | |
| — Critique du « Manuel d'Eco. Po » du P.C.F. (R. Andorlie) | 1 | — Extraits du journal « La Brèche », Ligue Marxiste Révolutionnaire | 7/8 |
| — De Vichinsky à Jean Rony (M. Lenoir) | 1 | | |

QUATRIEME INTERNATIONALE

N° 18-19 nouvelle série
novembre-décembre 1974

prix . 7.50 F

LA CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE

LA CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE

| | |
|---------------------------------------------------------------------|-------|
| La défense du pouvoir d'achat des travailleurs E. MANDEL..... | p. 3 |
| Les attaques contre les libertés syndicales E. MANDEL..... | p. 8 |
| Les leçons essentielles de l'expérience italienne L. MAITAN..... | p. 14 |
| Les travailleurs immigrés et l'unité ouvrière A. UDRY..... | p. 19 |
| La lutte contre le chômage D. BAILEY..... | p. 38 |
| James P. CANNON..... | p. 46 |



Une presse militante, vivante, offensive, constitue l'épine dorsale de l'activité et de la propagande d'une organisation révolutionnaire. La lecture de ces journaux est indispensable à la connaissance de l'activité des marxistes-révolutionnaires européens, de leurs analyses politiques, de la vie de la IVème Internationale. Les sections européennes de la IVème Internationale publient, en une dizaine de langues différentes, des journaux dont les plus connus sont *Rouge*, *La Brèche*, *La Gauche*, *Red Mole*, *Was Tun?*, *Bandiera Rossa*... Abonnez-vous, c'est un geste militant utile pour vous, indispensable pour la vie de nos organisations !

rouge La brèche La gauche

